"J'ai toujours eu un extrême désir d'apprendre à distinguer le vrai d'avec le faux pour voir clair en mes actions et marcher avec assurance en cette vie."

René Descartes
Le discours de la méthode (1637)

N°9 - Octobre 2018

La Russie réfléchit sérieusement à sortir du Conseil de l'Europe

STENKA RAZINE

LE COSAQUE RÉVOLUTIONNAIRE

Svetlana Sintseva et la peinture baroque contemporaine

Le Monastère d'Ipatiev, Kostroma, les premiers Romanov

Parlons russe !
Leçon 1. L'alphabet russe

REVUE « MÉTHODE »

EQUIPE EDITORIALE :

Directeur de la Rédaction :
François MAURICE
Rédactrice en chef :
Elena SYDOROVA
Secrétaire général :
Guennady KLIAGUINE

Rédacteurs :
Alexandre ARTAMONOV – Daniela ASARO-ROMANOFF – Karine BECHET-GOLOVKO – Guillaume BERNARD – Nicolas BONNAL – Gaétan BOUCHARD – Gérard BRAZON – David BRET – Bertrand BRISSET – Valérie BUGAULT – Stanislav BYSHOK – Jean-François CARACCI – Julia CASADO – José CASTANO – Erwan CASTEL – Antoine CHARPENTIER – Françoise COMPOINT – Charles DEMASSIEUX – Aliona DENISSOVA – Slobodan DESPOT – Grégory DUFOUR – Antoine DUVIVIER – Jean-Louis ETIENNE – Sylvain FERREIRA – Anna GICHKINA – Vincent GOJON – Jean GOYCHMAN – Bruno GUIGUE – Laurence GUILLON – Yannick JAFFRÉ – Alexandre LATSA – Pierre de LAUBIER – Emmanuel LEROY – Anatoly LIVRY – Pascal K. MAS – Olivier MILZA – Nikola MIRKOVIC – Michel MOGNIAT – Xavier MOREAU – Frédéric de NATAL – Roland PIETRINI – Marie-Simone POUBLON – Jean RÉMY – Nicolas SAVY – Jocelyne SIGNOUREL CAMBILLAU – Vladimir TCHERNINE – Sébastien TEISSIER – Pascal TRAN-HUU – Jean-Marc TRUCHET – Christian VANNESTE – Athanase VANTCHEV de THRACY – Jean-Michel VERNOCHET – Alexandre WATTIN – Alexander ZAKATOV

Contributeurs à ce numéro :
Valérie FELDER – Thierry GUINHUT – Benoît MALBRANQUE Alexandre PAJON – Claude ROCHET – Marc ROUSSET – Jacques SAPIR – Thierry THODINOR

NOS CONTACTS :
Comité de rédaction de la Revue « Méthode »,
58, rue Artiom, 83001 Donetsk,
République Populaire de Donetsk
tél. : + 38 062 305 24 69,
courriel : revuemethode@gmail.com
http://www.revuemethode.org

RÉSEAUX SOCIAUX :
https://www.facebook.com/revuemethode
https://vk.com/revuemethode
https://twitter.com/revuemethode

SOMMAIRE

L'Édito 4

RUSSIE

Karine BECHET-GOLOVKO
La Russie réfléchit sérieusement à sortir du Conseil de l'Europe 7

Claude ROCHET
Pourquoi haïssent-ils la Russie ? 8

FRANCE

Alexandre ARTAMONOV
Adieu Ivan Blot 12

Marie-Simone POUBLON
Nouvelle-Calédonie : Indépendance ou France ?
Que Kanaky vive ! 14

Charles DEMASSIEUX
Éric Dupond-Moretti ou la comédie du droit 17

POLITIQUE & SOCIÉTÉ

Jean GOYCHMAN
Le « Rapport de la Montagne de fer ». Troisième partie :
quelles conclusions en tirer ? 20

Bruno GUIGUE
Contre-histoire de la « guerre froide » 23

Jean-Michel VERNOCHET
Viktor Orban et l'Union soviétique européenne 30

Gérard BRAZON
L'Union européenne c'est la paix ? 35

Jacques SAPIR
La zone Euro, un échec dangereux 37

Marc ROUSSET
Ce ne sera pas un krach, mais un tsunami financier mondial 41

Valérie BUGAULT
Comment et pourquoi le dollar va laisser la place aux DTS
comme monnaie mondiale 43

Aliona DENISSOVA
Suède : et la dernière terre promise des immigrés s'effondra… 50

Alexandre PAJON
L'Islam est-il très différent des autres religions ? 53

Vincent GOJON
Le Boeing de Kaboul 62

SCIENCES & TECHNIQUES

Jean-Marc TRUCHET
Julien, le petit écologiste… 66

HISTOIRE

François MAURICE
Stenka Razine, le Cosaque révolutionnaire 71

Benoît MALBRANQUE
Arthur Raffalovich : économiste libéral franco-russe
au centre d'un scandale de corruption 82

Alexandre WATTIN
100ème anniversaire de la République d'Azerbaïdjan :
1918-2018 85

Laurence GUILLON
Blanchir les Rouges 90

José CASTANO
Colonisation de l'Algérie. Les raisons de la conquête 94

Nicolas SAVY
Le combat désespéré d'Uxellodunum,
dernière forteresse gauloise vaincue par Jules César 98

CULTURE

Daniela ASARO ROMANOFF
Le Monastère d'Ipatiev, Kostroma, les premiers Romanov 106

Jean-Louis ETIENNE
Svetlana Sintseva et la peinture baroque contemporaine 112

Thierry GUINHUT
De la violence biblique et romaine à la violence ordinaire d'aujourd'hui, en passant par
la Terreur révolutionnaire 117

Michel MOGNIAT
Destin français d'Éric Zemmour 125

Thierry THODINOR
Retour sur Maïdan. La guerre hybride de l'OTAN
par Lucien Cerise 131

Nicolas BONNAL
Bernanos et Drumont face aux Français modernes 133

Valérie FELDER
Nadiejda : 100 ans de nostalgies russes. Deuxième épisode : Tout à donc commencé
en 2016… 137

Athanase VANTCHEV de THRACY
La poésie russe 143

Gaétan BOUCHARD
Poésie : Bon voyage, Keichan ! 147

Julia CASADO
Parlons russe ! Leçon 1. L'alphabet russe 148

L'ÉDITO

Chères lectrices, chers lecteurs,

Au XVIIe siècle, les peuples de l'empire de Russie, malgré la modernisation progressive de l'état, subissent l'ordre féodal, attachés à la glèbe et soumis à la brutalité des propriétaires terriens. Stepan Razine, Cosaque du Don, est sensible à cette misère économique et sociale. La révolte de Razine fut spontanée, locale, sans programme politique bien arrêté. Même s'il combattait le système féodal, il se proclamait tsariste. Razine, par ses excès comportementaux teintées de mégalomanie, est assurément un personnage sujet à controverses. Mais il se voulait un homme libre, un Cosaque…
Cette liberté aujourd'hui de plus en plus bafouée, notamment au sein de l'Union européenne, nous la revendiquons dans « Méthode » et nous la chérissons plus encore face aux terribles massacres commis contre le peuple du Donbass. Au cours de ce mois d'octobre 2018, les forces ukrainiennes ont réengagé des unités d'artillerie lourde sur la ligne de front du Donbass : obusiers de 122 et 152 mm mais également lance-roquettes multiples… Depuis les tirs de l'artillerie lourde ukrainienne n'ont cessé d'augmenter, provoquant des pertes croissantes parmi les défenseurs du Donbass, notamment sur le front Sud de la République. Ces bombardements ukrainiens, qui sont déjà doublement des violations des accords de Minsk car rompant le cessez le feu et utilisant des armes prohibées sur le front (calibre supérieur à 100 mm), constituent en outre, en visant délibérément des zones résidentielles civiles, une violation flagrante de la convention de Genève. Toute la rédaction adresse son soutien à ce peuple martyrisé et nos condoléances aux familles touchées.

Je souhaite saluer, par cet éditorial, tous nos fidèles rédacteurs qui contribuent, chacun en leur domaine, à apporter un peu plus de liberté dans l'information et à sortir du sentier, bien cadré, de la pensée unique chaque jour un peu plus policée. Bienvenue enfin aux nouveaux rédacteurs qui rejoignent cette si belle équipe de « méthode ».

Bonne lecture à tous.

Elena Sydorova,
Rédactrice en chef

Le Comité de rédaction de « Méthode » a le plaisir d'accueillir en ce mois d'octobre quatre nouveaux rédacteurs : Jean GOYCHMAN, Aliona DENISSOVA, Charles DEMASSIEUX et Julia CASADO.

Jean GOYCHMAN

Fils du général Georges Goychman, compagnon de la Libération et ancien officier de liaison à l'état-major des forces françaises en Grande-Bretagne, et d'une mère institutrice, Jean Goychman est né à Orly, en mai 1948. On ne naît pas fils d'aviateur et à Orly sans être affecté par le virus aéronautique. Après des études secondaires et une prépa scientifique à Henri IV à Paris, il intègre l'ESTA, devient ingénieur aéronautique et intègre aussitôt L'Aérospatiale (Établissement de Saint Nazaire).

De 1975 à 1976, il est détaché aux États-Unis sur le programme Corvette (avion biréacteur de 14 places) puis affecté comme ingénieur aux essais en vol programme Fouga 90 (avion d'entrainement). A son retour en France, il devient Président de la Jeune Chambre Économique de Saint Nazaire. En 1979, il intègre « Air Inter » comme Officier Mécanicien Navigant sur Caravelle, puis sur Airbus A 300 jusqu'à début des années 2000. Durant ces années il sera Président du SNOMAC (Syndicat National des Officiers Mécaniciens Navigants) de 1986 à 1990 puis Président d'EFEO (European Flight Engineers Organisation) de 1991 à 1994.
En 2001, il deviendra alors Certification Manager du programme Skylander au sein de la GECI International jusqu'en 2005, où il devient formateur vacataire en maintenance aéronautique à l'AFPI de Nantes, expert judiciaire en maintenance industrielle auprès du Tribunal de Commerce de Saint Nazaire de 2006 à 2011 et expert International en maintenance aéronautique (WorldSkill).
Depuis 2015, Jean Goychman est conseiller régional du Maine et Loire et auteur de différents articles économiques, principalement sur le système financier international et les monnaies.

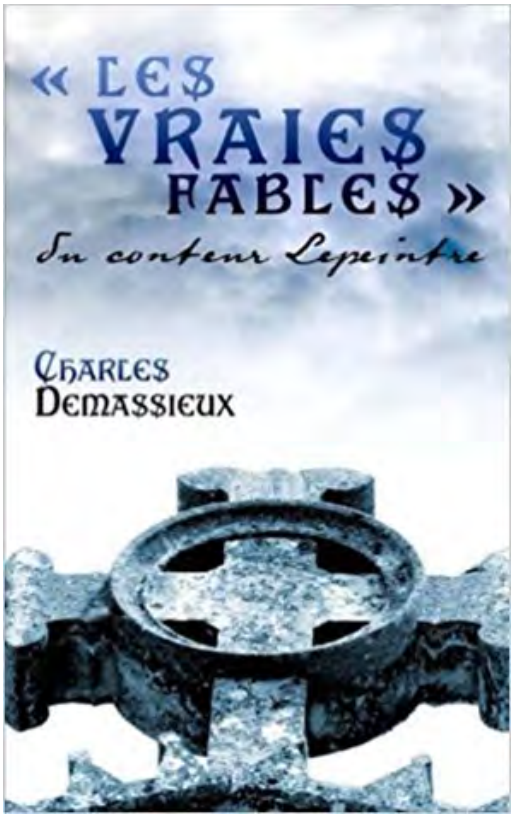
Aliona DENISSOVA

Née et élevée à Moscou, Aliona Denissova réalise ses études à l'Institut des Langues Étrangères. En 1992, elle se marie à un Français et poursuit désormais ses études en France, à Paris II - Assas en Communication. Après une longue et douloureuse recherche d'un emploi. Aliona Denissova débute une « petite carrière » dans le métier de gestions des bases des donnés – un job alimentaire sans rapport avec sa véritable vocation partagée entre l'écriture et le chant !
Bien qu'ayant refusé durant 20 ans tout contact avec la diaspora russe en France, Aliona Denissova, après avoir parcouru toute la France avec son mari caméraman, a récemment révisé sa position et participe désormais à différentes publications.

Charles DEMASSIEUX

Né en 1971, Charles Demassieux passe son enfance en province, entre la Corrèze et la Sarthe. A partir de douze ans, il vit à Paris où, grâce à la profusion culturelle de la capitale, il se découvrira une passion pour le cinéma, la bande dessinée et plus tard, la musique. Au lycée, il s'intéresse particulièrement à la poésie et au théâtre. Au début des années 1990, il entame des études de Lettres modernes et obtient une maîtrise. À l'université, il commence à rédiger des articles pour des revues étudiantes.
En 1998, il collabore à la revue Jazzosphère et ce, pendant une dizaine d'années, écrivant des textes autour de la littérature, le cinéma et les arts. À cette occasion, il interviewera Christian Volckman, le réalisateur du film d'animation Renaissance. Parallèlement, il s'essaie à la fiction (romans et nouvelles). Dans les années 2000, après avoir été animateur de centres de loisirs, il travaille dans le milieu de l'édition et croise à cette occasion des auteurs comme Philippe Delerm, Pierre Bergounioux ou Bernard Chambaz. Il est par la suite amené à collaborer avec des

psychiatres tels que Michel Soulé et François Lebigot, ainsi que d'autres acteurs de cet univers professionnel. En 2011, paraît son premier roman : Les chroniques du Chat, récit d'anticipation dont il dira qu'il est un rendez-vous manqué et dans lequel il ne se reconnaît plus. Son second roman, Expositions, paru en 2012, est une histoire érotique qui glisse vers la tragédie. En 2013, il découvre les Éditions Hélène Jacob et y publie ses deux romans suivants : Une légende chrétienne, polar historique inspiré du Nom de la Rose, d'Umberto Eco, et un peu du Da Vinci code, de Dan Brown ; puis, Les vraies fables du conteur Lepeintre, roman à tiroirs qui tourne autour des grands et petits secrets de l'Histoire de France. Il participe aussi aux deux recueils collectifs des éditions Hélène Jacob. Depuis 2012, il écrit des articles politiques pour le site Riposte laïque et depuis peu, Boulevard Voltaire. Son univers romanesque montre son attachement à la France, tant sur le plan historique que culturel, avec une prédilection pour la littérature du XIXe siècle. Et, par-dessus tout, il préfère faire appel à l'imaginaire plutôt que de copier le quotidien tel quel et le restituer sans mise en forme. Ses convictions pourraient se résumer en une phrase : un attachement charnel à l'identité historique de la France et, par-delà, l'Europe chrétienne.



Julia CASADO

Née à Saint-Pétersbourg en 1974, Julia Casado a fait ses études à l'Université pédagogique de Saint-Pétersbourg. Après avoir travaillé comme professeur de français aux cours de langues et comme professeur de russe à l'École Française de Saint-Pétersbourg pour les enfants francophones, elle déménage, en 2004, et vient s'installer en France.

Depuis, Julia Casado est professeur de russe à l'Association d'échange culturel à Bergerac et également directrice du site le russe.fr.

Elle se propose désormais d'initier les lecteurs de « Méthode » qui souhaiteraient découvrir et apprendre la langue russe.

La Russie réfléchit sérieusement à sortir du Conseil de l'Europe

Karine BECHET-GOLOVKO
Enseignante juriste

Depuis le rattachement de la Crimée à la Russie suite au renversement de pouvoir en Ukraine et à la guerre civile qui en a découlée, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) a suspendu le droit de vote de la Russie, qui se retrouve de facto observatrice d'un procès qui la concerne.

La crise s'enlisant, comme toutes les crises d'aujourd'hui, selon les paroles de la présidente de la Chambre haute du Parlement russe **Valentina Matvienko**, la Russie commence à sérieusement réfléchir à quitter cette organisation.

Ce qui, finalement, entraînerait la fin d'une structure qui, de toute manière, s'est dévoyée.

Le Conseil de l'Europe est une structure qui n'a rien à voir avec l'Union européenne. Beaucoup plus large, cette organisation comprend 47 États membres et lui sont rattachées, notamment, l'APCE et la CEDH. Or, à la suite du conflit en Ukraine et avec la montée d'une politique antirusse extrêmement marquée, l'APCE a voté les sanctions contre la Russie, sous la forme d'une suspension du droit de vote et de l'interdiction de

délibérer dans les organes de direction.
En réponse, la Russie a suspendu sa contribution à l'APCE, mettant celle-ci en difficulté financière.
Le conflit s'enlise, car il n'est pas un conflit primaire mais dérivé. Il ne pourra donc que se régler lorsque le conflit primaire, géopolitique et idéologique entre une vision d'un monde atlantiste et l'idée d'un monde multipolaire défendue par la Russie, lui-même, se réglera. Or, la tension continue à monter sur toutes les plateformes qui lui permettent de s'exprimer (le CIO, le Conseil de sécurité de l'ONU, l'OSCE, le Conseil de l'Europe, etc.) et les conflits dérivés s'intensifient (Ukraine, Syrie, guerre économique, guerre de l'information, guerre chaude). La crise qui touche le Conseil de l'Europe n'est pas prête de toucher à sa fin.
Les déclarations de Matvienko ne sont finalement qu'une triste constatation : **à quoi cela sert-il à la Russie de continuer à être membre de cette organisation si elle ne peut prendre part aux décisions, la Russie a largement de quoi faire ailleurs ?** Surtout que l'APCE est une organisation politique quasiment inconnue en Europe de l'Ouest, essentiellement orientée vers l'Est et les "pays en transition démocratique". Quant à la CEDH, si sa jurisprudence était d'une réelle qualité juridique jusqu'aux années 90, elle s'est ensuite dévoyée sur la route de la "démocratisation" des pays de l'Est pour finir dans l'impasse de la propagande idéologique, assez primaire (pro-LGBT, pro-migrants, anticléricalisme, etc.). C'est pourquoi il est fondamental pour le Conseil de l'Europe que la Russie reste : c'est un moyen fabuleux de pression sur la législation interne.
Selon Matvienko, la Russie perd de plus en plus d'intérêt pour l'APCE, qui ne devrait pas être discriminatoire et permettre aux 47 États de travailler ensemble sur un pied d'égalité. La situation est, selon elle, critique. D'autant plus qu'avec la suspension du droit de vote de la Russie certaines décisions prises souffrent d'un déficit de légitimité : les juges européens sont élus sans participation de la Russie et l'année prochaine c'est l'élection du secrétaire général du Conseil de l'Europe qui est en jeu. Quelle sera sa légitimité ? L'idée de quitter le Conseil de l'Europe fait alors son chemin.
Le Conseil de l'Europe, en suivant la voie globale de la radicalisation envers la Russie, se met lui-même dans une situation délicate. Sans la Russie il ne présente plus aucun intérêt. Or, la Russie, elle, a existé avant d'entrer dans le Conseil de l'Europe, elle existera lorsque celui-ci ne sera plus qu'une ligne dans les manuels d'histoire.

K. B-G.

Pourquoi haïssent - ils la Russie ?

Claude ROCHET
Professeur des universités, politiques publiques et gestion de la technologie

Le ban et l'arrière ban de l'euro atlantisme s'est mobilisé haut et fort contre le scandale que constitue la condamnation de l'opposant **Alexeï Navalny** à une amende de 330 euros pour l'organisation d'une manifestation interdite (je viens de payer une amende de 375 euros pour un excès de vitesse de 1 KMH : ni Bruxelles ni le département d'État ne s'en sont émus) et 15 jours de prison pour avoir enfreint une interdiction de manifester et déclenché des violences.

Les pleurs sont donc sélectifs.

Qui est ce monsieur Navalny ? Initialement membre du parti libéral pro-occidental Iabloko, il se rapproche de l'extrême-droite (la vraie !) ultranationaliste. Le piratage de sa boite mail montre en 2011 qu'en fait il est financé par l'ONG américaine *National Endowment for Democracy*. La NED lui permet d'aller étudier à l'université de Yale l'art et la manière de déclencher des « révolutions de couleur »… À son retour il applique les leçons apprises et fait une campagne style Obama pour les élections municipales à Moscou – avec la promesse d'organiser une gay pride – où il obtiendra 27 % des voix, et plus encore dans les quartiers huppés de la ville. Assigné à résidence, car pris dans un scandale financier avec le groupe Yves Rocher, il n'en continue pas moins son activité de blogueur.

Navalny semble aimer les tatouages… mais les euro atlantistes ne lui en tiennent pas rigueur et, bien au contraire, le soutiennent

Mais les manifestants qui sont descendus dans la rue pour manifester contre la corruption ne l'ont pas fait pour Navalny : la plupart étaient très jeunes et sont représentatifs de cette jeune génération qui n'a pas connu les heures les plus sombres des années 1990 et se sentent écartelés entre la nouvelle Russie prospère des villes, influençable par l'Occident, et la Russie traditionnelle, plus pauvre, patriote et pro-Poutine. De là à y voir la possibilité d'y déclencher un Mai 68 contre le pouvoir en mobilisant la jeunesse urbaine, il y a sans doute un pas que les oligarques occidentaux et leurs collègues russes rêvent de franchir. Mais Mai 68 parvint *in fine* à renverser de Gaulle parce que le mouvement social s'est mis à faire un bout de chemin avec le mouvement étudiant. Rien de tel en Russie où la classe ouvrière et tout ce qui travaille profite de la renaissance de l'économie russe et du retour de l'État, fruit de la politique de Poutine.

Qu'on en juge : une croissance régulière malgré la crise de 2008, l'apparition d'une classe moyenne qui compte 30 % de la population, une balance des

paiements et un solde du commerce extérieur excédentaire, réduction de la dette publique et du taux de pauvreté… Tout cela se révèle dans un indicateur clé : le retour à une natalité positive alors que la Russie des années Eltsine ne faisait plus d'enfants, un autre indicateur étant la chute du nombre d'avortements et des décès.

Alors, pourquoi tant de haine ? A la chute de l'URSS les Occidentaux – Etats-Unis en tête avaient une idée bien précise de ce que devait devenir la Russie : un empire définitivement éclaté et affaibli, paradis des affairistes. Durant les années Eltsine, les consultants américains se sont bâfrés 5,6 milliards de dollars d'honoraires pour « aider la Russie à faire sa transition vers l'économie de marché ». Résultats, une baisse du niveau de vie de 40 %, la richesse du pays concentrée entre les mains de sept oligarques, la corruption généralisée comme mode normal de fonctionnement, l'effondrement de la natalité et la hausse de la mortalité et la perte du prestige international de la Russie, tandis que les Occidentaux soutiennent les mouvements centrifuges des régions périphériques au travers des « révolutions de couleur »…

La corruption est un mal propre à l'histoire russe, et en général aux très grands pays qui n'ont pas d'appareil d'État approprié pour implanter une administration intègre. La popularité de Poutine tient à son rôle dans le rétablissement de l'État, de l'économie, d'une politique sociale et de la puissance de la nation, prestige qui culmine avec le retour pacifique de la Crimée dans la Mère patrie.

Mais il lui reste à traiter le problème de la corruption, mal endémique qui est un frein dans le développement du pays. Si celle des grands oligarques a été réduite énergiquement par des méthodes… russes, il reste la corruption endémique, celle qui pollue les rapports sociaux, se conjugue à la bureaucratie pour miner l'autorité de l'État, bloquer l'initiative économique et démoraliser les citoyens. Le phénomène ne se limite pas à la Russie, mais touche les anciennes républiques, au premier rang desquelles l'Ukraine, mais là, pas touche, on n'aura pas reportage du Monde ou de Libération.

Le crime suprême de Poutine est sans doute, pour nos élites occidentales, de traiter le problème par le retour aux valeurs russes. Dostoïevski l'avait illustré dans les Frères Karamazov, par l'opposition entre le frère attiré par les valeurs individualistes et matérialistes de l'Occident, associées au progrès, et l'autre attiré par les valeurs collectives slaves porteuses de l'identité, associées à l'arriération du pays.

Éternel dilemme entre matérialisme individualiste et valeurs collectives et spirituelles. La voie choisie par la Russie de Poutine est la modernité de l'économie de marché et du progrès technologique mais cadrée par les valeurs russes, le retour aux valeurs collectives slaves incarnées dans la religion orthodoxe. C'est un équilibre entre le « je » et le « nous », entre les droits et les devoirs. L'exact inverse de notre vision des droits de l'homme réduits aux droits absolus de l'individu, la soumission totale du « nous » au « je ».

C.R.

ADIEU IVAN BLOT

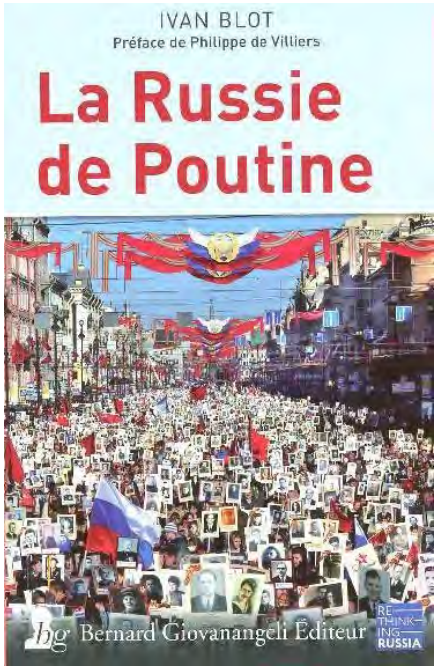
Alexandre ARTAMONOV
Journaliste, Rédacteur en chef du service français de Pravda.ru

Le départ d'Ivan Blot a profondément choqué l'élite intellectuelle des deux nations, russe et française.

C'est avec un profond regret que nous voulons vous faire part du décès de l'un des Français les plus illustres de notre temps. Il s'agit d'Ivan Blot, homme politique, pendant de longues années Président du Club de l'Horloge, patriote de la France et une bonne connaissance de Vladimir Poutine.

L'auteur de cet article a été en termes plus qu'amicaux avec Ivan. Nous nous sommes connus il y a de nombreuses années et avions partagé le même champ d'action.

Il était l'incarnation même de ce qu'on appelle le « vrai Français » : fin observateur, esprit cartésien, mais, en même temps, profondément catholique croyant. Toute sa carrière au sein du Ministère de l'Intérieur où il est monté jusqu'au grade d'Inspecteur général aussi bien que dans sa vie privée, familiale ou quand il faisait de la politique, était marquée par une sincérité et un humour au-delà de toutes les épreuves qu'il avait dû endurer dans sa vie. En effet, Ivan a été député et euro-député. Il a tenu sur les fonts baptismaux la création de la droite française, a noué des relations professionnelles plus que solides avec Jean-Marie Le Pen en contribuant par ses idées à l'élaboration du concept de base du Front National.



Il est à dire que Blot maîtrisait parfaitement la plume qui était souvent, entre ses mains, plus acéré qu'un bistouri. Ivan était également docteur ès sciences économiques et professeur à Sophia Antipolis, Université de Nice. Ses ouvrages sont nombreux et très étoffés, car Blot étudiait en profondeur un sujet avant de s'exprimer.

Une fois retraité, il s'est mis à apprendre sérieusement le russe ou plutôt à se le remettre en mémoire, car sa mère était d'origine slave. Un jour il me raconta qu'aux chansons militaires de son père, commandant du premier porte-avions français d'ailleurs, se mêlaient les berceuses en langue russe de sa mère. On peut dire que la Russie a toujours été son dada. Et comme son départ du ministère lui a permis de se déplacer plus librement à l'Est du continent Européen, il s'est mis à visiter notre pays.

Moscou l'a très vite apprécié à sa juste valeur. Ainsi, il s'est fait connaître à travers la création d'une chaîne de télévision franco-russe *ProRussia.tv* dont le concept s'est cristallisé dans le bureau du chef du service français de la « Voix de la Russie » de l'époque Mikhaïl Kourakine. Cette chaîne a su attirer à travers

l'internet un auditoire de l'ordre de 1,5 millions de visites uniques à titre mensuel ce qui est également à mettre à l'actif d'Ivan. Et c'est bien Blot qui a offert à *Radio Sputnik* les fréquences FM à Paris ce qui est, littéralement parlant, hors d'atteinte pour une radio étrangère.

Il est à dire que les activités franco-russes de mon ami ont été vraiment appréciées à leur juste valeur : membre du très prestigieux Club Présidentiel Valdaï (créé et chaperonné par Vladimir Poutine lui-même), Blot a rencontré à plusieurs reprises, en compagnie de sa charmante épouse Cendrine, le chef de l'État russe. Il a eu même l'occasion de lui offrir ses écrits.

Confronté à sa maladie, Ivan a tenu le coup. Il y a tout juste un an, déjà exténué par ses problèmes de santé, il a trouvé suffisamment des forces pour se rendre à Yalta où la revue *Interaffairs.ru* (*Mejdunarodnaya Jizn*, Ministère des Affaires Étrangères de Russie) a organisé une grande conférence sur les pays de la CEI.

Comme toujours, Blot a été brillant et, selon le rédacteur-en-chef de la revue M. Armen Oganessian, a su influencer les idées générales des chercheurs présents à l'événement leur faisant part de ses conclusions qu'il avait élaborées lors de son travail au sein du dispositif antiterroriste français et européen.

Son départ est douloureux à vivre parce qu'il laisse un sentiment de vide. Comme disaient les Romains, « cet homme a vraiment vécu ». Il cherchait coûte que coûte à améliorer le relationnel avec la Russie croyant que le concept du monde multipolaire de Evguéni Primakov pouvait représenter la voie de salut pour la France et les prémices d'un monde européen sur l'axe Paris-Berlin-Moscou. La revue *Interaffairs.ru* regrette beaucoup son décès prématuré et présente ses condoléances à la famille, aux proches et à tous les amis du cher défunt.

A.A.

La rédaction de « *Méthode* » s'associe à cet hommage et adresse à son épouse et ses enfants toute sa sympathie.

Nouvelle-Calédonie : Indépendance ou France ? Que Kanaky vive !

Marie-Simone POUBLON
Auteur, chroniqueuse et éditrice

La question de l'indépendance se pose pour la Nouvelle-Calédonie. Les néo-calédoniens sont-ils prêts à se défaire du joug de la France ?

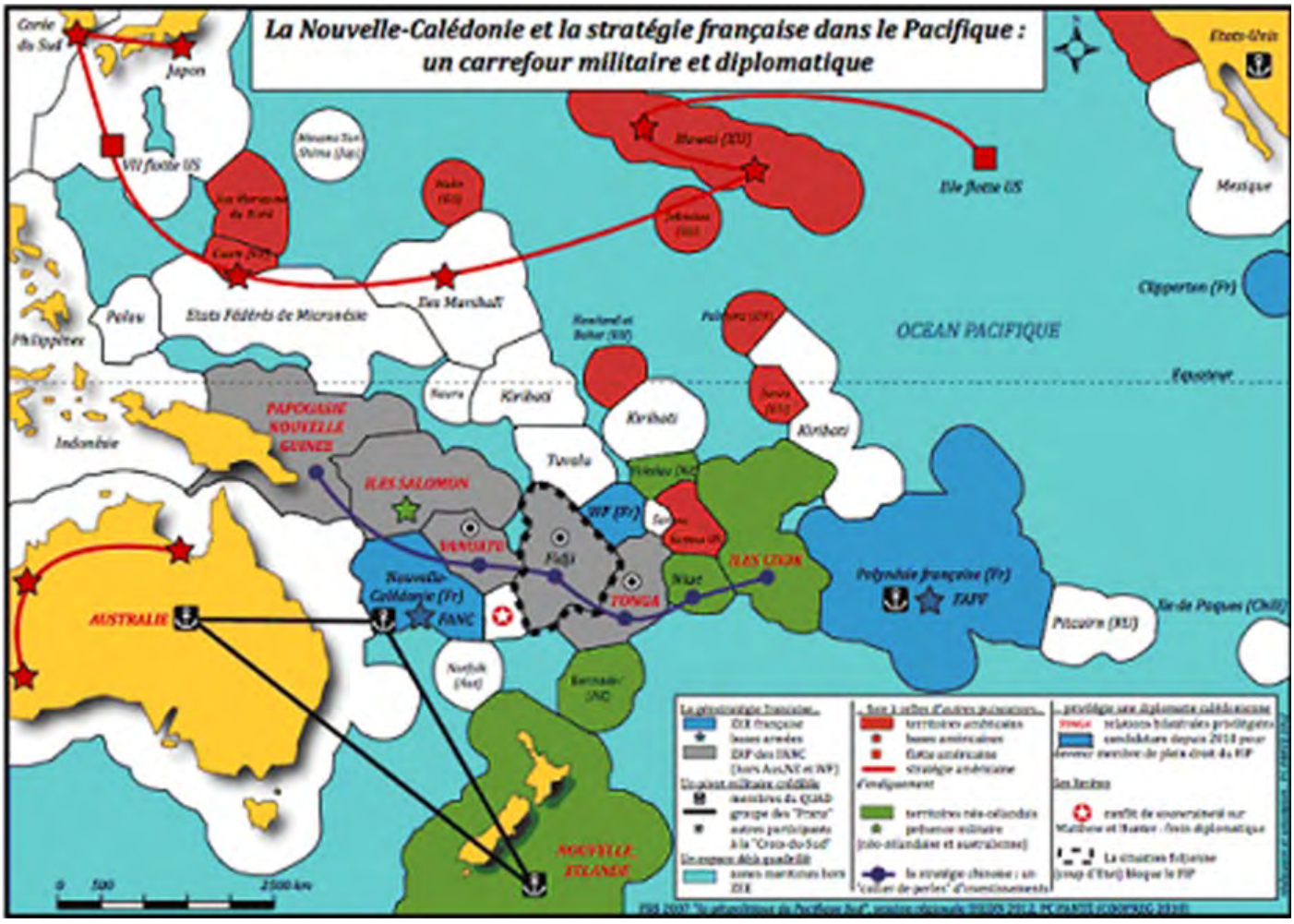
Située à 16000 kms de notre pays, la Nouvelle-Calédonie semble être encore un « fardeau » redouté par la Présidence Macron. En effet, l'île est convoitée pour ses richesses maritimes, ses trésors naturels et ses minerais précieux (nickel, cobalt, fer…), mais aussi pour son plus grand lagon du monde.

Mais quels seraient les avantages de l'indépendance pour les kanaks, le peuple originaire, de cette île du Pacifique ?

L'archipel flirte avec des collusions d'intérêts et des oligarchies locales qui nous rappellent que ce territoire d'outremer était un fleuron du colonialisme.

Les plaies s'ouvrent de nouveau pour les partisans de l'indépendance.

Le massacre d'Ouvéa restera gravé dans la mémoire de l'île. Quatre gendarmes et dix-neuf



indépendantistes kanaks sont morts. Ces événements n'étaient que la conséquence de notre main mise (depuis 1853) sur cet archipel dans le but avoué de mettre en minorité le nombre des kanaks en faisant immigrer en masse les métropolitains riches. Et ce, sans oublier que 110 kanaks ont été emmenés de force en 1931 pour être montrés à l'exposition coloniale !

Les écarts se creusent et les inégalités aussi. L'appauvrissement du peuple originaire que sont les kanaks n'est pas sans heurter les indépendantistes qui, les années antérieures avaient multiplié les attaques contre les « caldoches », ces nouveaux colons venus de la métropole.

Déjà en 1984, deux frères de Jean-Marie Tjibaou, indépendantistes, sont tués en représailles à ces attaques à Hienghène, puis le leader indépendantiste surnommé **« le vieux Eloi » Machoro**, est abattu en 1985.

C'est une plaie qui s'ouvre sur ce référendum tant attendu. Une plaie qu'il faudra temporairement oublier pour pouvoir avancer. Mais avancer vers quoi ? L'indépendance ou la France ?

La France ayant encore aujourd'hui dans le nord de l'île que peu d'influence en matière d'organisation sociale, de justice ou encore de droit de propriété du sol, les kanak considérant la terre comme étant intouchable. C'est en effet la terre de leurs ancêtres et dans l'avenir, celle de leurs enfants.

La Nouvelle-Calédonie est coupée globalement en deux, le nord, kanak et le sud, immigrés « ex colons » installés et leurs enfants nés sur le sol.

L'indépendance n'est qu'une affaire de protection culturelle du peuple originaire. C'est cette voie que ce peuple souhaite protéger de la main mise française sur leur façon de vivre et de penser. Comment leur en vouloir ?

La culture kanak est contraire à l'individualisme, prône l'appartenance au peuple océanien et souligne les rapports de cette culture avec le christianisme. On dirait à s'y méprendre que le calédonien originel veut garder une identité propre, la sienne.

La colonisation a amené son lot de migrants dont les français « blancs » et aussi les wallisiens, tahitiens, japonais qui ne sont là que pour assurer les besoins quotidiens de leurs familles.

L'avenir de la Nouvelle-Calédonie se jouera le

4 novembre prochain. Date hautement symbolique pour le Congrès calédonien car il fait référence aux accords de Matignon et d'Oudinot en 1988. Les accords de Matignon furent conclus par une délégation indépendantiste (Jean-Marie Tjibaou) et une délégation anti-indépendantiste (Jacques Lafleur, sous l'égide du gouvernement Michel Rocard). Ces accords furent approuvés par l'ensemble des français le 6 novembre 1988 à 80 % des suffrages exprimés et une participation de 37 % !

© NC1ère

Depuis cette date la question sensible de l'autodétermination néo-calédonienne reste posée.
Détachement de la France ou non, il faudra gérer les conséquences car le peuple kanak n'est pas majoritaire avec moins de 40 % de la population contre 30 % d'européens.
Des discussions sur le poids des mots et leur signification ont permis aux indépendantistes et aux anti-indépendantistes de s'exprimer face aux propositions du premier ministre Edouard Philippe, après 16 heures de pourparlers.
Finalement, la question sera posée en ces termes « Voulez-vous que la Nouvelle-Calédonie accède à la pleine souveraineté et devienne indépendante ?[1] »
Est-ce cependant une question sans ambiguïté et compréhensible par tous ?
Louis Mapou, indépendantiste de l'UNI (Union Nationale des Indépendantistes) disait qu'il ne veut pas « une rupture avec la France à l'algérienne » mais une « indépendance » avec un « partenariat » ou « association ». L'indépendance pourrait faire peur aux électeurs ! A l'opposé Sonia Backès, leader des républicains calédoniens réclamaient des bulletins de vote avec le mot « France » en toutes lettres. Ce ne sera pas dans le texte de la question mais dans la campagne qu'elle entend menée sur le thème "La France est une chance". Le parti a déjà commencé à informer les habitants de la grande terre et des îles.
Alors, ce sera la France ou l'indépendance, le passé ou l'avenir, la mémoire ou l'oubli ? la soumission ou la culture identitaire ?
Cette question se pose aux calédoniens comme elle se pose à nous Européens ! Nous sommes comme les kanaks, exposés à la volonté de tous ceux qui contribuent à l'invasion de l'Europe avec une politique immigrationniste tendant à nous mettre en minorité.
Ces nouveaux immigrés sont déjà nos colons !
Et comme disait Jean-Marie Tjibaou le 1er décembre 1984, brandissant son drapeau indépendantiste « Que Kanaky vive ! »

M-S.P.

Note

1. https://fr.reuters.com/article/topNews/idFRKBN1H40KS-OFRTP

Éric Dupond-Moretti ou la comédie du droit

Charles DEMASSIEUX
Auteur et rédacteur politique

Depuis quelques décennies, les médias manifestent un goût prononcé pour certains avocats auxquels, après celle des prétoires, ils offrent une seconde tribune pour qu'ils y expriment leurs convictions profondes, lesquelles excèdent bien souvent le cadre du droit et s'apparentent plutôt à des manifestes politiques parfois virulents et, faut-il le dire, déplacés.

Parmi ces figures prisées, il en est une qui ne laisse pas de m'étonner : maître Éric Dupont-Moretti, avocat indéniablement brillant mais défenseur de causes douteuses, à mon humble avis.

Défendre l'indéfendable, d'accord, la loi assurant aux personnes poursuivies *« le droit au respect de la présomption d'innocence, le droit à un avocat dès le début de la procédure, le droit à un procès équitable dans le cadre de débats contradictoires, le droit d'exercer des recours [1]»*

Toutefois, lorsqu'il s'agit de certains individus au pédigrée particulier, il serait bon d'exercer une défense discrète et non, tel un nouveau Jacques Vergès, avec une outrance obscène. D'ailleurs, bon sang ne saurait mentir puisque le même Vergès a jadis été défendu par Dupond-Moretti pour une affaire d'outrage.

En 2013, à la mort de l'avocat de Klaus Barbie – bourreau de Jean Moulin, entre autres –, voici ce que déclarait maître Dupond-Moretti au micro de *RTL* :

> « C'est un honneur, quand on est avocat, d'être l'avocat du diable. On reproche à Jacques Vergès d'avoir défendu notamment des dictateurs. Mais c'est toujours un honneur pour un avocat de défendre quelqu'un que personne ne veut ou n'envisage de défendre. »

Comme ce fut pour lui un « honneur » de défendre Abdelkader Merah (frère et mentor du terroriste Mohammed Merah) ou un autre terroriste déguisé en

gangster comme Omar Zemmiri (membre du gang de Roubaix, *« composé d'une* **dizaine de voyous qui voulaient soutenir la cause des musulmans de Bosnie dans leur lutte contre les Serbes » - Le Point),** Yvan Colonna (reconnu, jusqu'à preuve du contraire, coupable de l'assassinat du préfet Claude Érignac, en 1998) et, dans une moindre mesure, un ancien ministre fraudeur et menteur de surcroît (Jérôme Cahuzac) ?

Sans parler de la supercherie de l'affaire Théo Luhaka, ce dernier aussi défendu par un Dupond-Moretti surjouant alors la partition éculée des violences policières, notamment dans une tribune coécrite avec Antoine Vey, dans le *JDD* :

« Alors non, la police n'aura pas d'excuses. Au contraire, ce serait à elle d'en présenter.
Et ce serait légitime, de la part de ces prétendus "porte-parole" qui, multipliant les amalgames, souhaitent faire croire que c'est le procès de la police, et non celui des violences policières, qui serait en jeu. Telle n'est, en tout cas, pas la position de Théo. »

Depuis, les caméras de surveillance ont corroboré la thèse accidentelle défendue par les policiers qui étaient intervenus à Aulnay-sous-Bois. Quant au fameux Théo, il a été pris dans une autre tourmente et mis en examen pour *« abus de confiance, faux et usage de faux, escroquerie en bande organisée au préjudice d'un organisme chargé d'une mission de service public »* (*Agence France-Presse*), via une association de médiation présidée par l'un de ses frères, « Aulney Events ». Ce qui remet sérieusement en cause la probité de ce jeune homme érigé, après son interpellation, en martyr par une écrasante majorité de la classe politico-médiatique.

À noter que les affaires défendues par « Acquittator » (surnom donné à Dupond-Moretti, eu égard à ses nombreux procès gagnés) ont tout de même un fil conducteur : elles impliquent, pour un certain nombre d'entre elles, des individus qui ont, d'une manière ou d'une autre, porté atteinte à la France.

Mais le ténor du barreau ne s'en tient pas à ses tirades tonitruantes dans les tribunaux et sur les plateaux de

télévision où, en février 2017, il invectivait un Éric Zemmour qui démontait méthodiquement ses « *argument bidons, de bobos, de bourgeois*[2].»

En effet, après être apparu dans un film de Claude Lelouche (*Chacun sa vie* où, ironie de l'histoire, il incarnait un juge d'instruction), Dupond-Moretti s'apprête à monter sur les planches (en janvier 2019) pour prêcher sa vérité révélée : « *À travers cette pièce, l'avocat veut rétablir quelques vérités. Mais il avoue aussi vouloir "modestement tirer un signal d'alarme" sur une époque et sur la liberté.* » Le même qui, en 2015, dans la « Matinale » de *France Inter*, répondait par l'affirmative lorsqu'on lui demandait s'il fallait interdire le Front national. Autrement dit, il y a des libertés plus légitimes que d'autres pour maître Dupond-Moretti.

Récemment, l'avocat star a défendu Wojciech Janowski, jugé avec neuf autres personnes devant la cour d'assises des Bouches-du-Rhône (Aix-en-Provence) pour avoir commandité l'assassinat, en mai 2014 à Nice, de sa belle-mère, la femme d'affaires monégasque Hélène Pastor, ainsi que son chauffeur.

Là encore, Acquittator s'en est donné à cœur-joie, invectivant, dans la salle d'audience, Catherine Messineo, commandant de la police judiciaire de Nice qui avait auditionné le suspect. Il a ainsi lancé un lapidaire *« pour qui vous prenez-vous ? »* à l'attention de la représentante de l'ordre qui contredisait ses allégations selon lesquelles son client avait subi des pressions lors de sa garde à vue. On l'aura compris, pour cet avocat, la police est ontologiquement coupable !

Cependant, si monsieur Dupond-Moretti – qui intervenait au début du mois d'octobre à « La nuit du droit », organisée à l'Université Jean Moulin - Lyon 3 – s'égosille à défendre la notion de droit, que fait-il de la morale ? Au fait, sert-il vraiment le droit ou, ce qui semble plus probable, s'en sert-il pour énoncer une idéologie qui ne fait pas la part belle à la patrie et l'identité charnelle d'un peuple, le français en l'occurrence ?

Dernière preuve en date de ce désamour de la France, monsieur Dupond-Moretti représente Hapsatou Sy, qui dépose une plainte surréaliste contre Éric Zemmour pour des propos tenus par l'intéressé sur le plateau de l'émission « Les Terriens du Dimanche » (C8).

Dans tous les cas, il serait bien inspiré de méditer cette phrase de Nietzsche : *« Ce que nous faisons dans notre intérêt ne doit nous rapporter aucun compliment d'ordre moral, ni de la part des autres, ni de la nôtre. »*

C.M.

Les avocats de Wojciech Janowski, Me Dupond-Moretti et Me Febbraro

Notes :

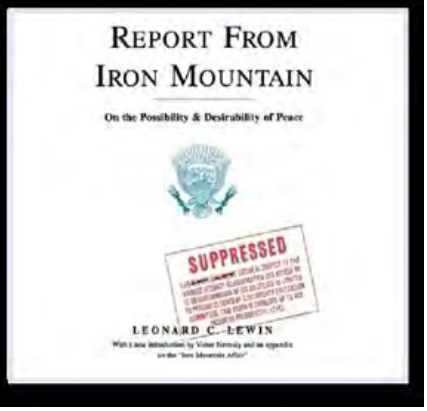
1. http://www.justice.gouv.fr/organisation-de-la-justice-10031/les-fondements-et-principes-10032/le-droit-a-un-proces-equitable-10027.html

2. Emission « Zemmour & Naulleau » - Paris Première.

Le "Rapport de la Montagne de fer"

Troisième partie : quelles conclusions en tirer ?

Jean Goychman
Analyste politique et Conseiller régional



La guerre n'est pas, contrairement à une idée répandue, essentiellement un instrument utilisé par les nations pour étendre ou défendre leurs valeurs ou leurs intérêts. Elle est la base même de toute l'organisation de notre société. La cause immédiate de toutes les guerres résulte d'un conflit apparent entre deux nations ou deux groupes d'un même peuple. Mais dans la réalité on trouve les exigences dynamiques d'un système bâti sur la guerre. C'est l'état de préparation constante à la prochaine guerre qui finit par la rendre nécessaire. Ce sont les systèmes sociaux contemporains qui, en se tenant à tout moment prêt à engager des conflits, caractérisent mieux cet état latent que leurs structures économiques et politiques. Cependant, trouver des substituts aux différentes fonctions jusqu'ici remplies par la guerre peut ne pas suffire car il faut également que ces substituts soient encore compatibles entre eux. Les rapporteurs reconnaissent que, en l'absence d'un programme unifié de substituts compatibles entre eux, il sera impossible de répondre aux questions posées à l'origine du rapport.

Il apparaît alors impossible, du moins en l'état, de prendre la responsabilité de faire disparaître le système fondé sur la guerre tant que les deux hypothèques suivantes ne seront pas levées :

1) Nous devons connaître exactement le système de remplacement

2) Nous devons avoir la certitude que les mesures proposées assureront l'existence et la stabilité de la société.

Enfin, l'examen nécessaire de la recherche de conciliation des causes de conflit n'a pas été discuté. Même s'il n'existe pas d'obstacles fondamentaux à cette recherche, il est cependant évident que certains

groupes privés et certaines classes capitalistes ont un intérêt manifeste à rester dans le système basé sur la guerre. Cela représentera un obstacle majeur qui a lourdement pesé dans les conclusions du rapport. Il ne peut donc formellement être dit que la paix ne sera jamais possible mais, au-delà du « sentimentalisme pacifique », est-elle vraiment souhaitable ?
Dans ces conditions, le groupe conclut que le gouvernement va devoir étudier conjointement des plans pour deux sortes d'éventualités :
La première, qui est la moins probable, est l'hypothèse d'une paix planétaire durable
La seconde est la continuation « réussie » du système actuel, basé sur la guerre.
Dans cette période d'incertitude, il convient de garder ouvertes le plus grand nombre d'options et c'est la raison pour laquelle un certain nombre de mesures, destinées à faire évoluer le système existant tout en le rapprochant de celui de la paix, au cas où celle-ci, bien qu'improbable, réussirait à s'imposer.
En tenant compte de tout ce qui précède, le rapport recommande la création d'une agence gouvernementale de recherche sur la Guerre et la Paix, avec mandat de pouvoir exécuter les actions suivantes :
- Recevoir des fonds sans comptes à rendre à personne.
- Droit d'obtenir en priorité et d'utiliser sans restriction toutes les ressources du pouvoir exécutif
- Aucun membre ne pourra détenir un autre emploi public ou une responsabilité de gouvernement
- Les décisions devront être gardées secrètes, exceptées pour le Président.

En outre, l'agence devra prendre en compte :

1) La mesure des conséquences non militaires de la guerre, en estimant le montant total et la proportion des dépenses militaires non productives effectuées depuis la fin de la seconde guerre mondiale et qui peuvent imputées à la nécessité de la guerre comme élément de stabilité économique.

2)Total et proportion des dépenses militaires et des pertes en vies humaines, biens immobiliers et ressources naturelles durant la période et considérées comme relevant de la guerre en tant qu'instrument de contrôle politique.

3) Calcul identique concernant la cohésion sociale.

4) Budget nécessaire au recrutement et aux dépenses au niveau du personnel militaire dus à la nécessité de maintenir les institutions nécessaires afin de contenir le mécontentement social.

5) Rapports statistiques entre les pertes en vies humaines dues à la guerre et les ressources alimentaires mondiales.

6) Rapport entre les activités et les dépenses militaires comparées aux activités culturelles et les progrès scientifiques.

Ensuite, l'agence devra définir des critères « modernes » pour exécuter les tâches non-militaires de la guerre de façon à en minimiser les coûts et les pertes humaines.
Ces critères devront cependant respecter les limitations imposées dans les domaines économique, politique, sociologique et écologique. Il s'agit donc de rationaliser les opérations du système basé sur la guerre afin d'obtenir les résultats identiques à la guerre par des moyens de substitution moins coûteux en argent et en vies qui donneraient les mêmes résultats dans les différentes fonctions de la guerre que les opérations « traditionnelles »

QUELLES FURENT LES CONSÉQUENCES DE CE RAPPORT ?

Publié en 1967, alors qu'il n'aurait jamais dû l'être, ce rapport a-t-il été suivi d'effets ? Dans un ouvrage paru en en français en 2012[1], intitulé « La guerre des monnaies », Honk Bing Song y fait référence en parlant du réchauffement climatique dû à l'activité de l'homme. Il considère que les promoteurs du GIEC de 1988 sont les groupes Rockefeller et Rothschild.

Ils se sont inspirés de ce rapport pour établir leur projet qui allait déboucher sur la taxe carbone. Il écrivait « ***En redoublant d'efforts de propagande sur les méfaits de la pollution, on pourrait atteindre un effet psychologique aussi effroyable que la fin du monde après la guerre nucléaire*** »
On peut également se poser la question de savoir si le terrorisme islamique, apparu à la fin des années 70, ne trouve pas au moins une partie de son origine dans la nécessité dans laquelle se trouvait l'état profond américain de réinventer un nouvel adversaire après la disparition de l'Union Soviétique entraînant de facto la fin de la « guerre froide » ?
Peter Dale Scott[2] rappelle sans ambiguïté le rôle de Zbignew Brezinzski dans la déstabilisation de l'Union Soviétique et
notamment comment il avait fait armer les terroristes islamiques pour les lancer contre elle directement dans des opérations militaires contre l'armée rouge en Afghanistan ou en créant de l'agitation dans certaines républiques musulmanes du sud. Plus tard, ces mêmes terroristes issus d'Al Qaida se retrouveront en Yougoslavie[3] afin de combattre les Serbes, alliés de la Russie.
Aujourd'hui, le terrorisme islamique génère à lui-seul en France environ 45 milliards de dépenses annuelles (2% du PIB) [4] et on peut se poser la question de savoir si, finalement, ce terrorisme islamique n'est pas un substitut à la fois militaire et non militaire à la guerre conventionnelle. Son aspect « mondial » et son absence de revendications réelles peuvent conduire à une « guerre sans fin »

J.G.

Notes

[1] La guerre des monnaies (Currency war) Hong Bing Song Editions Le retour aux sources

[2] « Vers un nouveau désordre mondial » Peter Dale Scott éditions Demi-lune 2013

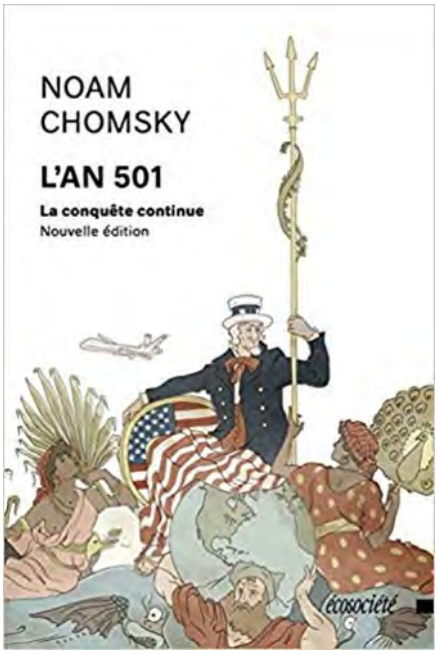
[3] http://www.lepoint.fr/societe/bosnie-kosovo-quand-allah-s-en-allait-en-guerre-15-11-2012-1529277_23.php

[4] http://www.lefigaro.fr/vox/economie/2016/08/22/31007-20160822ARTFIG00250-combien-coute-le-terrorisme.php

Contre-histoire de la “guerre froide”

Bruno GUIGUE
Essayiste et analyste politique

De l’Ukraine à l’affaire Skripal, de la Syrie au Russiagate, l’actualité offre sa ration quotidienne de ce qu’il faut bien appeler la nouvelle « guerre froide ». Comme au bon vieux temps, le monde est divisé entre les bons et les méchants, et on subit une avalanche impressionnante de propagande. Ce n’est pas nouveau.



Pour accréditer une menace soviétique suspendue comme l’épée de Damoclès au-dessus des démocraties occidentales, on prétendit à plusieurs reprises, jusque dans les années 80, que l’arsenal militaire de l’URSS était nettement supérieur à celui des USA. Or c’était complètement faux. « Pendant toute cette période, note Noam Chomsky, de grands efforts ont été déployés pour présenter l’Union soviétique plus forte qu’elle ne l’était réellement, et prête à tout écraser. Le document le plus important de la guerre froide, le NSC 68 d’avril 1950, cherchait à dissimuler la faiblesse soviétique que l’analyse ne manquait pas de révéler, de façon à donner l’image voulue de l’État esclavagiste qui poursuivait implacablement le contrôle absolu du monde entier » (« L’an 501, La conquête continue », EPO, 1994).

Cette menace systémique était bel et bien une fiction. L’arsenal soviétique fut toujours inférieur à celui de ses adversaires. Les dirigeants de l’URSS n’ont jamais envisagé d’envahir l’Europe occidentale, et encore moins de « conquérir le monde ». En fait, la course aux armements - et notamment à l’armement nucléaire - est une initiative typiquement occidentale, une sorte d’application à la chose militaire du dogme libéral de la concurrence économique. C’est pourquoi cette compétition mortifère - où l’on frôla l’apocalypse atomique au moins une fois, en octobre 1962 - fut sciemment entretenue par Washington dès le lendemain de la victoire alliée sur l’Allemagne et le Japon.

Cyniquement, le camp occidental avait deux bonnes raisons de provoquer cette compétition : la guerre avait exténué l’URSS (27 millions de morts, 30% du potentiel économique anéanti), et elle avait fantastiquement enrichi les USA (50 % de la production industrielle mondiale en 1945).

Forgée par le conflit mondial, cette suprématie économique sans précédent créait les conditions d’une politique étrangère agressive. Bien entendu, cette politique avait un habillage idéologique : la défense du « monde libre », de la démocratie et des droits de l’homme contre le « totalitarisme soviétique ». On peut d’ailleurs mesurer le sérieux de ces motivations démocratiques au soutien apporté par Washington, dans la même période, aux dictatures de droite les plus sanguinaires. Mais cette politique impérialiste, conformément à la doctrine forgée par George Kennan en 1947 (le contaminent du communisme) avait surtout un objectif inavoué : l’épuisement progressif de l’URSS - rudement éprouvée par l’invasion hitlérienne - dans une compétition militaire où le système soviétique allait

dilapider les moyens qu'il aurait pu consacrer au développement. Force est de constater que cette politique a porté ses fruits, de Harry Truman (1945-1952) à George W. H. Bush (1988-1992).

Surclassée par un capitalisme occidental qui bénéficiait de conditions extrêmement favorables au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'Union soviétique a donc fini par quitter la scène en 1991 au terme d'une compétition perdue d'avance. Pourtant rien ne semble avoir changé, et la guerre froide, aujourd'hui, continue de plus belle. Près de trente ans après la disparition de l'URSS, l'hostilité occidentale à l'égard de la Russie ne faiblit pas.

« De Staline à Poutine », un récit où transpire la bonne conscience occidentale attribue toutes les tares au camp adverse, incriminant une puissance maléfique dont la résilience ferait peser une menace irrésistible sur le monde prétendument civilisé.

Comme si l'affrontement Est-Ouest devait absolument survivre au pouvoir communiste, on s'obstine à désigner dans la Russie actuelle une sorte d'ennemi systémique, l'empire du mal soviétique ayant simplement été repeint aux couleurs russes pour les besoins de la cause.

Pour les élites dirigeantes occidentales, il faut croire que Moscou reste Moscou, et que la menace venant de l'Est résiste aux changements politiques. Communisme ou pas, l'agenda géopolitique du « monde libre » demeure irréductiblement anti-russe. En un sens, les russophobes d'aujourd'hui pensent comme le général de Gaulle, qui décelait la permanence de la nation russe sous le vernis soviétique.

Mais ces obsédés de l'ogre moscovite en tirent des conclusions diamétralement opposées. Visionnaire, farouchement attaché à l'idée nationale, le fondateur de la Cinquième République trouvait dans cette permanence une bonne raison de dialoguer avec Moscou. Les russophobes contemporains, au contraire, y voient le prétexte d'un affrontement sans fin. De Gaulle voulait dépasser la logique des blocs en apaisant les tensions avec la Russie, tandis qu'ils entretiennent ces tensions afin de souder dans la haine anti-russe le bloc occidental.

Le discours dominant en Occident durant la première « guerre froide » (1945-1990) ne cessait d'attribuer la

responsabilité du conflit à l'expansionnisme soviétique et à l'idéologie communiste. Mais si la guerre froide continue aujourd'hui, c'est la preuve qu'un tel discours était mensonger. Si le communisme était responsable de la guerre froide, l'effondrement du système soviétique aurait sonné le glas de cet affrontement, et le monde aurait tourné la page d'un conflit qu'on attribuait - à tort - à l'incompatibilité entre deux systèmes idéologiques. Or il n'en est rien. La Russie n'est plus communiste, et l'Occident vassalisé par Washington l'accuse quand même des pires horreurs, expulse ses diplomates sous de faux prétextes, lui inflige des sanctions économiques, exerce une pression militaire à ses frontières, bombarde ses alliés au Moyen-Orient, et lui prête même le pouvoir machiavélique de faire élire le candidat de son choix à la Maison-Blanche.

Cette renaissance de l'hystérie anti-moscovite est d'autant plus significative qu'elle succède à une décennie, les années 90, dont la tonalité géopolitique était fort différente. Mais cette époque est révolue. Fini, le temps où la Russie déliquescente de Boris Eltsine (1991-2000) avait les faveurs du « monde libre ». Soumise à la « thérapie de choc » libérale, elle s'était placée dans l'orbite occidentale. L'espérance de vie de la population régressa de dix années, mais ce détail importait peu. La Russie rejoignait le monde merveilleux de l'économie de marché et de la démocratie à l'occidentale.

Son équipe dirigeante, elle, touchait les dividendes d'une reddition qui lui valait son adoption par l'Occident. Malheureusement pour ce dernier, cette lune de miel prit fin au début des années 2000. Car la Russie a redressé la tête.

Avec Vladimir Poutine, elle a recouvré sa souveraineté et défendu ses intérêts nationaux. Tordant le cou aux « oligarques », elle a repris le contrôle des secteurs-clé de son économie - notamment dans l'énergie - que lorgnaient avec gourmandise les requins de la finance mondialisée.

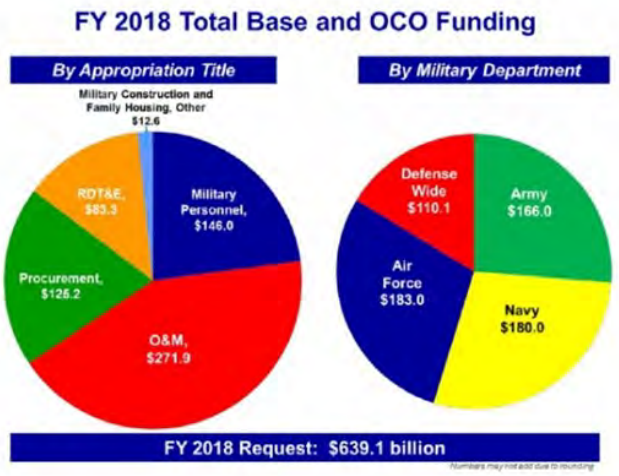
Cette renaissance soudaine a provoqué un tollé en Occident. Une fois passé la parenthèse providentielle - du point de vue occidental - de l'ère Eltsine, le contaminent du communisme a repris du service sous la forme d'une diabolisation frénétique de la Russie. Tant qu'elle faisait allégeance aux Occidentaux, la Russie débilitée des années 90 ne lui portait pas ombrage : elle avait réintégré le droit commun des nations qui regardent bien sagement du côté de la bannière étoilée. Mais lorsqu'elle s'est émancipée de cette tutelle, la Russie dégrisée de Vladimir Poutine a suscité une hargne peu commune. Comme au temps de la guerre froide, on s'est mis à accuser Moscou de tous les maux.

Une interminable litanie a de nouveau envahi les médias du « monde libre ». Menace systémique pour le monde occidental, péril mortel pour ses intérêts, ferment corrosif pour ses valeurs, brute épaisse ne

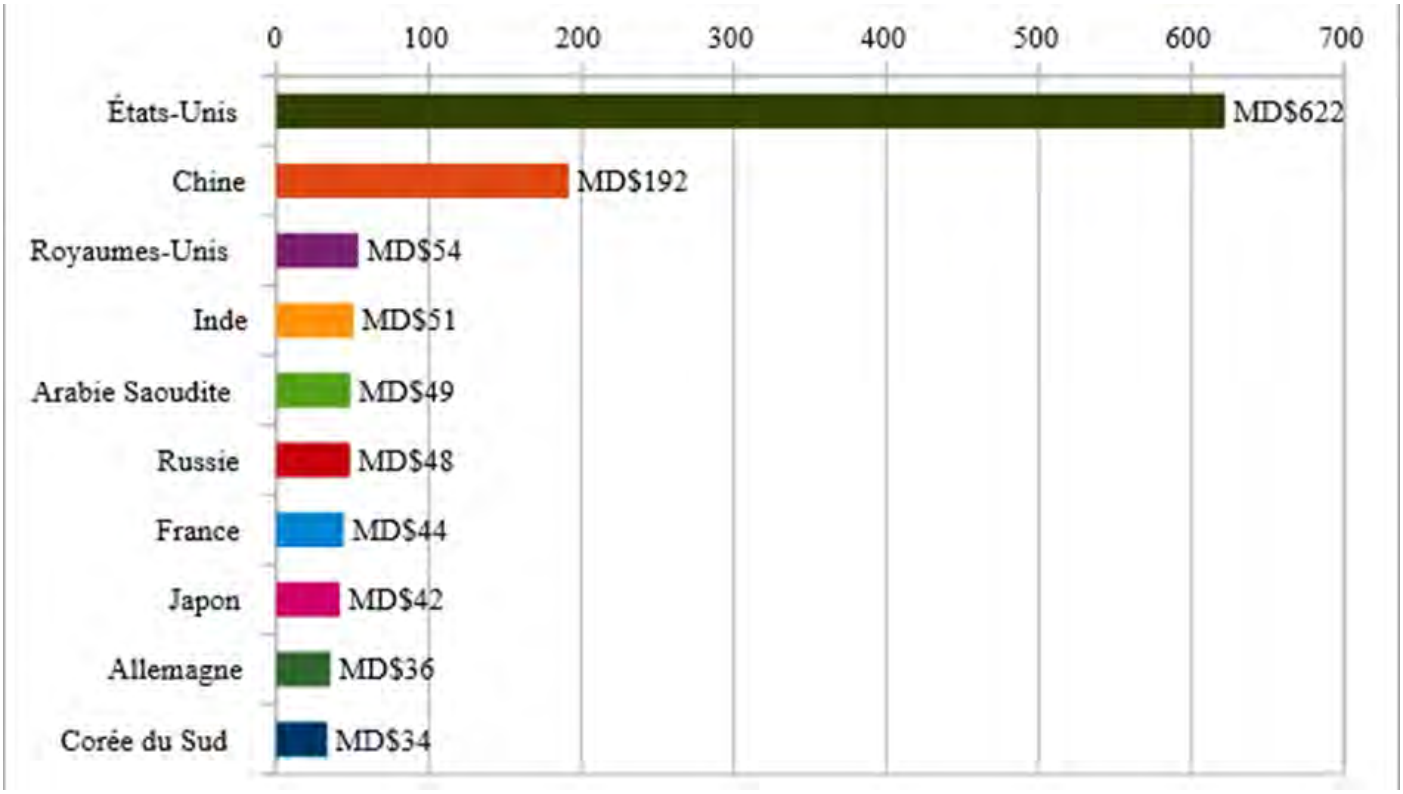
comprenant que la force, État-voyou imperméable au code de conduite des nations civilisées : toutes les nuances du répertoire y sont passées.

Concentré de tous les poncifs russophobes, ce discours belliciste, malheureusement, ne fut pas seulement un discours. Les actes ont suivi. Depuis quinze ans, les USA organisent délibérément une confrontation globale avec Moscou qui a deux caractéristiques : aucun président américain n'y a fait exception, et elle se déploie sur trois fronts principaux. Complexe militaro-industriel oblige, c'est d'abord sur le terrain de la course aux armements que Washington a déclenché les hostilités. En 1947, les USA voulaient « contenir » le communisme en enserrant l'URSS dans un réseau d'alliances militaires prétendument défensives (OTAN, OTASE, Pacte de Bagdad). Dans les années 90, l'URSS n'existe plus. Pourtant, la politique américaine est toujours la même, et l'alliance atlantique survit miraculeusement à la menace qu'elle était censée conjurer. Pire, Washington élargit unilatéralement l'OTAN jusqu'aux frontières de la Russie, violant l'engagement pris auprès de Gorbatchev qui accepta la réunification de l'Allemagne en échange d'une promesse de non-extension de l'alliance atlantique dans l'ex-glacis soviétique.

Cette offensive géopolitique de l'OTAN avait évidemment un corollaire militaire. Ce fut d'abord l'installation, chez les nouveaux États-membres d'Europe orientale, d'un bouclier antimissile américain. Impensable au temps de l'URSS, ce dispositif fait peser sur Moscou la menace d'une première frappe et rend caduc tout accord de désarmement nucléaire.



Ce fut ensuite la multiplication des manœuvres militaires conjointes aux frontières occidentales de la Fédération de Russie, de la Baltique à la Mer Noire. Sans oublier, bien entendu, la toile de fond de cette démonstration de force : colossal, le budget militaire US représente la moitié des dépenses militaires mondiales, crevant en 2018 le plafond des



700 milliards de dollars.
En augmentation constante, il équivaut à 9 fois celui de la Russie (13 fois si l'on tient compte du budget militaire de l'OTAN). Au demeurant, l'essentiel des dépenses nouvelles accroît la capacité de projection des forces et n'a aucun caractère défensif, conformément à la doctrine de « l'attaque préemptive » fixée par les néoconservateurs depuis 2002. Dans ce domaine, rien n'arrête le progrès, et Donald Trump a annoncé, en juillet 2018, qu'il créerait même une « force spatiale » distincte de l'US Air Force pour éviter que les Russes et les Chinois ne dominent ce nouveau théâtre d'opérations.
Après la course aux armements, la déstabilisation de « l'étranger proche » fut le deuxième front ouvert par les USA et leurs vassaux contre Moscou.
En fomentant un coup d'État en Ukraine (février 2014), ils entendaient détacher ce pays de son puissant voisin afin d'isoler davantage la Russie, dans la foulée des « révolutions colorées » qui se déroulèrent en Europe orientale et dans le Caucase.
Depuis 2014, l'Ukraine est donc en proie à une crise intérieure gravissime. Le coup d'État a porté au pouvoir une clique ultra-nationaliste dont la politique a humilié la population russophone des régions orientales.

Cette provocation délibérée des autorités usurpatrices de Kiev, soutenues par des groupes néo-nazis, a poussé les patriotes du Donbass à la résistance et à la sécession. Mais aucun char russe ne foule le territoire ukrainien, et Moscou a toujours privilégié une solution négociée de type fédéral. L'OTAN stigmatise et sanctionne la Russie pour sa politique à l'égard de l'Ukraine, alors que la seule armée qui tue des Ukrainiens est celle de Kiev, portée à bout de bras par les puissances occidentales. Dans cet « étranger proche », il est clair que c'est l'Occident qui défie outrageusement la Russie à ses frontières, et non l'inverse. Que dirait-on à Washington si Moscou menait des manœuvres militaires conjointes avec le Mexique et le Canada, et provoquait ouvertement la déstabilisation de l'Amérique du Nord ?
Après la course aux armements et la déstabilisation de « l'étranger proche », c'est sur le terrain syrien que Washington a entrepris de contrecarrer Moscou. Le projet de déstabilisation du Moyen-Orient remonte en réalité au début des années 2000. Ancien commandant en chef des forces US en Europe, le général Wesley Clark révéla le contenu d'un mémo classifié du Pentagone provenant du bureau du secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld : « Il disait que nous allions attaquer et détruire les gouvernements de sept pays en cinq ans : nous allions commencer par l'Irak, puis ensuite nous irions en Syrie, au Liban, en Libye, en Somalie, au Soudan et enfin en Iran. » Clark décrivit aussi la véritable visée des néoconservateurs du Pentagone : « Ils voulaient que nous déstabilisions le Moyen-Orient, pour le retourner sens dessus dessous, afin de le voir finalement tomber sous notre contrôle. » (cité par F. William Engdahl, « Le charme discret du Djihad », Demilune, 2018). Cette stratégie secrète visait - et elle vise toujours - à l'émiettement du Moyen-Orient en une myriade d'entités ethniques et religieuses rivales, faibles et manipulables à volonté.
Or la réalisation de ce programme implique la destruction ou le démembrement des États souverains de la région, et notamment de ceux qui persistent dans leur refus de s'aligner sur l'axe Washington-Tel Aviv. La tentative d'anéantissement de l'État séculier syrien, principal allié arabe de

l'URSS, puis de la Russie, constitue le dernier avatar de cette stratégie, dont l'Afghanistan, l'Irak, le Soudan, la Libye et le Yémen ont aussi fait les frais - et continuent de subir les méfaits à ce jour.

Pour parvenir à ses fins, l'empire du chaos a orchestré une violence généralisée qui avait pour but de déstabiliser les États récalcitrants - comme la Syrie - tout en fournissant le prétexte d'une intervention militaire - directe ou indirecte - prétendument destinée à éradiquer le terrorisme. En somme, la stratégie des « néocons » vise à entretenir la terreur tout en faisant semblant de la combattre, Washington tirant profit de la situation sur les deux tableaux, toute avancée du terrorisme justifiant la présence armée des USA, et toute défaite infligée au terrorisme se trouvant portée au crédit de leur fermeté à l'encontre de ces forces maléfiques.

Or cet extraordinaire tour de passe-passe stratégique eut son banc d'essai dans l'organisation du « djihad » antisoviétique en Afghanistan dès la fin des années 70. Conseiller à la sécurité nationale de **Jimmy Carter, Zbigniew Brzezinski** organisa le recrutement de djihadistes issus du monde entier, et les fit acheminer illégalement jusqu'à l'Afghanistan via le Pakistan. Le but avoué de cette manœuvre était de créer « un Vietnam soviétique ».

Washington fit monter la tension à l'intérieur de l'Afghanistan afin de forcer l'URSS à réagir en intervenant au profit du gouvernement pro-communiste de Kaboul. Issu de l'aristocratie polonaise, Brzezinski était obsédé par l'Union soviétique. Il théorisa la stratégie américaine consistant à déstabiliser la « ceinture verte » (musulmane) bordant le flanc sud de la Russie. À ses yeux, les djihadistes rebaptisés « combattants de la liberté » constituaient des recrues de choix pour une « guerre sainte » contre le communisme athée. Moscou tomba dans le piège tendu par Washington, et cette erreur lui coûta très cher. Pour mener à bien la déstabilisation du gouvernement afghan, les stratèges de la CIA s'appuyèrent sur la puissance financière saoudienne, qui versa aux bandes armées des sommes faramineuses. Enfin, la logistique du djihad

antisoviétique passa par l'entremise d'Oussama Ben Laden, dont l'organisation fournit un canal de recrutement pour les combattants affluant du monde musulman. Dès le début des années 80, le dispositif terroriste qu'on désignera bientôt sous l'appellation d'Al-Qaida était donc en place, coordonné et sponsorisé par l'axe Washington-Riyad.

En réalité, la « guerre froide » n'a jamais cessé. Course frénétique aux armements, déstabilisation de « l'étranger proche » et chaos organisé dans la « ceinture verte » qui longe le flanc sud de la Russie sont les trois fronts ouverts par les stratèges de Washington, depuis les années 2000, pour relancer l'affrontement Est-Ouest. Cette entreprise hégémonique est une œuvre de longue haleine qui prolonge la stratégie de contaminent définie par George Kennan dès 1947. Cet affrontement permanent justifie un effort militaire dont le président Eisenhower n'avait même pas l'idée lorsqu'il alerta l'opinion américaine à la fin de son mandat sur les dangers du « complexe militaro-industriel ». Accrochés à leur rêve d'hégémonie planétaire, les USA compensent aujourd'hui par un activisme tous azimuts le déclin de leur économie et l'effondrement de leur modèle de société. Adossée à l'alliance russo-chinoise et russo-iranienne, la résistance victorieuse de la Syrie vient d'administrer une leçon aux bellicistes de Washington. Les USA se vantent d'avoir gagné la première guerre froide. Qu'ils gagnent aussi la seconde est peu probable. Comme la précédente, ils l'ont déclenchée pour imposer au reste du monde le modèle libéral - ou prétendu tel - qui leur garantit depuis 1945 un accès privilégié aux matières premières et aux marchés mondiaux. Mais la réussite économique de la Chine et la renaissance politique de la Russie sont des pavés monumentaux jetés dans la mare de cette hégémonie finissante. Et les litanies sur la « démocratie » et les « droits de l'homme » finiront bien par lasser tous ceux qui voient quel usage en font les « Docteur Folamour » de Washington.

B.G.

Viktor Orban et l'Union soviétique européenne

Jean-Michel VERNOCHET
Essayiste et journaliste

Macron le 24 août 2017, déclare depuis la Bulgarie que la Pologne « *trahit les intérêts européens* » (sans préciser lesquels !), ajoutant que l'Union « *s'est bâtie sur des valeurs* »… Lesquelles précisément, où trouve-t-on le catalogue de ces valeurs ? Sur quoi sont-elles fondées et en quoi sont-elles légitimes ? De la même façon la Hongrie de Viktor Orban est vouée aux gémonies et ne serait plus un État de droit pour avoir refusé de se plier aux oukases de Bruxelles. Les Hongrois doivent en conséquence être sanctionné et mis au ban de l'Union pour en avoir trahi les *Valeurs* fondatrices ! La Hongrie s'est vue lâchée par le Parti populaire européen (PPE) dont elle est membre, par les Républicains français et aussi, assez curieusement, par le chancelier autrichien Sebastian Kurz appartenant pourtant à cette droite extrême si ordinairement vilipendée. Tous et bien d'autres se seraient ainsi ralliés à la mise en œuvre punitive de l'Article 7. Le Parlement européen, ce 12 septembre 2018, après avoir dénoncé la « *menace systémique* » que ferait peser la Hongrie sur les *valeurs* de l'Union soviétique européenne, il revenait aux représentants du peuple européen de réagir en lançant cette procédure, finalement adoptée par 448 contre 197 et 48 abstentions. Les Polonais du parti Droit et Justice se retrouvèrent quant à eux parmi les maigres soutiens des Hongrois, Varsovie étant depuis décembre 2017 également sous le coup d'une même procédure.

DES VALEURS EN QUESTION

Question : depuis quand les *valeurs* des « valeurs »

L'eurodéputée écologiste Judith Sargentini, félicitée par ses collègues, est l'auteure du rapport parlementaire sur la situation de l'État de droit en Hongrie. Vincent Kessler/Reuters

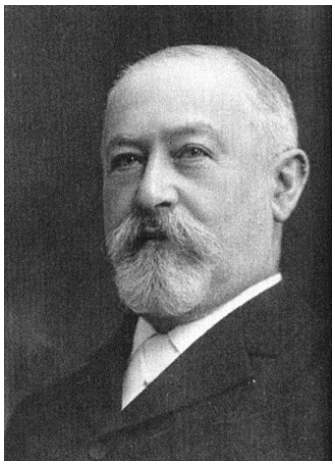
sont-elles des normes juridiques contraignantes, alors que, par exemple, la Déclaration universelle des Droits de l'homme est réputée – à juste titre – n'être que purement déclaratoire ? Et lorsque l'on parle de « valeurs » il est implicitement fait référence à une morale supérieure, quasi transcendante (mais laquelle ? le culte de l'homme divinisé ?), qui justifierait tout et devant laquelle tout devrait s'effacer ou plier. À commencer, dira le St Père, par les « *intérêts* » des nations cibles de la submersion migratoire.

À ce stade l'information n'existe plus, elle a laissé place à une propagande éhontée, arme létale contre la pensée et l'intégrité mentale de ceux qu'elle vise. Ainsi l'insupportable matraquage quotidien relatif aux pauvres migrants (on n'ose plus parler de réfugiés, la ficelle malgré sa grosseur a fini par s'user) comme si envahir un pays le *portable* à la main était un « droit » aussi fondamental que celui d'avorter dans la joie !

Comme si ces valeurs (équivoques et non définies) étaient des principes irréfragables, et en quoi la disparition de frontières serait-elle une valeur fondatrice de l'Union européenne formalisée dans ou par quel traité ? N'aurions-nous pas été prévenus ? Avons-nous mal lu les indigestes accords de Maëstricht et de Lisbonne ? Au demeurant nos gentils

migrants (ou envahisseurs, c'est selon) rescapés des flots amers, sont recueillis loin des côtes par des navires spécialement affrétés pour cette mission par des ONG. Associations *sergents recruteurs* d'un nouveau genre, qui vont jusque dans les villages africains pour y solliciter des candidatures à l'exil doré dans la douce Europe… Avec un risque de naufrage moindre puisque les *Aquarius* et consorts veillent au grain et croisent en mer sur des routes maritimes bien balisées par les passeurs.

Ces organisations dites non gouvernementales sont, à y regarder d'un peu plus près, financées sur fonds publics nationaux et européens… De la pure philanthropie façon Georges Soros, exécutant de haut vol des desseins globalistes de la Maison à l'écu rouge, grand promoteur de révolutions colorés et fervent adepte du *regime change*… Ou encore, brillant émule de **Jacob Schiff**, américain issu de germain, autre immense *philanthrope*… bienfaiteur de l'humanité, financeur du Japon dans la guerre de 1904 contre l'empire russe, de Trosky et de ses sbires newyorkais protagonistes de la Révolution d'Octobre 1917 !



CONSPIRATION ET PARANOÏA

Émettons l'hypothèse aussi conspirationniste que paranoïaque – honni soit qui mal y pense - que Macron n'ait été choisi, nommé et coopté (mais non pas élu au sens primitif) que pour devenir le Merkel français afin d'accomplir au pas de charge le Plan de mutation sociétale, (l'adaptation de l'Hexagonie aux normes du mondialisme politique) et dans ce but, accélérer le changement de population. Un *Grand remplacement* nécessaire à casser la matrice ethnohistorique, ethno-confessionnelle et culturelle, gréco-latine et chrétienne ayant engendré la civilisation occidentale.

Cette phase IV du grand projet mondialiste consiste à détruire les nations et en finir avec l'État nation… *le verrou qu'il convient de faire sauter* ainsi que le

confessait Edmond de Rothschild dans le numéro 775 du 18 juillet 1970 de « L'Entreprise », la future revue *l'Expansion*. De la sorte que, dans une remarquable continuité d'esprit et d'action, M. Macron a pour sa part été *nommé* - ce n'est pas une supposition mais une affirmation – avec l'objectif prioritaire de réaliser en France ce qu'a si bien accompli frau Merkel en Allemagne… 8 millions d'immigrés depuis 2011 ayant franchi les frontières de l'Allemagne réunifiée et pas seulement 1 million en 2015 comme le susurrent les médias. Des masses humaines qui inéluctablement vont essaimer à travers le sous-continent.

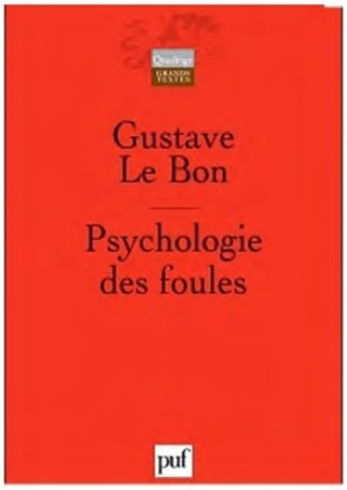
ÉLÉMENTS DE PREUVE

M. Macron devient le 26 août 2014, ministre de l'Économie dans le gouvernement Valls II. Deux ans plus tard, le 30 août 2016, il démissionne de ce poste pour se consacrer à son mouvement politique *En marche* qu'il a créé à Amiens le 6 avril précédent. Le 8 mars 2016 le Journal officiel publie une loi - N°2016 -274 - dont la caractéristique est d'être fortement incitative à l'immigration sauvage… Que la presse persistait encore à cette date à présenter - contre toute vraisemblance - comme exclusivement composée de victimes fuyant les désastres de la guerre… en particulier des Syriens tentant d'échapper à la barbarie d'*Assad le boucher*.

Une dénomination qui a fait long feu : on parle maintenant à tout va de « *migrants* » parce que les mensonges à ce sujet doivent encore être badigeonnés d'une pellicule de recevabilité. Au reste, en tant que détenteur du portefeuille de l'Économie, M. Macron ne pouvait ignorer l'existence et la teneur d'un texte dont la rédaction (soumise à une omerta sans faille, le Front national ne faisant pas exception) avait coïncidé avec son arrivée à Bercy… *Lors du vote final de cette loi à l'Assemblée nationale, l'hémicycle était quasiment vide : un seul député de l'opposition* [un Républicain] *pour une dizaine de socialistes, tandis que les deux députés d'extrême droite brillaient par leur absence*… Ceci en dit long sur la nature du système !

Insistons sur l'idée que le fantoche Macron n'a été propulsé au sommet que pour exécuter en France l'un des volets d'un authentique ethnocide visant à terme l'ensemble du monde blanc… les May, les Merkel, le Canadien Justin Trudeau, nouvel ami du sieur Macron, accomplissant chacun leur part du travail dans leurs pays respectifs.

Comprenons que les stratèges de la gouvernance mondiale en progestation, sont les *Machiavéliens* que décrivait en 1949 James Burnham, ancien compagnon de route de Léon Trotsky (et néoconservateur avant la lettre). Des gens qui sont des prévisionnistes hors pair et des adeptes de la planification tout en s'inspirant des travaux de Gustave Le Bon sur *la psychologie sociale* appliquée à la manipulation des masses.



Parmi les pionniers dans le développement moderne de cet art de la guerre, mentionnons le soviéto-français Serge Tchakhotine avec « *Le Viol de foules par la propagande* » 1939, et le neveu de Freud, Edward Bernays « *Propaganda* » 1928. Le monde étant petit, le commissaire européen Pierre Moscovici est né d'un père psychanalyste dont la carrière doit beaucoup à l'exploitation de l'œuvre de Gustave Le Bon. Ces gens ayant sur l'indigénat européen *N* coups d'avance, nous sommes perpétuellement condamnés à nous échiner - en vain - à démêler les fils du réel… Reste que nous flottons dans éther ne pouvant jamais atteindre le plancher des vaches - même s'il nous saute au visage et aux yeux - parce que nos regards sont en permanence brouillé par des considérations *sidérantes* et *incapacitantes* : le terrorisme intellectuel des droits de l'homme, le lourd héritage d'une charité chrétienne à présent largement dévoyée et même – last but not least - la Shoah désormais mobilisée et mise à contribution à la suite du Vatican pour mieux nous culpabiliser et nous tétaniser en faveur de l'accueil *ad libitum* !

Nous broyons le vide pour essayer de comprendre les événements qui nous affectent, tout en refusant de tirer les conclusions des faits qui pourtant devraient nous sauter aux yeux et s'imposer à tous.

EST-IL UN INSTANT ENVISAGEABLE DE METTRE EN ÉQUATION « INTÉRÊTS » VITAUX ET « VALEURS » ?

À entendre saint Macron nous assener que : *La Pologne « décide d'aller à l'encontre des intérêts européens sur de nombreux sujets…* [or] *l'Europe s'est construite pour créer de la convergence… elle s'est construite sur des libertés publiques qu'enfreint aujourd'hui Varsovie* [lire en ce mois de septembre 2018, Budapest]*… Ce détachement à l'égard d'une Europe qui n'ose plus avoir de l'ambition donne place à ceux qui foulent au pied les valeurs européennes* ». Nous devrons comprendre qu'effectivement la Pologne et la Hongrie défendent des intérêts nationaux qui ne coïncident pas ou plus avec ceux de l'Europe soviétisée… Cette Europe si pétrie de Valeurs *libérales* !
Parce que c'est bien là que le bât blesse : M. Orban serait un *démocrate illibéral* ! Valeurs ne n'oublions pas qui supposent *a priori* la disparition des nations et des peuples qui la composent. Qui ne voit que la bureaucratie bruxelloise (vampirique et parasitaire), ne représente qu'elle-même et les intérêts messianiques ou les appétits de puissance d'une poignée d'oligarques membres de l'État profond internationaliste, mais surtout en aucun cas les intérêts primordiaux de sécurité et de prospérité des pays réels vivant sur le Vieux continent… Lesquels se trouvent de plus en plus étroitement soumis au terrorisme de la « correction politique », à la pression lancinantes des administrations fiscales et à la dictature hygiéniste.

DU MÉPRIS À TOUS LES ÉTAGES

De ce point de vue les intérêts concrets, matériels et moraux des peuples européens ne comptent pas ou n'existent pas face aux intérêts *éthiquement* supérieurs guidant les bureaucraties européistes… celles-ci n'existant que pour réaliser la République universelle et accomplir un fumeux idéal de paix dans, et par, la fusion magmatique des nations et subséquemment, afin de parvenir à l'assomption eschatologique de l'humanité souffrante. Des chimères qui se nourrissent du sang et de l'âme des hommes. Ce pourquoi, gageons que bientôt le système en perte de vitesse, après avoir livré sans répit une guerre médiatique et juridique de tous les instants à la dissidence intellectuelle et politique (en condamnant depuis des lustres à la mort sociale - quand ils ne sont pas durement frappés par des lois scélérates - les déviants et autres esprits rétifs à la zombification de masse), devrait très vite durcir sa répression contre les récalcitrants à l'invasion et au suicide collectif…
Soit tous ceux qui s'opposent aux dérives totalitaires du politburo bruxellois (le directoire non élu de l'Union dite européenne, l'Eurasia orwellienne) et ses vingt-huit Commissaires politiques. Le discours du sieur Macron prononcé à la Villette le 1er mai 2017 était sur ce point assez explicite : « *Ils sont là, ce sont eux nos vrais ennemis, puissants, organisés, habiles, déterminés. Vous les croisez dans les rues, dans les campagnes, sur la Toile, bien souvent masqués, aussi haineux que lâches. Vous les connaissez. Le parti des agents du désastre, les instruments du pire : l'extrême droite française* ». La France profonde en quelque sorte.
Et à Paris, le 29 juin 2017, lors de l'inauguration de la Station F, laquelle rassemblait un millier de *start-up*, il vise cette fois la France d'en-bas : « *Une gare, c'est un lieu où on croise des gens qui réussissent et des gens qui ne sont rien* ». Un aveu d'indicible mépris pour la plèbe, dédain qui ne doit rien à la maladresse. D'abord parce ces petites phrases assassines à répétition sont très vraisemblablement des éléments de communication concoctés par les *spin doctors* (communicants de choc) élyséens et délivrés avec une délectation sensible. De la même façon la plupart des bourdes de son prédécesseur n'en étaient pas, mais formaient de sournoises réjections soigneusement calculées et pesées.
Saluons au final la grande cohérence et la réelle continuité du discours macronien qui se réduit à quelques éléments de langage, toujours les mêmes et invariablement insultant que roitelet Macron ressasse inlassablement, de préférence depuis l'étranger, son lieu de prédilection pour cracher dans la soupe hexagonale … On se souviendra de sa dénonciation des « *crimes contre l'humanité* » liés à

la colonisation dénoncés à Alger le 14 février 2017 (ce qui le conduit aujourd'hui – en toute logique – à réhabiliter d'un militant communiste traître à sa patrie parce qu'affidés aux égorgeurs du FLN).

RÉSISTANCE À LA ZOMBIFICATION

De la même façon, le 8 septembre 2017, dans les jardins de l'École française d'Athènes, il réaffirmait sa volonté de réforme mais en des termes singulièrement déplaisants : « *Je serai d'une détermination absolue, je ne céderai rien, ni aux fainéants, ni aux cyniques, ni aux extrêmes* ». À qui s'adressait-il donc ? Aux « *gaulois* » moqués récemment à Copenhague, au *vulgum pecus*, aux *sans-dents* chers au gugusse Hollande, au pékin de base, aux « *gens de rien* » ?

Tous des fainéants, des cyniques, des populistes en puissance… Ajoutant : « Je l'ai souvent dit et je le disais il y a quelques *semaines en Roumanie. D'aucuns faisaient semblant de découvrir cette forme de provocation que j'assume.*
La France n'est pas un pays qui se réforme. Il ne se réforme pas… parce qu'on se cabre, on résiste, on contourne. Nous sommes ainsi faits ». Le « *nous* » est évidemment de trop. Une clause de style qui ne dissimule pas le vrai sens de la phrase et la destination du trait venimeux.
M. Macron n'y va certes pas par quatre chemins quand il exprime sa rancœur et son impatience à l'égard des Français peu empressés à le suivre sur les sentiers de perdition où il les engage à le suivre. Au fond Macron est frustré dans son désir de satisfaire ses commanditaires en *réformant* le pays contre vents et marées. Notons que cela fait cinquante ans que l'on réforme à tour de bras avec le succès que l'on voit ! De ce point de vue, M. Macron n'a fait qu'emboîter le pas aux Pompidou (lui aussi directement issu de l'écurie Rothschild), Giscard, Mitterrand, Chirac et Sarkozy lorsque ce dernier, le 17 décembre 2008 à l'École polytechnique de Palaiseau, tançait vertement à ceux qui se refusaient au métissage décrété obligatoire. Mixité sociale et raciale qu'il entendait imposer, si besoin par la force de la loi. Bref, lieux analogues, même ton tranchant dans la forme et sur le fond même thématique : « Fermez-la, le progrès est en marche ; j'incarne ce progrès et sa vérité ». Grande transformation dont M. Macron serait le grand prêtre et Attali son prophète… Sarkozy après Palaiseau, joignant le geste à la parole, durant les cinq années de sa présidence, aura ouvert les portes de l'Hexagone à plus d'un million d'immigrés et autant d'illégaux. Comprenons que cette politique génocidaire pour nous, représente en fait pour nos cryptarchies avides de planétarisation, une urgence primant à l'absolu sur toutes autres considérations, notamment budgétaires !
Enfin, faut-il croire M. Macron lorsqu'il affirme que, les Français étant fermés aux réformes, il se propose d'engager : « *Une transformation profonde de la France… sans brutalité, avec calme, avec explication, avec sens… La capacité de la France à se transformer, c'est sa capacité démontrée à transformer l'Europe dans le même temps* » ? Car si les Orban et les populismes actifs se multiplient en Europe, M. Macron risque fort d'être de plus en plus profondément déçu… Pour ce qui nous concerne, nous resterons évidemment réservés quant à l'absence de brutalité dans la conduite des Affaires de M. Macron comme en témoigne le choix de ses intimes prompts au coup de poing… M. Benalla par exemple !
Un dernier mot pour rappeler que si Macron est un imposteur, l'édifice démocratique est également en soi une imposture en soi, de plus en plus visible, de plus en plus criante. À ce titre Macron aura eu l'immense mérite de déchirer le voile de Maya et de jeter une lumière crue sur l'imposture structurelle du système.

16 septembre 2018

J.-M. V.

L'UNION EUROPÉENNE C'EST LA PAIX ?

Gérard BRAZON
Auteur patriote et agitateur d'idées.

Son rêve serait de renouveler l'ignoble bombardement de la Serbie ? C'est donc cela la paix par l'Union Européenne ?
Guy Verhofstadt actuel chef de file des libéraux au Parlement européen appelle les Etats-Unis à se joindre à l'UE pour arrêter « immédiatement » Viktor Orban. « *Nous ne pouvons pas laisser les gouvernements populistes d'extrême droite entraîner les États européens démocratiques dans l'orbite de Vladimir Poutine.* »

Ce Torquemada belge aimerait sans doute, à défaut de bombarder un pays faisant partie de l'OTAN, un peuple indépendant qui a élu son dirigeant librement, et qui le soutien dans la rue, aimerait disais-je, une *révolution orange* à la sauce ukrainienne pour changer les têtes, voire les faire tomber dans le caniveau pour les remplacer par des hommes plus malléables et plus favorables à Bruxelles.
Des méthodes utilisées autrefois en Tchécoslovaquie en 1968 par les soviétiques ! C'est le rideau qui tombe sur cette illusion que l'***Union Européenne,***

RT FRANCE

Par Pierre Lévy

Tous les articles de cet auteur

Spécialiste des questions européennes, Pierre Lévy dirige la rédaction du mensuel Ruptures. Précédemment, il a été journaliste au sein du quotidien L'Humanité, ingénieur et syndicaliste. Il est l'auteur de deux essais et un roman.

Verhofstadt en croisade contre la Hongrie

16 sept. 2018

Dans une tribune, le chef de file des libéraux au Parlement européen appelle les Etats-Unis à se joindre à l'UE pour arrêter «immédiatement» Viktor Orban. Tordant lui-même le cou au mythe d'une Europe visant à faire contre-poids à Washington.

Vous avez goûté l'Afghanistan ? Aimé l'Irak ? Adoré la Libye ? Réjouissez-vous : un nouveau bonheur se prépare : la Hongrie. C'est en tout cas ce dont semble rêver le chef du groupe libéral au parlement européen, Guy Verhofstadt.

Info

Texte publié en partenariat avec le mensuel Ruptures

Celui-ci vient de publier une tribune accordée à la chaîne américaine CNN, qui somme les dirigeants occidentaux, et Washington tout particulièrement, d'«intervenir» pour contrer Viktor Orban, le premier ministre hongrois. Le texte se conclut par cette invite pour le moins martiale : «Nous devons le stopper. Maintenant.»

Certes, l'ancien Premier ministre belge n'imagine probablement pas qu'une opération punitive armée contre ce pays – membre de l'OTAN – soit possible (même s'il ne faut jamais sous-estimer les subconscients guerriers de certains «Européens fervents»...). Il évoque plutôt les «coûts financiers et politiques» que les gouvernements de l'UE et des USA ont «le devoir moral» d'imposer – une formulation anglo-saxonne classique pour désigner des sanctions. Il exhorte également ceux-ci à «fournir du soutien» aux ONG sur place. Un peu comme on avait financé la «société civile» ukrainienne afin de préparer l'insurrection puis le coup d'Etat issu de Maïdan.

Au moins, la rhétorique et les motivations du Torquemada strasbourgeois sont claires : «Nous ne pouvons pas laisser les gouvernements populistes d'extrême droite entraîner les Etats européens démocratiques dans l'orbite de Vladimir Poutine.»

c'est la paix.

RT France résume clairement par ses mots : *Vous avez goûté l'Afghanistan ? Aimé l'Irak ? Adoré la Libye ? Réjouissez-vous : un nouveau bonheur se prépare : la Hongrie*.

Ce faisant, au cas où ils nous resteraient des illusions sur la vision de la démocratie qu'à Bruxelles, la Commission Européenne, les chefs de partis au parlement, il nous faut très vite réaliser, avant 2019, que l'Union Européenne a des valeurs que pour elle-même seulement, dont une particulièrement forte : *quand un pays est membre de l'UE, les règles de celles- doivent prévaloir sur le vote des électeurs*. C'est ce que disait Cohn-Bendit à propos des référendums !

Si l'un dit NON en majorité, il faut recommencer jusqu'à ce qu'ils disent OUI.

C'est ce qui se passe en Angleterre où certains demandent un nouveau référendum sur le Breixit ! C'est ce qu'a fait Sarkozy en 2008, en trahissant le référendum de 2005 avec son traité de Lisbonne voté en catimini en Congrès ! C'est ce qu'a fait la Hollande en supprimant les référendums concernant l'Union Européenne !

Le plus choquant dans ces propos guerriers contre Victor Orban, c'est l'appel aux Etats-Unis pour agir ! Pour une Union Européenne qui se veut indépendante, puissante, et rayonnante, c'est la preuve que cette Union n'est que le ramassis d'intérêts économiques, financiers et commerciaux et en aucun cas, l'espoir des peuples de former une Union des Nations souveraines !

On peut sans nul doute penser que Donald Trump va se marrer en lisant ces déclarations et que peut-être, par un tweed fracassant, il remette à sa place ce minable, ce belge qui fait honte aux Européens et à la Belgique !

Les Européens seraient sans doute ravis que l'on cesse de dénigrer la Russie en général, et Vladimir Poutine en particulier ! Nous voyons en réalité, un petit moustique tentant de piquer les pattes d'un Lion ! Jean de la Fontaine pourrait résumer cela par une fable du genre : *Le géant et l'étron* !

G.B.

Economie :

La zone Euro, un échec dangereux

Jacques SAPIR
Economiste et Directeur d'études à l'Ecole des Hautes études en sciences sociales (EHESS)

La publication le 5 septembre d'une note du service de recherche de la Banque NATIXIS a relancé le débat sur la zone Euro. Cette étude de NATIXIS parle explicitement de l'échec de la zone Euro[1]. Dans cette étude, les auteurs constatent que la mobilité des capitaux entre les pays de la zone euro a disparu depuis la crise de la zone euro de 2010-2013 et que les échanges commerciaux entre les pays de la zone euro n'ont pas profité autant que ce qu'on pourrait attendre de l'intégration monétaire et économique. Si le second point était largement prévisible depuis la critique des travaux d'Andrew K. Rose, le premier vaut en fait condamnation pour la zone Euro. Nous sommes bien en présence d'un échec profond, un échec dont les conséquences sont désastreuses pour les pays de la zone Euro[2], mais ils ne limitent pas justement à ces pays[3].

LES MENSONGES DE LA NAISSANCE DE L'EURO

L'Euro fut d'abord présenté comme une « garantie » contre les spéculations monétaires qui avaient marqué la période du Système Monétaire Européen, du « serpent monétaire » et de l'ECU[4]. Le SME fut précédé du « Serpent monétaire européen », lui-même résultant du « rapport Werner » remis en 1970[5].

On le voit, les tentatives de constitution d'une zone monétaire européenne sont anciennes. Le rapport Werner fut rendu caduque par la décision des États-Unis de mettre fin à la convertibilité automatique du dollar en or au taux de 35 dollars l'once.

Institué par l'accord de Bâle du 10 avril 1972, le « serpent » constitua alors la réponse des pays européens.

Il est vrai qu'une monnaie commune (autrement dit, une monnaie existant en plus des monnaies nationales et utilisée pour certaines transactions) comme ce que l'on cherchait à mettre en place avec

le SME et avec l'ECU exige des règles strictes limitant les mouvements de capitaux afin de ne pas laisser de place à une spéculation à l'intérieur de la zone. Or c'est bien là que le bât blesse.

En fait, les pays européens ont fait le choix d'une libéralisation financière totale. Ce choix, qui a été largement inspiré par les socialistes français[6], a conduit, nous allons le voir, à évincer la solution de la monnaie commune au profit de celle, en principe plus élégante mais au combien plus dangereuse, de la monnaie unique. La réponse à cette première question se trouve donc dans les crises que le Système monétaire européen (SME) a connues. Mais l'histoire de ces crises a été réécrite par les partisans de la monnaie unique comme celle d'une impossibilité de combattre la spéculation dans un cadre à plusieurs monnaies. La question des institutions susceptibles de limiter et de contrôler les mouvements de capitaux ne fut jamais abordée et la « libération » des capitaux a été présentée comme un dogme, ce qu'elle n'était certainement pas[7]. Pourtant, le contrôle des capitaux a fonctionné face à des crises importantes[8]. En particulier, on a systématiquement omis de préciser où de rappeler que les pays qui étaient parties prenantes du SME avaient tout fait pour laisser le champ libre à la spéculation. Le biais contre les contrôles de capitaux apparaît comme essentiellement idéologique[9].

LES MENSONGES SUR LA CROISSANCE

Il faut ici rappeler qu'après avoir déguisé l'Euro en une forme de garantie contre les mouvements spéculatifs et les fluctuations, les thuriféraires de l'Euro ont présenté ce dernier comme un avantage pour la croissance en Europe. Les travaux qui furent présentés dans les années 1990 insistaient tous sur les avantages extraordinaires que donnerait la monnaie unique aux pays qui l'utiliseraient. Il s'agissait, bien entendu, de travaux économétriques[10]. Pourtant, les résultats en furent rapidement contestés[11]. Il est vrai que ces travaux étaient construits sur des bases tant méthodologiques[12] que théoriques[13] extrêmement fragiles. Il est maintenant acquis que les effets de l'Euro sur le commerce interne des pays de l'UEM a été des plus réduit[14]. L'étude publiée par NATIXIS enfonce donc le dernier clou dans le cercueil de cette idée.

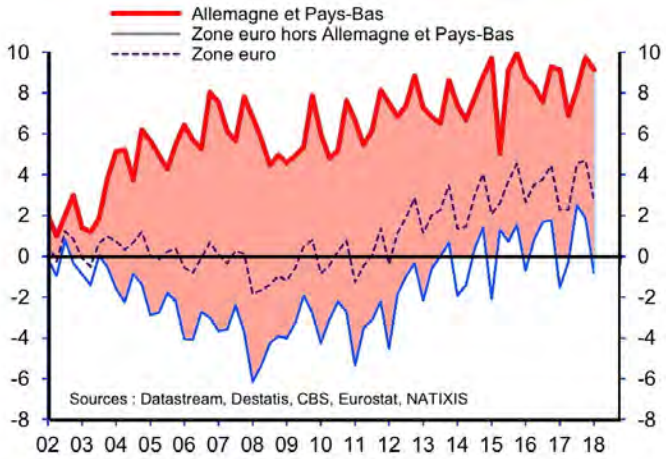
De nombreux politiciens ont ainsi prétendu que l'introduction de l'Euro provoquerait, par son seul effet, une hausse de la croissance des pays membres d'environ 1%. Il n'en fut rien[15]. En réalité, l'Euro a bien eu un effet sur le commerce intra-zone, mais cet effet a été essentiellement de réarranger les flux entre les pays et de conduire certains pays à se désindustrialiser tandis que d'autres (essentiellement

l'Allemagne) profitaient très fortement de l'introduction de l'Euro[16]. Tout ceci conduit à mettre en doute la rationalité économique de l'introduction de la monnaie unique. Elle a plutôt joué un rôle d'exacerbation des différences entre les pays membres, ce qui n'est pas surprenant si l'on y réfléchit un peu car les variations de taux de change entre les pays avaient fondamentalement (une fois la composante spéculative de court terme retirée) pour effet de compenser ces différences[17].

L'EXPLOSION DES ÉCARTS DE COMPÉTITIVITÉ

Les causes de cette situation sont connues. Elles furent analysées dans une étude publiée en 2017. Dans l'édition 2017 du *External Sector Report* [18], le Fond Monétaire International a souligné l'ampleur du problème posé par la divergence des compétitivités dans le cadre de la zone Euro. Il a montré l'importance de ces problèmes pour des pays comme la France, mais aussi l'Italie et l'Espagne. On voit que le problème s'est même aggravé par rapport à l'édition 2016. Ces écarts de taux de change virtuel au sein de la zone Euro sont d'ailleurs régulièrement calculés par le FMI.

L'absence de circulation des capitaux au sein de la zone Euro, qui est bien indiqué dans l'étude de NATIXIS, rend d'autant plus dramatique cet éclatement de la compétitivité au sein de l'Euro, qui conduit à une sous-évaluation de la monnaie de l'Allemagne et à une surévaluation de la monnaie de la France, de l'Italie, de l'Espagne et de la Belgique. Ceci explique alors une large partie de l'excédent commercial allemand.



UNE RÉFORME DE LA ZONE EURO EST-ELLE POSSIBLE ?

Alors, on dira que tout ceci survient alors que la

Tableau 1
Ampleur des appréciations/dépréciations des taux de change en cas de dissolution de la zone Euro

	Ajustement moyen en cas de dissolution	Ajustement maximal en cas de dissolution	Ecart avec l'Allemagne (normal-Maxi)	Ecart avec la France (normal-Maxi)
France	-11,0%	-16,0%	26-43%	-
Italie	-9,0%	-20,0%	24-47%	+2/-4%
Espagne	-7,5%	-15,0%	22,5-42%	+3,5/+1%
Belgique	-7,5%	-15,0%	22,5-42%	+3,5/+1%
Pays-Bas	+ 9,0%	+21,0%	6-6%	+20/+37%
Allemagne	+15,0%	+27,0%	-	+26/+43%

Source : écart des taux de change réels dans le FMI *External Sector Report 2017* et consultations d'experts des questions de change réalisées au début d'août 2017

« zone Euro » est restée fondamentalement incomplète : il n'y a pas eu de budget commun (du moins dans les proportions nécessaires) et pas d'union fiscale ni d'union de transferts. Mais, cette incapacité à réaliser ce que certains (et parfois honnêtement) tenaient pour le « programme global » de l'Euro est le produit de la résistance institutionnelles de plusieurs pays, et au premier lieu de l'Allemagne. Pour cette dernière, il n'a jamais été question d'avoir un budget fédéral et la seule forme de « fédéralisme » qui soit acceptable serait le contrôle par l'Allemagne des budgets des autres pays. Ce pays a toujours refusé de la manière la plus catégorique d'accéder aux diverses demandes d'une « union de transferts », demandes qui pourtant seraient logiques dans la perspective d'une Union européenne de type fédérale. De fait, l'Allemagne s'est servie de l'UE pour faire avancer ses propres intérêts nationaux au détriment des autres pays[19].

L'inachèvement de la « zone Euro » n'est donc pas conjoncturel comme on le prétend mais bien structurel. L'Allemagne a voulu cette situation parce que c'est la seul qui lui convenait. Dès lors, le futur de l'Union Économique et Monétaire apparaît des plus sombres. Cette « union » devrait connaître ce qui fut le sort des autres « unions », c'est à dire se dissoudre[20]. Mais, ce faisant, elle risque fort d'entraîner avec elle la dissolution de l'Union européenne elle-même.

L'échec de la zone Euro est aujourd'hui évident pour la grande majorité des observateurs. Cet échec entraîne les pays de la zone Euro à leur perte mais, au-delà, pèse de manière importante sur la conjoncture internationale. Le fait que l'Euro condamne un groupe de pays à avoir une faible croissance a des conséquences importantes sur le reste du monde. C'est pourquoi, la dissolution de la zone Euro apparaît aujourd'hui comme une priorité absolue.

J.S.

Notes :

[1] Natixis, Flash Economie, *Pour l'instant la zone Euro est un échec*, n°955, 5 septembre 2018.

[2] Mastromatteo, G. et S. Rossi (2015). The economics of deflation in the euro area: a critique of fiscal austerity, in *Review of Keynesian Economics*, vol. 3, n° 3, pp. 336–350.

[3] Bibow J. et A. Terzi (dir.), *Euroland and the World Economy: Global Player or Global Drag?*, New York (N. Y.), Palgrave Macmillan, 2007.

[4] Du Bois de Dunilac, P., *Histoire de l'Europe monétaire (1945-2005) : Euro qui comme Ulysse*, Genève et Paris, Presses universitaires de France, 2008.

[5] M. Aris et N. M. Healey, « The European Monetary System », *in* N. M. Healey, *The Economics of the New Europe*, Londres-New York, Routledge, 1995, p. 45-67. Voir aussi B. Harrison et N. M. Healey, « European Monetary Union: Progress, Problems and Prospects », *ibid.*, p. 103-123.

[6] R. Abdelal et S. Meunier, « Mondialisation : la *French Touch* », Telos, 12 octobre 2007, http://www.telos-eu.com/fr/article/mondialisation_la_french_touch

[7] Rodril D. et Subramanian A., « Why Did Financial Globalization Disappoint? » in *IMF Staff Papers,* Vol. 56, No. 1, Frontiers of Research on Financial Globalization (2009), pp. 112-138

[8] Rodril D. et Kaplan E., «Did the Malaysian Capital Controls work », *Working Paper*, Kennedy School of Government, Harvar University, février 2018, https://drodrik.scholar.harvard.edu/files/dani-rodrik/files/did-malaysian-capital-controls-work.pdf

[9] de Melo Modenesi A. et R. Lyrio Modenesi, « Capital Controls and Financial Liberalization: Removing the Ideological Bias », in *Journal of Post Keynesian Economics*, Vol. 30, No. 4 (été 2008), pp. 561-582.

[10] Rose, A.K. « One money, one market: the effect of common currencies on trade », *Economic Policy* Vol. 30, 2000, pp.7-45. Voir aussi: Rose, A. K., "Currency unions and trade: the effect is large," *Economic Policy* Vol. 33, 449-461, 2001, et Rose, A.K., Wincoop, E. van « National money as a barrier to international trade: the real case for currency union », *American Economic Review*, Vol. 91, n°2/2001, pp. 386-390.

[11] Bun, M., Klaasen, F., « The euro effect on trade is not as large as commonly thought», *Oxford bulletin of economics and statistics*, Vol. 69, 2007, p. 473-496; Persson T., « Currency Unions and Trade : How Large is the Treatment Effect ? » in *Economic Policy*, n°33, 2001, pp. 435-448. Nitsch V., « Honey I Shrunk the Currency Union Effect on Trade », *World Economy*, Vol. 25, 2002, n° 4, pp. 457-474.

[12] Greenaway, D. Kneller, R., « Firm heterogeneity, exporting and foreign direct investment », *Economic Journal*, 117, 2007, pp. 134-161; Flam, H., Nordström, H. (2006), « Trade volume effects of the euro: aggregate and sector estimates », *IIES Seminar Paper No. 746.*

[13] Kouparitsas, M. A., "Is the EMU a viable common currency area? A VAR analysis of regional business cycles", *Federal Reserve Bank of Chicago, Economic Perspectives*, vol. 23, 1999, n° 4, pp. 2-20.

[14] Baldwin R. (2006) « The euro's trade effects » *ECB Working Papers*, WP n° 594, Frankfurt. Baldwin R. et al. (2008), « Study on the Impact of the Euro on Trade and Foreign Direct Investment », *Economic Paper*, European Commission, n° 321.

[15] Voir Natixis, Flash Economie, *Pour l'instant la zone Euro est un échec*, n° 955, op.cit.

[16] Kelejian, H. & al., « In the neighbourhood : the trade effects of the euro in a spatial framework », *Bank of Greece Working Papers*, 136, 2011.

[17] Glick, R., (1991), "European monetary union: Costs and benefits", Federal Reserve Bank of San Francisco, *Weekly Letter*, no. 91-16. Salvatore, D. and G. Fink, "Benefits and costs of European economic and monetary union", *The Brown Journal of World Affairs*, vol. 4, 1999, Issue 2, pp. 187-194.

[18] Voir http://www.imf.org/en/Publications/Policy-Papers/Issues/2017/07/27/2017-external-sector-report et http://www.imf.org/en/Publications/Policy-Papers/Issues/2016/12/31/2016-External-Sector-Report-PP5057

[19] https://jacobinmag.com/2018/08/wolfgang-streeck-interview-germany-european-union

[20] Bordo, Michael, and Lars Jonung. *Lessons for EMU from the History of Monetary Unions*. London: Institute of Economic Affairs, 2000. De Cecco, Marcello. "European Monetary and Financial Cooperation before the First World War." *Rivista di Storia Economica* 9 (1992): 55-76 ; Silva, S. and S. Tenreyro, "Currency Unions in Prospect and Retrospect," *Annual Review of Economics*, (2010), Vol. 2(1):51-74.

Economie :

Ce ne sera pas un krach, mais un tsunami financier mondial

Marc ROUSSET
Economiste et essayiste

« *Nous allons vivre une autre crise financière ; tous les gens intelligents la voient arriver* », a pu déclarer **Steve Bannon**, l'ancien conseiller de Trump qui lui doit sa victoire. Depuis la chute de Lehman Brothers et le cataclysme de 2008, nous avons assisté à une mutation complète et ahurissante des banques centrales. L'initiateur, le pionnier de la folle politique monétaire d'assouplissement quantitatif a été la Banque du Japon, suivie par la Fed et ensuite la BCE.

Suite aux risques de défaut immédiat des États, de krach obligataire et boursier, les banques centrales se sont transformées en pompiers tout-terrain pour éteindre les multiples incendies avec des moyens inédits « non conventionnels ». Une véritable fuite en avant en pratiquant la politique des taux zéro, de l'endettement supplémentaire pour régler le problème du surendettement, de la création monétaire laxiste pour procurer des liquidités aux banques et faire baisser les taux d'intérêt du marché obligataire. La Banque de France détient, aujourd'hui, 20 % de la dette publique française tandis que la Banque du Japon détient 41 % de la dette publique japonaise (250 % du PIB).

Les banques centrales sont, aujourd'hui, coincées d'une façon irréversible et ne peuvent plus revenir en arrière en diminuant la masse monétaire et en augmentant ou en laissant monter les taux d'intérêt, sous peine de faillite des États, des entreprises zombies et d'écroulement des marchés obligataires et boursiers.

En fait, tout se passe comme si la Banque du Japon, la Fed et la BCE avaient décidé d'édifier ensemble une « Digue de Babel ». La réussite est, en apparence, totale puisque la digue tient et que les marchés sont au plus haut. En réalité, une masse d'eau énorme de dimension océanique continue inexorablement à s'accumuler et à monter de l'autre côté de la digue, tandis que les inconscients au sec continuent à spéculer, à faire grève, à se vautrer dans l'hédonisme individualiste matérialiste et à se moquer même des Cassandre réalistes. Mais, un jour, suite à la pression trop forte de l'eau, c'est-à-dire la perte subite de confiance, la « Digue de Babel » cédera et ce ne sera pas alors un vulgaire petit barrage de Malpasset, mais un tsunami océanique de dimension planétaire qui balaiera tout sur son passage et aura, pour conséquence, l'effondrement total du Système.

Les banques espagnoles sont un excellent exemple de la dangereuse interconnexion mondialiste des problèmes. Elles ont été sauvées, jusqu'à ce jour, en fusionnant, avec une aide d'urgence de 100 milliards d'euros, sans avoir encore rien remboursé. Mais les

banques espagnoles sont exposées à hauteur de 83,2 milliards d'euros en Turquie, soit davantage que les 75 milliards réunis de la France, des États-Unis et du Royaume-Uni. Les crédits en devises étrangères, face à la baisse de la livre turque et à l'augmentation des taux d'intérêt, représentent 40 % de la dette de la Turquie.

En Argentine, les investissements espagnols s'élèvent à 28 milliards de dollars, soit un quart de l'investissement total étranger (les États-Unis, seulement 10 milliards). L'Espagne, à elle seule, représente plus de 40 % du risque des dettes de l'Amérique latine (Argentine, Mexique, Brésil). Pour se sauver de leurs risques européens, les banques espagnoles ont misé gros sur les pays émergents, cherchant à diversifier leurs risques avec des perspectives de rentabilité plus élevées. Mais gare en cas de retournement de situation.

Pour la première fois, depuis dix ans, la Banque centrale indienne a acheté de l'or. « Encore un petit moment, Monsieur le Bourreau ! » Il suffit de la perte subite de confiance d'un agent économique – ce qui fut le cas de la BNP, en 2008 -, d'un krach dans un seul pays tel que l'Espagne, la Grèce ou l'Italie pour que la réaction en chaîne se développe dans le monde et que tout explose. La « Digue de Babel » des banques centrales cédera aussi à son tour car l'arme atomique de l'assouplissement quantitatif, pratiqué alors sans limite et d'une façon exponentielle, nous conduira à l'hyperinflation du Venezuela ou de l'Allemagne en 1923. La crise de 1929 nous paraîtra, alors, comme un épiphénomène par rapport à ce qui nous attend !

« Quelle époque terrible que celle où des idiots dirigent des aveugles », selon William Shakespeare.

M.R.

Comment et pourquoi le dollar va laisser la place aux DTS comme monnaie mondiale

Valérie BUGAULT
Avocate spécialisée en droit des affaires

1. HISTOIRE DE LA MONNAIE MONDIALE : RETOUR SUR LA SÉQUENCE HISTORIQUE AYANT DÉBUTÉ EN 1944

En 1944, lors de la négociation de ce qui sera désormais mondialement connu comme les accords de Bretton Woods, les États-Unis d'Amérique, via leur émissaire Harry Dexter White, l'assistant du secrétaire au Trésor des États-Unis, gagne la lutte pour la monnaie mondiale contre le Bancor soutenu par John Meynard Keynes et ses puissants maîtres de la City. Le dollar devient donc la monnaie mondiale de référence.

À partir de juillet 1944, le dollar américain a donc une double casquette, à la fois monnaie nationale et monnaie mondiale.

À l'opposé, les puissants banquiers de la City avaient soutenu, via leur porte-voix Keynes, une autre option : celle d'une monnaie mondiale conçue comme un panier de monnaies. Panier de monnaies que nous allons retrouver en ce début de XXIe siècle, sous la forme des Droits de Tirage Spéciaux (DTS).

Harry Dexter White (à gauche) et John Maynard Keynes en 1946. Ils furent les deux protagonistes principaux de la conférence tenue à Bretton Woods.

1.A LES FONDAMENTAUX

Pour bien comprendre les enjeux économiques et financiers de la monnaie mondiale, il faut rappeler les fondamentaux sur lesquels reposent la viabilité d'une monnaie.

Pour être durablement viable, une monnaie doit être :

1. Adossée à des richesses réelles. C'est la raison pour laquelle une monnaie est irrémédiablement liée à une *« économie »* ;
2. Émise en quantité suffisante pour pouvoir être utilisée dans tous les échanges internationaux.

Il faut également rappeler que les fondamentaux économiques d'une monnaie nationale et internationale saines sont antagonistes. Alors qu'une monnaie nationale saine préconise que les exportations soient supérieures aux importations, une monnaie mondiale doit être émise en quantité suffisante pour abreuver le monde entier, elle suppose donc, dans l'hypothèse où elle est une monnaie nationale, que les importations soient supérieures aux exportations, seule façon d'assurer

une juste diffusion internationale de la devise.

1.B LA SUITE HISTORIQUE DES ÉVÉNEMENTS

L'année 1971 voit arriver la fin de la convertibilité or du dollar. N'ayant plus suffisamment d'or pour garantir l'intégralité des dollars en circulation, le gouvernement de Nixon se voit contraint, consécutivement à la pression de De Gaulle qui avait exigé[1] la transformation d'une grande partie des avoirs américains détenus par la France en or, d'abandonner le principe de convertibilité dollar-or.

À partir de 1971, le dollar américain en tant que monnaie mondiale est concrètement adossé :

1. Au pétrole (notamment en vertu du Pacte du Quincy signé en 1945) et
2. À la seule force de l'économie américaine ; car le dollar, en tant que monnaie nationale, est garanti par le dynamisme intérieur de l'économie américaine.

Concrètement, la valeur du dollar repose maintenant essentiellement sur la force brute des USA, leur capacité à faire militairement et monétairement respecter leur hégémonie dans les pays tiers. Il en résulte que cette période a vue la disparition de la notion d'*« ordre juridique »*, à la fois interne et international, pour revenir à la situation primaire de la loi du plus fort.

Entre 1970 et 2000, le considérable développement des échanges internationaux réclame toujours plus de dollars en circulation. La *« politique monétaire mondiale du dollar »* nécessite toujours plus d'importations, lesquelles sont nécessairement financées, car les capacités économiques des ménages sont largement dépassées, par toujours plus de dettes publiques et privées. Mécaniquement, la situation intérieure de l'économie américaine se dégrade corrélativement.

Franklin Roosevelt signe le Glass-Steagall banking, le 16 juin 1933.

C'est ainsi que, dès le début des années 1970, nous assistons, aux USA au début du *« principe général »* de dérégulation financière, qui deviendra de plus en plus massive avec le temps. La régulation issue du Glass Steagall Act commence à ne

Franklin Roosevelt signe le Glass-Steagall banking, le 16 juin 1933

plus être appliquée, afin de :

1. *« fabriquer artificiellement des actifs »* (subprimes, actifs synthétiques (CDO, CDS…), politique qui, on le verra, sera suivie de celui de la titrisation et,
2. Capter les réserves monétaires des pays tiers, véritables colonies financières (les pays dits *« alliés »*, membres de l'Union européenne…).

Cette captation abusive était rendue nécessaire afin de garantir la viabilité économique du dollar comme monnaie nationale, lui-même garant de la fonction mondiale de cette monnaie[2].

Très concrètement, la dérégulation financière a permis d'augmenter artificiellement la capacité d'endettement des contribuables américains et de supporter la politique monétaire expansionniste du dollar, ce qui a eu pour effet d'augmenter artificiellement les *« actifs bancaires »* en circulation. Au point que les *« actifs »*, qui circulent aujourd'hui internationalement, sont largement devenus eux-mêmes *« fictifs »*.

Pour que ce système fonctionne, il fallait pouvoir assurer la circulation internationale de ces nouveaux *« actifs financiers »*. C'est précisément ce à quoi ont répondu :

La titrisation, qui a permis de faire circuler dans le monde entier les *« actifs douteux »* et, L'internationalisation de la normativité anglo-saxonne (colonisation du droit continental traditionnel par les préceptes réglementaires anglo-saxons : trust, propriété économique etc.).

Dans un troisième et dernier temps, le temps du désespoir des partisans du dollar en tant que monnaie mondiale, l'extraterritorialité du *« droit »* (qui n'en est pas un) anglo-saxon s'est développé de façon anarchique et monstrueuse par la

généralisation des sanctions économiques appliquées aux entreprises et dirigeants de pays étrangers qui ne voulaient plus jouer le jeu du dollar comme monnaie mondiale.

À compter des années 1990, les besoins en dollars s'intensifient considérablement en raison du considérable développement des échanges économiques mondiaux en même temps que celui de la concentration des capitaux (mise en place massive du libre-échange par l'OMC, de l'optimisation fiscale favorisée par l'OCDE notamment par la généralisation de la lutte contre les *« prix de transfert »*, qui a surtout été le moyen de banaliser et de généraliser la pratique de l'optimisation des flux financiers intra-groupes au niveau international et d'imposer aux États le principe d'une *« normativité extra-territoriale »* etc.), lesquels ont été accélérés par la chute de l'URSS. Corrélativement, l'économie américaine (intérieure) faiblit en raison de la politique économique forcenée d'*« importation »* indispensable à la fonction mondiale du dollar.

Dans la mesure où la solution de la planche à billets est exclue, les banquiers ne voulant à aucun prix d'une monnaie mondiale créée ex-nihilo (qui a pour effet direct et quasi immédiat une dépréciation de la monnaie et, consécutivement, des actifs), s'est faite jour *« la nécessité de l'innovation financière »* qu'est le *« quantitative easing »* (QE). Ainsi, la création monétaire est désormais adossée à des rachats d'actifs, de plus en plus pourris en raison de la dérégulation financière, et non formellement sur du néant comme avec la *« planche à billet »* traditionnelle.

En conséquence de cette *« course à l'échalote »*, le circuit financier international est devenu *« non viable »* ; la preuve a ainsi été historiquement et empiriquement apportée que Keynes avait raison et que le dollar en tant que monnaie mondiale n'était pas une solution monétaire viable.

Ceci avait largement été anticipé par ce que Brandon Smith appelle, à juste titre, les *« globalistes »*, qui sont en réalité les descendants des banquiers-commerçants (changeurs) du Moyen-Âge qui ont pris, essentiellement au moyen de la corruption, le pouvoir politique au fil des siècles.

C'est ainsi que le magazine *The Economist* avait, dès 1988, prévenu le public du fait que le Bancor, panier de monnaies, allait, tel le phénix, renaître de ses cendres autour des années 2018 sous la forme d'un Phoenix.

The Economist
CAN BRITAIN KEEP BOOMING? page 10
TAKESHITA COMES TO TOWN pages 17-20
INVESTMENT BANKS PULL BACK page 12
PERESTROIKA'S FIRST TEST page 35
Get ready for a world currency

Mais il fallait, afin d'imposer définitivement l'idée qu'une *« monnaie mondiale »* était indispensable pour développer les échanges internationaux. Ce développement aurait deux effets recherchés :

1. Apporter la preuve de l'incapacité du dollar américain en tant que monnaie mondiale ;
2. Et faire avancer l'agenda globaliste du

« gouvernement mondial » (connu en français sous l'acronyme NOM, et en anglais sous celui du NWO) car à une économie mondiale doit, mécaniquement, répondre une monnaie mondiale !

2. LA SITUATION MONÉTARO-ÉCONOMIQUE ACTUELLE : UNE TOTALE DOMINATION POLITIQUE PAR LES *« BANQUIERS-COMMERÇANTS »*

Nous assistons actuellement à des grandes manœuvres géopolitiques consistants en la démolition contrôlée du dollar. La force de ce dollar repose, rappelons-le, sur les sous-jacents économiques et politiques des États-Unis d'Amérique, ce qui nécessite de démonter, partiellement, cette force dominatrice. D'où les tentatives, plus ou moins adroites, de mise en cause de la suprématie américaine sur les échanges internationaux.[3]

La Chine et la Russie sont parties prenantes de cette stratégie, ce qui explique ce genre d'article (ci-contre). La Chine en tant que moteur principal des DTS tandis que la Russie a raccroché les wagons du train de la monnaie mondiale, croyant, malheureusement (comme Napoléon l'avait lui-même cru) à un contrat *« gagnant-gagnant »* pour son propre développement économique.

Si la chute du dollar en tant que monnaie mondiale est extrêmement souhaitable pour les peuples, il n'en va pas de même de l'avènement des DTS (droits de tirage spéciaux) gérés par les banquiers. Car ce sont précisément les banquiers qui contrôlent d'ores et déjà la grande majorité des monnaies du monde, qui sont à l'origine de l'idée d'une *« monnaie mondiale »* centralisée dans leurs mains et qui sont les metteurs en scène de la nécessité d'un futur gouvernement mondial oligarchique.

À terme, et quels que soient les maux actuels issus du dollar compris comme monnaie mondiale, les DTS, c'est-à-dire la version renommée du Bancor de Keynes, vont entraîner des maux bien plus grands pour l'humanité, laquelle se verra littéralement assiégée et mise en esclavage, sans plus aucune *« poche de résistance »* politique et institutionnelle possible.

L'avènement de cette monnaie mondiale DTS-Bancor, a été préparé, confidentiellement, par les principaux propriétaires des banques et leurs affidés, les banquiers centraux, lesquels se réunissent au sein de la BRI sise à Bâle. Tout comme avait été préparé, en son temps, l'avènement de la Fédéral Reserve (Fed) américaine.

Emprisonner l'«espion russe Kissinger»: le dernier pas vers la guerre civile

POINTS DE VUE 18:50 15.08.2018 (mis à jour 07:25 16.08.2018) URL courte

Ivan Danilov 55 96 9

Le patriarche de la politique étrangère américaine, le «stratège et sage» Henry Kissinger est tombé sous le fouet de la campagne médiatique anti-Trump. Henry Kissinger qu'on ne pouvait pas jusqu'alors salir publiquement dans les médias américains, a été pratiquement proclamé auteur du plus terrible crime de la politique US.

Trump contre la FED : l'Amérique sacrifiée sur l'autel du NOM

Par Brandon Smith – Le 26 juillet 2018 – Source alt-market.com

L'avènement de cette *« monnaie mondiale »* sera le premier pas institutionnel vers le gouvernement mondial oligarchique. Or les oligarques à la manœuvre sont précisément ceux qui ont organisé et profité de toutes les formes que l'esclavagisme a pris ces 400 dernières années. Ils ont aujourd'hui conquis les pouvoirs politiques de la quasi-intégralité des pays du monde par le contrôle qu'ils ont pris sur les monnaies et sur le système économique mondial. Ce contrôle a pris la forme de la corruption élevée au rang légal par les anglo-saxons (qui prend le doux nom de lobbying).

Nous assistons aujourd'hui et pour l'avenir à une *« lutte à mort »* des banquiers-commerçants contre tous les peuples du monde. Toutes les armes utilisées, monnaies, entreprise, parlementarisme à l'anglo-saxonne, ne sont que des outils utilisés par les banquiers pour prendre le pouvoir. Ces armes de domination utilisées par les dominants seront bien entendu abandonnées le moment venu, c'est-à-dire lorsque la prise effective et officielle du pouvoir politique à l'échelle mondiale surviendra. Ce jour approche à grands-pas…

3. L'AVENIR POLITIQUE DES PEUPLES : L'OPTION ENTRE LE DROIT, POLITIQUE, À DISPOSER DE SOI-MÊME ET L'ESCLAVAGISME, ENTRE LA *« CIVILISATION »* ET LE NÉANT CIVILISATIONNEL

Deux voies se profilent à l'horizon, la première emporte la disparition totale de toute idée de civilisation, la seconde, si elle était entrouverte, pourrait donner naissance à un renouveau civilisationnel historique.

La première voie est celle de l'avènement et de la pérennité des DTS gérés par les banquiers.

Pour parfaire et simplifier le processus de domination monétaire, les banquiers commerçants ont prévu de gérer les échanges internationaux de DTS sous forme exclusivement dématérialisée. Il faut comprendre ici que l'avènement récent des *« crypto-monnaies »* répond précisément à ce besoin bancaire.

Le lancement des crypto-monnaies privées a pour objectif de faire tester *in vivo* et en grandeur nature le fonctionnement de telles monnaies, de façon à les perfectionner et les rendre parfaitement fonctionnelles dans le cadre de l'utilisation de cette technologie pour l'échange de DTS. Ce type de monnaie dématérialisée aura également un second avantage : celui de contrôler parfaitement et définitivement la vie privée de tous les utilisateurs, alors même que personne ne pourra échapper à cette dématérialisation monétaire pour les échanges nécessités par la vie courante.

Cette marche, consistant en l'avènement des DTS en tant que monnaie mondiale, permettra de mettre en place la suivante, celle d'institutions politiques mondiales gérées par les banquiers, le fameux *« Nouvel Ordre Mondial »*. Cet ordre politique, qui n'est pas nouveau mais représente l'aboutissement d'un long cheminement, sera porté par un groupe d'individus qui préconise également l'avènement d'une *« religion mondiale »* (lire à cet égard les travaux de Youssef Hindi et de Pierre Hillard).

Dans cette perspective, les États disparaîtront du jeu en tant qu'entités politiques (qu'ils ne sont, dans une large mesure, déjà plus dans les pays d'Europe de l'ouest ainsi que dans beaucoup d'autres pays, tous continents confondus), pour devenir de simples courroies de transmissions du *« gouvernement »* central aux mains des banquiers (comprendre les

principaux propriétaires de capitaux de la planète). Ce gouvernement mondial, aura la même structure que les empires l'ayant précédé au détail près qu'il ne pourra régenter qu'un nombre réduit d'individus, d'où tous les fléaux qui s'abattent déjà et continueront à s'abattre sur l'humanité comme annoncé par les *Georgia Guidestones*.

La seconde voie, qui pourrait être entrouverte par des dirigeants courageux, consisterait à reprendre, en sous-main, l'entier contrôle politique de leur monnaie[4] tout en faisant mine de jouer le jeu des DTS. Il s'agirait de retirer aux banquiers le contrôle du système monétaire intérieur des pays et d'engager avec des pays tiers des *« conventions fondatrices d'échanges de monnaie »*. Ces conventions poseraient les critères, politiques, d'une juste appréciation de la valeur respective de chacune des monnaies, au regard de la qualité et de la viabilité socio-économique du pays en question. Nous retrouverions, ici, une conception réellement politique de la monnaie.

D'un point de vue technique, le système dit *« monnaie structurale »* élaboré par Jean Rémy, permettrait d'élaborer des chambres de compensations, de nature politique, gérées par des instances politiques et diplomatiques de chaque État parti prenante de l'échange.

V.B.

Notes

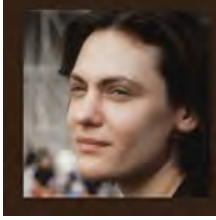
1. https://www.loretlargent.info/dossiers/charles-de-gaulle-et-sa-vision-sur-la-place-de-lor-dans-le-systeme-monetaire-mondial-12 et https://www.loretlargent.info/dossiers/charles-de-gaulle-et-sa-vision-sur-la-place-de-lor-dans-le-systeme-monetaire-mondial-22, lire également http://archives.investir.fr/2007/jdf/20071117ARTHBD00267-la-france-du-president-de-gaulle-prefere-l-or-au-dollar.php

2. Frédéric Lordon : dans cet article Frédéric Lordon explique, autour de la note 2, la cause de la dérégulation financière : « en effet, les États-Unis se trouvent confrontés à la question suivante : comment financer des déficits (extérieur et budgétaire) quand on n'a plus d'épargne nationale (2) ? Tout simplement en faisant venir l'épargne des pays qui en ont. Soit, à l'époque (comme d'ailleurs aujourd'hui), le Japon et l'Allemagne, et désormais la Chine. La déréglementation financière est donc la réponse stratégique qui consiste à installer les structures de la circulation internationale des capitaux pour dispenser l'économie américaine d'avoir à boucler le circuit épargne-investissement sur son espace national. »

3. Lire, à cet égard, Brandon Smith : http://lesakerfrancophone.fr/la-guerre-commerciale-fournit-une-couverture-parfaite-pour-la-reinitialisation-financiere-globale et http://lesakerfrancophone.fr/la-chine-se-prepare-a-une-guerre-commerciale-depuis-plus-dune-decennie

4. cf. Du nouvel esprit des lois et de la monnaie de Valérie Bugault et Jean Rémy.

SUÈDE : et la dernière terre promise des immigrés s'effondra…



Aliona DENISSOVA
Auteur et traductrice

Depuis 2015, l'image de tolérance des pays scandinaves en matière d'immigration se dégrade sérieusement.

Pourquoi ces pays restent perçus dans toute l'Europe comme des champions de la tolérance et des havres de paix pour les immigrés ?

– Le journaliste suédois Théophane Le Méné explique – « Si l'on se range à la définition française de la tolérance, on ne peut pas comprendre la tolérance scandinave telle qu'elle est entendue. Alors qu'en France, la tolérance s'incarne dans une sorte de transgression de ce que l'on peut penser ou de ce que la loi édicte, en Scandinavie, la tolérance s'exprime à travers le spectre de la légalité.

« Au Danemark, par exemple, traverser une rue alors que le feu est rouge vous expose à de sévères réprimandes mais des groupes qui s'affichent ouvertement néo-nazis peuvent manifester au nom de la liberté d'expression. »

Mais il existe une fin à tout et la bienveillance de la Suède et surtout du Danemark à l'égard des migrants est actuellement en forte baisse. La tolérance scandinave serait plus pragmatique que ce qu'imaginent ceux qui la portent aux nues en France.

Ainsi, lors des élections du 9 septembre 2018 en Suède, s'est produite une percée spectaculaire des Démocrates suédois (SD), parti d'extrême droite anti-immigrés qui obtient 17,6 % des suffrages. Rappelons que depuis 2012, un total de 400 000 demandes d'asile a été enregistré en Suède, un record en Europe rapporté au nombre d'habitants (une demande pour environ 25 habitants).

La politique migratoire du pays a radicalement changé depuis le 24 novembre 2015, quand le Premier ministre Stefan Löfven et la porte-parole des Verts, Åsa Romson (en pleurs) annoncent, lors d'une conférence de presse, que les capacités d'accueil de la Suède sont saturées et que, tant que le reste de l'UE ne prendra pas ses responsabilités, ils fermeront les frontières du pays.

Quant à l'immigration musulmane, elle a fait de Stockholm la capitale mondiale du viol. Depuis les sept premiers mois de l'année 2014, plus de 1 000 Suédoises ont été violées dans la ville de Stockholm.

Les chercheurs d'or en matière d'aides sociales et de subventions ont dû avoir vent des changements qui sont en train de s'opérer dans les paradis migratoires (dorénavant perdus) : en 2015, la Suède a reçu 162 877 demandeurs d'asile, en 2016, on est descendu à 28 939 et 25 666 en 2017.

Les Danois comme les Suédois continuent de recevoir des immigrés par vagues, au gré des conflits, avec un système de quotas. Il y a un grand nombre d'Irakiens, de Pakistanais, de Yougoslaves, d'Éthiopiens arrivés depuis de longues années.

Mais le pays avait été amené, dès 2017, à pratiquer une thérapie de choc pour lutter contre les « ghettos ethniques » : baisse des allocations pour les réfugiés, peines de prison doublées, éviction des criminels des cités, crèches obligatoires : le gouvernement danois veut éliminer les ghettos d'ici 2030.

Ce plan est intitulé « Ét Danmark uden parallelsamfund – Igen ghettoer i 2030 » (« Un Danemark sans sociétés parallèles : plus de ghettos en 2030 »).

Et bien évidemment, le terrorisme radical est en forte hausse :

« Nous n'avons jamais vu ça » : le patron des services de contre-espionnage et de contre-terrorisme suédois, la Säpo (Säkerhetspolisen), Anders Thornberg a avoué à l'agence TT que le nombre de « militants extrémistes », dont la majorité combattent « pour les idéologies islamistes », est passé de quelque deux-cents en 2010 « à plusieurs milliers actuellement ». L'islamo-terrorisme a de beaux jours devant lui.

Quelle serait la solution pour faire face au tsunami migratoire submergeant et salissant ces pays qui étaient si longtemps restés tolérants voire bienveillants ? La même, peut-être, que pour l'Union européenne en général.

« Le Parisien » publie le 12/09/2018 :

Le Dalaï-Lama a déclaré ce mercredi à Malmø en Suède que « l'Europe appartient aux Européens » et qu'à terme il était souhaitable que les réfugiés retournent chez eux « pour reconstruire leur propre pays ».

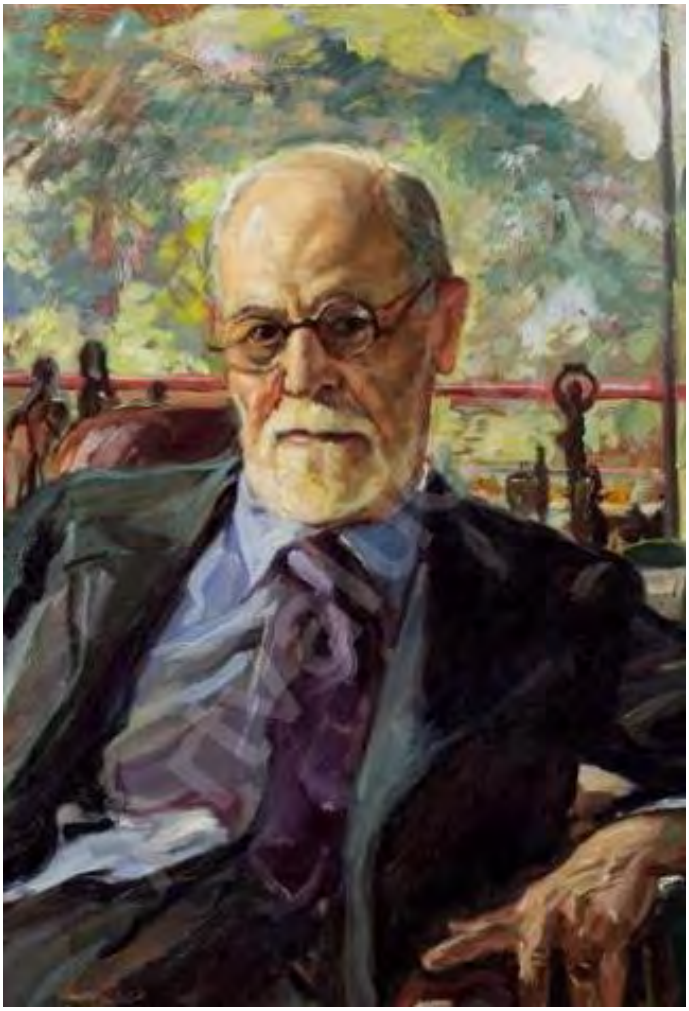
S'exprimant à une conférence dans la troisième plus importante ville suédoise, qui abrite une importante population d'immigrés, le **Dalaï-Lama**, prix Nobel de la paix 1989, a souligné que l'Europe était « moralement responsable » lorsqu'il s'agit d'aider « un réfugié dont la vie est réellement en danger ». Le chef spirituel appelle les Européens à accueillir les réfugiés mais estime qu'à terme, ces derniers doivent rentrer chez eux pour développer leur pays.

A.D.

L'Islam est-il très différent des autres religions ?

Alexandre PAJON

« Le XXIème siècle sera religieux ou ne sera pas ». Cette phrase attribuée à Malraux permet d'alimenter des angoisses bien réelles, la peur d'un monde qui s'arrête dans le doute des âmes et l'orgueil de la science là où la foi des anciens transmettait de génération en génération la confiance en l'avenir. André Malraux n'a jamais prononcé cette phrase. Dans un article de l'Express de 1955, il se référait en fait à **Freud** en expliquant que la psychologie avait réintroduit les démons dans l'homme. Il fallait maintenant, en ce nouveau siècle arrivant, y réintégrer les dieux. Face aux démons diaboliques, le XXIème siècle aurait besoin de l'angélisme de Dieu. Cependant, en dépit de la montée d'un agnosticisme, d'un athéisme imposé dans certains États, d'une laïcité dans d'autres, les hommes et les femmes du monde entier n'ont jamais cessé de croire en des religions ancestrales ou officielles. Il n'est donc pas nécessaire de réintégrer les dieux dans le cœur des hommes puisqu'ils ne l'ont jamais quitté.



Mais il est vrai qu'en ce début du XXIème siècle, une religion en particulier fait l'objet d'une couverture médiatique : l'islam. Du moins en France, politiques, journalistes, intellectuels aiment s'emparer du sujet. Au nom d'une culture et d'une histoire française chrétienne, au nom de la laïcité, nombreux sont ceux qui voient dans l'Islam en France un danger pour la société. Ici les démons refont surface. Parce qu'il existe un islam guerrier, attirant les projecteurs médiatiques, peurs, angoisses et autres névroses apparaissent. Il semble être plus vendeur de faire du pathos, c'est-à-dire de jouer sur l'émotion, que de l'ethos, c'est-à-dire d'expliquer ce qui est réellement. Il ne s'agit pas ici de savoir s'il existe un islam envahissant et qui souhaite convertir le monde entier car il y a là aussi matière à discuter.

Le présent article a simplement pour but, en toute objectivité, d'apporter quelques éléments de compréhension au milieu d'une actualité qui mélange tout, jouant sur l'émotion plus que sur la raison. Peut-être par manque de temps...ou de connaissance.

Il est donc intéressant, en reprenant certains discours entendus dans l'actualité française, d'apporter un

certain relativisme. Le voile n'est pas plus islamique que le terrorisme n'est musulman, chrétien, athée ou raciste. L'Algérien, arabe, est musulman comme l'est l'Iranien ou l'Indonésien, non arabe. Les chrétiens arabes sont arabes mais non musulmans. Le voile n'est pas l'apanage de l'islam, tout comme ne le sont pas les différents interdits.

Penser à petite échelle est inutile, apporte une méconnaissance et des préjugés sur plus d'un milliard d'individus. Il est beaucoup plus utile de s'ouvrir l'esprit, ce qui permet une meilleure compréhension.

Il ne sera pas abordé ici le terrorisme mais plutôt quelques éléments de comparaison, menés d'un point de vue légèrement historique, permettant d'expliquer ce qui est réellement.

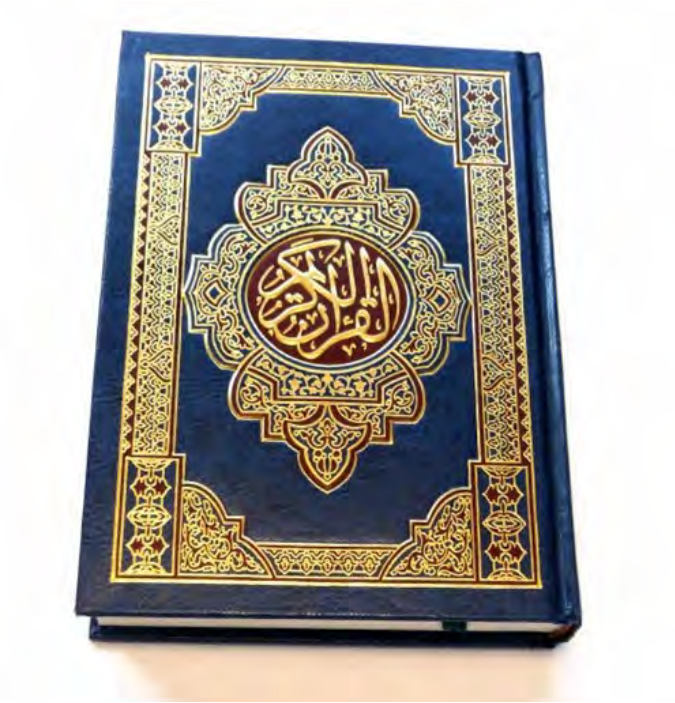
LES MUSULMANS NE SONT PAS TOUS ARABES ET LES ARABES NE SONT PAS TOUS MUSULMANS

Il semble que la vision française, voire européenne, de l'islam et des musulmans se base sur la région de la péninsule arabique ou du Maghreb. En France, la confusion entre Arabes et musulmans est surtout due à la période coloniale puis à l'immigration maghrébine. Les analyses françaises faites sur cette population résumeraient le monde musulman. Mais à Londres, ce monde est représenté par un Pakistanais ou un Indien. Et à Moscou, il est souvent perçu comme un étranger, les diverses anciennes républiques soviétiques rendant compliqué le repérage d'une identité musulmane.

En France, limiter le monde musulman au Maghreb est une grande erreur géographique car l'Islam est avant tout une religion asiatique. Le berceau même de l'islam est en Asie. Les Arabes viennent d'Arabie bien que nul ne sache exactement comment ils y sont arrivés.

Aujourd'hui, dans la péninsule arabique la population musulmane s'élève environ à 70 millions d'habitants, soit 5 % seulement des musulmans du monde. De nombreux arabes sont également chrétiens, même s'ils sont en voie d'émigration, notamment au Proche-Orient. Tous les arabes ne sont donc pas musulmans et tous les musulmans ne sont donc pas arabes.

Par extension, les berbères d'Afrique du Nord sont assimilés aux Arabes car islamisés et arabisés dès le VIIème siècle. Ils comptent environ pour 150 millions de personnes. Donc même au sens large du terme, les Arabes y sont très minoritaires parmi le milliard quatre cent millions de musulmans dans le monde. Un tiers de ceux-ci se trouvent dans le sous-continent indien (Inde, Pakistan, Bangladesh), et un quart dans le monde indo-malais (Indonésie, Malaisie), deux régions où la population arabe est quasi inexistante.



Mais les musulmans du monde sont cependant tous un peu arabes de cœur et de langue. Le Coran a été transmis à Mahomet en langue arabe, puis fut écrit en alphabet arabe. Sa traduction a été pendant longtemps interdite et aujourd'hui encore elle ne peut servir à des fins liturgiques. Tout comme un catholique devait connaître un peu de latin pour comprendre la messe, un musulman devait s'initier à l'arabe littéral pour approfondir sa foi.

En outre, l'écriture arabe a servi à noter les langues de certains États musulmans, comme l'ourdou, langue indo-européenne parlée dans la République islamique du Pakistan. Et les arabesques ornent de nombreuses maisons. De même que dans l'Europe du Moyen-Âge la culture latine imprégnait toutes les nations chrétiennes, la culture arabe se présente dans tous les États musulmans.

Le fait de se tourner vers la Mecque pour prier et de s'y rendre en pèlerinage fait de l'Arabie la patrie spirituelle de tous les musulmans et d'eux-seuls puisque les non-musulmans ne sont pas admis dans les lieux saints.

Deux facteurs politiques contribuent à arabiser les musulmans. Tout d'abord l'islamisme militant, souvent subventionné par l'Arabie saoudite ou le Qatar et qui tend à propager une culture arabe, notamment par le biais de la charia, ce droit musulman qui se veut sauvegarder les coutumes issues de l'époque de Mahomet, même s'il possède des origines

préislamiques, essentiellement mésopotamiennes.

Le deuxième facteur politique se trouve dans le conflit israélo-palestinien qui encourage un panarabisme de solidarité avec un peuple considéré comme arabe même si les Palestiniens ont des origines très mélangées, fruits de multiples invasions au cours de leur histoire.

Pour comprendre l'islamophobie, il est nécessaire de distinguer Arabes et musulmans. En Inde par exemple, ceux-ci sont persécutés par les extrémistes hindous, alors qu'ils sont indiens depuis des siècles. Il en est de même en Thaïlande ou en Birmanie où ils sont persécutés par les bouddhistes alors qu'ils ne sont pas arabes. La difficile coexistence entre l'islam et les autres religions ou philosophies est essentiellement un problème oriental plus qu'occidental.

D'OÙ VIENT L'INTERDIT DES ICÔNES ET DES IMAGES ?

Le fait d'interdire les icônes est-il propre à l'islam ? Le livre sacré liste un certain nombre d'interdits, comme les jeux de hasard, les intoxicants, les stèles ou autres pierres érigées, et explique que prendre des idoles pour des dieux est une erreur. Mais il ne dit pas clairement que les images sont prohibées. Et l'art figuratif n'est pas interdit.

En fait l'interdiction des cultes idolâtres provient des hadiths qui affirment que le jour du Jugement dernier, il sera demandé de donner vie aux idoles. Et comme les sculpteurs ne le pourront pas puisque Dieu seul crée la vie, ils seront alors condamnés à la damnation. Il faut donc éviter les représentations d'êtres animés. Cependant, les interprétations plus libérales des hadiths, autorisent la reproduction de

végétaux ou de paysages. Et les lettres ornées, ces arabesques, sont de véritables dessins.
Quant à la représentation du Prophète Mahomet, celle-ci n'échappe évidemment pas à la règle, bien que jusqu'au XIXème siècle il était possible de voir sa représentation dans des livres, comme en Inde, en Iran ou dans l'Empire ottoman.
Ces hadiths sont mis par écrit au VIIIème siècle après J.C. Cette époque est également la période des querelles iconoclastes dans l'empire byzantin. Si le deuxième concile de Nicée, en 787, ne donne pas raison aux iconoclastes, cette querelle va encore durer environ 100 ans. L'interdit des icônes n'est donc pas une spécificité musulmane.

Le prophète Mahomet, illustration d'un manuscrit ottoman du XVIIe siècle. BNF/ wikimedia

Cette tendance aniconique, c'est-à-dire sans icône, que l'on retrouve dans l'islam et le christianisme mais aussi dans le judaïsme, a en fait le même fondement doctrinal : Dieu est inimaginable et il n'est alors pas possible de le représenter.
L'interdit musulman des images est contemporain de la chasse que faisaient les empereurs byzantins aux images pieuses, concurrentes de leurs effigies marquant les monnaies. Il est donc possible de penser que les deux prohibitions dans les deux mondes se soient influencées mutuellement. Dans la société islamique, le pouvoir profane était divisé et le pouvoir religieux n'avait guère confiance dans les monarques. Il ne faut pas oublier que l'islam naissant s'est construit contre deux empereurs, ceux de Perse et ceux de Byzance. L'interdit des images a été global et visait les dieux, les humains et les animaux.
Mais cet interdit n'était pas directement lié au Coran et ne pouvait donc pas avoir de valeur absolue. Par exemple, le célèbre château Jordanien de Qasr Amra, dans l'Est du pays et construit entre 707 et 715 après J.C, contenait de nombreuses peintures avec des scènes de chasse et d'amour. De même, les palais et les hammams furent les réserves privilégiées des images défendues. Et les miniatures persanes ou ottomanes sont de véritables chefs d'œuvre.
La confusion entre image et idole s'est aggravée quand les musulmans arabes, turcs ou mongols envahirent l'Inde et détruisirent de milliers de temples hindous qui contenaient des statues de dieux avec leurs animaux et des peintures illustrant l'épopée de Râmâyana. Ce fut certainement l'une des plus grandes destructions monumentales de l'histoire de l'humanité avec l'anéantissement des temples tibétains par les gardes rouges de Mao Zedong, dans les années 1950 et 1960. Les populations n'étaient évidemment pas épargnées. À titre d'exemple, Tamerlan, lors de sa conquête de l'Inde, exécuta 100 000 hindous lors de la seule journée du 12 septembre 1398.
Nous pouvons également comparer l'islam au calvinisme qui, en interdisant le culte des saints, détruisit de nombreux vitraux, statues et tableaux des églises catholiques.

L'interdit des icônes n'est évidemment pas l'apanage des religions monothéistes. En Inde, le védisme par exemple, était polythéiste et aniconique. Nous n'avons pas retrouvé la moindre statue d'Indra ou de Varuna, respectivement roi des dieux et gardien des océans. Néanmoins, dans ce pays, la sculpture a peut-être été introduite par l'art gréco-bouddhique du Gandhara, antique région du Pakistan, représentant

les Bouddhas sous les traits d'éphèbes ou de guerriers iraniens. Car le bouddhisme, polythéiste, est sans doute la religion la plus riche en idoles. En s'étant acharnés contre les Bouddhas afghans de Bamiyan, en 2001, les islamistes talibans s'en sont pris à un art qui pouvait s'interpréter dans un sens aussi bien athée que polythéiste, selon la nature humaine ou divine que l'on reconnaît au Bouddha.

Il n'y a donc pas d'explication unique à l'iconoclasme. L'islam a permis, non sans débat il est vrai, la photographie et le cinéma tout en restant méfiant sur la peinture et la sculpture. Cette différence peut sembler peu logique puisque chaque art a ses atouts et ses dangers pour la foi. Si l'image imagine, la photo restitue et se borne au réel sans toucher au mystère ou à l'invisible : il existe de nombreux tableaux d'Adam et Eve mais on n'a jamais vu de photo du paradis.

L'islam accepte les arts modernes lorsque la décence est préservée. Ce qui est impie est moins l'image que sa perversion, et les musulmans se trouvent aux côtés des chrétiens et des hindous pour dénoncer l'image impudique et promouvoir l'image édifiante.

Les éditeurs catholiques belges en ont fait autant en popularisant le genre littéraire de la bande dessinée. En pieux fidèle acquis aux vertus de l'image, le capitaine Haddock lance son fameux « iconoclastes ! ». Car cette bande dessinée s'est généralement montrée respectueuse des religions. Il n'en est pas de même pour les caricatures de Mahomet dans divers organes de presse européens. Mais si un dessin litigieux avait été remplacé par un texte tout aussi hostile, humiliant, ou vexant, il est possible de penser que la réaction n'aurait pas été différente. Ce qui est en cause est moins l'image que l'intention hostile. Et dans un climat de tensions religieuses, peu importe que nous soyons iconoclastes ou iconolâtre, l'essentiel est la montée de l'intolérance religieuse...ou antireligieuse.

LE VOILE, SYMBOLE DE SOUMISSION ?

Selon le Coran, il semblerait que les femmes musulmanes soient obligées de porter le voile. Est-il originellement un symbole de soumission ? Et quid de celles qui ne le portent pas ? Seraient-elles de mauvaises musulmanes ? Le voile n'est pas plus islamique que la soutane n'est catholique. Le Coran a

simplement sacralisé une tenue vestimentaire qu'il a répandu dans le monde entier. Et l'habit ne faisant pas le moine, les sociétés chrétiennes orthodoxes en sont aussi porteuses. Et pour entrer dans une église russe orthodoxe, il est recommandé aux femmes de se couvrir la tête. Le voile existait déjà dans les sociétés pré-islamiques, tout comme la soutane du curé qui était le vêtement des magistrats romains. La calotte des évêques rappelle la kippa juive et les nouvelles religions sont bien obligées de puiser dans les garde-robes traditionnelles. Il faut donc se méfier des rapports entre vêtements et religions.

Le voile dit islamique est antérieur de plusieurs millénaires à l'époque de Mahomet. La première mention de son port obligatoire remonte aux lois assyriennes, attribuées au roi Téglat-Phalazar Ier qui vécut vers 1000 avant J.C. Ce port concernait les filles d'hommes libres, leurs épouses et leurs concubines, ainsi qu'aux hiérodules, ces prostituées sacrées. A l'inverse, le voile était interdit aux femmes esclaves ou aux prostituées non mariées. Il en était ainsi car les femmes voilées ne devaient pas être touchées alors que les femmes non voilées ne bénéficiaient d'aucune protection de leur corps. Qui ne respectait pas cette loi était sévèrement punie (coups de bâton, oreilles percées...).

De même, la Bible évoque le voile dans la Genèse tout comme dans le Cantique des cantiques.

Comme les lois assyriennes, elle fait des femmes non voilées un symbole de prostitution.

Nous n'avons jamais entendu parler de voile juif ou de voile chrétien même si Saint Paul en exige le port pour les prières. Se couvrir la tête relève plus de la tradition que de la religion. Marie, la mère de Jésus, portait sûrement un voile, selon les us et coutumes de la société dans laquelle elle vivait. On n'a jamais dit de ce voile qu'il était islamique. Les vierges de l'Église primitive étaient également voilées, comme l'étaient les vestales romaines, ces chastes prêtresses de la divinité Vesta. Tertullien, écrivain berbère qui vécut 400 ans avant Mahomet, n'a-t-il pas écrit, dans son traité *Du voile des vierges*, qu' « une jeune fille sans voile n'est plus vierge » ? Tertullien était chrétien.

Les religieuses catholiques et orthodoxes, comme les diaconesses protestantes, ont perpétué cette tradition, imitées ensuite par les infirmières des hôpitaux.

Il y a peu de temps encore, au XXème siècle, les femmes portaient le voile dans les églises et elles portent encore une mantille, cette écharpe en soie ou en dentelle, lors d'une audience avec le pape. Il est

Danse des femmes de Ruvo, une fresque qui se trouve au Musée Archéologique de Naples, et datée entre le 8ème et 5ème siècle av. J.C.

vrai que cette pratique tombe doucement en désuétude, le droit canonique de 1983 ne faisant plus référence à l'obligation pour les femmes de se voiler dans les églises. Mais la tradition doit-elle perdurer ad vitam æternam ? Chacun est libre de son opinion. En France, peu de femmes portent encore ce voile, mais en Espagne ou au Portugal il est toujours utilisé.

Reste maintenant à savoir s'il faut continuer à imposer une coutume proche-orientale vieillis de plusieurs millénaires. C'est aux femmes d'en décider librement. On peut simplement noter que le voile islamique apparaît quand le voile catholique disparaît. Les jeunes filles voilées prennent la place des religieuses en cornette. La piété, comme la nature, a horreur du vide. Mais lorsque le voile est porté sous la contrainte, il est plus islamiste qu'islamique et relève plus de la soumission que de la religion.

LE CHRISTIANISME EST-IL EN DÉCLIN ?

À entendre certains discours, il y aurait de moins en moins de chrétiens et l'islam conquérant atteindra sous peu son but de « grand remplacement ». Cette idée n'est pas nouvelle. Avant la Seconde guerre mondiale, on disait de même au sujet des Arméniens et des Juifs, et Maurice Barrès avait aussi cette théorie au début des années 1900. Il est vrai que, pour la France, l'âge moyen des prêtres est assez élevé, ce qui pourrait sous-entendre que la relève n'est pas assurée. Les églises semblent vides, bien que les grandes fêtes religieuses tels Noël ou Pâques contredisent ce fait. Il est également vrai qu'au quotidien peu de gens vont à la messe catholique ou au culte protestant. Cela n'est pas valable uniquement en France mais également dans toute l'Europe. Et comme nous sommes euro-centrés, on en déduit un recul, voire un effondrement, planétaire du christianisme. Mais moins de monde dans notre paroisse ne signifie pas moins de chrétiens dans le monde.

Déjà au XVIIème siècle, Madame de Maintenon écrivait qu'« En Province, il n'y a plus de chrétiens »

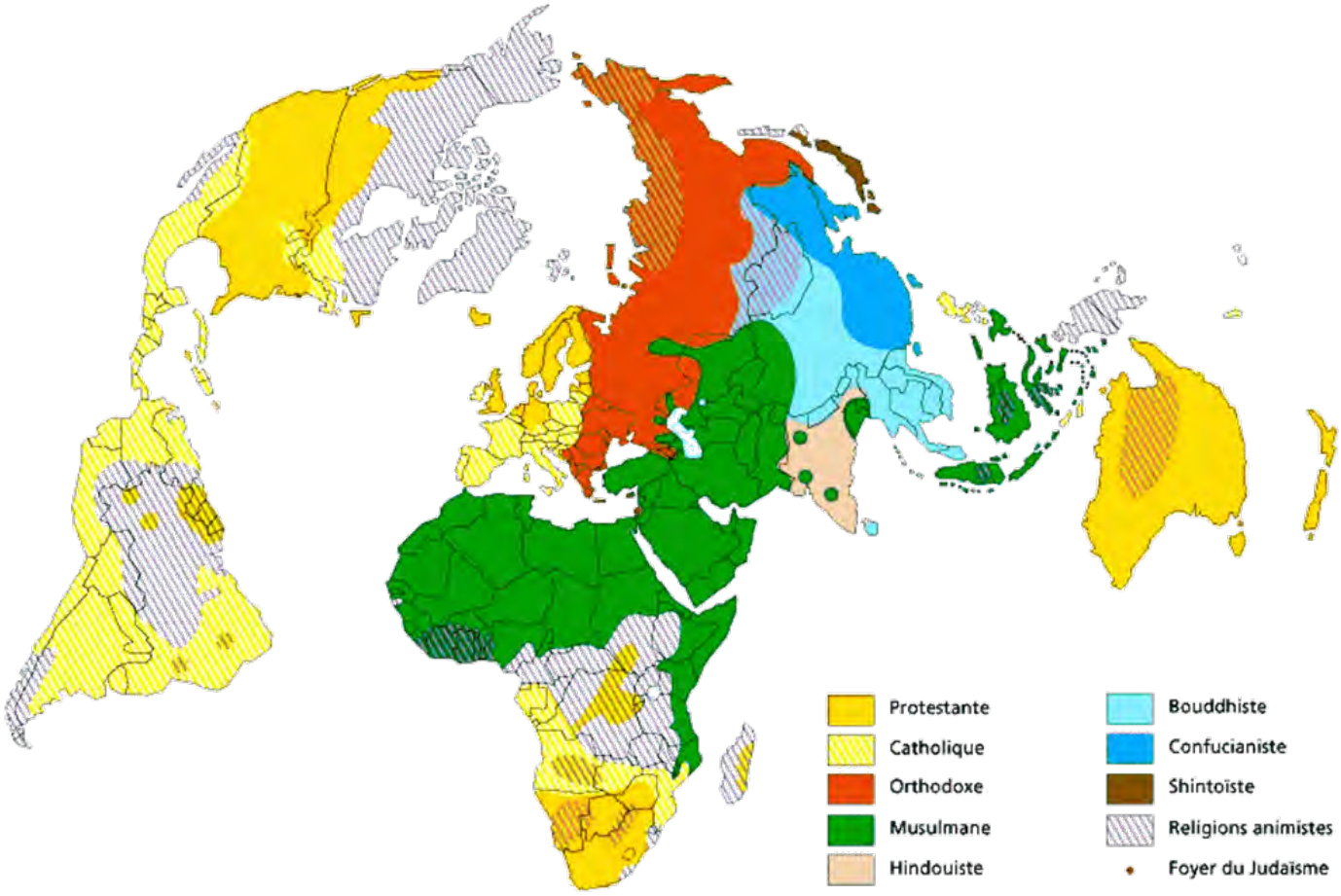
et que « La foi est éteinte ». Bossuet, quant à lui, écrivait « on compte Dieu pour rien » (*Pensées détachées*). Il s'agissait pourtant de la France de Louis XIV où presque tout le monde allait à la messe, bien que sans véritablement la suivre tant la dissipation était grande. La pratique religieuse des chrétiens de France ou d'Europe est devenue peut-être moins nombreuse mais plus sérieuse, ce qui permet de relativiser les comparaisons dans l'espace et dans le temps.

Il existe aussi une confusion entre pratiquants et baptisés. Les pratiquants diminuent effectivement plus vite que les baptisés. Il y a également un amalgame entre l'évolution religieuse d'un continent et celle des quatre autres. Car à l'échelle mondiale, l'augmentation du nombre de baptisés suit fidèlement l'augmentation de la croissance démographique. Actuellement, il y a un peu moins d'un baptisés pour trois humains (2,4 milliards sur 7,5 milliard d'individus), mais il s'agit de la même proportion qu'en 1900 (0,5 milliards pour 1,6 milliards).

Si les convertis, souvent de force, furent nombreux aux époques coloniales, les conversions ne jouent plus qu'un rôle secondaire depuis les décolonisations. Désormais, le nombre de baptisés dépend essentiellement du nombre d'enfants dans les familles chrétiennes. Les baptêmes d'adultes ne représentent que 2% du total des baptêmes catholiques et 5% des baptêmes chrétiens. Ils sont donc marginaux, exceptés chez les baptistes qui ne baptisent pas les enfants, rejoints par d'autres Églises protestantes. Ce lien démographique explique en grande partie l'hostilité de nombreux responsables religieux, dont le pape, au contrôle des naissances.

Le rapport numérique entre catholiques et protestants n'a guère varié au cours du XXème siècle. Il y a environ 1,3 milliards de catholique pour 800 millions de protestants. Mais ces derniers connaissent une véritable révolution intérieure avec le déclin des Églises historiques luthériennes, calvinistes et anglicanes. Elles sont concurrencées par les nouvelles églises évangéliques, souvent africaines, antillaises ou sud-américaines, novatrices par leur élan missionnaire et conservatrices par leur exégèse littérale. Ces nouvelles Églises sont en concurrence avec le catholicisme, notamment en Amérique latine et en Afrique.

La seule confession chrétienne à avoir souffert au



XXème siècle est l'orthodoxie qui, dans l'Europe de l'Est et en Russie, a été persécutée par le marxisme athée. Un chrétien sur dix est aujourd'hui orthodoxe dans le monde contre un sur cinq en 1900. Et l'orthodoxie, implantée dans les pays sans empire colonial (Russie, Grèce), n'a pas pu essaimer sur les cinq continents, exceptés à travers des groupes d'expatriés.

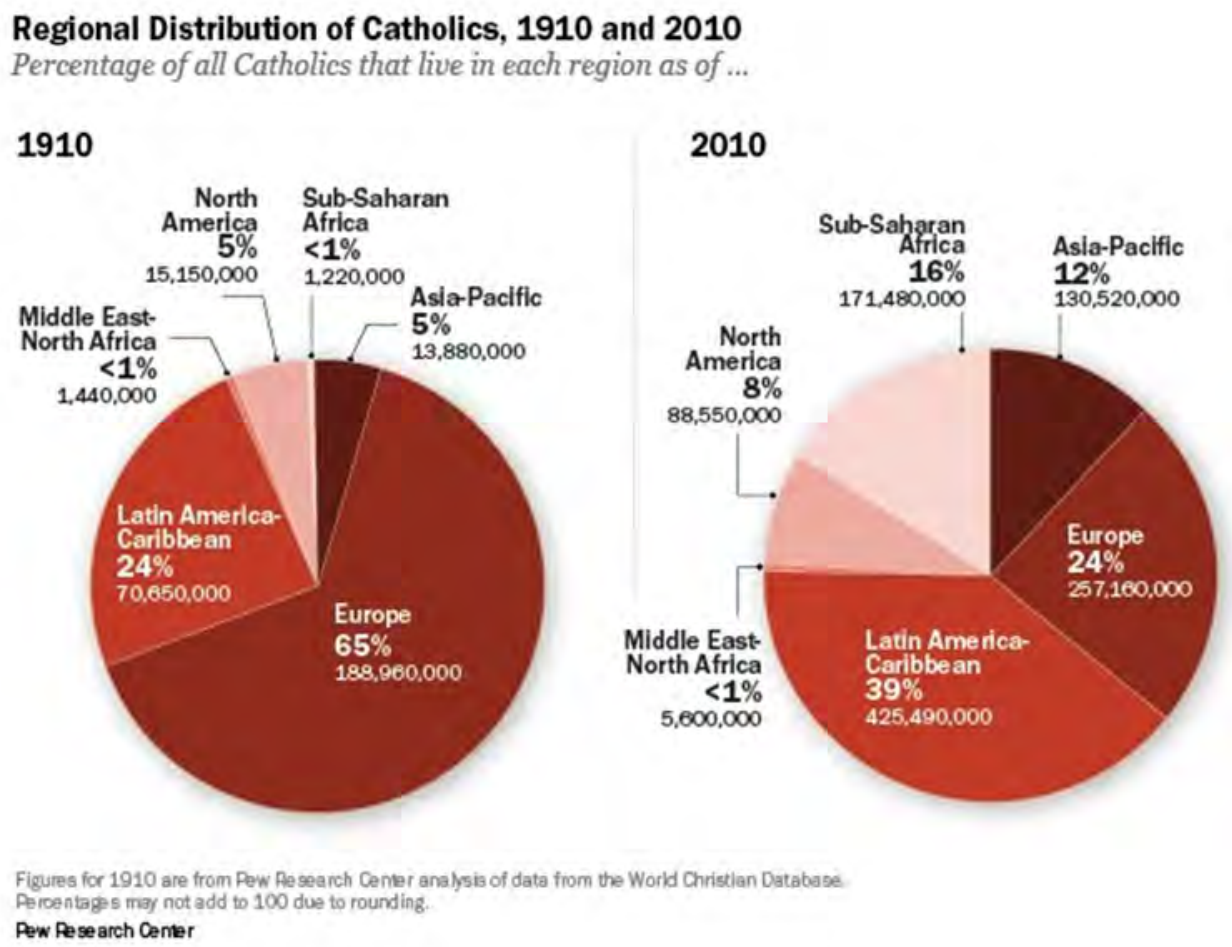
L'évolution géographique du christianisme est assez impressionnante. En 1939, les quatre premiers pays catholiques du monde étaient tous européens : Allemagne, Italie, France et Espagne. De nos jours, ils sont américains (Brésil, Mexique, États-Unis) ou asiatique (Philippines). La France, toujours nommée fille aînée de l'Église, n'est plus qu'en 6ème position, derrière l'Italie.

Le deuxième pays protestant du monde est le Nigeria, le protestantisme étant d'ailleurs légèrement majoritaire chez les chrétiens d'Afrique. De même, la majorité des anglicans sont des Noirs-Africains ou Noirs-Américains alors que l'anglicanisme est né d'un problème strictement européen (le remariage du roi Henri VIII d'Angleterre refusé par le pape).

Ces nouveaux pays chrétiens témoignent d'une grande ferveur et la pratique hebdomadaire des cultes y est très élevée. Les églises sont souvent trop petites pour contenir toute la foule de chrétiens. Des haut-parleurs sont alors utilisés pour les personnes restées à l'extérieur. L'image des églises désertées est donc à relativiser et concerne surtout les pays de vieille chrétienté.

Il reste maintenant à savoir si l'enthousiasme chrétien perdurera. La hausse des niveaux de vie, le matérialisme, l'émergence des libertés publiques...pourraient développer l'esprit critique au détriment des spiritualités traditionnelles ou des Églises institutionnelles. La Pologne en est un exemple. Naguère pays rassemblé autour de ses prêtres défendant l'âme du peuple, elle découvre aujourd'hui les plaisirs d'une société permissive et néglige les devoirs d'une société chrétienne. Les chrétiens changeront peut-être, ils pratiqueront leur culte différemment, croiront différemment...mais tout comme la chrétienté d'aujourd'hui qui n'a plus rien à voir avec celle des premiers siècles.

A.P.



LE BOEING DE KABOUL.

Vincent GOJON
Auteur, ingénieur et expert en aéronautique
Prix de Mars de l'Ecole de Guerre 1996

Nous sommes dans l'avion d'une grande compagnie aérienne, qui revient de l'escale de Kaboul, avant de débarquer ses passagers sur un grand aéroport international à peu de distance de là.

Une fois le décollage réalisé, passées les montagnes et les risques de tirs missiles, nous nous établissons en croisière. Observons maintenant nos passagers : deux ou trois officiels style ONU en première classe, puis le contingent habituel de tatoués barbus en chaussures de trekking, la casquette de base-ball visée sur les yeux.... guerriers d'opérette, gardiens d'ambassades aux check-points multiples, surveillants de clôtures ou de caméras, pourvus d'armes automatiques qu'ils n'utiliseront jamais pour crapahuter dans la montagne vus qu'ils passeront des semaines dans un compound sécurisé, sortant éventuellement en convois de 4x4 Dodge ou Chevrolet – et malheur à l'indigène qui doublera d'un peu trop près, la bienveillante Amérique assurant à ses sbires l'impunité et l'extraction dans tous les cas de bavures.

Tatouages de rigueur, à donner envie de s'en faire faire pour avoir soi-même l'air d'un guerrier. Muscles

surgonflés, selon l'usage de leur pays gavé au chimique, avec les heures passées enfermés qu'il faut bien occuper…. Petit rappel : ces gens ont passé à peu près trois ans dans des unités de combat, sortis caporaux-chefs ils ont signé dans des boîtes privées, gagnant désormais en un jour ce qu'ils faisaient à peine en une semaine – et peuvent désormais envoyer promener les officiers à qui ils devaient respect quand ils étaient sous les drapeaux…. tout en bénéficiant de week-ends réguliers à Dubaï pour évacuer le trop-plein d'énergie et profiter des multiples attraits du lieu. Et tant qu'à faire, habiter à Bangkok ou Manille, villes aux multiples séductions bien connues.

Passons maintenant au reste des occupants de l'avion, qui constituent quand même la majorité : à première vue une population homogène assez typée, d'hommes au regard de braise (quoique souvent dévié, cloisonnement des vallées oblige) en tenue de jardinage et au bonnet tarte en feutre …. et de femmes, généralement de moins de vingt ans, l'air abattu voire battues, encombrées de paquets d'enfants, un peu plus d'un par année passée au-delà de quatorze ans. Jusque-là, rien d'inhabituel sur ces destinations… ah si, quand même, un invraisemblable grouillement d'enfants cette fois : disons une cinquantaine pour l'avion, une jeune femme seule n'en convoyant pas moins de neuf.

Mais que se passe-t-il donc ? une petite discussion avec le personnel de cabine nous en donne la clef assez vite : nous sommes début septembre, et c'est tout simplement la rentrée des classes … mais où donc, pour qui ? et cette fois, c'est le manifeste des passagers dont la lecture va se révéler aussi passionnante d'une étude de l'INED : figurez-vous donc que tout ce beau monde retourne sur l'Allemagne, l'Angleterre, les Pays-Bas et la Suède, ce que confirment les passeports apparents à l'entrée (eh oui, on vous demande bien la carte d'embarquement à la porte de tous les avions du monde, mais les gens conservent à la main le passeport qu'ils ont montré au comptoir lors du dernier contrôle…)

Des hôtesses des pays concernés me feront part de leur énervement, au sujet d'une situation déjà source de polémiques en Europe : accueillis comme réfugiés fuyant la guerre, bénéficiant des aides multiples que vous savez, rien ne leur interdit de retourner dès qu'ils le peuvent au pays, c'est quand même plus sympathique de passer ses vacances chez soi, n'est-ce –pas ?

On en profitera pour ramener un ou deux chérubins au titre de la famille élargie, les tests ADN étant considérés stigmatisants par des gouvernements aux ordres des associations qu'ils subventionnent. Certains de ces misérables finiront sans doute esclaves domestiques, mais ce n'est pas un souci pour la bien-pensance….

Les Anglais il y a une dizaine d'années se

préoccupaient aussi de ce que certains adultes profitaient manifestement de ces mois de congé pour aller rejoindre les rebelles qui attaquaient les troupes de sa Majesté dans les montagnes, avant de reprendre l'avion pour le confort des épiceries de Birmingham… mais maintenant que les forces britanniques se sont retirées de la région, ce souci a disparu – et puis on est passé en Europe à d'autres menaces, n'est-ce-pas ?

Doit-on rappeler ici que depuis l'aube de l'humanité, fuyaient la guerre femmes, enfants et vieilles personnes, dans la mesure où ils arrivaient à se déplacer … or moi je dis que si vous êtes un jeune homme et que vous n'aimez pas les Talibans, vous rejoignez l'armée gouvernementale – et dans le cas contraire, ce seront les Talibans qui vous accueilleront. Pareil en Syrie ou en Irak - toute autre option fait de vous un lâche ou un déserteur, quelqu'un qui attend dans le confort de l'étranger

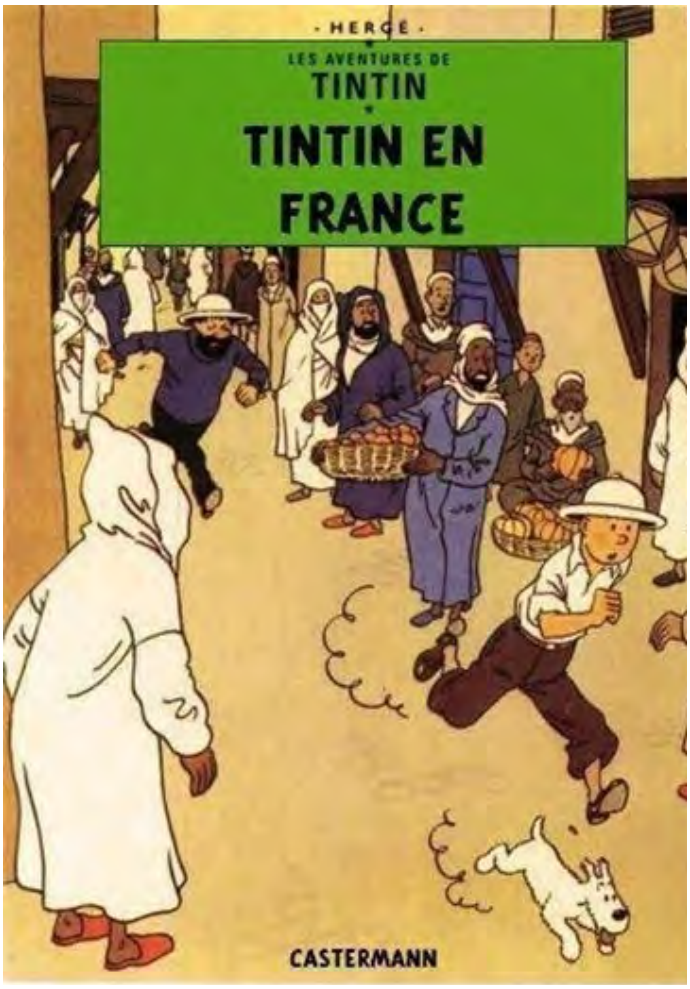
« que la guerre finisse » - en clair, que vos compatriotes (ou d'autres !) aient fini de se faire tuer pour apporter la paix d'une façon ou d'une autre. Le Chili fut ainsi peuplé de milliers d'émigrés français qui avaient fui la conscription et les tranchées de la Première Guerre Mondiale, comme le découvrirent les officiers de la « Jeanne d'Arc » dans les années vingt, étonnés de ne pas voir se manifester la communauté française de l'escale de Valparaiso. Cette évidence ne semble pas effleurer tous ceux qui ouvrent les portes de l'Europe à ceux qui, encore une fois, « fuient la guerre »…

Un très fort contingent (près de cent cinquante) de ces personnes est en correspondance pour Los Angeles … pied de nez du gouvernement de cet état au Président Trump ? besoin des Américains de se faire pardonner leurs années de guerre ? immigration ancienne qui se nourrit désormais d'elle-même en aspirant tous les membres de la famille, qui à leur tour… ?

D'une façon plus générale, ce sont les compagnies aériennes qui sont les vecteurs de ces nouvelles grandes invasions : pour s'en persuader, il suffit lors d'autres vols vers l'Australie d'observer les groupes compacts de "subsahariens" (c'est comme à qu'il faut parler désormais) qui embarquent l'air un peu perdu, ou alors de ces Syriens ou Kurdes "évacués" (sur quels critères ?) qui ne divisent jamais leur groupe (amusant quand l'ascenseur de l'aéroport n'a que 15 places, et qu'ils sont plus de 20…) Ensuite on se

promènera dans Melbourne par exemple, pour y voir dans une cour une soixantaine de jeunes africains se faire briefer - mon expérience me fait aussitôt reconnaitre la Corne de l'Afrique, les plus charmants comme vous le savez (spécialistes des colliers biologiques et de la couture familiale, je ne fais que suggérer, renseignez-vous) – et là à l'entrée de la cour, oh surprise, vu de mes yeux vu, une belle plaque en cuivre « Francs-Maçons de Nouvelles-Galles du Sud »…. Voilà, vous avez tout compris j'espère.

Tous ces braves gens sont aidés dans leur tourisme par des consulats complices, à la politique de visa généreuse (il parait qu'il y a des quotas, quelle que soit la politique du gouvernement du moment) donc certains arrivent à échapper aux embarcations de Méditerranée qu'on allège en jetant les femmes par-dessus bord (lu dans Libération il y a six-sept ans, au fond d'un grand article mal relu où un Tunisien racontait son petit exode) Grâce au personnel de ces consulats régulièrement condamné pour trafic de visa, à la surreprésentation d'employés issus de



l'enrichissement, et au militantisme certain (je les fréquente !) c'est un flot continu qui embarque dans les avions long-courriers – et ne cherchez même à savoir qui paye les billets. Une dame ukrainienne de ma connaissance se rend à son Consulat et y voit la salle d'attente remplie à craquer de… enfin bon. Elle demande ce qui se passe, les anciennes colonies ukrainiennes d'Afrique envers qui il faudrait se repentir ? non, pas du tout, juste les consignes de l'Europe « *si vous voulez faire partie du club, il faut nous aider à en faire venir*… »

Et voilà ce que j'ai pu voir ces dernières années de part et d'autre dans le monde. Il y a incontestablement un plan démoniaque de transfert de populations (oui, le grand remplacement) mis en œuvre et planifié au plus haut niveau, et je voulais vous en parler. Le plus tragique est que ceux qui le mettent en œuvre et en font la promotion chez nous, sacrifient leurs enfants à leur propre idéologie, tel le Moloch du bûcher de Carthage à qui les habitants apportaient leurs garçons et filles….

V.G.

JULIEN, LE PETIT ÉCOLOGISTE…

Jean-Marc TRUCHET
Ingénieur en nucléaire civil et auteur

Bonjour, je suis Julien, le petit écologiste. Voilà ce qui m'amène…

Figurez-vous que j'ai construit ma maison dans la commune de Fleury les Pâquerettes, une agglomération qui compte environ 25 000 habitants et que tous les jours ouvrables je dois prendre ma voiture pour me rendre à mon travail ce qui fait tout de même 50 kms aller et retour. Cela ne paraît rien mais à la fin du mois, ce trajet représente près de 1 000 kms et c'est pas écolo du tout sans compter que je ne suis évidemment pas le seul sur la route.

Pour tout dire, j'envisage de m'acheter une voiture électrique d'autant qu'avec les deux aides cumulées, soit celle de l'État et celle de la région, cela fait 10 000 Euros d'économisés ! Ce n'est pas rien. Ce qui me motive aussi pour cette acquisition c'est que la municipalité vient de céder des terrains pour installer des éoliennes. Suivant le dernier bulletin municipal, il y aurait dix machines dernier modèle pour une puissance totale de 25 MW ce qui fait, si je ne me trompe pas, 25 000 kW.

J'en déduis comme le dit notre maire que ces éoliennes pourraient alimenter tous les habitants de la commune.

Personnellement, je trouve que c'est une bien bonne chose car nous pourrons enfin disposer d'énergie électrique vraiment écologique, qui ne pollue rien. D'ailleurs, je n'ai jamais eu confiance dans les centrales nucléaires c'est pourquoi notre association a toujours lutté pour la disparition de celles-ci au plus vite.

En tout cas, comme nous sommes quatre à la maison, cela fera enfin une consommation d'électricité vraiment verte et renouvelable pour tout le monde !

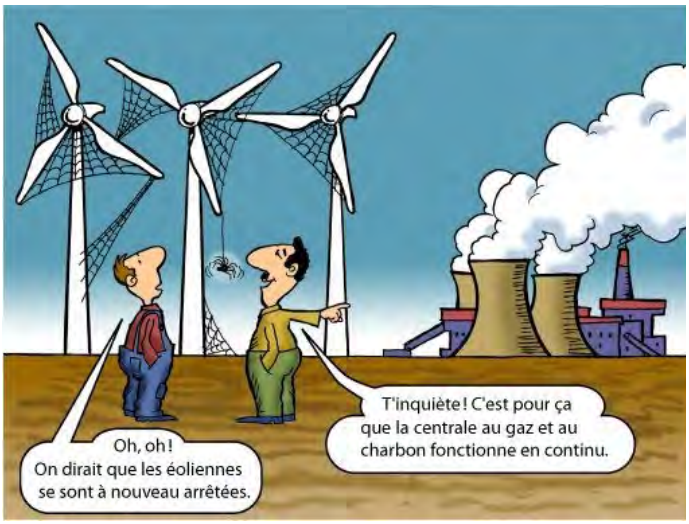
Mon voisin Adrien n'est pas de cet avis. Selon lui, je suis comme beaucoup de gens qui expriment d'abord leurs sentiments, je ne réfléchis pas jusqu'au bout des choses et je finis par raconter n'importe quoi.

Tout cela sentirait très fort l'argent ce qui nous coûterait cher et n'aurait rien d'écologique. Quant à la voiture électrique, il m'a aussi rappelé que les aides de l'État c'était nos impôts que tout le monde paie pour une minorité qui peuvent acheter ces véhicules.
Bon d'accord, moi je le laisse dire, chacun peut bien penser ce qu'il veut mais franchement, je ne vois pas où est le problème avec les éoliennes ! D'ailleurs, si le gouvernement veut arrêter des centrales nucléaires quand il y aura assez d'éoliennes, j'estime que l'on ne peut pas être contre. En plus, ceux qui prennent les décisions sont tout de même entourés de spécialistes qui ont étudié ces choses ! Ce qui m'étonne d'ailleurs c'est que cela ne soit pas déjà fait car justement, utiliser la force du vent pour produire de l'électricité, c'est bien le b a ba…
Une fois de plus, il n'est pas difficile de deviner quels sont les lobbies qui sont derrière le nucléaire ! On nous a bien expliqué cela dans de nombreux médias !..
Tiens, dans la boite à lettres, je récupère un prospectus qu'a dû déposer mon voisin Adrien et qu'est-ce que je lis ?.. Il vient de créer une association contre ce projet. Il ne manquait plus que cela ! Il organise même une conférence la semaine prochaine. Alors là, j'y vais avec des copains et ils vont nous entendre, d'autant que cette installation va rapporter pas mal d'argent à la commune qui en a bien besoin, justement en cette période où les subventions baissent un peu pour tout.

*

Deux semaines plus tard…

Ah !.. Il y avait du monde et moi qui pensais qu'il y aurait une majorité pour soutenir ce projet, eh bien, j'ai dû déchanter, c'est même le contraire… J'ai pris plein de notes qu'il faut que j'étudie car il y aurait peut -être certains points qui m'auraient échappé...
Cela m'étonne pourtant car suivant mon copain Bernard qui est le président de notre association, on nous a pourtant bien expliqué les avantages de ces énergies renouvelables, a priori tout de même évidents !
Bref… Adrien a dit que parler de puissance installée n'avait pas de réel intérêt car la production d'énergie électrique dépend directement des conditions aérologiques. Il ne faut donc tenir compte que de la production annuelle d'électricité car la puissance installée c'était de la poudre aux yeux. Quant aux 25 000 kW, si l'on divise par le nombre d'habitants de la commune, en théorie cela fait 1 kW chacun mais sur lequel on ne peut pas compter à tous moments, loin de là.
Ça, je ne peux pas dire le contraire car j'ai pu le vérifier sur le site Internet même d'EDF où il est indiqué que les éoliennes fonctionnent 80 % du temps à puissance variable. Par conséquent, les arguments du maire ne sont alors que partiels.
Ensuite, selon les statistiques officielles communiquées par Réseau de Transport d'Électricité (RTE), fin 2016 la France disposait de 11 600 MW éoliens installés mais qui n'ont produit que 20.70 millions de MW/h d'énergie électrique. Autrement dit, si l'on divise cette production par la puissance installée, c'est comme si les éoliennes n'avaient tourné que 20 %, de leur temps à pleine puissance et rien de plus, ce qui est très peu et ne fait jamais que 1/5 de l'année.

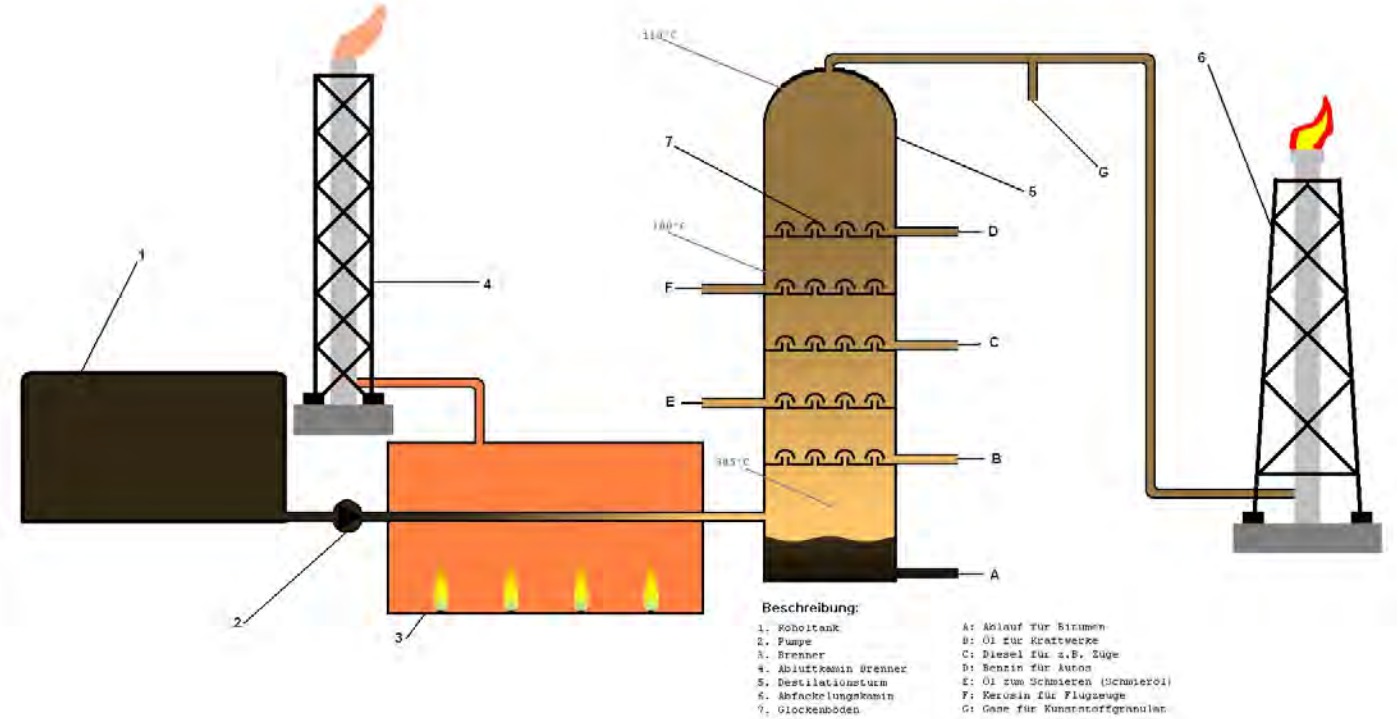


Bon !.. Effectivement, sur ce point mon voisin Adrien a raison. Si je comprends bien, cela voudrait également dire qu'il faut diviser par 5 cette puissance éolienne installée en France ce qui donne 11 600 MW : 5 = 2 320 MW en équivalent annuel pleine puissance.
C'est vraiment pas beaucoup et ça change tout !..
Je dois reconnaître que tout à coup je suis devenu perplexe…
Mais alors, il en serait de même pour notre affaire de Fleury les Pâquerettes … Si on divise par 5 comme dit Adrien, les 25 000 kW ne seraient en réalité que 5 000 kW pour trouver la production électrique réelle de ces machines ! Ce n'est donc pas la même chose que présenté dans les prospectus du maire qui devrait tout de même savoir de quoi il parle. C'est quand même fondamental !
Si je calcule bien, puisque nous sommes quatre à la maison cela donne :
5 000 kW : 25 000 habitants = 0.20 kW, soit 200 W par habitant c'est-à-dire pour un foyer de quatre personnes comme le nôtre, tout juste 0.80 kW, soit 800 W au plus, de quoi alimenter l'éclairage, le réfrigérateur, le congélateur et un ordinateur. Il n'est donc pas question de la machine à laver le linge ou du lave-vaisselle et encore moins du four de la cuisine. Eh bien, je ne suis pas près de recharger les batteries de ma voiture électrique !..
Dur, dur… Qu'est-ce qu'il a également dit le Adrien ?.. Ah, oui… Que l'énergie éolienne n'avait rien d'écolo et que c'était une affaire déguisée d'argent car on fait ainsi travailler plusieurs grands lobbies comme celui du pétrole, de la chimie, du ciment, de la métallurgie, du transport, etc. Il est vrai que j'ai appris pas mal de choses et que je n'avais pas pensé à tout cela mais je ne dois pas être le seul !..
Il a commencé par les pales en expliquant qu'elles sont fabriquées à partir de matériaux composites à base de fibres de verre, de fibres de carbone, de mousses et de résines synthétiques avec leurs durcisseurs et que d'une manière ou d'une autre à l'origine tout ceci utilisait du pétrole puis faisait fonctionner l'industrie de la chimie. Que cela représentait des dizaines de milliers de tonnes de matériaux dont on ne saura pas quoi faire dans 20 ou

30 ans, peut-être moins car on n'arrive pas à connaître la durée de vie de ces matériels.
Que c'était la même chose pour les peintures que l'on oublie.
Que si l'on pouvait recycler les mats en acier qui représentaient aussi des dizaines de milliers de tonnes partagées entre eux et les massifs en béton armé, ces derniers resteront toutefois dans le sol lorsque ces éoliennes arriveront au bout de leur vie.
C'est vrai que je ne peux pas lui donner tort…
Après, il a enchaîné concernant les contrats signés qui selon lui sont des affaires à risque car ils sont évidemment à l'avantage de l'exploitant, en particulier à travers des baux emphytéotiques mais il n'y aurait pas que cela.
Quant à ce qui est de la déconstruction et de l'élimination des déchets qui en seront issus, ils ont toutes les chances de rester à la charge du propriétaire du terrain sur lequel sont installées ces machines, autrement dit, en ce qui nous concerne, de la commune et donc du contribuable que je suis au même titre que les autres.
Alors là, je me suis levé et j'ai dit qu'il fallait tout de même faire quelque chose... Même si les éoliennes n'étaient pas l'idéal, j'ai évidemment parlé des panneaux solaires photovoltaïques d'autant qu'à Fleury les Pâquerettes, beaucoup de gens en ont installés ce qui fait un complément à l'énergie électrique éolienne.
Certains disent même avoir gagné de l'argent !
Bref, j'ai fait rire Adrien qui m'a répondu qu'il fallait également relativiser car c'était encore moins performant que mes moulins à vent !
En reprenant le même calcul qu'il avait fait à partir des statistiques de RTE pour 2016, il nous a montré que ce n'était pas par 5 qu'il fallait diviser la puissance installée mais par environ 7 pour arriver à la production électrique annuelle réelle et encore à condition que les panneaux restent propres ce qui est une autre affaire. Ensuite, il nous a aussi expliqué comment les cellules puis les panneaux étaient fabriqués ce qui n'a rien d'écologique du tout, d'autant que 30 à 40 % du lingot de silicium d'origine qui est fondu dans un four chauffé au fuel, au gaz ou à l'électricité retournent à l'état de déchet après découpage des cellules mais qu'avant cela des fusions il y en avait plusieurs.
Enfin, il nous a dit que les cellules vieillissaient si bien que suivant leur qualité, au bout de 20 ans elles peuvent avoir perdu entre 20 et 30 % de leur capacité de production si bien qu'à terme, pour éliminer les panneaux, il faudra faire appel à une société spécialisée ce qui ne sera pas forcément gratuit.
Quant au recyclage, personne ne dit quelle est la quantité d'énergie consommée et que pour les pales d'éoliennes, il n'existe rien de satisfaisant à ce jour.
Pour terminer, il nous a fait un petit calcul tout simple tenant compte de l'amortissement financier durant 20 années d'une installation moyenne de panneaux photovoltaïques, par exemple 3 kW de puissance efficace maximale. Pour cela, il a considéré la taxe que chacun paie pour les énergies renouvelables, la fameuse CSPE, les aides de l'Etat qui sont en réalité nos impôts, l'argent que l'on doit investir y compris l'emprunt bancaire pour l'installation, les frais de déconstruction et ce que nous économiserons réellement par rapport à ce que nous pourrions consommer comme électricité directement vendue par EDF depuis son réseau.
Pour finir, il a ajouté qu'en cas d'incident durant la vie de l'installation, le dépannage coûte généralement très cher sans aborder le risque incendie car plusieurs maisons ont déjà brûlé à cause d'installations défectueuses ou d'incidents au niveau des panneaux photovoltaïques.
Effectivement, on comprend tout de suite que pour être rentable, il faut produire beaucoup d'électricité par ses propres moyens. Quant à revendre de l'électricité à EDF avec réel bénéfice durant ces 20 années, c'est encore autre chose…

Franchement, il faut reconnaître que ce qu'a dit Adrien jette le trouble et laisse à réfléchir, d'autant plus qu'il cite bien ses sources que nous pouvons tous vérifier.
Je comprends maintenant pourquoi il y a autant de contestation et même d'associations contre des installations un peu partout de ces moulins à vent qui parfois défigurent certains paysages !
J'ai même lu qu'un président de régions commençait à se poser des questions à ce sujet...
Pour finir, je me demande si quelque part, on ne se ferait pas un peu avoir car sous couvert d'écologie et de réchauffement climatique ça sent vraiment très fort l'argent du contribuable et les lobbies mais après tout, ce n'est peut-être pas une surprise…
J'ai bien fait d'aller à cette réunion car l'on en sait jamais assez et il est important de connaître les arguments des uns et des autres avant de se faire une opinion. Encore une fois, faut-il réfléchir jusqu'au bout des choses et accepter de remettre en cause ses propres certitudes ce qui n'est pas évident pour beaucoup de personnes qui ne veulent pas se poser les vraies questions et qui continuent ainsi dans leurs illusions.
Grâce aux éoliennes, j'avoue que lorsque le maire nous dit que cette installation allait rapporter beaucoup d'argent à la commune, à vrai dire cela m'a surpris car c'était manifestement son principal argument mais de ces moulins à vent qu'en fera-t-on après ?
De toute manière, comme beaucoup d'autres élus à tous niveaux et pas qu'à Fleury les Pâquerettes, dans 10 ou 20 ans ils ont toutes les chances de ne plus être au pouvoir pour assumer leurs responsabilités en cas de problème.
Ne se ferait-on pas un peu manipuler ?.. Je me pose la question…
Quelle époque ! Je me demande également si nous allons pouvoir nous en sortir un jour car en réfléchissant bien on constate que depuis la mine jusqu'à la déconstruction de ces fameuses énergies renouvelables, le passage par les puits de pétrole paraît incontournable !..
Écolo et non écolo, nous vivons tous sur la même planète et il n'y aura pas de plan B si nous continuons à prélever comme nous le faisons dans nos ressources naturelles puis à détruire notre environnement.
Il nous faut donc trouver des solutions vraiment naturelles qui n'assureraient pas que la croissance des indices boursiers. Cela existe pourtant mais n'est pas gagné dans notre modèle de société. Toutefois, en s'y mettant tous, chacun à son petit niveau, nous pouvons y arriver, déjà en commençant par éviter de gaspiller malgré toutes les incitations pour cela !..

J-M. T.



Stenka RAZINE, le Cosaque révolutionnaire.

François MAURICE
Ecrivain et essayiste

Parmi les chansons et légendes russes, principalement dans les régions de la Volga et du Don, Stenka RAZINE, le chef des cosaques révoltés contre les boyards de 1667 à 1671, tient encore une place particulière. Cette popularité, le « glorieux ataman » la doit d'abord aux extraordinaires aventures qu'il vécut, puis à la tentative de révolution sociale que, lors de sa deuxième sédition, il tenta de faire aboutir. C'est la raison pour laquelle RAZINE fut de bonne heure considéré comme un héros par le peuple russe. En effet, pour lui, il représentait la lutte contre les boyards et l'espoir d'un peu de liberté.

L'histoire de RAZINE est encombrée de légendes, d'épisodes merveilleux. Son regard pétrifiait ses ennemis, il était invulnérable, il jeta dans les eaux de la Volga sa maîtresse, une belle princesse persane … mais la réalité est bien souvent éloignée de la légende…

C'est sous le règne du tsar Alexis Mikhaïlovitch, le deuxième des Romanov, que se produisirent les deux soulèvements provoqués par RAZINE.

La tyrannie des grands boyards, maîtres de l'esprit du tsar, et les impôts dont le peuple était accablé, provoquèrent une émeute à Moscou en juin 1648. Lors de la réunion des États généraux, la petite noblesse sut profiter des troubles récents de la capitale pour limiter le pouvoir des « grands boyards » et du clergé, mais aussi pour obtenir l'asservissement total des paysans. Nombre de serfs s'enfuirent vers le sud de la Moscovie où ils pouvaient avoir une chance de trouver plus de liberté. Dans la région du Don vivait en effet une population cosaque, colonie militarisée presque indépendante. À la solde qu'ils tenaient du tsar, ces guerriers ajoutaient les produits de la chasse, du pillage et, ponctuellement, de la vente de captifs.

Stepan Timofeïevitch RAZINE, dit Stenka, appartenait à une famille aisée de « Vieux Cosaques » du bas Don établis dans la région depuis de nombreuses années. Le Hollandais Jan Janszoon Struys, qui rencontra l'ataman lors de son retour de Perse, en 1669, nous donne dans ses « *Voyages en Moscovie, en Tartarie, en Perse, aux Indes et en plusieurs autre païs étrangers* » la description du célèbre aventurier,

alors âgé de quarante-trois ans : « *Il avait l'air grand, le port noble et la mine fière. Sa taille était avantageuse et son visage un peu gâté par la petite vérole. Il avait le don de se faire craindre et celui de se faire aimer.* »

De bonne heure, le futur ataman avait acquis une certaine réputation parmi ses compagnons. C'est ainsi qu'en 1661, ceux-ci le chargèrent de la délicate tâche d'aller, en qualité d'ambassadeur, auprès des Kalmouks pour les inciter à s'allier aux Cosaques contre les Tartares.

Le diplomate improvisé obtint un tel succès qu'au cours de l'automne ses compagnons le désignèrent comme l'un des membres de la *stanitza* que, chaque année, la Grande Armée du Don envoyait à la cour du tsar, à Moscou.

Les serfs et les paysans révoltés ne cessèrent d'affluer dans le bassin du Don où, par tradition, les Cosaques les accueillaient et leur accordaient leur protection. Cependant, une sourde irritation ne cessait de grandir chez les « Vieux Cosaques » qui possédaient un nombreux bétail, des chevaux, et qui accroissaient leurs biens par des guerres contre les Turcs et les Tartares.

L'augmentation de la population cosaque, et de leurs hôtes, avait pour effet de raréfier les vivres puisque les membres de la communauté militaire dédaignaient la culture de la terre. Le blé vint donc ainsi à manquer.

Autre cause d'opposition entre les nouveaux venus et les « Vieux Cosaques » : l'état d'esprit propre à chacun de ces groupes. Satisfaits de leur sort et recevant une solde du tsar, les Vieux Cosaques reconnaissaient franchement le gouvernement moscovite et servaient sous ses drapeaux. En revanche, les nouveaux venus, animés de l'esprit de révolte, étaient peu disposés à respecter un ordre quelconque. D'instinct, ils allèrent vers les Cosaques les plus pauvres, ceux qu'on appelait la *Golytba* ou les va-nu-pieds. Affamés, tous ces misérables vivaient dans des huttes de branchages, hantaient les cabarets où ils buvaient de l'hydromel et ourdissaient constamment des complots.

Quand, au terme de la guerre russo-polonaise en 1667, RAZINE revint à Tcherkassk, capitale de la colonie cosaque, il prit contact avec la *Golytba* et ne fréquenta dès lors que des pauvres. On le vit dans de nombreuses tavernes, payant à boire aux miséreux et recrutant une bande de hardis compagnons.

L'esprit de vengeance avait-il part dans le soulèvement qu'il méditait ? Certes, le prince Dolgorouki avait fait pendre son frère pour refus d'obéissance, mais il semble que la première expédition menée par RAZINE avait plus pour but le pillage que la volonté de faire payer le voïvode[1].

Au mois d'août 1667, à la tête de six cents hommes résolus, montés à bord de quatre navires, , RAZINE quitta Tcherkassk et remonta le Don, pillant au passage les fermes de « Vieux Cosaques ». A Voronej, les aventuriers reçurent un accueil assez cordial de la population qui leur remit de la poudre et du plomb. Bien pourvu de munitions, Stenka mena sa flottille le plus près possible de la Volga. Entre les rivières Ilovlia et Tichinia, près de la ville de Panchine, sur des hauteurs dominant la steppe, il établit son camp. Bientôt, des centaines de révoltés, de bandits, de Cosaques épris d'aventures, accoururent vers lui et vinrent grossir sa troupe. Celle -ci ne tarda pas à compter treize cents hommes.

A quelque temps de là, une caravane comprenant navires, péniches et barques, descendit la Volga en direction d'Astrakhan, emmenant des bagnards

enchaînés, des strelitz vêtus de tenues écarlates et armés de mousquets, des marchands de Moscou et de Kazan, enfin des moines à la longue robe noire et à la grande barbe hirsute qui, groupés sur le pont d'un navire, récitaient en chœur une prière. Dans la cale des péniches, était entassé du blé. En tête de la flottille, s'avançait une galiote, dont la proue était ornée de l'image peinte d'une aigle bicéphale, emblème du tsar. A bord de ce bâtiment, se trouvaient des officiers et des fonctionnaires au service du souverain.

Soudain, une sentinelle s'écria « *les Cosaques !* » Des rives du fleuve, bordées de roseaux, surgissaient des barques emplies d'hommes aux mines farouches et aux longues moustaches : les compagnons de RAZINE. En poussant des grands cris, ils firent force de rames vers la caravane descendant la Volga. Des coups de mousquet claquèrent, des cors sonnèrent l'alarme … puis ce fut l'abordage, la ruée des Cosaques.

Lestes tels des chats, considérant la mort au combat comme un honneur, les assaillants se révélèrent de redoubles adversaires. En un instant, les strelitz les plus courageux furent sabrés, poignardés, ou assommés à coups de matraque. Les autres mirent bas les armes aussitôt. Les officiers, marchands, et fonctionnaires du tsar qui accompagnaient la cargaison de blé furent torturés, puis égorgés ou pendus. Restaient les strelitz prisonniers, les

bagnards et les matelots de toute la caravane. Les déportés furent aussitôt débarrassés de leurs chaînes puis, de sa voix puissante, RAZINE cria aux captifs : « Vous êtes libres ! Allez où bon vous semblera ; je ne veux pas vous retenir de force. Mais celui qui veut me suivre, devenir Cosaque, le peut. » Strelitz, bagnards, et matelots l'acclamèrent et, sur-le-champ, grossirent sa troupe.

PRISE D'IAÏK

Dès ce premier succès, RAZINE devint un personnage légendaire. « *Son regard a pétrifié les strelitz et, d'un mot, il a arrêté les bateaux* », dit-on aussitôt dans le peuple. « *Quel puissant sorcier, ce Stenka !* »

Enhardi par sa facile victoire, RAZINE établit son camp sur des hauteurs proches de Kamychine. Il décide de descendre la Volga et de passer sous les murs de Tzaritzyne[2]. Cette ville fortifiée, située au sommet d'une colline et pourvue de nombreux canons, constituait un redoutable obstacle pour les brigands. Habituellement, les Cosaques ne s'aventuraient que de nuit devant Tzaritzyne. A la stupeur générale Stenka ordonna d'avancer en plein jour vers cette place forte.

Le voïvode qui commandait à Tzaritzyne était un homme énergique. Voyant les trente-cinq canots des Cosaques approcher de la ville, il ordonna de pointer sur eux les canons et de faire feu. Chargées de boulets en pierre ou de fonte, les pièces d'artillerie allaient assurément couler la plupart des embarcations … Pourtant elles ne tombèrent pas. Pour quelle raison ? Certains historiens déclarent que la poudre était humide, d'autres parlent du trouble des soldats moscovites. Quoi qu'il en soit, RAZINE et ses hommes passèrent sans mal sous les murs de Tzaritzyne et continuèrent à descendre la Volga. Cette nouvelle preuve du pouvoir « magique » de Stenka allait contribuer à son prestige et à renforcer la légende.

Après avoir franchi la passe du Tchernyïlar, il déboucha dans la mer Caspienne. Dans la région que parcourt le fleuve Iaïk, nommé aujourd'hui Oural, se trouvait une importante colonie cosaque. D'esprit plus indépendant que ceux du Don, les Cosaques du Iaïk étaient impatients de secouer le joug du tsar. Si RAZINE les aidait à se révolter, ils pourraient grossir sa troupe qui deviendrait ainsi une armée.

Mais une garnison de streltsy se trouvait dans Iaïk, la petite ville fortifiée, et contraignait les Cosaques à demeurer fidèles au tsar. Pour réaliser son projet, Stenka devait donc, avant toute chose, s'emparer de cette place forte. Ce fut au moyen d'une ruse de guerre que l'aventurier triompha…

Par une journée très chaude, où aucun souffle n'agitait l'immense steppe brûlée par le soleil, l'un des guetteurs placés au sommet d'une tour remarqua quatre hommes qui, s'appuyant chacun sur un bâton, s'avançaient lentement vers la ville. Tous étaient vêtus de haillons, comme des pèlerins. Lorsqu'ils ne furent plus qu'à quelques pas d'une porte, le strelitz leur demanda ce qu'ils voulaient. « *Nous ne sommes venus que pour prier Dieu dans vos églises, dit l'un des pieux voyageurs. Laissez-nous entrer sans crainte.* »

Les soldats moscovites et leur chef, Serge Iatsyne, n'eurent aucun soupçon. L'une des portes d'Iaïk fut donc entr'ouverte pour les quatre pèlerins. RAZINE et ses trois complices entrèrent dans la ville. Poussant un cri formidable, l'ataman avertit aussitôt sa troupe. Les Cosaques étaient à peu de distance de la place forte, cachés derrière une petite hauteur. Ils se ruèrent sur la porte que tenait leur chef. Celui-ci et ses trois compagnons avaient saisis leurs armes cachées sous leurs vêtements. Ils attaquèrent si fougueusement les strelitz de garde à la porte qu'ils les obligèrent à reculer. Terrorisée par l'arrivée de toute la troupe de Stenka, la garnison mit bientôt bas les armes.

RAZINE s'établit dans la ville conquise. Il n'avait, du reste, pas grand-chose à craindre. Le voïvode le plus proche était celui d'Astrakhan : le prince Kilkhoff. Mais, bien que disposant d'un grand nombre de strelitz, il n'entreprit jamais d'action importante contre les Cosaques révoltés.

La troupe de RAZINE se montrant généreuse envers les Mongols, une horde vint planter ses tentes devant Iaïk. Un troc pacifique commença. Contre le butin que les Cosaques ne cessaient d'accumuler, notamment en mer Caspienne où ils pillaient les navires turcs et persans, les Mongols donnèrent des vivres, principalement les produits de leur bétail.

Cependant le prince Kilkhoff finit par s'inquiéter de l'activité de RAZINE et de sa bande. Voulant connaître les forces dont disposait l'ataman, il lui

envoya un lieutenant accompagné de quelques soldats. Cet officier était chargé d'offrir sa grâce à Stenka, s'il voulait se soumettre ; en réalité il avait surtout pour mission d'apprécier l'importance de la troupe de RAZINE. L'ataman eut vent des instructions données au sotnik. D'un air plein de respect il le fit donc entrer dans sa barque avec toute son escorte puis, changeant soudain de visage, il fit égorger l'officier et tous ses soldats.

Craignant sans doute pour son envoyé, le voïvode d'Astrakhan l'avait fait suivre par une forte troupe de strelitz, placée sous le commandement d'un certain Siveroff. Celui-ci passa bientôt à l'attaque. Sa troupe fut aussitôt taillée en pièces. Nombre de fuyards coururent vers la mer dans l'espoir de pouvoir rejoindre Astrakhan en longeant la côte mais une grande partie d'entre eux mourut de faim ou de froid dans la zone désertique et sableuse, aux lagunes saumâtres, qui séparait Iaïk d'Arstrakhan. Les quelques survivants furent pris par les Kirghiz. Seul à bord d'une petite barque, Siveroff réussit à échapper au massacre ou à une mort lente dans le désert glacé. Quelques groupes de strelitz avaient fui vers le Nord, remontant le Iaïk. Ils crurent trouver leur salut dans Jaïtskoï[3]. Mais, impitoyable, RAZINE courut sur leurs traces, les rejoignit et les réduisit à sa merci. Deux de leurs chefs furent pendus, puis Stenka fit massacrer tous ceux qui refusèrent de le servir.

Le bruit des exploits du « glorieux ataman » finit par arriver à Moscou, tandis qu'il souleva d'enthousiasme nombre de Cosaques du Don. Inquiets de l'ampleur de la révolte, le tsar et son entourage firent pression à Tcherkassk auprès des chefs cosaques afin d'obtenir l'envoi à Iaïk d'une délégation du Don qui inciterait RAZINE à rejoindre sa patrie. L'ataman de la « Grande Armée du Don » était alors Kornil Iakovlev. Il accepta d'autant mieux le départ de cette députation que le prestige acquis par RAZINE avait amoindri son autorité.

Mais l'ataman d'Iaïk était un homme rusé. S'il tenait à rester en bons termes avec les Cosaques du Don, pour rien au monde il ne voulait mettre fin à sa glorieuse vie d'aventures. Avec de bonnes paroles, il accueillit donc les envoyés de Tcherkassk, les flatta, joua devant eux le personnage du chef cosaque respectueux des traditions et de la volonté populaire puis, quand il jugea que la comédie avait assez duré, il renvoya de façon courtoise les délégués et, bien entendu, ne promit rien.

L'EXPÉDITION DE PERSE

Au printemps de 1668, Stenka fit des préparatifs pour une grande expédition. Il reçut alors un renfort de 700 Cosaques du Don, commandés par un certain Krivoï Sergueï.

Le 3 mars, il fit voile. Il cingla tout d'abord vers le Daghestan, région montagneuse, inhospitalière, bordée de falaises et peuplée de Tartares, soumise en théorie au shah de Perse, mais en fait presque indépendante et vivant de pillage. S'attaquer à une population guerrière était de sa part un bien mauvais calcul, la suite le prouva.

À peine débarqué, il lança des milliers d'hommes sur la ville de Tarki. L'attaque fut repoussée. Furieux, les Cosaques se vengèrent de leur défaite en pillant les environs. Trois jours plus tard, ils rembarquèrent et mirent le cap sur Derbent, le grand marché aux esclaves.

Cette fois, Stenka ne subit qu'un demi-échec. Les remparts de la ville, formés de blocs énormes, furent défendus avec courage par des guerriers tartares revêtus de cuirasses et armés d'arcs et de lances. Les assaillants ne purent s'emparer du centre de la cité mais ils saccagèrent les faubourgs, les détruisant entièrement. Toute la région côtière située entre Derbent et Bakou fut leur cible. Ils pillèrent, brûlèrent, massacrèrent à plaisir. Seules les villes importantes purent leur résister.

Après les combats indécis autour de Bakou, l'armée de RAZINE, bien affaiblie, reprit la mer et cingla vers Recht, grande ville persane. Au cours de ce voyage, Stenka apprit que Boudar-Khan, gouverneur de la cité qu'il voulait conquérir, disposait de grandes forces et

s'apprêtait à l'attaquer. Si l'ataman était parfois téméraire, il ne manquait ni de bon sens ni des qualités nécessaires à un diplomate. Craignant un revers, il entama des négociations avec Boudar-Khan.

Fut-il sincère ? Il affirma vouloir se mettre au service du shah et n'avoir aucune intention hostile vis-à-vis de la population persane. Flattant celui qu'il voulait convaincre, l'habile Cosaque conclut ainsi : « *Nous avons appris que dans ton royaume, le peuple est gouverné avec sagesse et justice, comme nulle part ailleurs.* »

Malgré sa méfiance, et tout ce qu'il savait sur les massacres accomplis par RAZINE dans le Daghestan, Boudar-Khan permit aux Cosaques de débarquer dans Recht et pourvu même à leur entretien. En même temps, il facilita le départ vers Ispahan d'une ambassade russe composée de trois hommes et chargée d'exposer au shah les vœux de l'ataman. Les jours passèrent et bientôt, une atmosphère pénible, angoissante, régna dans Recht. Les Persans regardaient d'un œil haineux les Cosaques souvent ivres, brutaux, et qui se croyaient tout permis. Un jour, une rixe éclata qui dégénéra en massacre. Traqués, les Cosaques s'enfuirent dans un dédale de petites rues étroites, obscures, où beaucoup furent égorgés par la population exaspérée. RAZINE ne dut la vie qu'au dévouement de ses officiers qui se serrèrent autour de lui et le protégèrent contre cette « Saint-Barthélémy » musulmane. Quand la flottille cosaque leva l'ancre, plus de quatre cents hommes manquaient.

L'implacable ataman se vengea de cette perte en allant à Ferbat, petite ville persane du Mazandéran. Fous de rage, les Cosaques firent preuve d'une extraordinaire férocité. La ville fut pillée et brûlée, et la plupart de ses habitants massacrés. Les survivants, réduits à l'état d'esclaves, durent construire un camp fortifié pour leurs nouveaux maîtres.

Cependant, à Ispahan, le shah et son entourage décidèrent d'agir. Les envoyés de RAZINE, qui avaient tout d'abord été reçus avec respect, comme de vrais ambassadeurs, durent, malgré leurs

protestations d'amitié, fuir au plus vite, puis le shah ordonna de chasser l'armée Cosaque de ses États.
Bien des mois s'écoulèrent, sans que cette décision se traduisit en actes. Ce fut seulement en juin 1669, qu'une flotte de soixante-dix navires fut aperçue par les guetteurs cosaques, immobiles du haut de leurs tours de bois. Aussitôt des trompettes sonnèrent l'alarme, puis la flottille de Stenka s'élança vers les lourdes galères persanes. Glissant rapidement sur l'eau, les barques légères des Cosaques, armées de bombardes et d'arquebuses, cernèrent bientôt chacun des navires de la flotte ennemie. L'amiral Menedy-Khan eut beau donner des ordres, les galères ne purent manœuvrer. Assaillis de toutes parts, les Persans résistèrent avec énergie mais se firent tuer sur place, leurs navires sombrant un à un dans la baie où se situait cette bataille.
Seuls, trois bâtiments du shah réussirent à s'échapper. Menedy-Khan était à bord de l'un d'eux. Mais son fils et sa fille tombèrent entre les mains de RAZINE. De la belle princesse, le vainqueur fit sa maîtresse. La victoire navale de Stenka devait avoir un grand retentissement en Russie et accroître encore le prestige de l'ataman.

LE PARDON INATTENDU

Ce nouveau combat, pour glorieux qu'il fût, avait achevé d'épuiser l'armée cosaque. RAZINE, bien conscient de l'état de ses troupes, décida alors de rentrer dans sa patrie. Après dix jours de voyage, sa flottille arriva devant l'énorme estuaire de la Volga. Au moment de remonter le cours de ce fleuve, sacré aux yeux des Russes, une soudaine hésitation le prit. N'allait-il pas se jeter dans les mains des voïvodes, qui le feraient décapiter ?
Des journées passèrent sans que l'ataman prît de décision. Et, un matin, surgit de la brume toute une flotte moscovite. A la tête des trente-six galères armées par quatre mille streltsy, le nouveau voïvode d'Astrakhan, le prince Ivan Prozorovsky, venait au-devant des révoltés. Que se passa-t-il exactement au cours de cette rencontre ? Selon certaines sources, le commandant de la flotte, le prince Lvoff, entra aussitôt en négociations avec RAZINE. Il lui annonça que le tsar était prêt à tout lui pardonner et à lui accorder sa grâce s'il promettait d'être un sujet soumis, et s'il revenait dans la Grande Armée du Don.
Le 25 août 1669, dans l'hôtel de ville d'Astrakhan, un accord fut conclu entre RAZINE et le voïvode. L'ataman se soumit au tsar, déposa son bâton de commandement, jura de respecter ses engagements et envoya une députation à Moscou.
Dans le décor d'Astrakhan, Stenka et ses hommes vécurent de jours glorieux. Vêtus de soie et de caftans de velours, les poches pleines d'or, ils semblaient des héros de légende. Pour payer au cabaret, ils jetaient souvent une perle de prix. Non seulement le peuple, mais les voïvodes aussi les admiraient. Le prestigieux ataman, qu'on n'abordait désormais qu'à genoux, partageait jusqu'à la table avec ces seigneurs qu'il comblait de cadeaux !
Le 4 septembre 1669, l'ataman se décida enfin à quitter Astrakhan pour gagner la région du Don. Remontant la Volga, il arriva à Tzaritzine. Oublieux des engagements qu'il avait pris, il agit dans cette ville comme en pays conquis.
Il y reçut la visite d'un envoyé du prince Prozorovsky qui, au nom de son maître, lui ordonna de livrer les streltsy révoltés faisant partie de sa troupe. Pâle de colère et d'une voix tonnante, l'ataman répliqua sur-le-champ : « *Comment oses-tu prononcer devant moi de telles paroles ! Il ne s'est jamais vu que nous,*

Cosaques, ayons livré ceux qui voulaient nous suivre. Dis à ton voïvode que je ne le crains pas, pas plus d'ailleurs que celui qui est au-dessus de lui ! Il veut me traiter comme un serf, mais oublie-t-il que je suis, de naissance, un homme libre ?

Poursuivant son voyage, RAZINE arriva enfin dans la région du Don. Il choisit une île déserte et s'y établit avec les quinze cents hommes qu'il lui restait. En peu de temps, l'ataman fit de ce misérable campement une petite ville, ceinturée d'un rempart de terre et d'un fossé, et défendue par vingt canons ; ce fut le fort Kagalnik. Sa femme et son frère, Frol, vinrent le rejoindre. En très peu de temps sa troupe s'accrut. Serfs révoltés, paysans fuyant leurs maîtres, Cosaques sans ressources, aventuriers de toutes sortes affluèrent et furent cordialement reçus.

Inquiets d'abord de ce dangereux voisinage, les voïvodes les plus proches et Kornil Iakovlev, l'ataman de l'ancienne armée cosaque, résidant à Tcherkassk, durent constater que RAZINE paraissait assagi et vivait en paix dans sa bourgade. Des mois passèrent sans qu'on eût le moindre reproche à lui adresser.

NOUVELLE RÉVOLTE

Au printemps 1670, RAZINE jeta soudain le masque. S'étant rendu à Tcherkassk avec une troupe d'élite, sa *vataga*, il fit noyer Evdokimov, envoyé du tsar, sous les yeux de Iakovlev impuissant. Puis, ayant reçu le renfort d'une bande commandée par un certain Vaska Ous[4] et celui de nombreux paysans vagabonds, il marcha sur Tzaritzine, dont la population lui ouvrit aussitôt les portes. Aux acclamations de la foule, le voïvode Timothée Tourguéniev fut noyé et ses officiers massacrés.

Dès cet instant, la révolte pris l'allure d'une révolution sociale. « *À bas les nobles ! Vive le tsar !* » ne cesseront désormais de crier les dizaines de milliers, puis les centaines de milliers d'hommes du peuple soulevés contre les boyards. Dès sa première victoire, Stenka parla de marcher sur Moscou pour mettre fin au gouvernement des nobles, « ennemis du peuple et du tsar. »

Qui saura s'il était sincère ou s'il cherchait seulement un appui parmi les paysans et les petites gens des villes pour triompher ? RAZINE ne devait pas apparaître comme un grand révolutionnaire, un grand homme d'État. Il demeura un chef de Cosaques révoltés qui ne sut pas prendre en mains le mouvement sans cesse grandissant auquel il avait donné l'impulsion, et qui aurait pu faire de lui le maître de la Moscovie.

Devant l'ampleur de la révolte, Moscou et le prince Prozorovsky agirent enfin. Un corps de cinq mille strelitz descendit la Volga en direction de Tzaritzine, tandis que le voïvode d'Astrakhan fit remonter le fleuve à une flottille de quarante barques, commandée par le prince Lvoff et portant deux mille six cents strelitz.

Pris entre deux feux, Stenka réagit avec rapidité et vigueur. S'attaquant d'abord à l'armée envoyée par le tsar, l'ataman le surprit à sept verstes [5] en amont de Tzaritzine[6] et la rabattit sur les remparts de la ville où elle fut broyée à coups de canons. Se retournant aussitôt contre la flottille du prince Simon Lvoff, RAZINE en triompha sans lutte. Les strelitz

égorgèrent eux-mêmes nombres de leurs officiers puis, dès qu'ils virent le *Faucon*, le navire de Stenka, ils s'exclamèrent : « *Salut à notre père vénéré, Stéphane Timothéiévitch !* »

Heureusement surpris, l'ataman répliqua ainsi qu'un tribun : « *Salut à vous mes frères ! Vengez-vous à présent de ceux qui vous ont toujours maltraités, ceux qui, pire que les Turcs et les Tartares, vous ont tenus en esclavage. Je suis donné pour vous donner la liberté !* »

À nouveau on l'acclama, puis la tuerie s'acheva. Au lieu de monter aussitôt vers Moscou, comme il en avait eu d'abord l'intention, RAZINE descendit vers Astrakhan. Le prince Simon Lvoff, qui avait échappé au massacre, le précéda dans cette marche et vint donner l'alerte au voïvode Prozorovsky. Celui-ci décida de résister coûte que coûte.

Il semblait que Stenka n'eût aucune chance de triompher. Astrakhan était en effet entourée de remparts crénelés, hauts de plus de douze mètres pourvus de 460 canons, et défendue par une garnison de douze mille strelitz. Mais les soldats n'étaient pas sûrs. On leur devait un arriéré de solde et nombre d'entre eux souhaitaient le triomphe de RAZINE.

Grâce à l'aide du clergé, Prozorovsky put payer ses soldats. Mais ceux-ci ne lui furent pas plus dévoués pour autant. En outre, la plus grande partie de la population étaient ouvertement favorable aux Cosaques.

Le 22 juin, RAZINE et ses troupes arrivèrent en vue d'Astrakhan. Deux jours plus tard, durant la nuit, une cloche sonna soudain l'alarme puis, de toutes parts, retentit le tocsin. Les Cosaques se ruaient à l'attaque !

Sur trois côtés, la ville était défendue par des cours d'eau et des marais. En revanche, en descendant les pentes douces de quelques collines, on pouvait aisément atteindre la face sud de l'enceinte. Feignant d'attaquer de toutes parts, RAZINE lança l'attaque décisive sur la partie méridionale d'Astrakhan.

Sur bien des points, l'assaut des Cosaques fut repoussé. Près de la porte de l'Ascension, les assaillants portant des échelles ne purent approcher des murailles, tant était dru le feu des mousquets, des arquebuses et des canons. Mais, sur la face sud de l'enceinte, l'attaque de Stenka réussit. Loin de faire feu sur eux, les strelitz aidèrent les Cosaques à gravir les murs de la ville. Bientôt, presque toute résistance cessa.

Blessé d'un coup d'épieu dans le ventre, Prozorovsky fut porté par l'un de ses serviteurs dans la cathédrale où se rassemblèrent nombre d'officiers et de fonctionnaires moscovites. Un centenier de strelitz, nommé Frol Doura, contint un moment la ruée des Cosaques dans l'église, puis ce fut le massacre. Sur ordre de l'ataman, un Prozorovsky mourant fut porté au haut du clocher où ses bourreaux le précipitèrent.

Durant quelques jours, massacres, pillages et orgies se succédèrent dans Astrakhan. Puis RAZINE fit de cette ville une cité cosaque. Les habitants furent groupés en dizaines, centaines et milliers, ayant pour chef des dizeniers, des centeniers et des « essaouls éius ». Ils durent jurer fidélité au tsar, à l'ataman et à l'armée cosaque.

DERNIERS SUCCÈS

Après avoir perdu plusieurs semaines dans Astrakhan, Stenka se décida à quitter cette ville. Laissant dans celle-ci une garnison commandée par Vaska Ous, il remonta la Volga avec deux cents barques portant huit mille hommes, suivies sur la berge par deux mille cavaliers. Presque sans coup férir, l'ataman s'empara de Saratov et de Samara, où il fut accueilli en libérateur.

La révolte du peuple contre les boyards ne cessait de s'étendre, principalement entre la Volga et l'Oka, et jusqu'à la mer Blanche. Armés de faux et de fourches, les paysans se soulevaient contre les voïvodes, incendiaient les châteaux et acclamaient RAZINE qui déclarait vouloir rendre tous les ordres égaux devant la loi et établir partout l'organisation semi-républicaine cosaque.

Octobre et novembre 1670 virent l'apogée du mouvement révolutionnaire qui, en plus de la masse russe, comprit des nomades tartares, tchouvaches, tchérémiss et mordvines. Les insurgés finirent par être deux cent mille.

Cependant, au début de septembre, RAZINE était parvenu devant Simbirsk. Le voïvode de cette ville, Ivan Miloslavski, ayant gardé par devers lui presque tout l'argent envoyé par le gouvernement, n'avait pu lever que fort peu de soldats. Aidé du prince Georges Bariatinski, venu avec quelques renforts de Kazan, il tint tête pourtant aux Cosaques. Mais la nuit venue, les habitants de Simbirsk ouvrirent les portes du principal fort à RAZINE. Bariatinski dut s'enfuir, tandis que Miloslavski s'enferma dans un autre ouvrage, avec une poignée de soldats fidèles. Malgré un siège d'un mois, l'ataman ne put venir à bout de ce tenace adversaire.

Le temps d'arrêt devant Simbirsk causa la chute de RAZINE et l'écroulement du mouvement révolutionnaire. Profitant de l'immobilité de l'armée cosaque, le gouvernement moscovite rassembla de nombreuses troupes.

C'est à deux verstes de Simbirsk que s'engagea la bataille décisive. Conduite par le prince Youri Bariatinski, les unités tsaristes résistèrent avec succès à toutes les attaques des Cosaques et de leurs alliés. RAZINE ne sut pas diriger ses forces. Il chargea, tel un simple cavalier, au cours des deux jours que dura cette lutte acharnée et sanglante. Se jugeant vaincus, les Cosaques s'embarquèrent de nuit sur leur flottille, abandonnant tous les révoltés qui avaient combattu à leurs côtés.

RAZINE pensait refaire ses forces derrière les murs de Samara, puis affronter de nouveau l'armée moscovite. Mais les habitants de cette ville, ayant appris l'échec de l'ataman, refusèrent de lui ouvrir les portes. Ceux de Saratov firent de même. Ce fut seulement à Tzaritzine, où se trouvait une garnison cosaque, que l'armée vaincue put prendre quelque repos et l'ataman se guérir des deux blessures reçues à la bataille de Simbirsk. Pendant ce temps, le prince Iouri Dolgorouski [7] réprimait la révolte des paysans, des Cosaques et des nomades asiatiques.

De Tzaritzine, Stenka gagna la région du Don dans l'espoir de grouper tous les Cosaques autour de lui et de poursuivre la lutte. Mais, l'ataman avait perdu son prestige ; les « Vieux Cosaques » refusèrent de se battre pour lui. En outre, Kornil Iakovlev, son éternel rival, négociait avec Moscou et obtenait l'envoi d'un corps de mille dragons équipés selon les méthodes européennes. Finalement, ce furent des Cosaques qui s'emparèrent de RAZINE, de son frère, Frol, et les livrèrent aux Moscovites. Dans quelles circonstances ? Là encore, les contradictions trouvées dans les différentes sources officielles interdisent une réponse certaine.

Selon certains documents, un détachement cosaque, parti le 14 avril 1671 de Tcherkassk, aurait pris d'assaut le fort Kagalnik. D'après d'autres textes, RAZINE et son frère auraient été attirés dans un guet -apens par Iakovlev.

Conduits à Moscou, l'ataman et son frère furent torturés. Supplice de la goutte d'eau, de la flagellation, des charbons ardents sous la plante des pieds, rien ne leur fut épargné.

Le 6 juin 1671, eut lieu, sur la célèbre place Rouge, l'exécution de Stenka, comdamné à être écartelé. Il mourut sans pousser un cri de douleur. Comme son frère sur le point d'être supplicié à son tour faiblissait

et demandait grâce, l'ataman, qu'on croyait mort, trouva encore la force de crier : « *Tais-toi, chien !* » Ce furent ses dernières paroles…

F.M.

Notes :

1 Gouverneur de province, l'équivalent de notre préfet de région.
2 Devenue Stalingrad puis Volgograd
3 Ancien nom d'Ouralskaïa
4 La Moustache
5 La verste est une ancienne mesure de longueur valant (à partir du xviiie siècle) 1 066,8 mètres
6 Île de Diéniéjna
7 Frère du voïvode Georges Dolgorouki, qui, en 1667, avait pendu le frère aîné de RAZINE.

Alexandre Dumas, Dans son *Voyage en Russie*, écrit : « RAZINE se présente aux populations comme un envoyé de Dieu, chargé de donner en son nom la justice que leur refusent les grands de la terre. Il est le protecteur des faibles, le libérateur des esclaves, l'ennemi des oppresseurs ; tout ce qui est riche est rançonné, tout ce qui est grand seigneur est proscrit. L'argent de la noblesse est répandu parmi les pauvres »

Il reprend par ailleurs le thème de son lien d'amour dans La colline de la jeune fille :

Amoureux de la fille d'un noble, le bandit se déguise en marchand de bijoux et se présente au château du père de celle qu'il aime, il n'ose poursuivre son chemin, de peur, dit-il, d'être volé par RAZINE, il réclame l'hospitalité. Le noble, sans défiance, la lui accorde ; la jeune fille, curieuse, demande à voir les bijoux. C'était après la prise d'Astrakhan, après le pillage de la Perse ; le bandit possédait les merveilles des Mille et une Nuits. Le seigneur qui donnait l'hospitalité à RAZINE, tout riche qu'il était, ne l'eût point été assez pour acheter la dixième partie des trésors du bandit. RAZINE les donna pour rien, ou plutôt il les vendit à sa fille au prix qu'il voulait les lui vendre.

Huit jours s'écoulèrent ainsi ; au bout de huit jours, RAZINE annonça son départ à la jeune fille ; celle-ci, tout à son amour, offrit de partir avec lui. Alors, RAZINE lui avoua tout, lui dit qui il était, et à quel danger elle s'exposait en suivant un bandit capricieux, fantasque, dépendant plus encore de ses compagnons que ses compagnons ne dépendaient de lui. A tout ce que put dire RAZINE, elle répondit : « Je t'aime ». Les deux amants partirent ensemble.

Bibliographie

P. Gaspard, *RAZINE, l'Aigle de la Volga*, Denoël, 1988.
Maurice Joucla, *RAZINE*, éd. Aubanel, 1972.
Mikhaïl W. Ramseier, *Cosaques*, éd Nemo, 2009.

Arthur Raffalovich : économiste libéral franco-russe au centre d'un scandale de corruption

Benoît MALBRANQUE
Président de l'Institut Coppet

Sur la scène politique internationale actuelle, la Russie ne cesse d'être placée sur le banc des accusés. Cette ambiance délétère rappelle une certaine époque, et un nom : celui d'Arthur Raffalovich, un économiste libéral franco-russe tout à fait éminent, qui fut au centre d'un scandale de corruption de la presse qui affola l'opinion publique et eut des répercussions considérables.

Malgré le scandale considérable auquel il fut associé, peu nombreux sont les libéraux qui connaissent le nom de Raffalovich. Collaborateur dévoué du *Journal des Économistes*, membre de la Société d'économie politique, il a pourtant compté au cours de la seconde moitié du XIXe siècle, ayant côtoyé les plus grands noms de sa génération, de Gustave de Molinari à Léon Say, en passant par Yves Guyot, avec lequel il a co-écrit plusieurs livres.

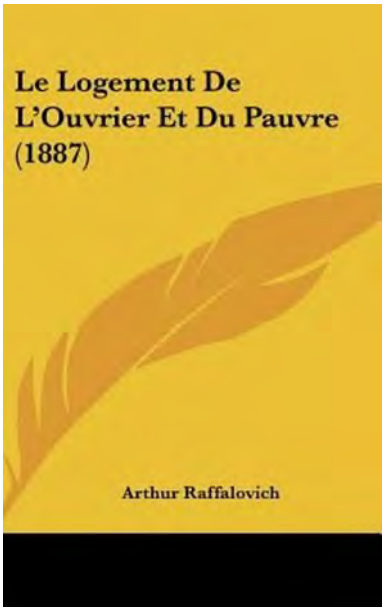
Artur Germanovič Rafalovič est né en 1853 à Odessa, en Russie. En 1881, afin d'échapper aux pogroms qui se déroulent dans cette même ville, il décide de quitter sa terre natale et vient s'installer en France.

Son goût pour les questions économiques et son fort penchant libéral le font se rapprocher des économistes français de l'époque, partisans du laissez-faire. Il entre au *Journal des Débats*, écrit intensivement et sans interruption pour le *Journal des Économistes*, et collabore étroitement avec Yves Guyot.

Pour ses pairs et même pour la postérité, il se signale surtout dans cette carrière par sa défense de la liberté du marché du logement, à une époque où fleurissent des projets pour le subventionner, le réglementer, ou même le monopoliser.

En 1887, il publie ainsi *Le logement de l'ouvrier et du pauvre : États-Unis, Grande-Bretagne, France, Allemagne, Belgique* (Paris, Guillaumin), dans lequel il argumente en faveur de la non-intervention de l'État et des municipalités, organismes qu'il accuse de déstabiliser un marché qui a davantage besoin de l'initiative individuelle et des sociétés privées de secours mutuels.

Dans un autre livre, *Inflation et déflation*, écrit avec Yves Guyot et publié en 1923, Raffalovich a étudié le phénomène de la déflation et proposé des réformes monétaires qui sont encore une source d'inspiration pour les économistes professionnels d'aujourd'hui.



Dans une brochure (*Deflation and liberty*, 2008) déjà devenue classique, Guido Hülsmann cite l'ouvrage de Raffalovich et Guyot parmi les « rares non-autrichiens qui analysent la déflation sans un biais excessivement émotionnel » [1].

Son aura, dans la sphère académique, était sans cesse culminante. Sa femme elle-même, Sophie Raffalovich, traductrice talentueuse et spécialiste des libéraux anglais, contribua à son intégration dans les cercles libéraux français en devenant l'une des rares femmes économistes auxquelles le *Journal des économistes* ou le *Nouveau dictionnaire de l'économie politique* ouvrait ses colonnes.

Le 23 décembre 1921, Arthur Raffalovich s'éteint ainsi en économiste respecté. « Il était écouté dans le monde entier, et son nom restera » s'exclame Gustave Schelle en prononçant son éloge funèbre devant la Société d'économie politique [2].

Trois ans après sa mort, cependant, son nom va être traîné dans la boue. Entre 1897 et 1917, il avait officié au sein de l'ambassade de Russie en France où, à l'abri des regards indiscrets du grand public, il avait participé à une généreuse distribution de subventions à la presse française, secrètement ordonnée par le gouvernement russe. On estime à 6,5 millions de francs (plus de 20 millions d'euros d'aujourd'hui), le montant des subventions accordées par Raffalovich aux journaux français entre 1900 et 1914 [3].

En juillet et août 1920, **André Morizet**, un homme politique socialiste français, fait de troublantes révélations sur la vénalité de la presse et les pratiques douteuses qui ont accompagné les récents emprunts russes et turcs, largement distribués en France. Certains journalistes commencent à enquêter. Les langues se délient, certains documents sont trouvés, et finalement *L'Humanité*, du 5 décembre 1923 au 30 mars 1924, publie une série d'articles incriminant différents journaux, pièce à conviction à l'appui, d'avoir mené une campagne pro-russe pendant des années, sous la solde inavouée du gouvernement russe.

Les révélations, communiquées goutte à goutte au public, firent sensation. « Le public, racontera quelques années plus tard l'éditeur de la correspondance administrative secrète de Raffalovich, vit mettre en cause successivement à peu près tous les journaux français et de très hautes personnalités de la politique, du journalisme, de la finance, en un mot du soi-disant 'monde'. » [4]

L'affaire n'épargne pas les libéraux : quoique Paul Leroy-Beaulieu, à *l'Économiste français*, ait « soutenu vigoureusement les emprunts russes sans jamais accepter un centime, parce qu'il les jugeait utiles à la fois à l'intérêt national et à celui de l'industrie métallurgique » [5] la correspondance de Raffavolich incrimine directement Yves Guyot, son ami et collaborateur. Après avoir défendu l'emprunt russe dans *Le Siècle*, en 1904, Guyot publia un bulletin hebdomadaire sur la Russie dans son journal *l'Agence économique*, dont le ministère des finances russe, par remerciement, souscrivit pour pas moins de 200 exemplaires — soit, au prix de l'abonnement,

4000 francs par an.

Guyot n'eut pas à se sentir seul sur le banc des accusés. *L'Événement*, *La Lanterne*, *Le Rappel*, *La France*, *Le Radical*, *Le Temps*, *Le Figaro*, *Le Matin*, *Le Petit Journal*, *Le Petit Parisien* : toute la presse française ou presque fut entachée.

L'émotion du public, en France comme à l'étranger, fut considérable. Le tirage de *l'Humanité*, journal qui connaissait alors les débuts d'une grave crise, monta soudainement à 220 000 exemplaires (17 décembre 1923), soit plus du double du niveau habituel de cette année-là [6]. À l'étranger, la presse, d'abord sceptique, ouvrit ensuite largement ses colonnes aux nouveaux développements quotidiens de l'affaire et se fit l'écho de la disgrâce progressive de toute la classe politique et journalistique française.

En France, après que le recueil complet de la correspondance administrative secrète de Raffalovich eût été publié (1931), la classe politique saisit l'occasion de ce marasme et, oubliant son rôle de co-responsable dans l'affaire, ambitionna de régler la situation par la loi. Après quatre années de discussions et de travaux parlementaires, la loi Brachard fut votée le 29 mars 1935. Elle instaura la carte de presse et le statut protégé de journaliste professionnel, encore en vigueur aujourd'hui. Toutes les nouvelles réglementations introduites par la loi, concernant « le recrutement rationnel de la profession » et la remise de la presse dans « les mains expérimentées des professionnels », firent avancer le journalisme français dans une voie malheureuse que le grand libéral qu'était Raffalovich aurait été le premier à regretter.

B.M.

Notes :

[1] Guido Hülsmann, *Déflation et liberté*, traduit par Stéphane Couvreur, Institut Coppet, 2014, p.37

[2] Séance du 5 janvier 1922. *Journal des économistes*, janvier 1922, p.84

[3] Laurent Martin, *La Presse écrite en France au XXe siècle*, Le Livre de poche, p.39

[4] *« L'abominable vénalité de la presse », d'après les documents des Archives Russes (1897-1917)*, Librairie du Travail, 1931.

[5] Laurent Martin, *La Presse écrite en France au XXe siècle*, op. cit.

[6] Pierre Milza, « Les problèmes financiers de l'Humanité (1920-1939) », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 20-4, 1973, p.557

100ème anniversaire de la République d'Azerbaïdjan : 1918 – 2018.

Alexandre WATTIN
Président de l'ORFACE

Pays magnifique qui possède de nombreux trésors architecturaux et des paysages grandioses, un patrimoine d'exception et des habitants conviviaux et très hospitaliers ; carrefour gigantesque ou convergent les grands axes Orient et Occident, l'Azerbaïdjan est un pays méconnu du grand public européen. L'Azerbaïdjan et tout particulièrement sa capitale Bakou, se sont développés au fil des siècles grâce à l'activité des caravansérails et au commerce de l'or noir.

Étape de la route de la soie, ce beau pays est habituellement connu pour son industrie pétrolière. En effet, de l'antiquité au moyen âge l'extirpation du naphte servait déjà à alimenter les lampes à huile. Mais depuis son indépendance définitive en 1991 et les actions éclairés et volontaristes engagées depuis plusieurs années par son premier président Heydar Aliyev, figure emblématique de l'indépendance azérie, puis par son actuel chef de l'état Ilham Aliyev ont fait qu'aujourd'hui l'Azerbaïdjan moderne est devenu une perle du Caucase. Ces deux hommes d'État ont su diversifier l'économie et investir en permanence pour ainsi contribuer à une amélioration notoire des infrastructures ainsi qu'au progrès social.

Ce qui a permis un recul spectaculaire de la pauvreté et une augmentation significative du niveau de vie ayant abouti à l'émergence d'une classe moyenne urbaine. Preuves en sont les projets d'urbanisme qui ne sont pas sans rappeler ceux de très grandes capitales : la végétation luxuriante, les avenues rutilantes et les tours pharaoniques dessinent aujourd'hui le territoire bakinois en ce 21ème siècle.

Mais le thème de cet article touche à l'histoire de cette nation qui célèbre, tout au long de l'année 2018, le 100ème anniversaire de la déclaration de sa première République. Bien que celle-ci ne fut que de courte durée, la création de la république démocratique d'Azerbaïdjan laissera une empreinte indélébile dans l'inconscient des azerbaïdjanais qui se ragaillardira à l'occasion de l'indépendance du pays du l'URSS en 1991.

DÉBUT ET FIN DE LA DOMINATION IMPÉRIALE

Alors que l'armée impériale russe combat Napoléon Bonaparte en Europe, l'Empire russe poursuit, sous le règne d'Alexandre 1er et celui de ses successeurs, son expansion « coloniale » dans le Caucase au

détriment des Empires perse et ottoman.
Ainsi une partie de l'Azerbaïdjan est annexée au terme d'un conflit de quatre ans avec l'Empire perse qui perd tous ses territoires situés au nord de l'Araxe et sera forcé de reconnaître l'autorité de la Russie sur ceux-ci à l'issue du traité de Gulistan en 1813. L'ensemble des territoires de l'actuelle République d'Azerbaïdjan devient russe en 1828 après le Traité de Turkmenchaï.
La perse perd entre autres le droit de naviguer sur la mer Caspienne, et la Russie se voit attribuer des droits exclusifs pour stationner sa flotte militaire sur celle-ci. Les territoires peuplés d'azéris situés au sud de la frontière tracée par ce traité reste sous domination perse.

C'est d'ailleurs à cette époque que la séparation entre les actuels azerbaïdjanais et les azéris d'Iran se met en place. Dès lors le territoire de l'actuel Azerbaïdjan fera partie de la région administrative transcaucasienne de l'Empire russe durant près de 100 ans.
Pendant la Première Guerre mondiale, le Sud-Caucase voit s'affronter initialement la Russie tsariste et l'Empire ottoman. La Russie est laminée par trois années de guerre et la famine. Le peuple russe réclame du pain, la fin du conflit et le retour des soldats au sein de leur famille. Les révolutionnaires de tout bord en profitent pour créer des émeutes et révoltes de plus en plus violentes jusqu'à l'insurrection.
Dépassé, le tsar Nicolas II abdique. C'est la fin des Romanov à la tête de l'Empire russe. Un gouvernement provisoire remplace alors le régime tsariste. Au Caucase, les personnalités politiques locales s'opposent à la prise de pouvoir par les Bolcheviks et profitent de cette situation pour s'assembler afin de combler le vide administratif laissé suite à l'abdication du tsar en créant un comité spécial transcaucasien. Réunies sous la forme d'une assemblée parlementaire transcaucasienne (appelée « Sejm ») en novembre 1917 ; puis sous la forme d'une entité politique plus complète avec la création d'une République démocratique fédérative ils tenteront de traiter dans les mois qui suivront les questions les plus importantes touchant la population et l'avenir de la région. Seule la ville de Bakou ne sera pas intégrée car elle est contrôlée par les Bolcheviks (« Commune de Bakou »).
En février 1918, le Conseil transcaucasien débute ses travaux commencé à Tbilissi vers l'indépendance complète des nations du Caucase et le 10 février, la République démocratique fédérative de Transcaucasie est proclamée. Celle-ci était antibolchevique et voulait la séparation de la Transcaucasie et de la Russie. Comme beaucoup de minorités ethniques, les Azéris visaient la sécession totale de la Russie.

PROCLAMATION DE L'INDÉPENDANCE 1918

Alors que le 26 mai 1918, la République fédérative démocratique de Transcaucasie tombe, la faction azerbaïdjanaise se constitue en Conseil national azerbaïdjanais.
Le Conseil national azerbaïdjanais exerce immédiatement ces fonctions parlementaires et proclame son indépendance le 28 mai 1918 avec la mise en place de la République Démocratique d'Azerbaïdjan en établissant le même jour et momentanément sa capitale à Ganja, Bakou étant occupé par les bolchéviques, le nouvel état souverain adopte un régime républicain démocratique pour sa gouvernance et proclame une charte nationale, qui se lisait comme suit :

a. L'Azerbaïdjan est une nation pleinement souveraine ; elle comprend les parties sud et est de la Transcaucasie sous l'autorité du

peuple azerbaïdjanais.

b. Il est résolu que la forme de gouvernement de l'État indépendant azerbaïdjanais est une république démocratique.

c. La République démocratique d'Azerbaïdjan est déterminée à établir des relations amicales avec tous, en particulier avec les pays et les États voisins.

d. La République démocratique d'Azerbaïdjan garantit à tous ses citoyens à l'intérieur de ses frontières l'intégralité des droits civils et politiques, indépendamment de l'origine ethnique, de la religion, de la classe, de la profession ou du sexe.

e. La République démocratique d'Azerbaïdjan encourage le libre développement de toutes les nationalités qui peuplent son territoire.

f. Jusqu'à la convocation de l'Assemblée constituante azerbaïdjanaise, l'autorité suprême sur l'Azerbaïdjan est confiée à un Conseil national élu universellement et au gouvernement provisoire responsable devant ce Conseil.

Avec la proclamation de la République démocratique d'Azerbaïdjan débute l'acceptation juridique de certaines valeurs européennes en Orient. Première République parlementaire laïque de l'orient musulman sa politique intérieure et extérieure s'inspire des principes progressistes du 20ème siècle par la création du Parlement national, la garantie des certains droits et libertés individuels, et tout particulièrement le droit de vote aux femmes, qui ne s'appliquait dans aucun pays musulman.

Autre première pour le monde musulman, le régime de la République Démocratique d'Azerbaïdjan se veut séculier : la constitution établie l'égalité entre les citoyens indépendamment de leur origine ou de leur confession.

L'acteur essentiel de la proclamation de la République d'Azerbaïdjan est le Parlement instauré le 7 septembre 1918. La République était gouvernée par les coalitions composées de tous les partis politiques agissant dans le pays, mais également les principales minorités ethniques, peuplant l'Azerbaïdjan.

Le 4 juin 1918, l'Azerbaïdjan et l'empire ottoman signent un traité d'amitié et de coopération qui précise dans sa clause 4 que l'armée ottomane assurerait un appui militaire s'il était nécessaire pour assurer paix et sécurité dans le pays. Malgré cela, et

L'offensive ottomane du Caucase en 1918

deux jours après, l'Armée Rouge reçoit l'ordre d'attaquer la capitale provisoire Gandja. L'Azerbaïdjan, incapable de se défendre demande l'aide de l'Empire ottoman en application du traité entre les 2 pays, du 27 juin au 1er juillet 1918, près de Göyçay, l'armée ottomane défait l'armée rouge, puis marche vers Bakou.

En septembre 1918 la capitale est transférée de la ville de Gandja à Bakou. Mais le calme est de courte durée car avec la fin de la première guerre mondiale l'Azerbaïdjan ne peut plus compter sur l'empire ottoman, perdant de ce conflit.

15 Septembre 1918, Bakou est libérée des Bolcheviks et des Dashnaks Arméniens, ouvrant la voie à l'indépendance de la République Démocratique de l'Azerbaïdjan

Depuis cette date et jusqu'en 1920 l'Azerbaïdjan se trouve dans une situation difficile car divers partis et organisations d'orientation socialiste sont actifs au sein de la société. Les responsables bolchéviques,

Ali Agha Chikhlinski (1865-1943)

qui avaient leur revanche à prendre d'avoir soutiennent des actions de sabotage et préparent leur retour. L'Azerbaïdjan éprouvera une crise politique et socio-économique profonde, avec des conflits armés entre différents groupes politiques et sociaux.

SOUS LE JOUG SOVIÉTIQUE

En avril 1920, des unités de l'Armée rouge, après avoir vaincu l'Armée des volontaires dans le Caucase du Nord, s'approchent de la frontière avec l'Azerbaïdjan. Et au même moment les bolcheviks d'Azerbaïdjan se préparent à un soulèvement armé. Du 26 au 27 avril un groupe de trains blindés soviétiques franchit la frontière avec l'Azerbaïdjan et effectue un raid loin derrière les lignes ennemies.
Après qu'insurgés et soldats de l'armée rouge aient pris le contrôle sur les institutions les plus importantes de la capitale Bakou, les bolcheviks présentent un ultimatum au gouvernement et au parlement azerbaïdjanais à propos de la reddition du pouvoir. Le principal résultat de ces événements est l'établissement en Azerbaïdjan du pouvoir soviétique et la proclamation de la République socialiste soviétique d'Azerbaïdjan indépendante. Avec le soutien des unités de l'Armée rouge, qui sont entrées en Azerbaïdjan, le nouveau gouvernement prend

rapidement le contrôle du reste du pays. Au grand désespoir de la population la république démocratique d'Azerbaïdjan perd son indépendance le 28 avril 1920 et le même jour, la République socialiste soviétique d'Azerbaïdjan est fondée. Ainsi, la Première République d'Azerbaïdjan n'aura duré que 24 mois.

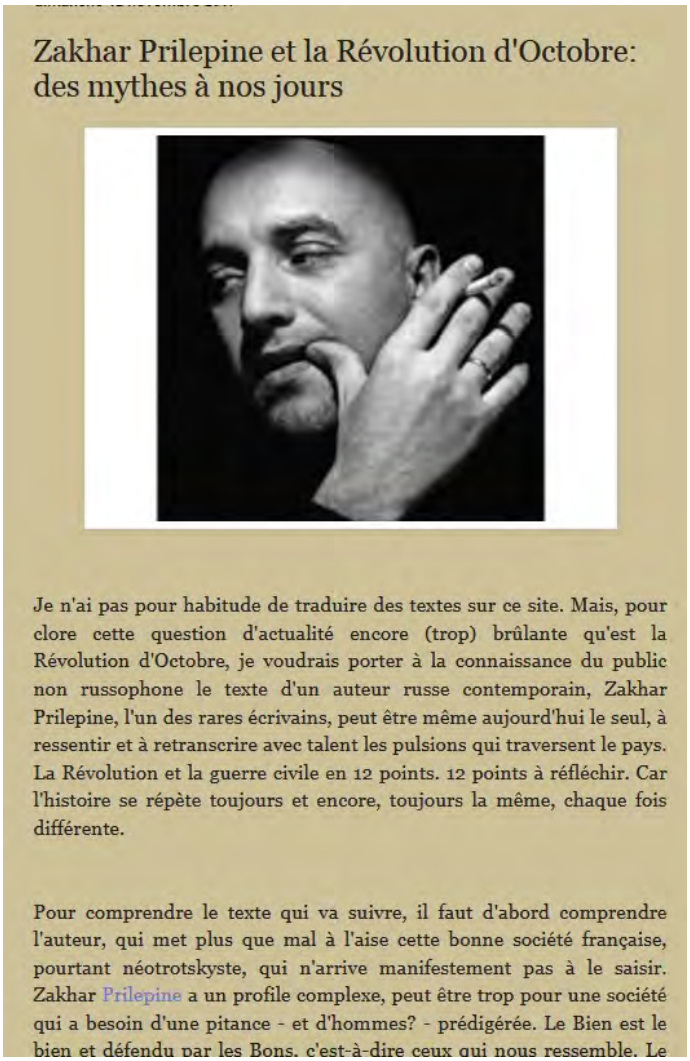
Le pays est intégré en 1922 à la République socialiste fédérative soviétique de Transcaucasie au sein de l'Union soviétique, avant de redevenir, en 1936, la République socialiste soviétique d'Azerbaïdjan. La soviétisation est en marche et l'alphabet cyrillique est introduit. Inscrits dans les plans quinquennaux de l'URSS le pays se hisse en termes d'investissement et de capital et produit 60 pour cent du pétrole de l'union soviétique. L'histoire de l'Azerbaïdjan se liera dès lors avec celle de l'URSS. En rupture nette avec la période précédente et durant les 70 ans de tutelle soviétique, l'Azerbaïdjan sera dominé au niveau social, politique et culturel, Moscou ne laissant aucune marge de manœuvre aux Républiques Socialistes et Soviétiques.

A.W.

BLANCHIR LES ROUGES

Laurence Guillon
Observatrice attentive de la vie en Russie

Devant le négationnisme communiste qui se manifeste de plus en plus et malgré mon soutien à la population du Donbass, exterminée par de pseudo néonazis ukrainiens soutenus par de vrais capitalistes apatrides, je tiens à me démarquer de la récupération de la cause par des nostalgiques d'un régime à qui je ne pardonnerai jamais ses exactions ni sa haine méticuleuse et avérée de tout ce qui me faisait aimer la Russie. Faisant suite à un article intitulé « Zakhar Prilepine et la Révolution d'Octobre des mythes à nos jours[1] » publié par Russiepolitics, dont j'apprécie par ailleurs toutes les autres analyses sur la Russie contemporaine et la politique occidentale à son égard, Il aurait fallu équilibrer ses propos par un contradicteur.



Zakhar Prilepine et la Révolution d'Octobre: des mythes à nos jours

Je n'ai pas pour habitude de traduire des textes sur ce site. Mais, pour clore cette question d'actualité encore (trop) brûlante qu'est la Révolution d'Octobre, je voudrais porter à la connaissance du public non russophone le texte d'un auteur russe contemporain, Zakhar Prilepine, l'un des rares écrivains, peut être même aujourd'hui le seul, à ressentir et à retranscrire avec talent les pulsions qui traversent le pays. La Révolution et la guerre civile en 12 points. 12 points à réfléchir. Car l'histoire se répète toujours et encore, toujours la même, chaque fois différente.

Pour comprendre le texte qui va suivre, il faut d'abord comprendre l'auteur, qui met plus que mal à l'aise cette bonne société française, pourtant néotrotskyste, qui n'arrive manifestement pas à le saisir. Zakhar Prilepine a un profile complexe, peut être trop pour une société qui a besoin d'une pitance - et d'hommes? - prédigérée. Le Bien est le bien et défendu par les Bons, c'est-à-dire ceux qui nous ressemble. Le

J'y répondrai par un commentaire (auquel je souscris pleinement) à ce même article :

Zakhar Prilepine porte toujours ses idées national-bolcheviques et se livre ici à une manipulation des faits, souvent par omission, pour les faire valoir.

Personnellement j'ai relevé sur ses douze points :

1 - En accord avec le précédent commentaire, il serait bon de rappeler que les bolcheviques avaient sapé le gouvernement du Tsar et l'effort de guerre de la Russie qui avait été attaquée par les Empires Allemand et Austro-Hongrois.

2 - Relever que le gouvernement provisoire à tendance libérale et pro-occidental avait trahi le Tsar et détourné le pouvoir n'exonère pas les bolcheviks de leur coup d'état d'octobre suivi de l'établissement de la dictature "du prolétariat", ni de l'assassinat du Tsar et de sa famille. S'il est difficile d'être certain de ce qui se serait passé si le gouvernement provisoire avait pu continuer, les chances d'éviter la guerre civile, de signer le calamiteux traité de Brest-Litovsk et les interventions étrangères eurent été grandes. Donc oui, je pense sincèrement que la Russie se serait portée mieux, et de beaucoup, sans Lénine et les bolcheviques.

3 - L'intérêt des Austro-Allemands à soutenir les bolcheviques pour désorganiser leur seul adversaire à l'est, le sortir de la guerre et pouvoir se concentrer

sur le seul front ouest est évident. Ce but fut atteint par la signature du traité de Brest-Litovsk.
Il est invraisemblable que les britanniques et autres occidentaux aient soutenu, même secrètement, les bolcheviques. Par contre, ils sont fortement impliqués dans la seule révolution de février et le gouvernement provisoire leur convenait.
4 - S' "il convient de rappeler que dans le premier gouvernement soviétique, il n'y avait qu'un seul juif - Trotski", il convient aussi de rappeler que les juifs avaient globalement une grande et disproportionnée représentation dans les structures du pouvoir bolchevik.

LE MONDE JUIF.info
Samedi 22 Septembre 2018 -

TRIBUNE ACTUALITÉ CULTURE BUSINESS HISTOIRE SPIRITUALITÉ SCIENCE SPORT VOYAGE

BREAKING NEWS VIDEO | Éric Zemmour : "Tous ceux qui veulent me faire taire sont, en réalité,

Publié le 20 Juin 2013

Poutine : « le premier gouvernement soviétique était principalement juif »

Le Président russe Vladimir Poutine a déclaré qu'au moins 80% des membres du premier gouvernement soviétique étaient Juifs.

5 - Il serait aussi bon de rappeler qu'un grand nombre de ces anciens officiers tsaristes qui, confrontés à un choix difficile provoqué par le coup d'état bolchevique, avaient choisi de combattre pour l'armée rouge, finiront "épurés" une fois leur rôle d' "idiots utiles" achevé.
6 - Les bolcheviques, par leur coup d'état, l'établissement de la dictature et la trahison de la signature du traité de Brest-Litovsk, ont provoqué la guerre civile et l'intervention des pays alliés trahis par ce traité séparé.
Zakhar Prilepine est le Tsar de la manipulation, et n'a pas l'excuse de l'imbécilité : de facto et de jure, pas de coup d'état d'octobre, pas de guerre civile !

Toute l'affaire ukrainienne est une manipulation, est-il bon d'ajouter une autre manipulation aux manipulations déjà existantes ? Évidemment, quand on tient dur comme fer à son idéologie et qu'on l'oppose à l'idéologie ou aux mensonges politiques des autres, on peut être tenté de le faire, je n'adhèrerai pas à cette combine, il est clair pour moi comme de l'eau de roche que capitalisme, nazisme et communisme sont les trois têtes d'un même serpent qui a nom progressisme matérialiste forcené.
J'ai cru, au début de la crise du Donbass, que je pouvais adhérer au mouvement dans la perspective d'une union sacrée face au vrai totalitarisme de notre temps, celui du libéralisme mondialiste en regard duquel les vieux communistes ne sont plus un danger, et j'ai joué le jeu, mais n'ayant pas une forme de pensée idéologique, systématique et totalitaire, je me suis vite heurtée à des manifestations de gauchisme ou de néostalinisme enragés qui m'ont fait toucher du doigt que je serais fatalement exclue du jeu pour incompatibilité profonde.
Il ne peut y avoir de réconciliation nationale tant que les gens adhèrent à des supercheries politiques et historiques, il ne peut y avoir de pardon sans repentir, ni de repentir sans prise de conscience. La manipulation qui pointe fait du combat contre le libéralisme mondialiste un combat communiste justifiant, pour la nécessité de la mobilisation, la réécriture des événements, l'oubli des martyrs, des innocents sacrifiés et des dégâts culturels abominables dont je vois tous les jours les traces.

Fausser la perception de ce qui s'est passé fausse également la perception de ce qui se passe aujourd'hui. Et permet aux propagandistes de l'autre camp de ressusciter une guerre sainte contre le communisme qui devrait apparaître comme un

prétexte mensonger artificiellement tiré de la naphtaline.

Alexandre Panarine, auteur du livre « la Civilisation Orthodoxe » que j'ai traduit péniblement, analyse très bien les problèmes du monde contemporain et les sources du globalisme, et montre que la révolution bolchevique fut une abomination antirusse meurtrière sans précédent, que la Russie a plus ou moins digérée et russifiée et qu'on n'aurait pas dû toucher, et laisser évoluer vers autre chose, plutôt que de lui asséner la perestroïka et de la livrer au libéralisme capitaliste sans conscience, c'est une opinion que je partage et qui n'excuse à mes yeux rien de ce qu'ont commis les communistes. Beaucoup de communistes russes que j'ai pu voir partageaient d'ailleurs un peu cette vision des choses : le bolchevisme a été une horreur mais Staline a mis de l'ordre. Je ne vais pas jusque-là, mais disons qu'avec eux, j'arrive encore à discuter.

Prilepine pousse la russification jusqu'à nier le rôle des révolutionnaires juifs dans cette affaire. Pour exempter les juifs de ces crimes ? Non, pour blanchir la cause jusqu'au trognon, ou la rougir disons, pour russifier un machin qui n'avait au départ rien de russe et détestait la Russie dans toutes ses manifestations. Cela arrangera sans doute bien ceux qui pensent que tout ce qui est juif est innocent par nature, et voué aux shoah permanentes organisées par des goys très méchants. Or là encore, il ne peut y avoir pardon que s'il y a repentir et aveu. Sinon, on en arrive encore à la situation ukrainienne où des gens à double nationalité israélo-ukrainienne et à noms de famille russifiés ou ukrainisés jettent des slaves ahuris les uns sur les autres pour le bénéfice de trusts et de banquiers insaisissables, de la grande puissance rapace qu'ils ont noyautée, et cela en accusant les seuls Russes des crimes soviétiques qui ulcèrent encore les Ukrainiens à juste titre. Il n'est que de lire le journal de Tsvetaïeva, mariée au juif Ephron, pour se rendre compte du rôle des juifs dans cette histoire : pratiquement tous les commissaires du peuple l'étaient. Ce qui me fut confirmé par une émission historique de la télévision française faite par l'historien Marc Ferro, sur la Russie dans la guerre de 40, où j'ai entendu cette phrase qui m'a marquée : « Au début, les Allemands ne massacraient pas systématiquement les juifs, ils exécutaient les commissaires du peuple, il faut dire que tous les commissaires du peuple l'étaient. »

Le voisin juif de mon père spirituel, converti à l'orthodoxie, nous a dit un jour qu'il avait honte de ce que les juifs avaient fait à la Russie.

Tous les peuples ont du sang sur les mains, eux aussi. Et je ne peux pardonner à des gens qui ne reconnaissent pas ce qu'ils ont fait et crachent sur les tombes de leurs victimes, à noter que parmi ces victimes, il y eut aussi des juifs, à commencer par Mandelstam ou Ephron, ce même mari de Tsvetaïeva.

J'ai publié récemment l'épitre du patriarche Tikhon, que cherche à désamorcer Prilepine. Le **patriarche Tikhon**, au contraire de ses héros bolcheviques, était profondément russe, il comprenait que ces virus sociaux avaient introduit dans l'organisme de la Russie un facteur de division permanente, comme l'ont fait en leur temps les révolutionnaires français dans le tissu organique de la France. Je vois avec chagrin que cela est bien vérifié et que nous avons

des chances de ne jamais nous en sortir.
Pour moi, la Russie, c'est la sainte Russie, c'est même « les Russie » artificiellement séparées d'abord par les communistes et ensuite par les Américains sur les décombres de l'URSS. Je la reconnais dans la procession géante du métropolite Onuphre en Ukraine, dans la renaissance orthodoxe en Russie, dans le combat pour sauver des promoteurs et des fonctionnaires véreux les vestiges d'une architecture féérique, dans le travail de mes amis folkloristes, dans tout ce qui se réclame de la Russie éternelle, certainement pas dans ce qui prétend faire naître la Russie en 1917, comme nos laïcards socialistes font naître la France en 1789.
C'est cette Russie qui peut « sauver le monde ». Pas celle de Lénine qui proclamait que les seuls Russes intelligents étaient ceux qui avaient du sang juif.
Dans cette affaire du Donbass, je suis évidemment solidaire du peuple du Donbass, communiste ou non, mais préfère désormais me contenter d'envoyer de l'argent aux gens dans le besoin ou de traduire ce qu'il me paraît pertinent de montrer, de façon indépendante, mais je ne m'associe pas du tout à ceux qui en font comme Prilepine une récupération idéologique. Que cela soit clair.
Et pour ce qui est de la Russie que j'ai choisie, ce n'est évidemment pas celle qui se reconnaît dans l'idéologie de Prilepine, même si parmi eux se trouvent de fort braves gens et si je m'associerai à eux dans le cas où ils se montreraient plus russes que communistes dans la guerre que fait à la Russie l'élite mondialiste. Comme saint Luc de Crimée en son temps, contre les envahisseurs nazis.
Contre l'élite mondialiste, je m'associerais quasiment à n'importe qui d'ailleurs. Mais je ne participerai pas aux mensonges ni aux supercheries confortables, et ne trahirai pas les martyrs de l'Église orthodoxe ni toutes les petites gens qui ont été ruinées, assassinées ou déportées.
D'une manière générale d'ailleurs, entrer dans le combat politique, je veux dire adhérer à un mouvement ou à un parti, c'est être amené à approuver des mensonges dès lors qu'ils nous arrangent ou qu'on hésite à compromettre la cohésion du groupe, et dans ce domaine, approuver des mensonges, c'est fermer les yeux sur des injustices et cracher sur des tombes. C'est aussi aggraver la confusion ambiante et aveugler les gens.
Mon combat sera donc spirituel et culturel, et si je dois mourir au combat, que ce soit en martyr, dans une procession, ou dans une église.

Battez-vous bien, à coups de propagande et de contre-propagande. Le Christ se taisait devant ses juges.

L.G.

Note :

1 https://russiepolitics.blogspot.fr/2017/11/zakhar-prilepine-et-la-revolution.html?spref=fb

COLONISATION DE L'ALGERIE
Les raisons de la conquête

José CASTANO
Auteur Conférencier

« *Chose étrange et bien vraie pourtant, ce qui manque à la France en Alger, c'est un peu de barbarie. Les Turcs allaient plus vite, plus sûrement et plus loin ; ils savaient mieux couper les têtes. La première chose qui frappe le sauvage, ce n'est pas la raison, c'est la force* »

Victor Hugo dans « Le Rhin » en 1842

Lors de ses voyages en Algérie dans le but de « panser les plaies du passé », l'inénarrable François Hollande a reconnu publiquement que : « Pendant cent trente-deux ans, l'Algérie a été soumise à un système profondément injuste, brutal et destructeur. Je reconnais ici les souffrances que le système colonial a infligé au peuple algérien »… et encore : « La France est responsable d'une colonisation injuste et brutale ; elle est responsable des massacres d'innocents algériens à Sétif, Guelma et Khenattra »... tout en se gardant bien, de dénoncer ces centaines d'autres massacres d'innocents européens qui ont précédé les représailles et ces autres milliers de massacres d'innocents européens et musulmans fidèles à la France qui ont jalonné huit années de terrorisme aveugle et lâche.

Par cette indécente sélectivité minable, ce Chef d'état honni a injurié et humilié –non les Français d'Algérie, comme se plaisent à dire certains idiots utiles de service- mais, tout simplement, la France, son peuple, son Histoire, son honneur ainsi que la mémoire et le sacrifice de ses soldats.

Depuis lors, un florilège de réactions issues du milieu « progressiste » n'a pas manqué de vilipender en des termes diffamants l'œuvre colonisatrice de la France en Algérie. C'est ainsi, qu'encouragé par l'attitude et les déclarations du matamore élyséen remisé au placard depuis, ce petit monde de « moralistes à la conscience pure » n'a eu de cesse de monter les enchères en comparant le colonialisme français à l'esclavagisme… Il n'en fallut pas plus à son successeur « Choupinet 1er » ou « Jupiter », pour s'illustrer à son tour dans cette même Algérie si convoitée par les chefs d'état français en quête de nouveaux électeurs…

Le 15 février 2017, « Jupiter » déclarait à la télévision algérienne : « La colonisation fait partie de l'histoire française. C'est un crime, un crime contre l'humanité, c'est une vraie barbarie. Et ça fait partie de ce passé que nous devons regarder en face, en présentant nos excuses à l'égard de ceux envers lesquels nous avons commis ces gestes ».

Le 13 septembre 2018, le dénouement de tant d'infamies s'est concrétisé par la reconnaissance officielle par « Jupiter » de la responsabilité de l'État dans la disparition à Alger en 1957 de Maurice AUDIN, militant communiste pro-FLN. Soupçonné d'héberger des terroristes de la cellule armée du Parti communiste algérien, AUDIN fut arrêté le 11 juin 1957 lors de la « bataille d'Alger » par les parachutistes du **général MASSU** et mourra lors de sa détention.

Ce nouvel acte de « repentance » de « Jupiter » est conforme à ses prises de position antérieures sur « l'affaire algérienne ». En novembre 2016, dans un entretien

au Point, il avait déclaré : « En Algérie, il y a eu la torture, mais aussi l'émergence d'un Etat de richesses de classes moyennes, c'est la réalité de la colonisation ».

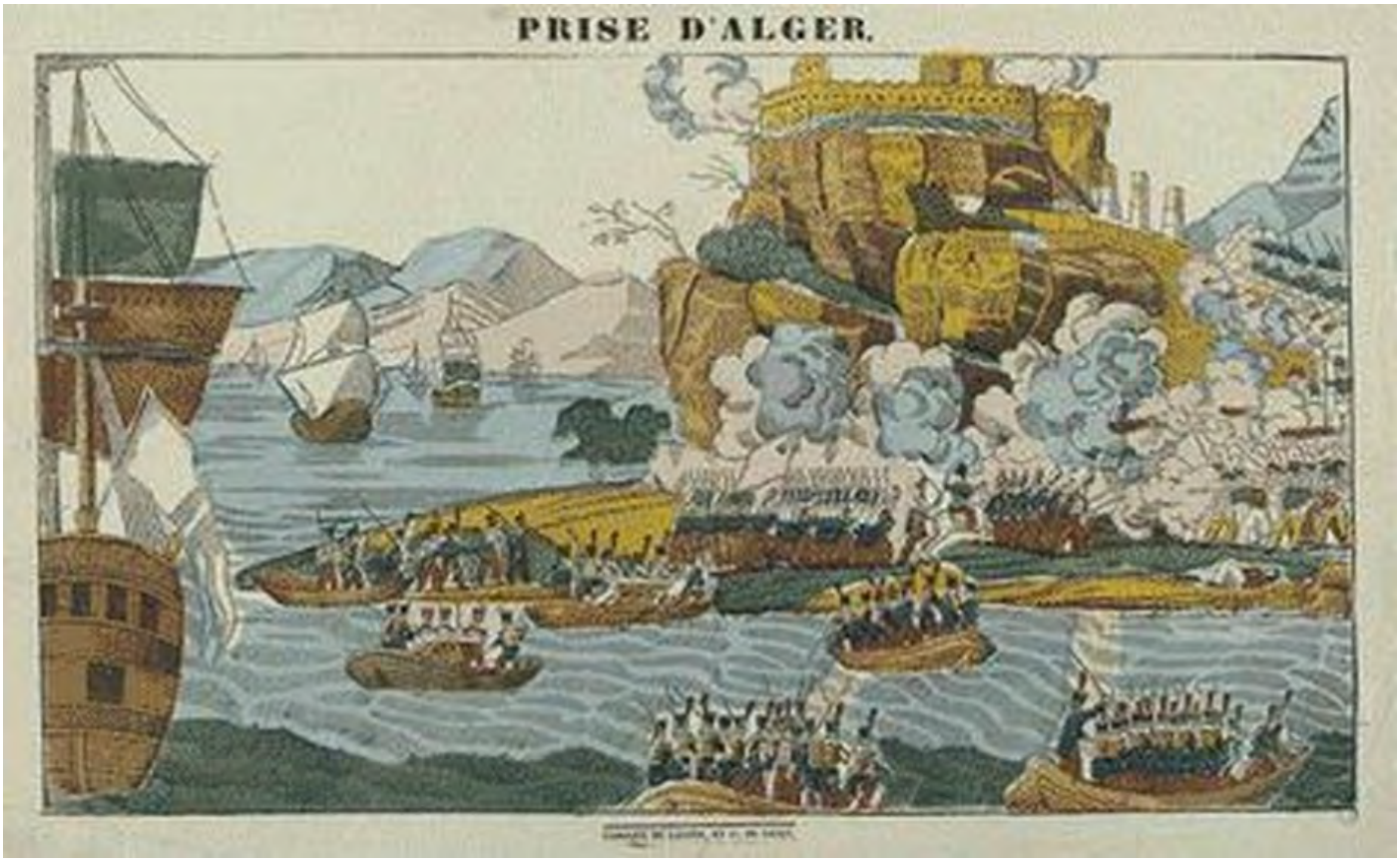
Monsieur MACRON, dénigrer l'histoire de son pays, de son passé, sa grandeur, le sacrifice de ses aînés et de ses soldats est un acte criminel. Nous n'avons pas à tronquer notre histoire pour faire plaisir à telle minorité, telle association au « cœur sur la main » ou tel parti politique. « Dans cette rumination morose, les nations européennes oublient qu'elles, et elles seules, ont fait l'effort de surmonter leur barbarie pour la penser et s'en affranchir » écrivait Pascal Bruckner. Que ceux qui s'adonnent à ce type d'autoflagellation jouissive n'oublient pas cette mise en garde de Henri de Montherlant : « Qui a ouvert l'égout périra par l'égout. »

Ce dénigrement perpétuel de la France et de son passé colonial par nos « bien pensants », présidents en tête, martyrocrates de profession, faussaires de l'antiracisme, est le pire danger auquel elle est confrontée.

Ces déclarations infamantes, basées sur une méconnaissance totale du sujet, inspirées de surcroît par un sentiment anti-français, nous dépeignent, aujourd'hui encore, « l'Algérie coloniale, comme ayant été l'apartheid » et les soldats qui ont écrit son histoire dans le sang et les larmes, des « barbares ». Ces « historiens » de bas étage nous « rappellent » que « la colonisation était contraire aux lois de la République, notamment par son côté ségrégationniste » (sic). Quelle hérésie !

Si Charles X fut à l'origine de « l'expédition d'Alger », c'est précisément la République (la IIe) qui ordonna la conquête de l'Algérie. Cependant, à cette époque il n'était aucunement question de colonisation. Ce que Charles X -et avec lui l'Europe- voulait, c'était supprimer la piraterie en Méditerranée. En effet, toute la côte « barbaresque », de l'Égypte à Gibraltar, n'était qu'une seule et très active base d'opérations de piraterie dirigée contre la France, l'Espagne, l'Italie et surtout contre les convois chargés de marchandises qui sillonnaient la méditerranée.

C'est pour réduire cette piraterie que les premières incursions chrétiennes de représailles sur les côtes algériennes virent le jour au début du XVIe siècle et permirent aux Espagnols, sous la conduite de Pedro Navarro, d'investir Alger et de libérer trois-cents captifs chrétiens. Pour les en chasser, les algériens firent appel en 1515 aux corsaires turcs qui occupaient depuis 1513 le port de Djidjelli en Kabylie, notamment à un pirate sanguinaire, Kheir-Ed-Din, dit Barberousse en raison de la couleur de sa barbe. Ils occupèrent Alger et y instaurèrent un régime de



terreur, exécutant ceux qui refusaient la nouvelle domination turque. Ainsi, par l'entremise de ce pirate que le sultan de Stamboul avait nommé émir des émirs, beylerbey, la Turquie prit officiellement pied dans le bassin occidental de la Méditerranée. Alger était pour elle une base avancée, ce que Gibraltar et Singapour furent plus tard pour l'Angleterre. De là, elle pouvait porter des coups très durs à la navigation chrétienne. Avec ces ressources, Barberousse et les Turcs chassèrent les Espagnols et conquirent le territoire algérien, allant jusqu'à placer le pays sous la dépendance nominale du sultan de Constantinople. Le Maghreb était devenu une province turque.

Forte de ses soixante bâtiments dont trente-cinq galères, la flotte algérienne écumait la Méditerranée et amassait des trésors. De plus une autre source énorme de profits était constituée par l'esclavage.

Il s'exerçait, pour une part, aux dépens de populations d'Afrique noire que l'on enlevait après avoir investi les villages et, pour une autre part, de la piraterie.

L'avantage de cette dernière résidait dans l'échange des esclaves chrétiens contre de fortes rançons. Un bénédictin espagnol, le Père Haedo, estimait qu'Alger devait avoir 60 000 habitants et 25 000 esclaves chrétiens.

Quand Charles X décida l'occupation d'Alger, la Prusse, l'Autriche, la Russie, les grands de l'heure, approuvèrent sans commentaires particuliers. C'est ainsi qu'en cette aube du 25 mai 1830, la France partit pour l'Algérie… sans se douter qu'elle allait y rester 132 ans.

Aussi quand nos « historiens de salons » s'élèvent contre « la saisie de terres, l'annexion de territoires, l'évangélisation, le pillage des ressources minières » (sic), ils ne peuvent qu'engendrer le ridicule…

Concernant « la saisie de terres », ils voudraient nous faire croire que les premiers pionniers firent main basse sur de riches et fertiles terres agricoles enlevées de force aux indigènes… alors qu'en réalité, ils découvrirent un désert, une lande hérissée de broussailles au bord d'un marais pestilentiel où pullulaient les moustiques.

Sur l'évangélisation, nos « historiens » se sont encore fourvoyés… S'ils reprochent à la France cette annexion, ils « oublient » cependant de signaler que ce sont les ascendants des « victimes du colonialisme français » qu'ils défendent aujourd'hui avec tant de véhémence, qui sont les véritables colonialistes.

- Qui a annexé ce pays autrefois habité par la race berbère et qui faisait alors partie intégrante du monde occidental ?

- Qui a soumis par la force ce même peuple berbère, majoritairement chrétien, à la conversion à l'Islam ?

Quant au « pillage des ressources minières », que d'infamies !

C'est la France qui a découvert et mis en valeur à grand frais les zones pétrolifères et les gisements de gaz du Sahara prétendument destinés à assurer son indépendance… mais qui, en réalité, n'ont eu de cesse d'enrichir les apparatchiks algériens…

Durant l'épisode sanglant de la guerre d'Algérie, le leitmotiv constant des responsables du FLN était que la rébellion se justifiait par le besoin de plus de justice, de bonheur et de liberté pour la « malheureuse » population musulmane. Cependant au cours d'une audience qu'il accorda à un haut prélat d'Algérie, en septembre 1961, **Sa Sainteté Jean XXIII** prononça : « Vous avez vos idées, c'est bien, mais moi j'ai constaté une chose : c'est que chaque fois que la France se retire d'un pays, la liberté et la civilisation reculent. »

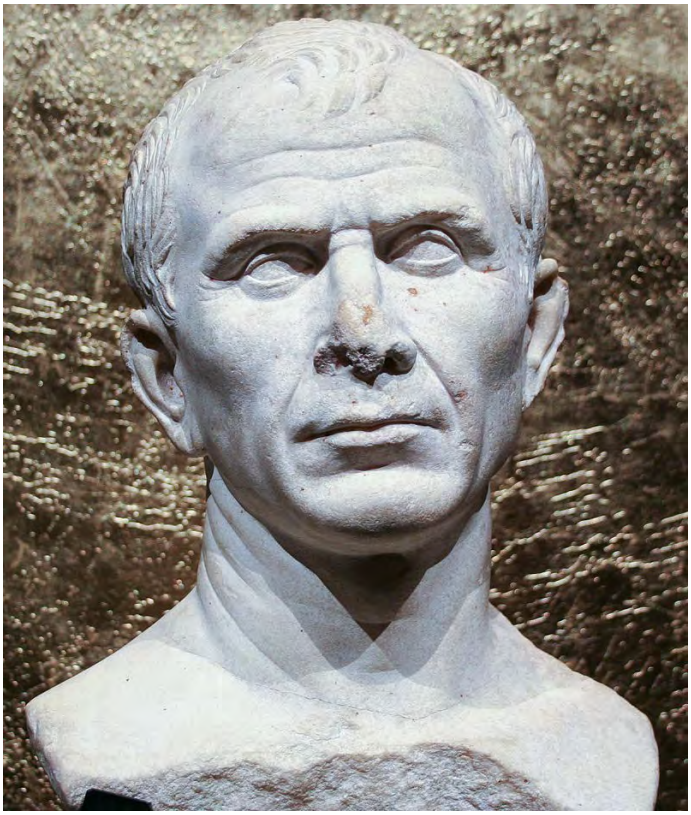
Que ces paroles du Pape inspirent à nos gouvernants de fécondes réflexions !

J.C.

Le combat désespéré d'Uxellodunum, dernière forteresse gauloise vaincue par Jules César.

Nicolas SAVY
Docteur en Histoire

Si quelques habitants du Quercy savent que leurs ancêtres furent les derniers à se soumettre à Jules César, il faut reconnaître qu'ils ne sont pas la majorité, loin de là ; certains pensent sans doute encore, comme beaucoup de Français, que le dernier village à résister à Jules César était celui d'Astérix, en Bretagne, imaginé par Goscinny et Uderzo. Pour les autres, il faut bien le dire, l'histoire antique de la province n'évoque absolument rien de particulier. Pourtant, il ne manque rien à l'aventure d'Uxellodunum pour en faire l'une de ces méga-productions cinématographiques dont le public raffole : de furieux combats, de l'intensité, des héros qui, dignes d'une tragédie grecque, ne peuvent retourner un sort inéluctablement contraire malgré des prodiges de bravoure.



Jules César – Musée d'Arles

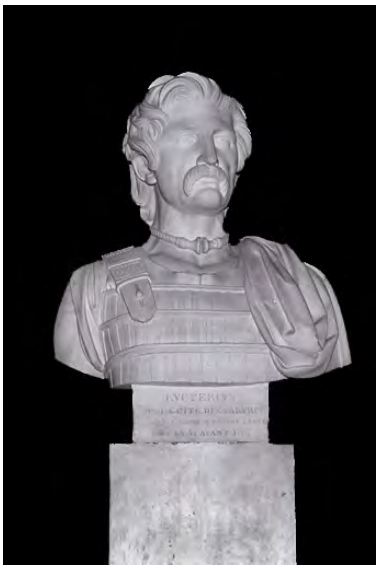
On ne sait finalement qu'assez peu de choses des Cadurques, tribu celte installée sur le territoire quercinois, qui couvrait l'actuel département du Lot et le nord de celui du Tarn-et-Garonne. On leur doit nombre de forteresses, appelées *oppida*, comme Murcens, l'Impernal, Capdenac, les Césarines, Béars, le Puy-d'Issolud, le Roc de Colonjat, etc., dont il ne reste souvent, il est vrai, que quelques vestiges ; ils sont néanmoins bien visibles et l'on peut s'y promener en se laissant aller à imaginer la vie qui régnait jadis en ces lieux qui, tous situés sur de hautes collines bordées de falaises, sont écrasés de soleil en été et balayés par les vents froids en hiver.

En 58 avant J.-C., Jules César entreprit la conquête de la Gaule. Trois ans plus tard, il tenait déjà la plus

Drachme à la tête triangulaire frappé par les Cadurques. Date : IIe siècle av. J.-C. ; Description avers : Tête triangulaire à gauche ; le nez figuré par un triangle, avec un point cerclé en guise d'œil ; le tout dans un entourage de bâtonnets et arcs de cercles bouletés et liés ; un collier de perles à la base du cou et un fleuron devant le visage.

Oppidum de Murcens

grande partie du pays à l'exception des régions centrales, autour de l'Auvergne. L'année 52 avant J.-C. vit l'entrée en scène de Vercingétorix. Après avoir soulevé son peuple, les Arvernes, contre Rome, il fut rejoint dans sa lutte par d'autres tribus, dont était celle des Cadurques. Parmi eux se trouvait l'un de leurs chefs, **Luctérios**, connu pour son intrépidité. On ne sait si lui et ses hommes participèrent ensuite à toutes les campagnes menées par les Gaulois contre les Romains, bien que cela reste probable ; il est en revanche certain qu'il était présent à la bataille d'Alésia, mais on ne sait comment il se sortit de ce guêpier une fois que la place fut tombée et sa garnison prisonnière.



La défaite d'Alésia ne calma pas la détermination de Luctérios à combattre les envahisseurs romains ; il s'allia avec un autre chef gaulois lui aussi déterminé à poursuivre la lutte, Drappès, du peuple des Sénons (qui occupait la région de l'actuel département de l'Yonne).

Les deux hommes résolurent d'attaquer la Narbonnaise, mais leur projet fut éventé et un lieutenant de Jules César, Caius Caninius, se lança à leur poursuite à la tête de deux légions.

Les Gaulois décidèrent alors de rejoindre le pays des Cadurques, où la population leur était favorable, et de s'y retrancher dans l'une de ses puissantes forteresses, l'*oppidum* d'Uxellodunum.

Une fois qu'il les eut rejoints, Caninius fit établir une ligne de circonvallation tout autour de la forteresse pour l'isoler, mais il s'aperçut rapidement que ses effectifs ne lui permettaient pas de la tenir efficacement ; il regroupa alors ses troupes sur trois points hauts de manière à prévenir tout mouvement des assiégés vers l'extérieur. De leur côté, Luctérios et Drappès, ne souhaitant pas répéter les erreurs commises à Alésia, où la garnison avait souffert de la famine, se mirent à la tête de la plus grande partie de leurs troupes, peut-être 5000 combattants et, une nuit, s'exfiltrèrent d'Uxellodunum pour aller chercher du ravitaillement ; ils ne laissèrent derrière eux que 2000 hommes pour garder la place.

Les troupes de Luctérios, chargées de vivres, essayèrent quelques jours plus tard de retourner discrètement à l'intérieur de l'*oppidum*, mais elles furent repérées par des sentinelles romaines. En apprenant ce mouvement, Caninius ne fut pas long à réagir : il regroupa immédiatement le maximum de ses hommes et les lança à l'attaque des Gaulois qui, encombrés par le ravitaillement qu'ils convoyaient, ne purent que rompre rapidement le contact et s'éloigner aussi vite que possible. Luctérios ne put avertir Drappès, qui campait avec ses quelques milliers de guerriers à une vingtaine de kilomètres de là en attendant de tenter à son tour de rentrer à Uxellodunum.

Durant le court engagement contre Luctérios, les Romains avaient réussi à faire un certain nombre de prisonniers ; interrogés, ils apprirent à Caninius l'emplacement du camp de Drappès. Prenant une légion entière avec lui, il se dirigea vers lui sans attendre et ses troupes, bénéficiant de l'effet de surprise, n'eurent pas de grande difficulté à prendre l'ascendant. Assaillis de tous les côtés, les Gaulois perdirent rapidement pied et, bientôt, ceux qui ne furent pas tués se retrouvèrent prisonniers. Drappès fut lui aussi capturé durant le combat.

Les 2000 hommes qui gardaient Uxellodunum étaient désormais seuls face aux Romains. Avec 5000 bouches à nourrir en moins, la garnison disposait

maintenant de vivres en suffisance, mais sa situation semblait de plus en plus compromise : avec l'arrivée récente d'importants renforts, les effectifs romains avaient plus que doublé en quelques jours.

Jules César fut informé de la situation devant Uxellodunum et décida d'aller prendre les choses en main. Arrivé devant la forteresse, il se rendit compte qu'elle était trop puissante pour être prise d'assaut, malgré les plus de 25000 soldats qu'il avait à sa disposition ; sachant que les Gaulois ne manquaient pas de ravitaillement, il résolut de les priver d'eau pour les amener à la reddition. Bien que l'on fut au cœur de l'été, la chose n'était pas aisée à réaliser car l'*oppidum* était presque totalement entouré par le cours d'une rivière impossible à détourner ; les Gaulois étaient cependant obligés de descendre des pentes abruptes et escarpées pour y puiser de l'eau, puis de les remonter chargés de récipients pleins. Pour les empêcher d'effectuer cette besogne, le Romain plaça des archers, des frondeurs et des pièces d'artillerie en face des passages utilisés et, bientôt, les assiégés n'eurent plus accès à la rivière.

Il restait cependant au Gaulois une dernière possibilité pour se fournir en eau : une source abondante jaillissait au pied des murailles, sur le seul côté de l'*oppidum* qui n'était pas longé par la rivière. Jules César fit alors progresser des mantelets abritant des soldats, des terrassiers et des mineurs vers le point d'eau : les premiers assuraient l'avancée de l'ensemble, les seconds édifiaient une rampe de terre et les troisièmes creusaient des conduits souterrains en direction des veines d'eau. Malgré la défense acharnée des assiégés, les Romains purent ensuite construire sur la rampe de terre une tour de bois haute de dix étages d'on l'on pouvait tirer facilement, tant à l'arc qu'à la baliste, sur les hommes se rendant à la source. Bientôt, la soif s'empara des Gaulois retranchés dans Uxellodunum. Les assiégés tentèrent naturellement de détruire la tour installée devant leurs murailles : faisant dévaler la pente à des tonneaux remplis de mélange incendiaire, ils attaquèrent furieusement en même temps pour empêcher les Romains d'éteindre l'incendie ; malheureusement pour eux, si le feu gagna de

Gravure du XVIe siècle représentant l'attaque de la tour romaine avec des tonneaux enflammés

nombreux mantelets et autres ouvrages charpentés, il épargna la tour. Une contre-attaque romaine fit refluer les Gaulois à l'intérieur de leur forteresse et les foyers purent être éteints.

Toutefois, malgré la difficulté qu'il y avait à puiser de l'eau sous les flèches et les javelots romains, la défense gauloise restait ferme. Les Romains arrivèrent cependant enfin, grâce à aux conduits souterrains qu'ils avaient creusé, à détourner l'eau de la source. Le coup fut rude, car cette source ne tarissait jamais et les Gaulois comprirent que les dieux leur étaient désormais défavorables. C'était fini, il n'y avait plus ni eau, ni espoir à Uxellodunum.

Les assiégés firent savoir à Jules César qu'ils acceptaient de se rendre. Le Romain fut magnanime : il leur accorda la vie sauve à tous. Toutefois, il ne devait pas être dit qu'il avait été faible avec des rebelles et, partout, on devait savoir ce qu'il coûtait de s'opposer à Rome : il fit couper les mains de tous les hommes en âge de porter les armes. Quant à Drappès, il se laissa mourir de faim dans sa geôle tandis que Luctérios, qui avait réussi à se réfugier chez les Arvernes, il fut trahi et livré à César par un de leurs chefs.

Ainsi se terminait le siège d'Uxellodunum et la guerre des Gaules. La paix romaine s'installa. Le souvenir précis du lieu de la bataille s'évapora avec les siècles. Au Moyen Age, beaucoup pensaient qu'il était localisé à Capdenac-le-Haut, comme en témoignent plusieurs chartes royales, mais un autre document évoque quant à lui le Puy-d'Issolud, à Vayrac. Toutefois, si quelques savants s'y intéressèrent aux XVIe et XVIIe siècles, il fallut attendre la fin du suivant pour que l'affaire commence à prendre un tour vraiment polémique.

Puy d'Issolud, fouilles de 1921-1922 (photo Amis d'Uxellodunum)

Le Puy d'Issolud (photo Amis d'Uxellodunum)

La chose n'est pas surprenante : depuis la Révolution Française, le développement du nationalisme tendait à toucher la plupart des aspects de la vie sociale et les sciences historiques tout particulièrement ; en effet, l'exaltation de la nation passait naturellement par celle de ses ancêtres héroïques et l'image des derniers défenseurs d'Uxellodunum luttant jusqu'à la dernière extrémité pour leur liberté collait totalement à l'esprit de l'époque. Le courage des grenadiers de la Garde à Waterloo et celui des légionnaires à Camerone avaient ainsi des racines qui, passant par la bataille de Poitiers et la résistance désespérée du roi Jean II, naissaient en Quercy avec la farouche résolution des Gaulois aux mains coupées... D'ailleurs, l'admiration si française pour les guerriers se battant courageusement et énergiquement jusqu'au bout sans aucun espoir de victoire fut ensuite confortée, grâce à la guerre de 1870, par de nombreux exemples de résistances désespérées mais magnifiques face au sort contraire : les cuirassiers de Reichshoffen, les coloniaux de Bazeilles, etc.... Le débat sur la localisation d'Uxellodunum n'était donc pas, dès le départ, une simple question historique, mais une affaire regardant la nation française, héritière de la nation gauloise, toute entière. Dans ce cadre, il était normal que toutes les communes pouvant potentiellement être identifiées comme l'antique Uxellodunum cherchent à se prévaloir de cette ascendance prestigieuse.

Avant 1850, des savants et érudits locaux avaient déjà fait leurs choix : pour certains, La dernière forteresse ayant résisté à Jules César était Capdenac -le-Haut, pour d'autres c'était le Puy-d'Issolud, tandis que pour les derniers il s'agissait de l'oppidum de l'Impernal, à Luzech.

Les vraies querelles à ce sujet ne commencèrent cependant qu'avec la commission désignée par l'empereur Napoléon III pour localiser le site avec certitude, qui rendit en 1862 un rapport favorable à l'Impernal. Loin d'être convaincu, un dénommé Jean-Baptiste Cessac entama de son côté des fouilles au Puy-d'Issolud et retrouva une source pouvant correspondre à la fontaine tarie par les mineurs de Jules César ; d'autres chercheurs présentant aussi des arguments en faveur du Puy-d'Issolud, Napoléon III changea d'avis et marqua en 1866 sa préférence pour ce dernier comme localisation probable d'Uxellodunum. Cela ne fit pas cesser les polémiques, loin de là : publications et déclarations diverses se multiplièrent en faveur de chacun des

Vestiges d'un temple (fanum) construit sur l'Impernal peu après la conquête romaine

sites prétendants.

Durant de nombreuses années, des fouilles furent menées sur tous les Uxellodunum probables du Quercy, mais le Puy-d'Issolud fut celui où elles furent au maximum réalisées et publiées sous une forme réellement scientifique.

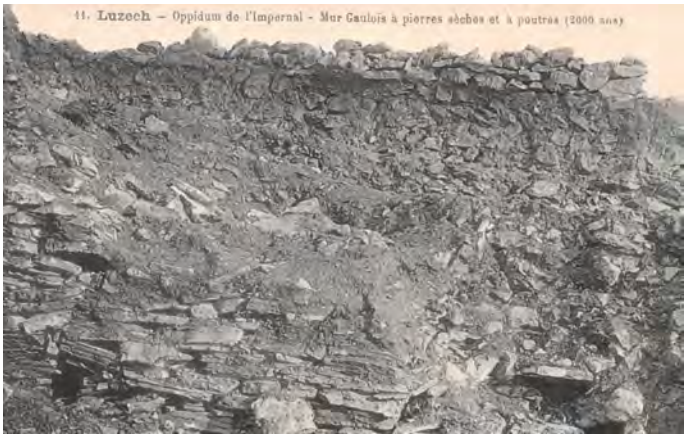
Surtout, à partir de 1997 et durant plus de neuf ans, le site bénéficia du travail d'un archéologue, Jean-Pierre Girault, placé à la tête d'une équipe pluridisciplinaire comprenant historiens, géologues et spécialistes divers : après avoir étudié la stratigraphie du site, il fouilla l'ensemble du terrain environnant une

Capdenac, la fontaine romaine (photo APUC)

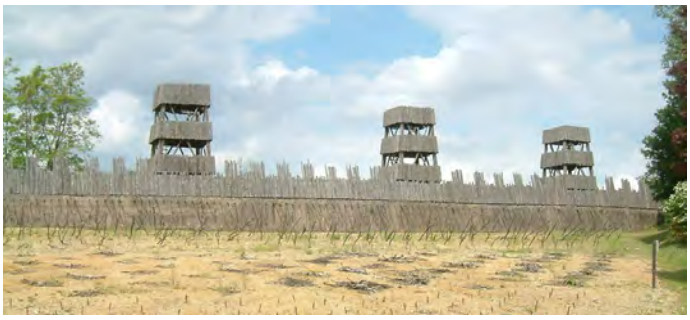
fontaine qui pourrait être la source tarie par Jules César ; il y découvrit les traces d'un très important combat ayant opposé Gaulois et Romains, ainsi que des galeries creusées dans le roc pour détourner l'eau des veines souterraines.
Au final, le résultat des travaux de Jean-Pierre Girault semble mener à une conclusion : le Puy-d'Issolud est vraisemblablement Uxellodunum. La mise en valeur du site est l'objet d'une association, « Les Amis d'Uxellodunum ».
Les résultats des fouilles réalisées au Puy-d'Issolud n'ont cependant pas totalement convaincu les Capdenacois de l'APUC (Archéologie – Patrimoine – Uxellodunum - Capdenac), pour qui non seulement leur village correspond davantage aux descriptions d'Uxellodunum faites par les Romains, mais où de plus existent des indices probants tendant à y localiser la célèbre forteresse ; des découvertes archéologiques récentes les renforcent d'ailleurs un peu plus dans leur conviction.

Puy d'Issolud, reconstitution d'une cérémonie gauloise à la fontaine de Loulié, 1922 (photo Amis d'Uxellodunum)

A Luzech non plus on ne désarme pas et une nouvelle association, « Sur la route d'Uxellodunum », a vu le jour en 2014 ; sa démarche est cependant originale car l'un de ses buts est de créer, de pair avec l'ensemble des possibles Uxellodunum, un circuit historique et touristique qui permettrait de faire connaître au public l'histoire de cet épisode tragique et héroïque de la Guerre des Gaules.



Dans cet objectif, une première réunion des représentants des associations défendant les trois principaux sites (Luzech, Capdenac, Puy-d'Issolud) s'est ainsi tenue en novembre 2017. Gageons et espérons que cette amorce de collaboration fructueuse se poursuivra en s'amplifiant.



Reconstitution de circonvallations de siège romaines

Souvent moqué pour son supposé caractère chauvin et amateur, le travail de ces associations est pourtant ce qui, tant par le passé que de nos jours, a permis de garder vivante la mémoire de la geste magnifique et désespérée des Gaulois d'Uxellodunum. C'est bien là l'important : finalement, que l'écho des combats résonne sur la campagne déserte du Puy d'Issolud, sous les maisons capdenacoises ou sur les berges luzéchoises du Lot n'a qu'une importance relative si l'on est convaincu qu'un peu du sang qui irrigue nos veines est le même que celui qui s'écoula des moignons des guerriers amputés à coups de hache ou d'épée pour avoir résisté jusqu'au bout.

N.S.

LE MONASTÈRE D'IPATIEV, KOSTROMA, LES PREMIERS ROMANOV

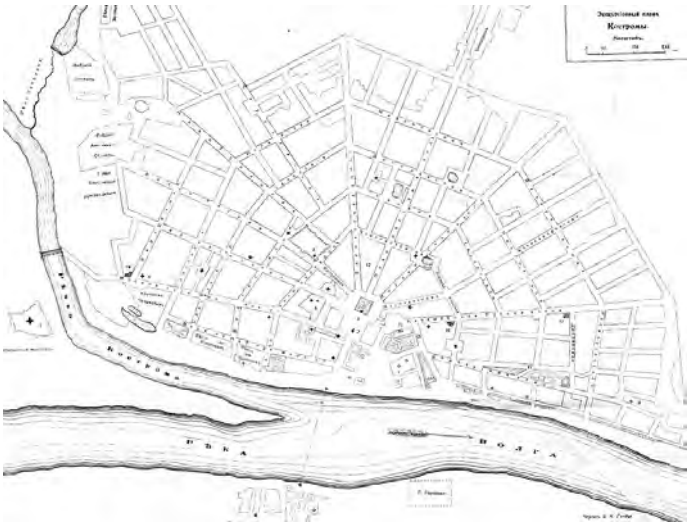
Daniela ASARO ROMANOFF
Ecrivain et journaliste

Kostroma fut fondée en 1152 après J.-C., sur la confluence des fleuves Volga et Kostroma. Son fondateur fut le Prince Dolgorouki, homme clairvoyant, personnage qui joua un rôle très important au cours de la transaction politique du pouvoir de Kiev à la Principauté de Vladimir-Souzdal. Rappelons que la domination mongole sur les populations russes dura bien deux siècles. Kostroma naquit afin de sécuriser la partie nord-est de la Principauté.

Beaucoup de familles à la recherche d'une qualité de vie meilleure quittèrent les forêts alentours pour venir vivre à Kostroma. Il est presque certain que le nom de la ville dérive de la dénomination d'une fête païenne que l'on célébrait dans l'antiquité : Kostroma, précisément.

Les premiers habitants commencèrent à travailler le bois, à pêcher et à tanner les peaux. La nouvelle ville est mentionnée dans les chroniques en 1213, à cause des graves conflits entre les fils du Prince Vsevolod. Kostroma subira de nombreux ravages, mais les Tartares la détruisirent complètement. Après 1239, le Prince Iaroslav la fit reconstruire. Iaroslav fit édifier dans la ville l'Église dédiée à Saint Fiodor.

De 1246 à 1276, avec le bon gouvernement du Prince Vassili, la ville devint florissante et puissante. Au cours de ces années on construisit des Églises et des Monastères. En 1272, le Prince Vassili gagna une bataille importante contre les Tartares. Après la mort de Vassili, Kostroma redevint une ville de province, car elle n'était pas dans une position très favorable pour les commerces, mais elle avait la



Plan ancien de Kostroma

charge importante et ardue d'être une ville de défense pour Moscou, qui avait été elle aussi fondée par Dolgorouki.

Un Tartare, qui s'était converti à la religion chrétienne, fit édifier dans la Ville de Kostroma, le Monastère d'Ipatiev. Sa construction commença en 1330. C'est un monastère qui revêt une grande importance pour l'histoire de la Russie ; bien d'autres monastères d'ailleurs sont importants du point de vue historique, car la vie quotidienne, l'administration de la chose publique ont toujours tiré leurs motivations et leurs idées de la vie religieuse.

Dans le Monastère d'Ipatiev, le Prince Vassili se réconcilia avec son cousin Vassili Cosoy. On découvrit dans ce lieu de culte, devenu aussi un point de référence pour la culture et l'enseignement, d'importantes Chroniques relatives au XIVème siècle, et également d'autres Chroniques plus anciennes. Ces Chroniques sont appelées Code Ipatien et représentent une source importante d'informations historiques.

Plusieurs fois, au cours des siècles, le Code Ipatien se perdit. En 1617, il fut redécouvert en Ukraine et fut recopié par des moines de Kiev en 1621. Probablement le code fut rédigé à la fin du XIIIème siècle et renferme de précieuses informations remontant au XIIème siècle. Le Code disparut à nouveau et heureusement fut retrouvé au XVIIIème siècle par l'historien russe Nikolaï Karamzine précisément dans le Monastère Ipatiev à Kostroma.

À partir de 1810, on décida de conserver ce genre de documents d'inestimable valeur dans la Bibliothèque Nationale Russe de Saint Petersbourg. La Bibliothèque fut fondée par Catherine II et contenait beaucoup de livres que la tzarine avait donnés. La Bibliothèque personnelle de Voltaire, entre autres, a une valeur particulière. Pendant la période de domination soviétique en Russie, la Bibliothèque fut préservée de toute tentative de pillage et de destruction. En 1992, la Bibliothèque est redevenue propriété de la Nation Russe. Ces informations utiles sont associées à la vie du Monastère, étant donné que le Monastère Ipatiev est profondément lié à l'Histoire de la Sainte Russie. Comme nous l'avons dit plusieurs fois dans cet article, la Russie a été l'un des rares Pays au monde, dans lequel, dès ses origines, la société, la vie politique, la religion ont coexisté en harmonie, pour une nécessité profonde d'authentique spiritualité, plus que par intérêt. Pendant la période agitée, qui comprend les années qui vont de la mort du dernier tsar de la dynastie Rurik, Fédor Ivanovitch, 1598, à l'avènement du premier tsar de la dynastie Romanov, 1613, le Monastère fut occupé par les défenseurs de l'un des nombreux imposteurs de l'époque, connu comme le faux Dimitri II. Pendant cette période la Russie fut envahie par les armées Polaco-lituaniennes et tant d'autres imposteurs, non seulement le faux Dimitri, tentèrent d'arriver au pouvoir. Le personnage de Boris Godounov se situe dans ces années de troubles.

Boris était le beau-frère de Féodor Ivanovitch. La régence, à cause des problèmes de santé de Féodor, et le règne de Boris Godunov, après la mort de Féodor, ne furent jamais totalement acceptés par l'Assemblée des boyards, des marchands, des religieux. Cette assemblée, appelée Zemsky Sobor, était une grande assemblée nationale. En mars 1613,

et plus précisément le 14 mars, l'assemblée annonça la proclamation du nouveau tsar : Michel Romanov. Au moment où l'Assemblée l'avait choisi pour gouverner la Russie, Michel se trouvait avec sa mère Marta dans le Monastère d'Ipatiev. Comme Michel était très jeune, sa mère refusa la nomination, car elle retenait que son fils était trop inexpérimenté pour une telle charge. Les Boyards confirmèrent leur choix, opposant au refus leur conviction : continuer à refuser aurait porté la Russie à la destruction et toute la famille de Michel aurait été responsable

devant Dieu du refus de la charge. Il faut rappeler que pendant la période de troubles, la population de la Russie fut décimée, à cause de mutations climatiques inopinées, dues à l'éruption d'un volcan au Pérou. Michel et sa mère acceptèrent. À cause de l'extrême pauvreté dans laquelle se trouvait le Pays, Michel attendit de nombreuses semaines, dans le Monastère de Troitsa, afin que l'on puisse trouver à Moscou un lieu pour l'accueillir lui et sa famille. Proclamé tsar par l'Assemblée populaire le 24 mars 1613, Michel fut couronné le 22 juillet de la même année dans la

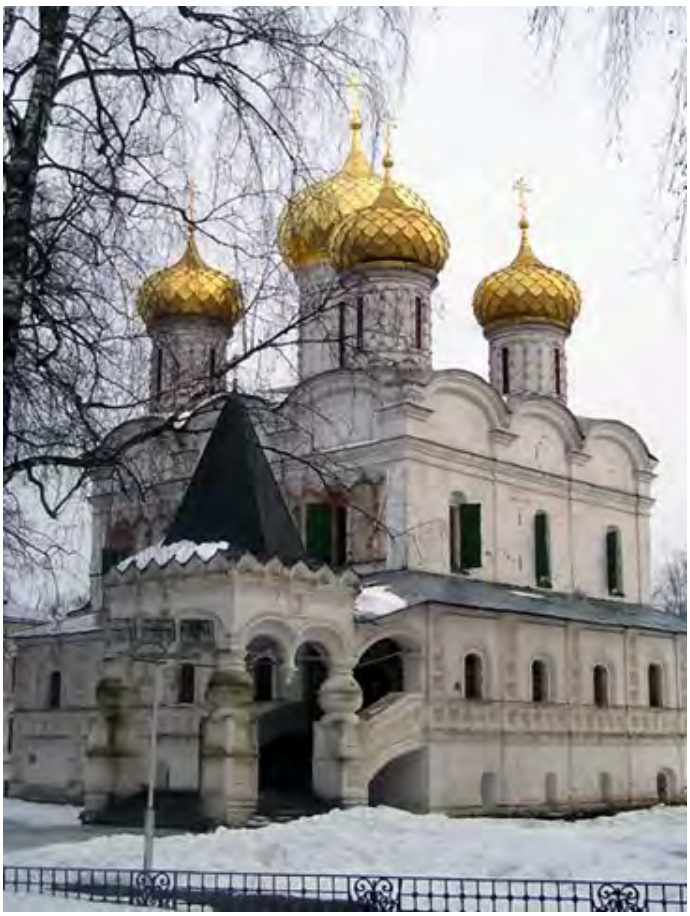
La foule, massée devant le monastère Ipatiev, implore la mère de Michel Romanov de le laisser partir pour Moscou, pour devenir tsar

Cathédrale de la Sainte Dormition. Il est important de souligner que le jour du couronnement dans la cathédrale, il y avait le peuple russe. Michel portait un habit rouge pourpre. La couronne, symbole de service en regard du peuple, lui fit mise sur la tête par le Métropolite Éphraïm.

Dans ses mains, le spectre et le globe. Michel se recueillit en prière devant l'autel et parla avec les gens des graves problèmes qui affligeaient le pays. Il fut oint par le Métropolite et accepta le Sacrement du Corps et du Sang du Christ. Éphraïm lui rappela ses devoirs : protéger le Pays et l'Église Orthodoxe. Michel lut une prière pour le peuple russe et une autre pour lui et sa famille. Il faut réfléchir sur ces mots que souvent les historiens utilisent : « La cérémonie prit fin et commença son règne ».

Cette phrase nous transmet toute la simplicité et l'authenticité de la cérémonie du couronnement et c'est le programme de la famille Romanov : peu d'évènements de palais et beaucoup de travail au service du Pays. Les palais et les fastes qui par la suite entourèrent les Romanov sont en grande partie diplomatiques, une adaptation aux cours européennes qui les définissaient comme des « sauvages et des bûcherons ». Pierre Ier, qui fit construire tant de magnifiques palais et fonda la ville de Saint Pétersbourg, se rendit en Hollande pour apprendre le métier de charpentier et souvent travailla come tel avec les autres ouvriers. Nous trouvons un grand nombre de Saints chez les Romanov, certains d'entre eux ont même été reconnus par l'Église catholique. Alexandre Ier, qui a le mérite d'avoir arrêté la fureur napoléonienne, passa les dernières années de sa vie comme pèlerin errant. Rappelons que c'est Alexandre Ier, qui eut l'idée de la Sainte Alliance. Dans un monde aussi matérialiste comme celui d'aujourd'hui, le mot « Saint » pourrait gêner beaucoup de gens. Si on lit le document qu'écrivit Alexandre Ier et qu'on l'analyse sans idées préconçues, on se rend compte combien ce fut la proposition la plus sensée pour une Europe unie et pour un monde meilleur.

Le premier tsar Romanov fut béni par sa mère Marta avec l'Icône « Notre Dame de Saint Théodore ». Le vrai nom de Marta était Ksenija Ivanovna Sestova ; elle fut obligée de changer de nom pendant la période des troubles. Boris Godounov voulait réprimer tous les Romanov : Marta fut contrainte aussi à prendre le voile. Le père de Michel était le fils du boyard Nikita Romanovic Zacharyn-Juriev, à son tour fils de Roman Jurievic, fondateur de la dynastie des Romanov. Fédor Nikitic, ainsi que sa femme Ksenja, fut contrainte par Boris Godounov à se retirer dans un couvent. Fédor prit le nom de Filarete et entra au



Monastère d'Antoniev. Filarete fut outragé et insulté, En 1605, le faux Dimitri Ier renversa les Godounov et nomma Filarete Métropolite de Rostov. Le Faux Dimitri II le proclama Patriarche de toute la Russie.
De 1610 à 1618, il fut prisonnier du Roi polonais Sigismond Vasa. Il fut libéré le 13 février 1619, à la suite de la paix de Deulino. Il devint Patriarche canoniquement intronisé le 2 juin 1619. De 1619 à 1633, année de sa mort, il fut le meilleur conseiller de son fils, devenu tsar. Toutes ces informations sont utiles pour nous faire comprendre comment le début du règne des Romanov fut caractérisé par l'unité du peuple, de l'Église et des gouvernants.
Le Monastère Ipatiev représente cette unité.
Nous avons pris en considération jusqu'ici le Monastère du point de vue historique et politique. Dans ce contexte le terme « politique » prend tout son sens : grand esprit de service des gouvernants envers la population.
Analysons le Monastère maintenant du point de vue architectonique et artistique. Le lieu sacré a une magnifique entrée principale sur la rive du fleuve. Les appartements privés où avaient vécu les premiers Romanov furent restaurés par Alexandre II.
Il fut préservé des usurpateurs bolcheviques et dans les années 90, les autorités russes, comme ils l'ont déjà fait avec les autres Monastères, l'ont restitué aux autorités de l'Église Orthodoxe. Les cinq coupoles dorées de la Cathédrale de la très Sainte Trinité enrichissent le complexe monastique.
La Cathédrale avait été construite à l'origine en pierre avec l'aide de Godounov. Vers la moitié du XVIIème siècle la Cathédrale fut détruite par une explosion due à de la poudre à canon. L'Église fut reconstruite en 1652, À l'extérieur on peut observer certains détails architectoniques et décoratifs exceptionnels : la majestueuse entrée principale, les décorations en terre cuite des fenêtres, les arcades aveugles le long des murs.
Une petite Église fut détruite pendant la domination soviétique et il y a actuellement des projets pour la reconstruire et la consacrer aux Saints Martyrs de la famille Romanov.
Dès 1958, à l'intérieur du Monastère Ipatiev, a été créé un Musée tout à fait unique, à ciel ouvert, relatif

à la typique architecture russe en bois. Le Musée existe encore dans une zone adjacente au Monastère. Il a été ultérieurement enrichi avec des pièces de grande valeur. C'est un Musée-symbole de l'identité russe.

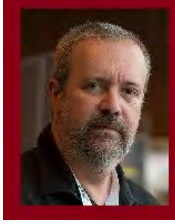
À l'intérieur, la Cathédrale est un vrai joyau de la peinture. Chaque colonne, chaque mur, les plafonds, tout est couvert de très belles fresques, œuvres de Guri Nikita et Sila Sarin. Les fresques sont exécutées dans la plus haute tradition de l'antique art russe. Elles unissent l'esprit épique à une profonde interprétation des récits bibliques.

Sur les murs nous trouvons l'inscription des maîtres qui décorèrent les intérieurs : « Nous avons exécuté ces fresques pour la jouissance spirituelle de tous les peuples de tous les temps ».

D.A.R.

Extrait de livre « Monastères Russes et Saints Romanov » écrit par Daniela Asaro Romanoff

Svetlana Sintseva et la peinture baroque contemporaine



Jean-Louis ETIENNE
Auteur et libraire

Fin juillet de cette année, Svetlana Vladimirovna Sintseva (Spassk-Dalni[1], 17 mars 1975) était conviée à New-York, à la prestigieuse galerie Agora[2], elle a reçu le Prix de l' « Atim's Top 60 Masters 2018 », qui la classe parmi les soixante meilleurs artistes contemporains. Depuis sa plus tendre enfance, elle s'intéresse à l'art, à la peinture en particulier. Cette passion dévorante et un talent exceptionnel ont contribué à lui assurer l'adhésion sans faille du public et les honneurs de la critique.

Elle a peu connu sa ville natale : à l'âge de trois ans, elle déménage avec sa famille à Penza, une ville de 500.000 habitants située à 600 km au sud-est de Moscou. Elle y suit des cours à l'Académie Savitsky des Beaux-Arts (Художетвеная Школа имени Савицково)[3] de la ville de 1985 à 1990 et par la suite, elle fait de brillantes études à l'école d'architecture (Ментсенский Архитектурни-Строителной Колеж) de 1990 à 1994. Elle participe à de nombreux concours artistiques et y remporte régulièrement des prix.

Elle y poursuit ses études à l'Université jusqu'en 1997 (Ментсенский Архитектурни-Строителной Университет) et fut l'élève d'Alfred Oja[4]. Elle s'installe en Belgique avec sa famille en 1997, dans la région d'Ypres[5]. Elle continue à développer son talent, améliore sa technique en visitant avec enthousiasme les musées, expositions et galeries d'art. Ses découvertes picturales lui permettent de développer son style propre.

En 2009, elle monte une exposition personnelle à la galerie d'art « Esschius » à Diest[6]. Elle y rencontre le peintre Hans Laaglaand[7], artiste baroque de renommée mondiale. Elle a poursuivi sa formation à l'Académie qu'il a fondée (Hans Laaglaand Masterclass), entre 2010 et 2012 où s'est montrée une élève particulièrement talentueuse. Enfin de 2015 à 2017, elle étudie la restauration de tableaux à l'Académie des Beaux-Arts d'Anderlecht (Bruxelles). D'autres expositions personnelles[8] suivront, entre

autre au Centre culturel et scientifique de Russie en juillet 2014.

Les sources d'inspiration de Svetlana V. Sintseva s'étendent de l'Atlantique à l'Extrême-Orient. Cette variété d'influences, soigneusement dosées au gré de son imagination donne un cachet particulier à ses toiles. Elles sont reconnaissables entre mille, attirent immanquablement la curiosité du spectateur, fascinent par le jeu enchanteur d'ombre et de lumières (qui n'est pas sans rappeler Rembrandt ou, plus encore, Rubens).

Le réalisme de ses œuvres est également à souligner : le spectateur d'une de ses natures mortes représentant une coupe de fruits aurait presque envie de tendre la main pour en saisir un… si ce n'est qu'il en serait dissuadé par la présence incongrue d'un petit iguane dans le coin inférieur droit du tableau, le petit saurien convoitant également la coupe de fruits (« Les Grenades »)[9].

Svetlana V. Sintseva est principalement attirée par les natures mortes, les portraits et – dans une moindre mesure – par les paysages. Ses toiles baignent dans une atmosphère de douce nostalgie où des objets précieux sont disposés avec soin sur des nappes dont la couleur dominante est le rouge :

« couleur des conquérants, des vainqueurs, des personnes opiniâtres auxquels il vaut mieux ne pas tenter de barrer le chemin », aime-t-elle préciser. Dans ces tableaux, on trouve des colliers de perles s'échappant d'une boîte à bijoux richement décorée (« Boîte à bijoux »), des statuettes en jade (« La Lanterne et l'éléphant »), des éventails en ivoire et des poupées en porcelaine richement vêtues (« Les Poupées à l'ombrelle »), un chérubin doré posé sur des nappes rappelant les châles d'Orenbourg (« l'Ange »). On pourrait se croire chez un antiquaire des quartiers huppés ou dans la maison d'une vieille famille aisée, dans laquelle chaque objet a son histoire à raconter.

En matière de portraits, il s'agit d'une affaire de famille ! Les modèles de Svetlana sont entre autre son fils Viktor et sa fille Nadia. La première pose avec son petit chien, engin intergalactique « vintage » à la main (« Victor et le chien »), ou se balance sur un antique cheval à bascule avec, à ses pieds, une marionnette en bois délaissée au profit de son fier destrier... (« Victor »), mais, ajoutant une touche de modernité, l'artiste le représente absorbé par son IPhone. Notons aussi le portrait de sa fille, plongée dans ses pensées et baignant dans une lumière envoûtante (« Nadia »).

Svetlana a également réalisé des portraits de jeunes femmes, à la beauté quasi-surnaturelle et un saisissant autoportrait la représentant pinceau à la main, en train de peindre son reflet dans le miroir (« Autoportrait à la robe bleue »).
Chose surprenante, l'artiste travaille rarement sur base de photographies : la plupart de ses peintures sont réalisées au gré de ses souvenirs et de son imagination. Une de ses œuvres les plus récentes, une marine aux vagues écumantes, au ciel lourd de menace a été peinte dans son atelier. Pour elle, une photo ne représente pas la réalité, mais la capture d'un instant. Pour les portraits, elle évite les longues séances de pose, inconfortables pour le modèle.

D'autre part, celui-ci posant, il risque de perdre sa spontanéité et de donner une image tronquée de lui.

Une des principales motivations de Svetlana V. Sintseva dans l'exercice de son art est de faire passer des émotions, souvent d'une façon allégorique. Ainsi un bouquet de fleurs est posé sur une table. Le seul bouton de fleur a été coupé et la paire de ciseaux est posée à côté. Derrière l'apparente banalité de cette nature morte se cache un moment difficile dans la vie d'une mère : le départ de sa fille du cocon familial. Aussi deux portraits féminins : une farouche guerrière, sortie tout droit d'un conte des « Mille et une nuits » semble regarder le spectateur tout en dégainant un cimeterre (« La Guerrière ») ; ou alors « La Femme au masque », face à un miroir mural et qui a jeté son miroir à main au sol. Dans la première, Svetlana fait passer sa frustration d'être immobilisée par un plâtre suite à une fracture. L'autre symbolise le mélange d'admiration et de répulsion que peut susciter notre reflet.

Depuis 2012, de nombreuses expositions collectives la font connaître d'un public avisé : en Flandre Diest, Gand, Courtrai), aux Pays-Bas (Amsterdam, Haarlem, Rotterdam, Terneuzen) mais également bien au-delà : Rome, New-York City ou à la Tokyo International Art Fair en 2016.

2018 est l'année de la consécration pour l'artiste : Elle reçoit l'« Atim's Top 60 Masters of Contemporary Art » (Galerie Agora, en collaboration avec le Museum of Contemporary Art of New-York), mais aussi le « Prix International Jules César, Empereur des arts » à Rome, le « Prix International Raphaël » à Bologne, le Prix international « Hommage à Le

Titien » à Venise et le Prix International « Léonard de Vinci » à Florence.
Depuis un demi-siècle, le règne de la médiocrité s'impose en Europe occidentale, et ce dans tous les domaines : dans celui de l'Art, quand un abruti lance un pot de peinture sur une toile et que les critiques crient au chef d'œuvre ; dans celui de la musique, quand des délinquants notoires crachent leur rap haineux ; dans celui de la politique, où le seul souci des élus est de conserver leur poste. Dans celui des mœurs, où tout est permis, et même encouragé au nom de la tolérance.
Remercions ici Svetlana Vladimirovna : son œuvre nous rassure en nous prouvant que la médiocrité, la mesquinerie et la laideur n'ont pas gagné leur combat contre le talent, l'effort et la beauté.

J-L. E.

Notes :

[1] Ville de 40.000 habitants située à 180 km de Vladivostok. Elle est desservie par le Transsibérien.

[2] Fondée en 1984, la galerie Agora est une galerie d'art contemporain dédiée à la promotion d'artistes pouvant intéresser le marché de l'art New Yorkais. Elle possède un site de vente d'œuvres d'art (www.ARTmine.com) et édite un magazine d'art bi-annuel (www.ARTisSpectrum.com)
[3] L'Académie des Beaux-Arts de Penza a été fondée en 1898 par le gouverneur de la ville, N. Seliverstov et son ami P. Semenov-Tanshanski. Le premier directeur – et le plus célèbre – est Konstantin Savitsky qui lui a donné son nom.

[4] Alfred Alfredovitch Oja (1924-2000) était un peintre russo-estonien. En 1939, il a commencé à étudier à l'école d'art de Penza, études interrompues par la Grande Guerre Patriotique durant laquelle il fut sérieusement blessé lors des combats. Après une longue convalescence, il reprend ses études en 1946. Il a étudié également l'art dramatique et est devenu illustrateur, graphiste, sculpteur et créateur de mosaïques. Sa première exposition date de 1957. L'année suivante, Il a remporté la médaille d'argent à l'Exposition Universelle de Bruxelles. Il a terminé sa carrière en tant que professeur d'art à Penza. Ses œuvres sont exposées dans les musées de nombreux pays. Son art monumental patriotique est visible à Penza.

[5] Ypres (Ieper en néerlandais): ville de la province de Flandre occidentale. Elle fut le théâtre de terribles combats durant la Première Guerre mondiale, de bâtiments historiques ont été reconstruits à l'identique. Connue également pour la traditionnelle « Fête des chats » (Kattenfeest).

[6] Diest: Ville de la province du Brabant flamand (24.000 habitants) qui fut un des fiefs de la dynastie d'Orange.

[7] Hans Laaglaand (1965). Fils du peintre Ludo Laagland (1923-2006), fondateur de l'Académie qui porte son nom. Peintre autodidacte et précoce (peinture à l'huile à l'âge de dix ans). Restaurateur de tableaux au Rijksmuseum d'Amsterdam. Connu pour ses natures mortes baroques, il est également portraitiste.

[8] Pour plus de renseignement sur la carrière de l'artiste : https://www.sintseva-art.com/about

[9] Ces huiles sur toile sont visibles sur le site de l'artiste : https://www.sintseva-art.com/

À consulter :

Site de l'artiste : https://www.sintseva-art.com/
Facebook : Svetlana Sintseva
Instagram : sintsevaart
Youtube : « Spotlight on Agora Artist: Svetlana Sintseva »

De la violence biblique et romaine à la violence ordinaire d'aujourd'hui, en passant par la Terreur révolutionnaire.

Thierry GUINHUT
Ecrivain, critique d'art et de littérature.

Dans la nature, la lutte pour la vie est tissée de mille prédations. Et contrairement au mythe du bon sauvage, les populations primitives étaient capables de s'entretuer au point d'éliminer jusqu'à soixante pour cent de leurs populations aux cours de fières guerres tribales récurrentes. La religion monothéiste peut alors passer pour une fondation idéologique de la violence, telle que pointée par Jan Assmann, quoique, sans la béquille de la religion, la République romaine soit coutumière des massacres, comme le rapporte Nathalie Barrandon. L'Histoire s'est hélas chargée du modèle de la Terreur révolutionnaire pour ne pas nous abandonner à l'absence de leçons et d'avertissements. Ce pourquoi, outre son *Anatomie*, avec Timothy Tackett, il faudra interroger ses « vérités et légendes » selon Jean-Clément Martin, pour comprendre comment l'on devient terroriste en 1793. Il n'est évidemment pas certain que dans le monde policé de la civilisation d'aujourd'hui nous soyons indemnes de la violence. Qu'elle soit quotidienne, morale ou physique, symbolique ou létale, capitaliste ou terroriste, il importe cependant de distinguer ce qui est tolérable et ce qui ne l'est pas. Et d'interroger avec François Cusset une « logique nouvelle », prétend-il, celle du *Déchaînement du monde*. Est-ce déjà celle de la Terreur, qu'il s'agisse de terrorisme individuel, idéologique ou théocratique ?

Depuis les rituels d'anéantissement de l'ennemi en ancienne Égypte, et bien que les polythéismes ne les méconnaissent pas, le monothéisme est d'abord une « religion radicale » qui parle « le langage de la violence », nous explique Jan Assmann, dans *Le*

Monothéisme et le langage de la violence. Ce « puritanisme radical » nait dans le Bible hébraïque, quoique bien entendu l'essayiste « n'affirme pas, comme on [lui a] attribué régulièrement, que le monothéisme a introduit la violence et la haine dans un monde jusqu'alors pacifique ». Et malgré le Dieu jaloux, vengeur, « la violence est une question de pouvoir, pas de croyance et de vérité ». Aussi faut-il considérer avec notre essayiste : « La dynamique sémantique que contiennent les textes sacrés des religions monothéistes sert d'explosif non dans les mains des croyants, mais dans celles des fondamentalistes qui sont à la recherche du pouvoir et se servent de la violence religieuse pour entraîner les masses ». Sauf qu'il a des textes religieux plus uniment violents que d'autres. Jan Assmann note d'ailleurs à cet égard, et avec justesse, que « la Bible hébraïque avec sa polyphonie » incarne un pluralisme…

S'appuyant avec précision sur le texte biblique, Jan Assmann offre un essai clair et documenté : il ne s'agit pas pour lui de dédouaner la volonté hégémonique du religieux, qui va jusqu'au massacre ordonné par Moïse, et qui tua trois mille hommes coupables d'avoir adoré le veau d'or, donc une idole.

Comme dans le Deutéronome, il faut tuer son frère s'il veut « servir d'autres dieux », donc lorsqu'ils sont en état d'apostasie. Injonction que l'on retrouve d'ailleurs dans d'anciens textes politiques assyriens.

Reste à discuter le concept de « religion radicale » appliqué à la Bible. Si le monothéisme n'est par définition guère ouvert à la concurrence des autres religions, qu'elles soient polythéistes ou autrement monothéistes, celui de Moïse n'est radical que pour son propre peuple et contre ceux qui s'aventurent à se faire leurs ennemis.

Et encore, à l'exception des anciens Zélotes, il a su évoluer : il n'est en rien prosélyte, de plus il s'ouvre au pardon.

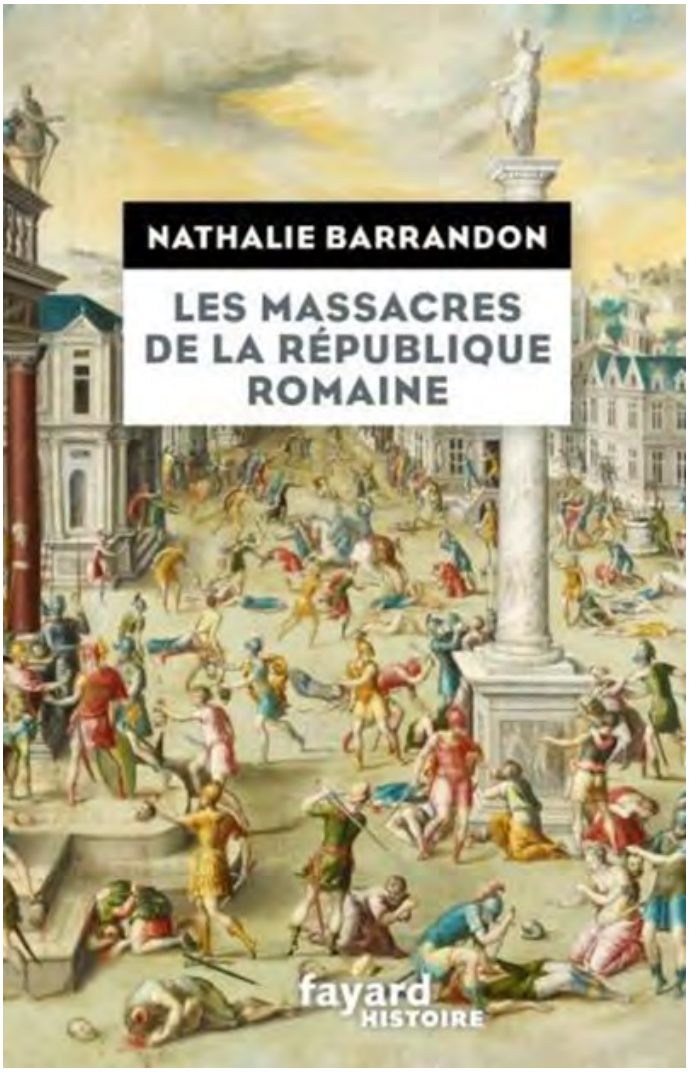
Et si le Christianisme se veut universellement prosélyte, sa radicalité ne s'étend absolument pas, si l'on suit le message du Christ, jusqu'à ordonner le meurtre d'autrui en religion, puisqu'il prône l'amour et le pardon. De plus Jan Assmann rapporte le propos de Benoit XVI : « Le christianisme, à la différence d'autres grandes religions n'avait jamais imposé à l'État un droit révélé ». À cet égard ne peut-on considérer que la seule religion radicale qui soit ait pour nom l'Islam, toujours innervée par le Jihad, sa guerre sainte[1] ? Or l'essayiste souhaitant voir la religion comme « seul moyen donné aux hommes pour endiguer la violence », il apparait clairement que des éthiques religieuses soient radicalement antagonistes.

Exclusivement politique, « l'atavisme de la violence romaine » remonte au meurtre fondateur de Rémus par Romulus, comme le fut celui de Caïn par Abel. Nathalie Barrandon dresse un tableau des *Massacres de la République romaine* terriblement édifiant.

Entre la guerre des Gaules, la destruction de Carthage et les guerres civiles abonde le « meurtre

en grand nombre de personnes sans défense ». Prendre une ville, se venger d'un adversaire, propager la terreur suffisent pour passer une population au fil de l'épée. Au point que l'historienne ose employer le terme « génocide », quoiqu'anachronique. Mais il s'agit bien de « nettoyage ethnique ».

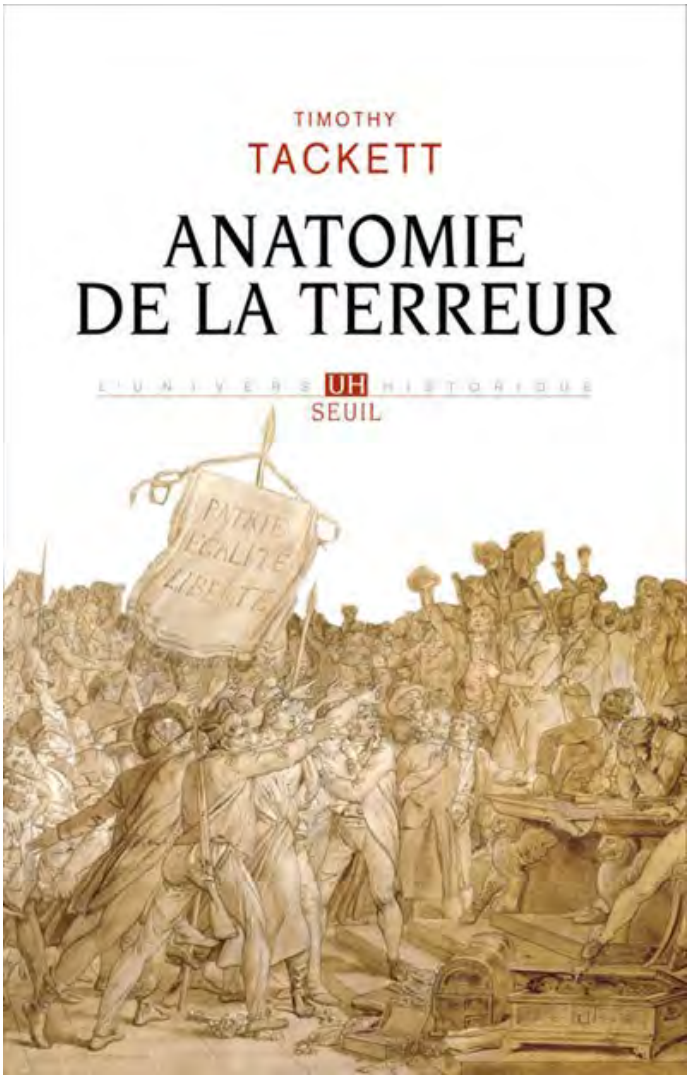
Il n'est alors pas question de culpabilité, mais de fierté du vainqueur, du « primat de la victoire », entre le III° et le I° siècle avant Jésus Christ, période où Nathalie Barrandon répertorie « une cinquantaine de tueries ». Ainsi, dans la foulée du fameux « Delenda est Carthago » de Caton l'Ancien, se fonde la légitimité de la figure du tyran, bientôt cependant digne d'être éradiqué s'il s'attaque aux Romains eux-mêmes.



« On glisse sur les dalles rougies par le carnage », dit Lucain, ce qui n'est qu'un prélude au pillage et à l'esclavage. Exhibé, le massacre, parfois cantonné à « l'exécution de élites », doit « être édifiant pour servir d'exemple ». De fait, au contraire de la nôtre, « les sociétés antiques n'étaient pas victimaires ». Et si les massacres ne cessèrent pas pour autant, la fin de la République et l'Empire virent apparaître, en particulier avec Sénèque, le concept de clémence.

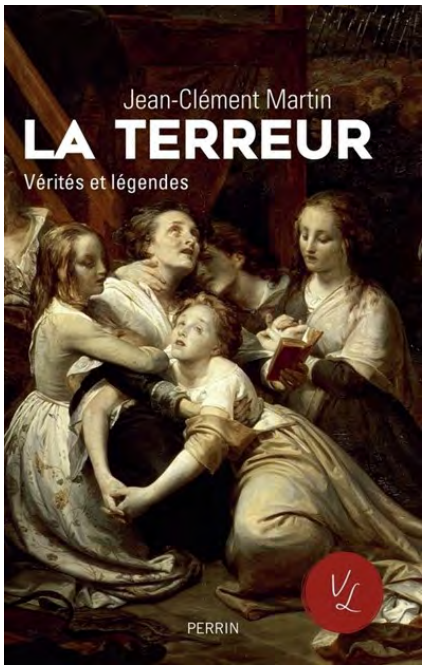
L'ouvrage de Nathalie Barrandon, incroyablement documenté, s'appuie sur les historiens romains, Polybe, César, Tite-Live, les poètes, voire sur l'archéologie. Si l'on pense à la grotesque et vulgaire antiphrase « C'est une tuerie », qui se veut aujourd'hui élogieuse, il faut sans nul doute l'appliquer à son livre, qui parcourt l'Histoire ancienne selon une perspective inédite autant que bienvenue

Laïque est la Terreur révolutionnaire, dont le modèle d'ailleurs inspira Lénine[2]. Deux livres tout à fait complémentaires paraissent, détaillant le processus, divulguant « l'anatomie » du monstre historique, pour Timothy Tackett, qui se livre à un récit chronologique fort précis, et en rétablissent ses « vérités et



légendes », sous la plume de Jean-Clément Martin.
Incompréhensible parait la distorsion entre l'idéal de liberté de 1789, son parlementarisme, sa séparation des pouvoirs, et la Terreur. Comment a-t-on pu en arriver là ? se demande Timothy Tackett : « Pourquoi une partie significative des élites révolutionnaires, qui venaient de proclamer l'avènement de la tolérance, de l'égalité devant la justice et des droits de l'homme, avaient-elles adopté une culture politique marquée par la violence d'État ? » Les Montagnards et au premier chef Robespierre furent des forcenés de la guillotine et de la fusillade envers les aristocrates et les ecclésiastiques rebelles, envers les soulèvements paysans de l'ouest de et Vendée ; d'où « la barbarie de la guerre civile ».
Si l'on admet que « nombre d'exécutions sous la Républiques ont été liées à la guerre civile et aux insurrections contre l'État […] on ne pouvait justifier le grand nombre de têtes innocentes [...] sans l'ombre d'un procès équitable », argue l'historien. L'enthousiasme révolutionnaire était tel que l'intolérance lui devint vite constitutif ; et même si « il n'y eut jamais de plan systématique », la Terreur était implicite. Les prisons regorgeant de « contre-révolutionnaires », un certain Sylvain Godet écrit : « Nous devons être barbares pour le bien de l'humanité, et couper un bras pour sauver le corps », argumentaire repris par les terreurs ultérieures de l'Histoire. Est-ce à dire que la volonté de terreur est explicite ? De plus, Timothy Tackett montre combien « la foule », « le peuple », n'a pas hésité à courir sus aux détenus, massacrer une pléthore de prisonniers, et raccourcir bourgeois et aristocrates, ou prétendus tels. La haine du riche et la tyrannie de l'égalité qui animent les « sans culottes » préfigurent alors Marx et Lénine. En ce marasme, les femmes ne sont pas moins enragées, il est vrai excédées par le coût excessif du pain et autres denrées nécessaires. Quand toutes les hiérarchies sont remises en cause, quand l'État se disloque et perd sa légitimité traditionnelle, démagogues et populaces s'affrontent et s'allient en frappant les boucs émissaires du désordre. Conspirations, trahisons, peurs, factions, tyrannie de la vertu révolutionnaire, tout conspire à la Terreur de 1793 et 1794, jusqu'à ses dernières métastases vengeresses en 1795. Dans le vide du pouvoir de la plupart des révolutions s'engouffrent des dérives imprévues et sanglantes. Rien là de cohérent avec les Lumières, dont la Terreur n'est en rien la conséquence.
« Vérités et légendes », date de naissance et ordre du jour controversés, tout ce qui fait de la Terreur un

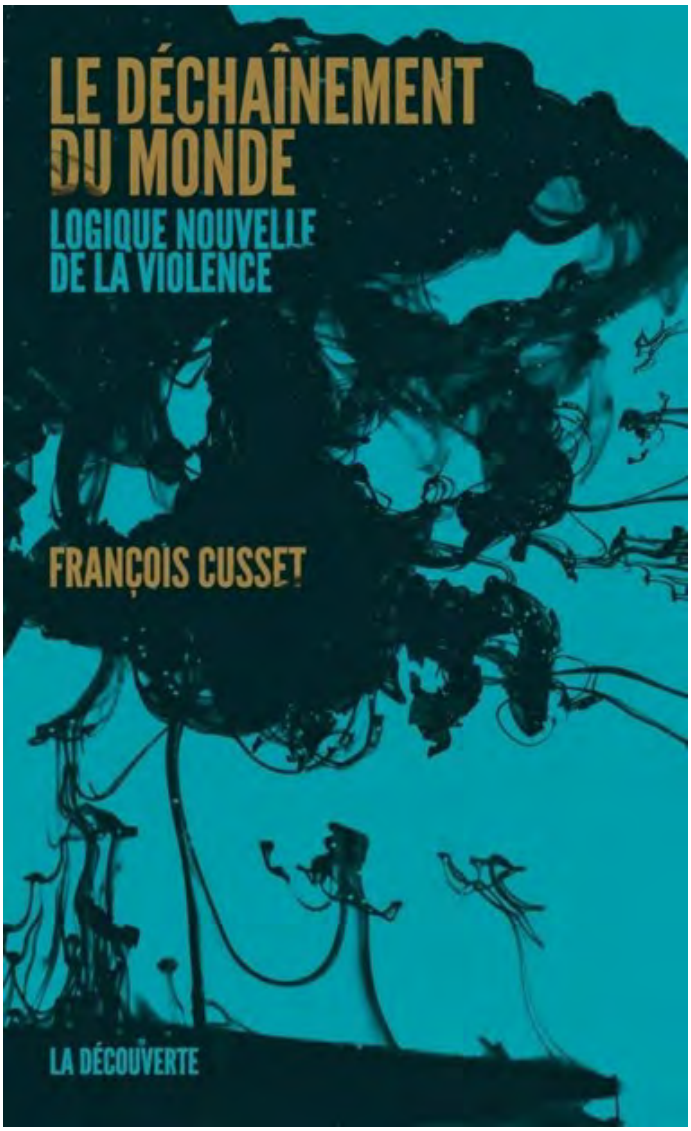
mythe, un objet de fantasmes, une bataille d'historiens, est mis à plat dans l'ouvrage de Jean-Clément Martin, qui procède de manière thématique, et avec prudence.



Combien sont les victimes de la Terreur ? Parmi la récurrente querelle des chiffres, Jean-Clément Martin les estime ainsi : « entre 500 000 et 600 000 pertes civiles et militaires ». Parler de « Terreur blanche » est en contrepartie un mythe, même si des royalistes en représailles ont joué les « égorgeurs ». Cependant, peu après, Napoléon, ce « Robespierre à cheval », selon Madame de Staël, mena « une Terreur qui ne dit pas son nom ». En outre, selon Jean-Clément Martin, il est excessif de faire de l'objet de son étude « la préfiguration des totalitarismes ». En effet les génocides nazis et communistes étaient programmés, alors que seuls les concours de circonstances, l'impéritie de l'armée républicaine et la rage des révolutionnaires réagissant aux événements sont à l'origine de massacres qui auraient dépassés leurs instigateurs, même si Robespierre et ses comparses furent particulièrement vindicatifs…

N'oublions pas le terme de génocide appliqué à la Vendée et ses 200 000 morts. « La répression, efficace ailleurs, échoue ici » ; ce pourquoi les insurgés ont d'abord l'avantage et sont cependant écrasés. « C'est moins de la Terreur comme institution inexistante que la Vendée a été victime que du vide d'autorité. Inutile de chercher une volonté génocidaire là où les crimes de guerre ont été permis par l'absence de pouvoir ». De là en effet à établir une volonté d'ethnocide il y a loin, même si les prisonniers sont exécutés par milliers, et malgré la déclaration de Barère, le 1er août 1793 : « Plus de Vendée, plus de royauté, plus de Vendée, plus d'aristocratie, plus de Vendée et les ennemis de la République ont disparus ». On entend là un écho du

« Delenda est Carthago » de la République romaine.
En notre XXI° siècle menaçant, la rubrique faits divers et terrorisme ordinaire est nourrie de jour en jour d'une pléthore de violences : viols et assassinats d'enfants, violences policières et anti-policières, vandalismes de rue. Terrorismes enfin qui sont des échos du VII° siècle de la péninsule arabique d'une part, et de la révolution d'octobre 1917 d'autre part. En un cocktail de violences, dont le shaker remue dangereusement, des groupuscules, des communautés se jettent les uns contre les autres. Sans parler de la délinquance et de la criminalité courantes, d'anciennes et de nouvelles causes deviennent acharnées : syndicalistes contre patrons et gouvernants, vegans contre bouchers dont ils détruisent les vitrines, banques vandalisées par des anarchistes, locaux de partis politiques saccagés par des antifascistes, tous usant de méthodes miliciennes et fascistes. Sans omettre le sexe, le couteau, le bâillon, le voile et la bombe de la charia et du djihad, violence morale et terroriste…
François Cusset pourrait réunir tous les éléments nécessaires pour produire un bon livre sur ce contemporain. Hélas son *Déchaînement du monde* est vicié dès les premières lignes par une cécité idéologique de l'œil gauche. Ses exemples proviennent presque tous de la doxa polémique anti-nationaliste, anticapitaliste et tiersmondiste : « manifestation du parti nationaliste » et « coups de couteau », licenciement par les « ressources humaines ». « immigrée clandestine » assujettie au chantage sexuel… Non que ces occurrences soient impossibles bien sûr, mais quid des manifestations d'extrême-gauche qui sont plus nombreuses et plus vandales, des grèves syndicales qui empêchent d'accéder à une embauche ou une salle de concours, des agressions sexuelles par centaines commises par des migrants à Cologne, ce que l'essayiste nie catégoriquement, en un négationnisme outrageux.
Brûler des voitures est « vu dorénavant comme le parangon de l'acte violent ». Or « si on peut le voir ainsi, c'est que ne sont plus pensables comme tels (violents et nihilistes) ni la vitesse du véhicule, ni la puissance de sa mécanique, ni ses effets sur l'environnement, ni l'embouteillage matinal, ni leur impact, à tous, sur l'état psychique du conducteur. Ni la relégation sociale incitant à brûler ce symbole par excellence de la richesse de l'inégalité ». La rhétorique équivaut au pousse au crime !
Un autre exemple, parmi tant d'autres : « la violence systémique de la consommation passait par des objets, désirés et fétichisés ; la contre-violence des insurrections nouvelles fait aussi usage d'objets » : « marteau, pour détruire les claviers des distributeurs de billets de banque », « meuleuse d'angle pour saboter les chaines des engins de chantier » de lignes à haute tension et de TGV… Sauf que l'on est libre de s'abstraire de la plus grande part de la consommation qui n'a rien d'obligatoire, alors que l'on retire à autrui la possibilité de consommer et de construire. Ces lignes électriques et ferroviaires ne sont pas celles des goulags, que l'on sache, si discutables soient-elles…



On appréciera une fois de plus la confusion généralisée, en cette abjecte comparaison entre l'abattage d'animaux (certes discutable et

amendable) et la shoah : « On ne voit plus grand monde frapper un chien public, ou pratiquer la chasse en toute saison ; on parque et on abat industriellement pour l'alimentation humaine 140 milliards d'animaux par an.

En d'autres termes, de Hiroshima à Alep, et de la vague brune des années 1930 à la poussée populiste des années 2010, il importe moins de comparer, ni de quantifier, que de comprendre les nouvelles logiques de l'effraction : « la violence à moins reculé que changé de formes ».

La confusion règne entre les violences physiques et celles psychiques. Quant à ces dernières, l'on reconnait aujourd'hui le harcèlement moral par exemple. Est-ce à dire qu'il s'agit d'une « nouvelle logique de la violence », pour reprendre le sous-titre de François Cusset ? Il n'est pas douteux qu'elles existaient autrefois ; rien de nouveau sous le soleil (hors l'utilisation du cyberharcèlement, technologies exigent) mais elles n'étaient guère reconnues, voire pas du tout. Cette « nouvelle logique » est plutôt celle du brouillamini conceptuel de l'essayiste qui ne réussit à convaincre que les plaintifs à l'affut du bouc émissaire « néolibéral », ce qui montre bien qu'au-delà de cette haine de la liberté d'autrui, se profile une justification spécieuse du vandalisme, voire une soif de terrorisme, et, in fine, un désir d'irénique tyrannie.

Pourquoi, nous direz-vous, s'intéresser à un livre aussi peu solide, aussi marécageux, voire aussi dangereux ? Parce qu'il est symptomatique et représentatif d'une confusion victimaire et d'un manque de pouvoir chez de piètres intellectuels qui fantasment la carrure d'un Sartre, quoiqu'ils en aient la hargne. Désireux de lutter contre ce qu'il appelle « la violence-monde » (celle d'être né ?), il se dit cependant détaché du mythe du « grand soir », ce qui montre tout de même une mince lucidité, et pourtant il appelle, quoique avec un point d'interrogation, « une violence émancipatrice ». Il s'agirait de « micro-résistances quotidiennes », de « diagonale de l'action collective ». Pourquoi pas, si la chose n'avait pas un relent de collectivisme délétère. Mais ne serait-ce pas là un trop lointain avatar du libéralisme politique et économique, qui, mieux que les fantasmes de l'essayiste vicié, serait paisiblement appliqué jusqu'aux démarches individuelles et aux libres entreprises et associations ?

Faut-il se demander si la position de François Cusset est celle d'un post-adolescent, enfant gâté de la vie, qui se rend compte que le monde n'est pas conforme à son désir, qu'il n'a pas le pouvoir total dont il rêve pour le bien de l'humanité tel qu'il le conçoit. Aussi trépigne-t-il sur le plancher de son ressentiment, contre tout ce qui n'a pas l'heur de rayonner selon son idéologie brouillonne et finalement totalitaire. Qui sait si elle n'est pas l'ébauche d'un manuel d'une nouvelle Terreur.

Reste que le lisant il est légitime de se poser la question : à partir de quel moment faut-il recourir, et au-delà de l'argumentation libérale, à la violence pour débarrasser l'humanité de ce que l'on considère comme une tyrannie abjecte ?

À condition de bien savoir considérer… Car les démagogues n'aiment rien tant que de proclamer la souveraineté de la rue, inaugurer le règne de l'émeute[3], en prétendant tirer les marrons du feu pour le peuple, en définitive à leur profit.

François Cusset n'est-il pas en train de légitimer ces Blacks blocs post-anarchistes qui considèrent la violence de rue, c'est-à-dire les émeutes, les pillages et le vandalisme de magasins et d'agences bancaires comme un acte symbolique et un devoir d'éradication du capitalisme. Notons qui sont quelques-uns de ces Blacks blocs, arrêtés lors des violences en marge de la manifestation parisienne du 1er mai : cinq hommes

et une femme poursuivis pour « participation à un groupement formé en vue de commettre des violences ou dégradations ». Le visage cagoulé, dans leurs sacs, pierres, ciseaux, masses, masques de piscines. L'un est diplômé de l'École centrale, consultant, dont le salaire mensuel s'élève à 4 200 euros. L'un est fils de chercheur au CNRS, l'autre fille de directeur financier[4]. Une fois de plus des enfants gâtés, que la défaillance d'éducation, pas seulement parentale, mais intellectuelle, sociétale, économique et philosophique, conduit à retrouver l'atavisme violent de l'humain, en-deçà de toute pulsion civilisationnelle, joueurs enragés embarqués par ce qui aurait pu être un fondamentalisme religieux et qui n'est au fond qu'un fondamentalisme anticapitaliste hormonal.

L'antifascisme à cet égard fonctionne comme une argutie : alors qu'il n'y a plus guère de régimes fascistes sur la planète (hors les fascismes rouges et verts) cet antifascisme est le masque de la terreur en gestation et prolifération aux mains des post-anarchistes et post-communistes révolutionnaires offensifs. Comme l'ancienne Carthage, le capitalisme qui fait notre prospérité et notre liberté, y compris concurrentiellement contre ses propres erreurs, doit-il être détruit par des révolutionnaires en manque de Terreur ?

La violence sacrée du monothéisme, supportée par Dieu, peut-elle se muer en violence sécularisée ? Évidemment oui, parce qu'elle a pour même origine, la pulsion humaine trop humaine : cet atavisme du mal[5], ce goût sucré de la violence. Aussi, au-delà de toutes les occurrences historiques, l'exemple emblématique est-il la Terreur révolutionnaire, la seule à être entaché d'une noble majuscule de sang au nom du Bien républicain, la seule à conjuguer la violence brouillonne et la conviction politique dont l'irréligion a quelque chose de religieux dans la démesure et la tyrannie. Il y aura toujours un masque de légitimité à apposer sur le rictus de la violence, qu'il s'agisse de celui d'un dieu, d'une patrie, d'une cause, communiste, théocratique, anticapitaliste, animale, ad libitum. Au point de se demander, ô provocation ! s'il ne faudrait pas la ritualiser, comme elle ne l'est qu'en partie dans les compétions sportives collectives, dans des jeux du cirque de gladiateurs modernes[6]. En fait les médias recherchant la visibilité spectaculaire de nos violents contemporains, Blacks blocs ou terroristes islamistes, c'est déjà fait. Qu'ils soient religieux, charriant la charia colonisatrice et le terrorisme, ou agitant le chiffon rouge ou vert de la violence politique et écologique, voire adolescent tribaux maniant l'incendie de voitures, ils sont nos gladiateurs, hélas pas le moins du monde cantonnés au cercle du cirque. Tous ils se prétendent délaissés, méprisés, opprimés, colonisés, racisés. Si l'on a relevé que les sociétés antiques n'étaient pas victimaires, peut-on avancer que notre société aurait tendance à l'être trop ? Quand seuls comptent le ressentiment et la repentance, quand la prétendue victime de sa ghettoïsation dans des banlieues qu'elle islamise devient le bourreau, la paix de la civilisation, qui a perdu foi en sa légitimité et ses lumières, est gravement compromise.

T.G.

Bibliographie de référence :

⇒ Jan Assmann : *Le Monothéisme et le langage de la violence*, traduit de l'allemand par Jacques Tétaz, Bayard, 230 p, 21,50 €.

⇒ Nathalie Barrandon : *Les Massacres dans la République romaine*, Fayard, 448 p, 23 €.

⇒ Timothy Tackett : *Anatomie de la Terreur*, traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Serge Chassagne, Seuil, 480 p, 26 €.

⇒ Jean-Clément Martin : *La Terreur. Vérités et légendes*, Perrin, 240 p, 13 €.

⇒ François Cusset : *Le Déchainement du monde*, La Découverte, 240 p, 20 €.

Notes :

[1] Voir : Du fanatisme morbide islamiste.

[2] Voir : Tchernychevski, Lénine et Staline, exécuteurs du totalitarisme communiste.

[3] Pour paraphraser M. Mortimer-Ternaux : *Histoire de la Terreur*, Michel Lévy, 1862, tome I, p 51.

[4] France info 4 mai 2018.

[5] Voir : De l'origine et de la rédemption du mal : théologie, neurologie et politique.

[6] Voir : De la vulgarité sportive contemporaine : de Juvénal et Pline à George Orwell.

Retrouvez tous les articles de notre ami Thierry Guinhut sur son site : http://www.thierry-guinhut-litteratures.com

Destin Français est le dernier livre d'Éric Zemmour paru chez Albin Michel en septembre 2018. C'est un pavé de plus de 560 pages, aucune n'est de trop. **Destin Français** est un livre d'histoire, comme sait les écrire Éric Zemmour : une leçon de patriotisme. Car on peut, et Zemmour nous le démontre, être un penseur, un intellectuel et un fervent patriote. On ne s'ennuie jamais durant la lecture de l'ouvrage. L'auteur, à travers une série de portraits, suit une chronologie qui peut parfois paraître quelque peu hachée. Mais si, dans cet ouvrage, le passé est souvent relié au Curieusement, si l'Histoire ne se répète pas, l'Histoire de France, elle, a parfois tendance à repasser les plats. Présent ce n'est jamais sans raison.

Tout le long de l'ouvrage l'auteur emploie la même méthode pédagogique démonstrative : il présente un décor de théâtre, une image, et nous emmène ensuite visiter les coulisses de ce décor en nous en expliquant les rouages, les poulies, les cordages qui se trouvent derrière les images.

La mise en bouche est d'autant plus plaisante que dans son Introduction l'auteur parle de lui, de son passé, de son enfance dans les premiers grands ensembles d'habitation. Il nous parle de son amour quasi charnel pour la France, de son environnement familial et nous explique sa passion pour l'Histoire événementielle, il développe les raisons pour lesquelles il a opté pour le roman national et part en guerre contre les « déconstructeurs » contre ces « historiens » pour qui la France n'est un pays – *s'il en est un, comme certains d'entre eux se plaisent à le dire* - que depuis la Révolution française. Comme le note justement Zemmour :

> « Ces historiens- là tiennent le haut du pavé. Ils ont titres et postes. Amis et soutiens. Selon la logique mafieuse, ils ont intégré les lieux de pouvoir et tiennent les manettes de l'État. » p.37.

Racontant un souvenir devant la Bérézina où son journal l'avait envoyé en reportage, l'auteur, qui est également romancier, nous rappelle son talent de conteur qui illustre ses romans dans une langue aux

formules poétiques surprenantes et profondes :

> « Une indolente sérénité régnait sur chacune des rives ; moi, je m'obstinais à voir et à entendre le fracas et le tumulte, les pas sourds des chevaux, les hurlements de détresse des femmes et des enfants qui se noyaient, les coups de feu, les soldats épuisés aux uniformes dépenaillés qui couraient dans le désordre, tirant au hasard, mourant par surprise. » p.11.

« Tirant au hasard, mourant par surprise.» La formule est longue en bouche, comme un vieux cru qu'on apprécie en connaisseur. D'autres beaux phrasés suivront.

Le polémiste ne manque pas d'humour ; comme on lui a souvent reproché son attachement au passé quand il dénonce les tartufferies de nos temps modernes par la formule qui le signe et avec laquelle on l'a parfois caricaturé « *C'était mieux avant* » il n'hésite pas à en remettre une couche avec un clin d'œil complice à ses lecteurs :

> « Même sous la torture, je continuerai d'affirmer que oui, décidément, c'était mieux avant. » p.28.

Dans ses écrits antérieurs, qu'ils soient purement politiques ou issus de ses « chroniques » radiophoniques -*qui curieusement ont disparu du paysage audiovisuel*- l'auteur nous avait habitués à de petites incursions dans l'Histoire de France et à l'amour qu'il porte à son pays, nous ne sommes donc pas surpris des propos figurant en quatrième de couverture :

> « La France coulait dans mes veines, emplissait l'air que je respirais ; je n'imaginais pas être la dernière génération à grandir ainsi. »

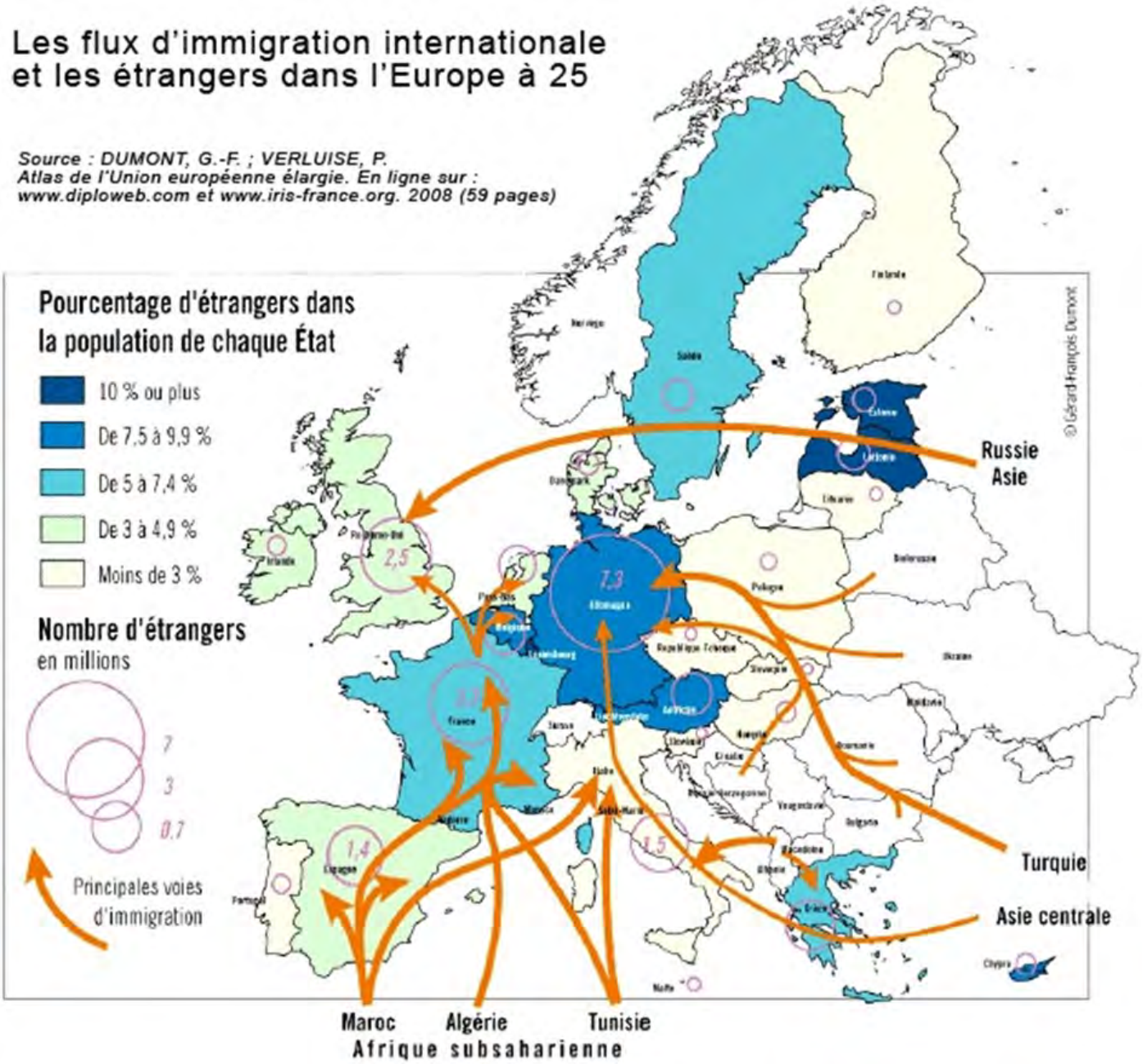
Le propos est fort, mais léger en regard de ce qui nous attend à l'intérieur :

> [...] mais je suis convaincu qu'on ne peut être français sans être profondément imprégné du catholicisme, son culte des images, de la pompe [...] En revanche, je mets à distance ce christianisme devenu au cours de ces dernières décennies, dans la lignée de Vatican II, une folle machine à aimer l'Autre, quel qu'il soit et quelles que soient ses intentions. pp.28/29.

Gageons que beaucoup ne seront pas d'accord, mais l'indissoluble association « catholique et français toujours » a le mérite d'être énoncée et pas par n'importe quel catéchumène de province ! Illustrant une scène du film *Le déclin de l'empire américain*, Zemmour reporte ce que dit un professeur d'Histoire lors d'une leçon inaugurale : « *Il y a trois choses importantes en Histoire. Premièrement le nombre. Deuxièmement le nombre. Troisièmement le nombre.* » et Zemmour illustre aussitôt les propos de ce professeur par un constat tout simple et évident qui glace le lecteur lucide :

> « Dans le monde de 1900, où la population européenne représentait quatre fois celle de l'Afrique, l'universalisme se fit conquête et colonisation de l'Afrique par l'Europe au nom de la civilisation. Dans le monde de 2100 où la population de l'Afrique représentera quatre fois celle de l'Europe, l'universalisme se fera (se fait déjà) conquête et colonisation de l'Europe par l'Afrique au nom des droits de l'homme. » p.39.

Après cette introduction riche en propos inhabituels



sur l'Histoire s'ouvre la galerie de portraits allant de Clovis à de Gaulle, galerie qui s'étend en trois parties distinctes : le temps des fondations, le temps de la grandeur, le temps de la vengeance. Bien qu'habitué aux extravagances logiques de Zemmour on reste un peu surpris quand on arrive au paragraphe intitulé « Les Francs sont le nouveau peuple d'Israël », lorsqu'on lit sous la plume de l'auteur :

> « Dès l'époque carolingienne, le peuple franc « est considéré comme le nouveau peuple élu ». La France est « la nation préférée de Dieu ». La France est le royaume de la nouvelle Alliance. On pioche dans l'Ancien Testament tous les signes, tous les symboles, tous les modèles. On prend le sacre, l'huile sainte, les oriflammes bleus et or, la fleur de lys, jusqu'au pouvoir de guérison. Le sacre des rois francs est inspiré de Samuel, qui, avec sa corne d'huile procède à l'onction du roi David. Par le sacre, le roi des francs, héritier des rois d'Israël, est l'élu de Dieu. » p.86.

Peut-être l'expression latine « *gesta dei per francos* » est un écho illustrant l'Histoire de la France, quoiqu'il en soit, cette extravagance zemmourienne, qu'on la réfute ou pas, se construit sur une certaine résonnance, une analogie plus traditionnelle que

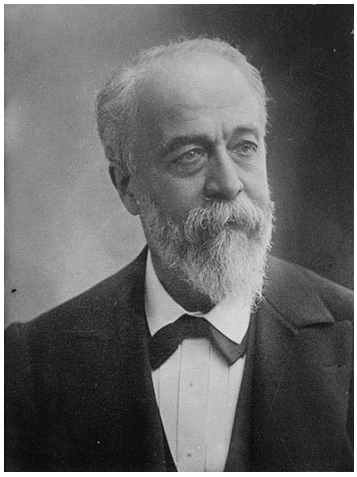
rationnelle.
Dans l'importante liste des portraits dessinés par l'historien, on est parfois surpris de trouver des poètes, des écrivains, alors que des hommes politiques que l'on attendait (Fouché, Napoléon III) font défaut dans la galerie. Le portait de Racine y siège en bonne place et l'histoire de Titus et Bérénice est disséquée et analysée avec finesse. À la page 192 dans le chapitre intitulé *Racine, soft power*, c'est à un véritable cours de littérature que se livre Éric Zemmour. Son admiration pour Racine est inconditionnelle, sans bornes :

> « Lire et comprendre et aimer et s'imprégner de la langue de Racine, c'est lire et comprendre et aimer et s'imprégner de la France ; c'est devenir un français de toujours et l'être à jamais.[...]La France c'est Racine » p.200.

Certes nous savions que la France a des racines et Racine en fait certainement partie...
Les guerres de religions et les minorités actives occupent une bonne place dans l'ouvrage. Le siège de La Rochelle et le mouvement protestant sont analysés avec soin et d'une façon qui ne plaira certes pas à tout le monde. Si Racine, dans sa préface de Bérénice écrivait que la première règle de la tragédie est de plaire il n'en va pas de même pour l'historien.

La France, pays de l'uniformité, tout au long de son histoire -*et particulièrement depuis la Révolution*- a été traversée par des diversités de pensées, apparentes ou pas, et souvent revendicatives. Aucune de ces composantes n'est laissée de côté. Tout un chapitre intitulé « Rothschild. Vous êtes juif, Jacob ? »(p.377) est consacré à l'influence juive au sein de la nation et de l'Europe.
Zemmour fait de l'Histoire sans scotomisation :

> « Le 22 juin 1899, à la tribune de l'Assemblée nationale, Henri Brisson croise soudain les doigts vers l'avant, renverse son corps à l'arrière et lance un « À moi les enfants de la veuve ! ». Cette posture et ce cri, signe de détresse maçonnique rallieront in extrémis les députés francs-maçons présents en séance et sauveront le ministère Waldeck-Rousseau. » p.406



Henri BRISSON (1835-1912)

De l'indiscrétion politique, facile à trouver

dans les annales de l'Assemblée Nationale, à l'anecdote ministérielle des passe-droits offerts par la Franc-maçonnerie, Zemmour nous instruit des mœurs particulières de la Troisième République :

> « Celui-ci s'ouvre aisément les bureaux des administrations, les couloirs des assemblées et des ministères. Ses liens avec la loge maçonnique Alsace-Lorraine –dont il est un des dignitaires éminents- sont un sésame pour forcer les portes des cénacles républicains. p.424.
>
> Eiffel a eu vent d'un projet concurrent ; une sorte de phare qui éclairerait la Ville lumière. Mais ce rival n'a pas de chance : la réglementation officielle, prise pour l'occasion par l'Administration en 1886, interdit tout édifice qui ne serait pas en fer, n'aurait pas quatre pieds à base carrée, chacun de cent vingt-cinq mètres de côté. Hasard et nécessité, Gustave Eiffel est un grand ami du nouveau ministre de l'Industrie et du Commerce, Édouard Lockroy. Le concours pour une tour Eiffel sera donc remporté à la surprise générale... par la tour Eiffel !» p.425.

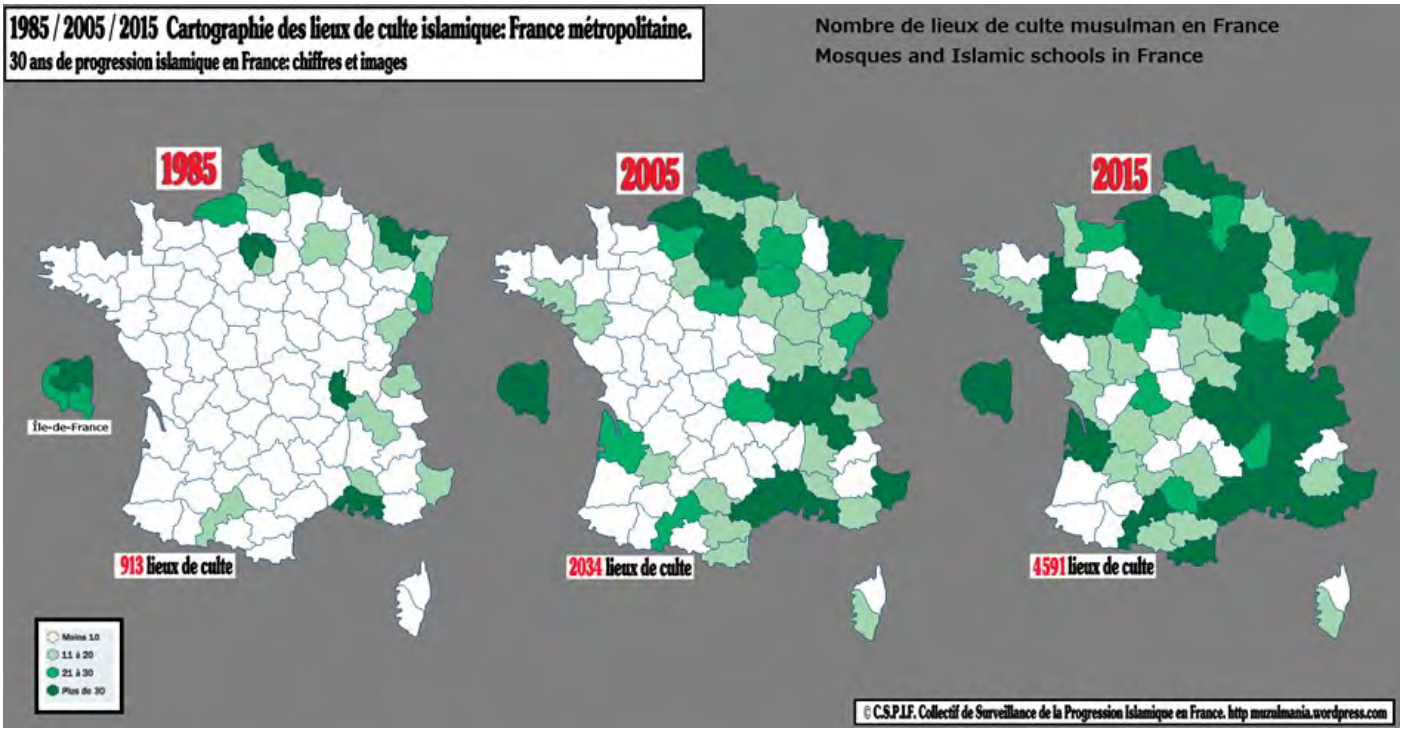
Comme il n'avait pas l'intention d'écrire une histoire de France parallèle, du genre « la France maçonnique » Zemmour ne s'étend pas davantage sur l'influence des Francs-maçons sous la Troisième République et nous fait grâce de l'affaire des fiches et de dizaines d'autres scandales ayant pour toile de fond la franc-maçonnerie. Au reste il était d'une banalité à l'époque pour les hommes politiques d'être radical socialiste et franc-maçon, qui d'ailleurs ne furent pas tous malhonnêtes...

Après avoir cité quelques historiens intègres qui remettent les pendules à l'heure et écrivent que la France a payé rubis sur l'ongle ses dettes de guerre à l'Allemagne en 1815 et en 1870, Zemmour lève le voile sur ces images traumatisantes de citoyens allemands allant faire leurs courses avec des brouettes entières de billets de banque suite à une inflation colossale :

> « On était loin de la paix carthaginoise. D'autant plus que les Allemands, soutenus par leurs parrains anglo-saxons, rechignèrent à régler ce qu'ils devaient. Devant la mauvaise volonté de Berlin, Poincaré, successeur de son « ennemi » Clémenceau, décida d'envoyer l'armée française occuper la Ruhr, le 11 janvier 1923. Le gouvernement allemand appela à la grève générale, payée sur deniers publics ; ce qui provoqua l'hyperinflation (les fameuses brouettes de billets pour acheter son pain) qui obsède encore l'inconscient allemand. » p.466

Zemmour, mais il n'est pas le premier, souligne combien l'entre deux guerres et la deuxième guerre mondiale ne furent que la continuation de la première. Effectivement si nous avons gagné la guerre, nous avons perdu la paix. Comme par le passé, dans ses précédents ouvrages Zemmour s'était aventuré à la case interdite de l'Histoire de France et avait osé arroser les feuilles de chêne du képi du Maréchal Pétain, il y revient courageusement, il fait de l'Histoire sans faire d'histoires, sans trous de mémoire :

> « Mais tout le monde ignore ou veut ignorer que la première rafle du Vél'd'Hiv fut exécutée par le gouvernement de Paul Reynaud, à partir du 15 mai 1940 : cinq mille femmes allemandes, juives, qui seront conduites au camp de Gurs.
> Auparavant les décrets-loi du 12 novembre 1938 et du 18 novembre 1939, pris par le gouvernement Daladier, avaient provoqué l'internement dans des camps de juifs étrangers, surtout des Allemands et des



> Autrichiens, que Serge Klarsfeld évalue à dix-sept mille. » p.529

Plus personne ne conteste que le fameux Appel du 18 juin ne fut entendu que par quelques centaines de personnes et que de Gaulle, en 1940 n'était rien en France :

> « Lorsque de Gaulle envoie en France ses tous premiers émissaires, en 1940, Rémy, Fourcaud et Duclos, ils seront hébergés par des proches du Maréchal comme Gabriel Jeantet .» p.511

Le portrait croisé entre de Gaulle et Pétain est un grand morceau de l'ouvrage, une analyse psychologique ultrafine. L'orgueil qui commandait les deux hommes est parfaitement saisi et disséqué par l'auteur. Ce chapitre à lui tout seul vaut la lecture. Jeu de billard, jeu par la bande, jeu d'esbroufe, jeu de finesse, de médiocrité et de mensonges ou parfois perce la vérité :

> « Le 12 décembre 1941, de Gaulle confia au général Odic : « N'avouez jamais que l'armistice ne pouvait être évitée. » p.507

Zemmour sait et montre tout au long de son ouvrage, comme dans ses précédents, que la démographie est un outil indispensable à l'historien :

> « En 1789 la France était aussi peuplée que l'Angleterre, l'Allemagne et l'Italie réunies. En 1940, les quarante millions de Français ne représentent que la moitié des quatre-vingts millions d'Allemands. » p.510

Inévitablement l'ouvrage se termine sur de Gaulle et l'Algérie. La position du Général est résumée en quelques mots qui sonnent juste :

> « De Gaulle incarnera tous les présidents du Conseil et toutes les politiques à la fois. Il défendra successivement l'Algérie française, l'Algérie dans la France, l'Algérie indépendante associée à la France, l'Algérie algérienne. » p.548

Enfin, on saura gré à Éric Zemmour de ne pas finir sur une note d'optimisme ou un pieu mensonge, chose qui devient à la mode chez les auteurs lucides ou se réclamant tels, qui ne peuvent s'empêcher de nous laisser entrevoir des « isolats de résistance » face au péril montant :

> « Il y avait en France cent mosquées en 1970, cinq cents en 1985, deux mille trois cents en 2015 ! » p.565

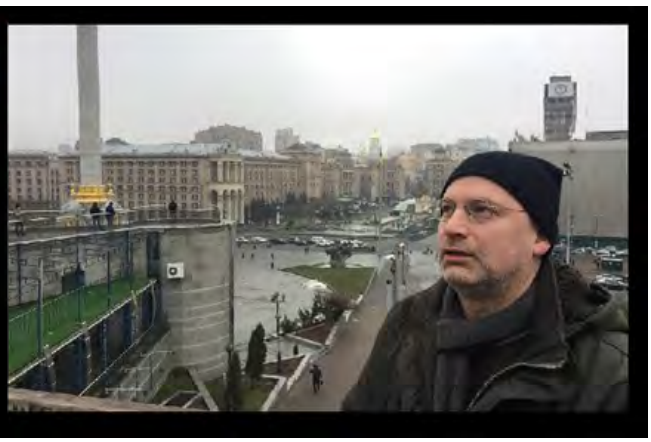
M.M.

RETOUR SUR MAÏDAN

LA GUERRE HYBRIDE DE L'OTAN

par Lucien CERISE

Thierry THODINOR
Fonctionnaire international



Epistémologue et spécialiste du langage, Lucien Cerise accède à la notoriété avec son livre Gouverner par le chaos, révélant les coulisses de la manipulation de l'opinion dans le contexte de la mondialisation. Il revient, dans son dernier ouvrage Retour sur Maidan, sur les événements du Maïdan de l'hiver 2013-2014 et s'efforce de mettre en lumière les méthodes d'ingénierie sociale qui les ont rendus possibles.

DU CHANGEMENT DE RÉGIME À LA GUERRE

L'industrie du changement de régime a bien changé depuis les temps rustiques des pronunciamientos. Nul besoin, désormais, de généraux à face de carême. L'ingérence et le coup d'État postmoderne se doivent d'être festifs et compassionnels, bariolés et télégéniques, calibrés pour la société du spectacle.
Mais si le général Tapioca se repose, c'est pour mieux préparer le terrain au docteur Folamour :
Maïdan, nous dit Lucien Cerise, c'est le prologue au pré-positionnement des armées occidentales sur tout le front russe. Le projet hégémonique du capitalisme mondialisé actualise le plan antirusse de l'Intermarium – continuum politique de la « fédération entre les mers » entre la Baltique et la mer Noire – jadis théorisé par Józef Piłsudski.
Forte et unie, la Russie incarne une alternative civilisationnelle au modèle occidental ; faible et désintégrée, son immense espace peut être mis au service du capitalisme occidental.
Demeure la difficulté de faire adhérer les masses à la rhétorique guerrière.

MANAGEMENT DES PERCEPTIONS

La « révolution » du Maïdan est le parangon d'une guerre hybride utilisant toute la gamme des moyens non linéaires : opérations psychologiques, clandestines, cybernétiques ; l'ouvrage de Lucien Cerise, très documenté, abonde d'illustrations de cette forme furtive d'ingérence étrangère.
Les médias ont créé de toutes pièces la légende d'une Russie ennemie héréditaire de l'Ukraine.
Puis ils ont fabriqué une illusion de soulèvement de masse : plans serrés sur le village de tentes, figurants

recrutés par petites annonces.
Pour les services de tutelle (CIA et MI6) de cette « révolution de la dignité », les idées n'ont aucune importance en elles-mêmes : elles sont de simples déclencheurs comportementaux à destination des troupes de procuration.
N'importe quelle alliance est acceptable et le pragmatisme commande de s'appuyer sur les forces locales du chaos (néonazis, supporters de foot,...), idiots utiles d'une opération de changement de régime maquillée en révolution.
De la réactivation des réseaux Gladio de la guerre froide par leur mentor anglo-saxon point un bug important dans la narration du gros média cosmopolite : les insignes et tatouages des armées du Bien évoquent plus aisément la division *das Reich* que l'esprit *Charlie*.
Cette « révolution de la dignité » n'a pas été le fait de sans-culottes dépenaillés mais de groupes équipés et entraînés de longue main.

VIRTUALISME ET PENSÉE MAGIQUE DANS UN MONDE POST-FACTUEL

Le projet du capitalisme mondialisé américain est un irénisme qui piétine les cultures (« Je me fous de votre culture », Joe Biden *dixit*) au nom de droits abstraits ciselés pour certaines minorités.
Islamistes, gauchistes, fascistes, antifas, LGBT, immigrés clandestins : tout fait ventre pour déboussoler des populations au conservatisme spontanément antinomique de la société ouverte rêvée par **Soros**.

Cette hégémonie atlantiste en formation sur le monde révèle sa vraie nature : une dictature du néant vomissant du spectacle, de la consommation et de la dette pour des populations hystériques et déracinées.
L'obstacle qui doit disparaître est l'État-nation protecteur ; c'est chose faite dans toutes les banlieues de la planète où viennent se déverser les pathologies sociales de l'Occident.
Plongées « dans un bain quotidien de déréalisation », les foules finissent par accepter l'inacceptable (ici la guerre) sans tenir compte du monde réel.

Transhumanisme et marchandisation illimitée sont le nouveau credo de la corporatocratie américaine. Tout ce qui se mettra sur son chemin verra sortir de l'ombre les armées de procuration de l'Oncle Sam.

T.T.

Notes :
1. Éditeur : MAX MILO (29 avril 2010) Collection : Essais-Documents. ISBN-10: 235341074X. ISBN-13: 978-2353410743.
2. Éditeur : Le retour aux sources (29 mars 2017). ISBN-10: 2355120773.

BERNANOS ET DRUMONT

face aux Français modernes

Nicolas BONNAL
Ecrivain et essayiste

Bernanos a vanté Drumont, y compris dans son antisémitisme. BHL avait insulté le plus grand romancier du siècle dernier (je ne lui vois d'égal que Dostoïevski, pas tendre non plus sur la question qui pince –voyez son Journal, les Possédés ou les Karamazov). Elie Wiesel avait par contre protégé le grand auteur rebelle des Cimetières sous la lune. Mais ce n'est pas la question ici. La question, c'est comment en est-on arrivé à la France du beauf, du bobo, du Thénardier, du Macron, du vacancier et du VTT, alors que nous étions le parangon des nations, comme dit Léon Bloy ?

La réponse est qu'on a créé un être moderne et minable qu'on appelle le bourgeois, avec sa femme qui commande (les femmes savantes qui annoncent nos féministes), la bonne qui insulte, les gosses qui n'obéissent pas et toute une basse-cour de pique-assiettes. La réponse est dans Molière.

Un rappel de Fukuyama dans son anglais simple et universitaire :

> « Hobbes and Locke, the founders of modern liberalism, sought to eradicate thymos from political life altogether, and to replace it with a combination of desire and reason… The bourgeois was an entirely deliberate creation of early modern thought, an effort at social engineering that sought to create social peace by changing human nature itself."

Le Français moderne comme produit de l'ingénierie sociale anglo-saxonne : on est bien d'accord, et le Général le serait aussi. Relisez mon texte sur Athos et Fukuyama, inspiré par les réflexions de Philippe Grasset, texte que j'ai joint à mon Littérature et conspiration.

En effet à la même époque on crée le bourgeois en France aussi que l'on voit à l'œuvre chez Molière (il faudra se décider à le comprendre un jour celui-là). On a Tartufe, Orgon, Sganarelle, DJ, l'avare et on se rappelle que pour Guénon la distance entre le Français médiéval et le Français louis-quatorzien est abyssale.

Taine écrit dans ses magnifiques fables de la Fontaine :

> « Le bourgeois est un être de formation récente, inconnu à l'antiquité, produit des grandes monarchies bien administrées, et, parmi toutes les espèces d'hommes que la société façonne, la moins capable d'exciter quelque intérêt. Car il est exclu de toutes les idées et de toutes les passions qui sont grandes, en France du moins où il a fleuri mieux qu'ailleurs. »

Sauf que le bourgeois est devenu plus cool et tolérant, tant qu'on ne touche pas au grisbi…

Donc dans sa grande peur de bien-pensants le Bernanos d'extrême-droite, comme on dit, de l'inaction française, comprend qu'on a changé d'humanité. On n'a pas entendu le grand remplacement ethnique pas plus qu'on attendu le transhumanisme. Ces choses sont plus subtiles et ont pris quelques siècles. Michelet le disait déjà (je l'ai noté) que le christianisme tout comme la féodalité auraient dû disparaître bien avant Bergoglio ou Sarkozy.

Drumont donc (extraits cités par **Bernanos**) :

« L'homme du passé avait de nobles motifs pour vivre, l'homme d'aujourd'hui a seulement quelques prétextes plausibles pour ne pas se tuer et accomplir jusqu'au bout de sa corvée. »

Haine du bourgeois increvable qui a pris le pouvoir sur un roi fantoche (Taine encore, voyez aussi Apostolidès et son roi-machine) à la révolution :

« La bourgeoisie a fait passer sur la collectivité toutes les charges dont étaient grevées autrefois les propriétés qu'elle avait acquises pour quelques chiffons de papier… L'État les prenait sur lui, c'est-à-dire les mettait sur le dos de tous les citoyens. »

Puis le plus grave : la création de cette sous France et de cette humanité médiocre qu'on a dénoncé dans tout notre cinéma ou notre littérature des derniers siècles :

« Le régime moderne a créé un type d'être spécial qu'on serait tenté d'appeler le contribuable ; car en réalité si on demandait à beaucoup d'hommes de ce temps pourquoi ils sont sur la terre, ils finiraient par vous dire : « Ma foi, pour faire notre service militaire, pour acquitter nos contributions et pour payer notre terme. »

Drumont ajoute :

« Les riches tiennent maintenant la place prépondérante dans cette église qui a été fondée par les pauvres. »

L'être moderne sous des dehors anars est veule et soumis. Drumont :

« Les rois chevelus consultaient leurs leudes ; Charlemagne consultait ses pairs…A force de marcher dans la voie du progrès, comme on dit, on a rétrogradé au-delà des cafres : et, durant cinq mois, un aventurier génois envoya les gens se faire casser les bras et les jambes pendant qu'il fumait son cigare. »

Il laisse donc s'installer l'anarchie. **Drumont** :

« L'anarchie s'est installée dans ce pays comme la nuit s'installe sur la terre, sans qu'on s'aperçoive du moment où il a cessé de faire jour… »

Il ajoute ailleurs (c'est moi qui cite, pas Bernanos) :

« L'être qui est là est un moderne, un nihiliste, il ne tient à rien. Il n'est guère plus patriote que les trois cent mille étrangers, que l'aveuglement de nos gouvernants a laissé s'entasser dans ce Paris dont ils seront les maîtres quand ils voudront ; il ne se révoltera pas comme les aïeux sous l'empire de quelque excitation passagère, sous une influence atmosphérique en quelque sorte qui échauffe les têtes et fait surgir des barricades instantanément. »

On peut être mort et sembler vivant. C'est l'hystérésis dont parle Baudrillard à son interlocuteur :

« Le cadavre social continue à marcher sans qu'on s'aperçoive qu'il est cadavre, jusqu'au jour où le plus léger heurt brise cette survivance

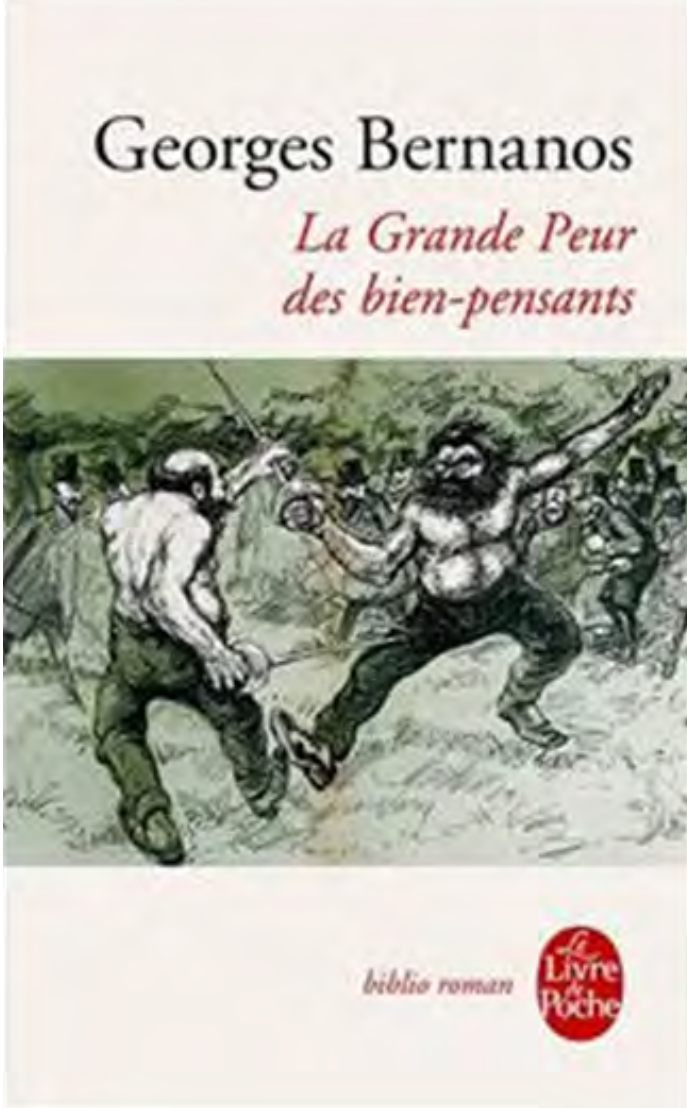
> factice et montre de la cendre au lieu du sang. »

Comment contrôler ce cadavre ? Par les attentats par exemple, comme au Bataclan. Bernanos ici, pas Drumont, donne sa théorie de la conspiration-constatation :

> « L'attentat de Vaillant a été l'œuvre d'agents provocateurs… La république montra le loup aux moutons en fureur. Instantanément, le silence se fit dans le troupeau. »

À quoi servirent les attentats anarchistes de ces années moins folles que molles ? Bernanos :

> « Pour rallier à son drapeau, c'est-à-dire au drapeau de la gendarmerie les diverses fractions de la classe bourgeoise, cléricale ou non, de droite ou non… »



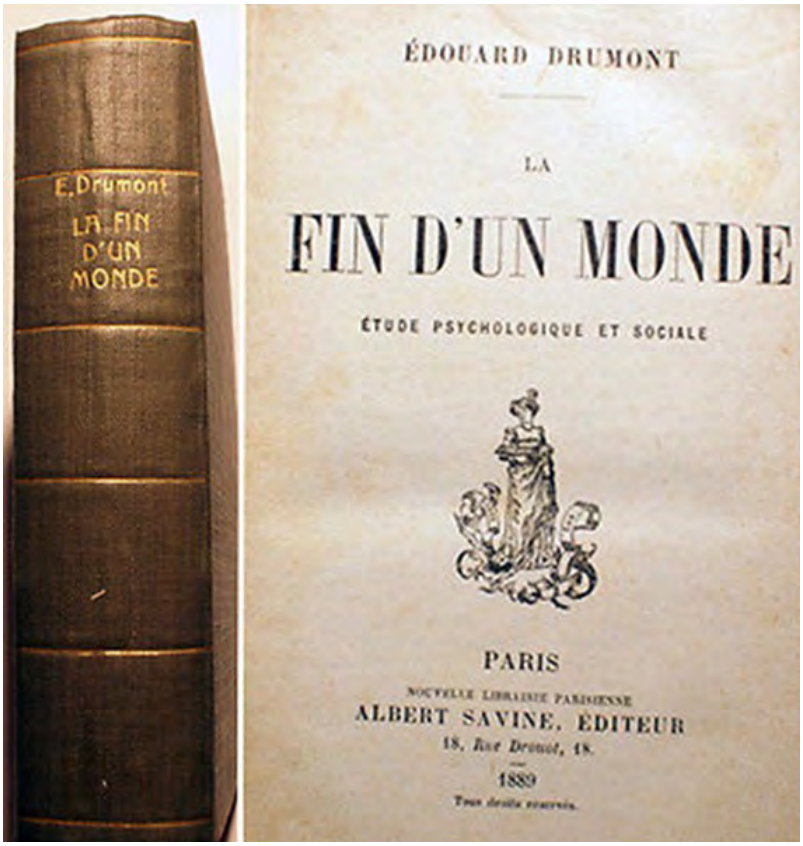
C'est p. 242 de l'édition du Livre de Poche. Je tiens à le préciser.
Bernanos dans un bel élan prévoit la mort du catholicisme qu'on a sous nos yeux avec Bergoglio et son troupeau je-m'en-foutiste et clairsemé :

> « Les puissantes démocraties capitalistes de demain, organisées pour l'exploitation rationnelle de l'homme au profit de l'espèce, avec leur étatisme forcené, l'inextricable réseau des institutions de prévoyance et d'assurances, finiront par élever entre l'individu et l'Église une barrière administrative qu'aucun Vincent de Paul n'essaiera même plus de franchir. Dès lors, il pourra bien subsister quelque part un pape, une hiérarchie, ce qu'il faut enfin pour que la parole donnée par Dieu soit gardée jusqu'à la fin, on pourra même y joindre, à la rigueur, quelques fonctionnaires ecclésiastiques tolérés ou même entretenus par l'État, au titre d'auxiliaires du médecin psychiatre, et qui n'ambitionneront rien tant que d'être traités un jour de « cher maître » par cet imposant confrère… Seulement, la chrétienté sera morte. Peut-être n'est-elle plus déjà qu'un rêve ? »

On est proche ici de Tocqueville, de Charles Pearson et de Chesterton, auteurs que j'ai nûment étudiés à ce sujet.
Revenons à Drumont qui définit le Français moderne : le mouton de maître Patelin ou de Rabelais (naissance du bourgeois !) :

> « Les Français sont admirablement dressés à toute cette organisation fiscale ; ils sont comme les méharis qui s'agenouillent pour qu'on puisse les charger plus facilement ou comme les chevaux de renfort d'omnibus qui, leur besogne faite, vont tout seuls rejoindre leur place en bas dans la montée et attendent là qu'on les attelle de nouveau. »

De rage Drumont se lance comme beaucoup d'autres à cette époque, dans une explication convenue, la



raciale :

> « Lorsque les conquérants germains et francs qui, unis aux purs Gaulois et aux Celtes, constituèrent véritablement la France, eurent perdu leur vigueur, l'élément gallo-romain l'emporta, la race latine prit le dessus ; or cette race est faite pour la tyrannie puisqu'elle n'a aucun ressort de conscience ; elle adore une idole imbécile, une idole de marbre ou de plâtre qu'on appelle la loi, et au nom de cette loi, elle subit tout… Il n'y a qu'en France qu'un gouvernement ait pu s'appeler, comme par une désignation constitutionnelle : la Terreur. »

Nietzsche fait de même à la même époque :

> « La même observation s'applique à presque toute l'Europe : en fait, la race soumise a fini par y reprendre la prépondérance, avec sa couleur, la forme raccourcie du crâne et peut-être même les instincts intellectuels et sociaux : — qui nous garantit que la démocratie moderne, l'anarchisme encore plus moderne et surtout cette tendance à la Commune, à la forme sociale la plus primitive, chère aujourd'hui à tous les socialistes d'Europe, ne soient pas, dans l'essence, un monstrueux effet d'atavisme — et que la race des conquérants et des maîtres, celle des aryens, ne soit pas en train de succomber même physiologiquement ?… »

Et Madison Grant, prophète pessimiste de la mort de la » grande race », partagera la même vision, comme son ami Vacher de Lapouge.
On laisse conclure Drumont – toujours cité par Bernanos :

> « Mon erreur fondamentale a été de croire qu'il existait encore une vielle France, un ensemble de braves gens, gentilshommes, bourgeois, petits propriétaires, fidèles aux traditions de leur race et qui, égarés, affolés, par les turlutaines qu'on leur débite depuis cent ans, reprendraient conscience d'eux-mêmes si on leur montrait la situation telle qu'elle est, se réuniraient pour sauver leur pays. »

N.B.

Sources

http://www.dedefensa.org/article/comment-loccident-zombie-survit-a-sa-mort

http://www.dedefensa.org/article/comment-fukuyama-explique-le-mystere-athos

Georges Bernanos, La grande peur des bien-pensants (Livre de Poche).

Nietzsche, Généalogie, première dissertation.

Drumont, la France juive, la Fin d'un monde.

Madison Grant, The Passing of a great race.

Nicolas Bonnal – Littérature et conspiration ; comment les Français sont morts (Amazon.fr, Dualpha).

Taine – La Fontaine et ses Fables.

Molière – Théâtre complet.

Nadiejda : 100 ans de nostalgies russes

Valérie FELDER
Réalisatrice

Deuxième épisode : Tout à donc commencé en 2016...

Après avoir élaboré un plan de travail[1], je découvrais sur les réseaux sociaux une vidéo réalisée par Maxime Barkowski, le fils de ma cousine. Maxime étudie aujourd'hui dans une école de cinéma au Québec. Il déclamait avec beaucoup de talent un texte de Victor Hugo.

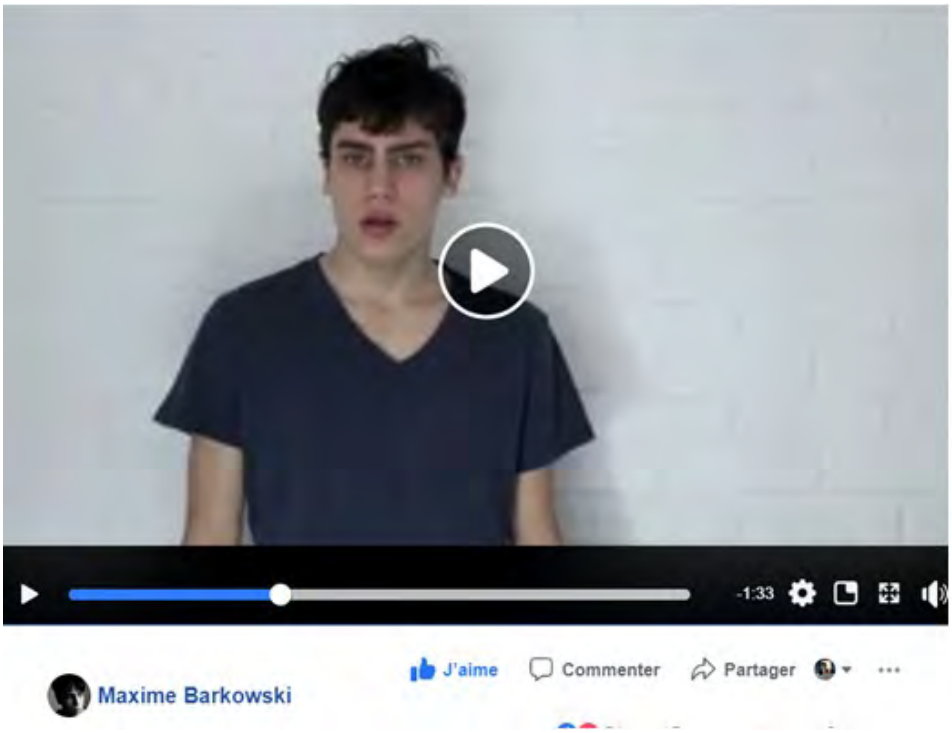
23 mai 2016, je prenais contact avec lui pour lui exposer mon projet qui partira de mon histoire qui est aussi la sienne pour ensuite élargir le propos aux immigrés russes de première génération, puis celles qui ont suivi jusqu'à aujourd'hui d'un double point de vue, à la fois culturel et émotionnel, et non historique ou politique.

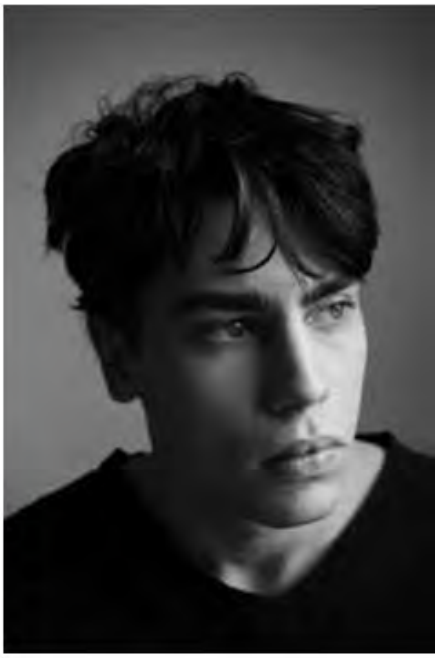
Je lui propose directement d'assurer la voix *off* du documentaire.

Quelques heures plus tard, il me répondait déjà qu'il était très intéressé. Il se dit en effet intrigué par ses lointaines racines russes qu'il rattache à la personne de son grand-père, Badji. Il se dit intrigué par mes recherches en tant que simple spectateur, et il ajoute : « … *alors pouvoir t'aider dans ce projet serait vraiment génial... Je suis donc partant pour te servir de voix-off et faire de mon mieux !* »

LA PLACE DE LA LITTÉRATURE DANS LE FILM EST LIÉE À LA PERSONNALITÉ DE MAXIME

Très vite, je me suis rendue à l'évidence : il était ridicule de lui faire faire une voix *off* alors qu'il serait bien mieux devant la caméra. Nous avons eu de





Décembre 2014 : à ceux que l'on oublie de Victor Hugo .Un texte hélas toujours d'actualité...

nombreux échanges écrits. Nous avons appris à mieux nous connaître : il me posait des questions sur notre famille, qui elle était en Russie. Je lui demandais par exemple quels étaient les films et les auteurs qu'il aimait. Cela m'a permis de repenser le fil de l'histoire en tenant compte de mon héros.

D'une part, ces questionnements : comment vivait notre famille en Russie avant la révolution ? Que sont devenus leurs descendants ? Qui est resté ? Qui est parti ? Qu'étaient-ils tous devenus ? Nous en parlerons dans un prochain épisode. Et, de l'autre, je commençais à mieux cerner ce qu'il pouvait apporter au film à travers sa personnalité, telle qu'elle se déployait dans notre correspondance.

Un des éléments qui me plaisait c'est qu'il n'était pas préparé à vivre cette aventure ; j'espérais tellement qu'elle puisse non seulement être une expérience professionnelle, mais aussi une expérience de vie pour lui autant que pour moi. Je devais pour cela m'inspirer de ce qu'il aimait, de qui il était. La passion de Maxime pour la littérature et le cinéma ont influencé la direction qu'a pris le documentaire.

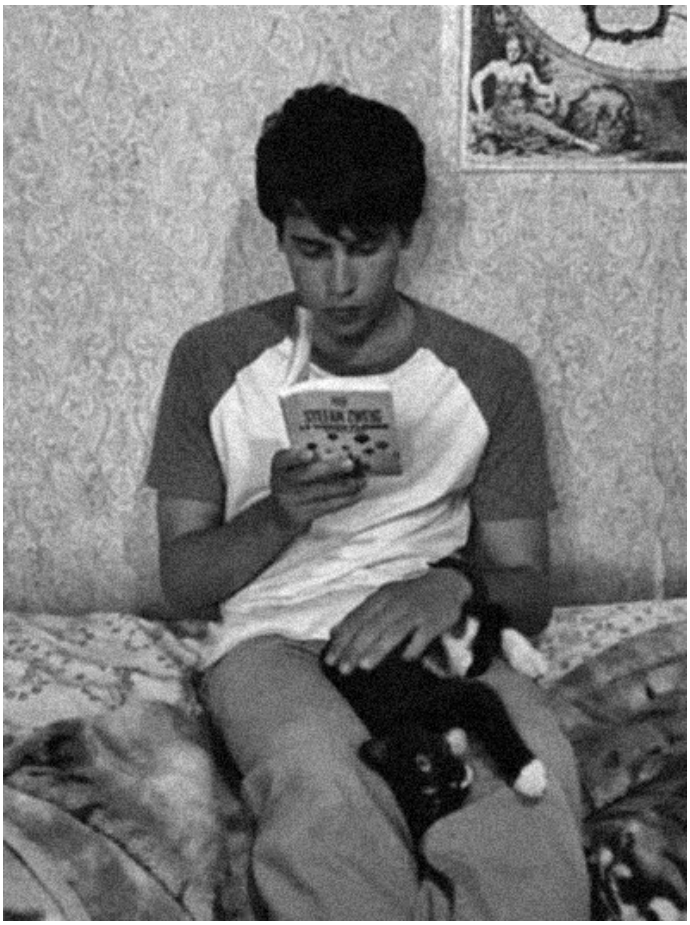
DE LA LITTÉRATURE À LA POÉSIE

On ne peut parler **de culture russe sans parler de littérature, très vite j'ai eu l'envie d'ajouter à ce documentaire une part de poésie. Je m'occuperai de cela plus tard avec Maxime, puisqu'il est très sensible à la littérature russe. Bien plus que je ne le suis moi-même.**

J'ai commencé à filmer des entretiens sans la présence de Maxime. Je savais que je ne pourrais le faire venir que pendant une courte période.

En 2016 et en 2017, j'ai fait la connaissance de nombreuses personnes que j'ai filmées. C'est lors du concert de Katja Katanova[2] (une violoniste dont nous aurons encore l'occasion de parler dans un autre épisode consacré à la musique russe) *que* J'ai fait la connaissance du metteur en scène *Mikhael*

La vie de la famille en Russie avant la révolution (à la datcha en Ukraine)



Maxime lisant un livre en Russie 2018

Concert Katja Katanova

Bouchler[3].

De là naîtra une collaboration qui permettra par la suite de mettre en scène, avec Maxime, des œuvres chargées de l'âme et de la pensée russes, à travers des textes de Tchekhov[4], Lermontov[5] et d'autres encore. Ces passages théâtrale offrent des respirations et servent de transitions dans le documentaire. La part de poésie que je désirais y introduire.

Maxime et le metteur en scène Mikhael Bouchler (Pourquoi Tchekhov ?)

Ce n'est que deux ans plus tard que j'ai enfin rencontré Maxime, en juin 2018. Et ensemble nous avons rencontré et filmé de nombreuses personnes ici en Belgique. Par exemple, Yashko qui connaissait bien le grand-père de Maxime. Yashko est le fils de Piotr Stepanovitch Golembiovsky, combattant cosaque dans les Armées blanches du général Dénikine[6]. Son papa était parti comme volontaire à l'âge de 16 ans, d'abord au 3e régiment de cavalerie ossète en automne 1919. Après 1 an de combats acharnés contre les troupes bolcheviques, il se retrouve au 4e régiment des cosaques du Don. Yashko fait partie du quatuor de musique russe Karandash[7] dont je vous reparlerai prochainement. Ensuite, nous sommes Maxime et moi partis en Russie en juillet 2018. Un jour peut-être, il nous racontera ce qu'il retient de cette aventure.

Dans le prochain épisode je vous parlerai de ma rencontre avec Vadim Piankov et Natalia Piankova, de mes premiers repérages en Russie, de mes premiers pas sur les traces de la fabrique familiale des Prokhoroff, la manufacture Trechgornaya qui existe toujours.

V.F.

VOYAGE RUSSE

par Maxime Barkowski avant le tournage du documentaire de Valérie FELDER

Ce voyage commence pour moi dans un lieu insolite, là où je ne l'attendais pas. Il remonte en fait à mon adolescence, lorsque j'ai découvert, au sortir d'une tempête de sable, la terre de Sâarte, au creux des vallées perdues du Sahara. Les dunes à perte de vue, les ruines d'un village, un puits solitaire, le souvenir d'un campement… Pour moi, la Russie commence ici, au pied d'un arbre centenaire. C'est là que repose mon grand-père, Serge Barkowski.

Nous voici au bout de l'exil.

Les racines de cet arbre atemporel sont visibles, enfouies sous les couches de sable rocheux. C'est le Sahara de mon grand-père, le Maroc de mon enfance, la France de mon père, l'ouest canadien de ma mère, le Québec de mes amis, la Belgique où je suis né… Et je suis toujours un étranger. Je le suis partout où je vais.

Mon destin est intimement lié à la Révolution russe de 1917. C'est un lourd passé qui résonne sur la paroi des gares apatrides, au son de l'Internationale. L'exode originel, le grand bouleversement, le pacte de ma naissance : je viendrai au monde quatre-vingts ans plus tard, sans identité à défendre, à valoriser, à glorifier. Le retour, quant à lui, attendrait un siècle. Peut-être suis-je prêt, tout déraciné que je suis… Je n'ai jamais mis un pied en Russie, je ne parle pas un mot de russe, j'ai perdu mon grand-père sans l'avoir vraiment connu. J'avais deux ans, j'étais alors un garçon insupportable et inarrêtable au dire de ma famille ; j'avais déjà

Marakkech : Maxime et Serge Barkowski en 1999. Maxime a vécu au Maroc jusqu'en 2013.

l'âme du pays, paraît-il.
La Russie et son histoire, aussi monumentale que sa géographie[8], exerce une fascination particulière en Occident, et en particulier pour l'étudiant montréalais que je suis. Quelle est cette énergie millénaire qui parcourt les steppes de l'Histoire jusqu'à embraser le cœur des hommes ? Ces Frères Karamazov[9] de Dostoïevski, ces cosaques puis ces Soviets, ces arrière-grands-parents en exil envers qui j'ai une dette originelle…
Les Russes blancs ont-ils attendu la chute de l'URSS pour rentrer au pays ? Se sont-ils toujours rappelés de la mère-patrie, même après ces soixante-dix ans de dispersion ? Comment la révolution et son héritage sont-ils aujourd'hui représentés dans les mémoires collectives, autant dans le domaine politique que culturel ?
J'arrive en Russie à l'heure du Mondial 2018, soit vingt ans après ma naissance et la victoire de l'équipe de France dans sa propre édition, une année que mon père n'est pas prêt d'oublier. Aujourd'hui c'est donc au tour de la Russie de Poutine d'être à l'avant-scène, à la fois foyer de tensions géopolitiques et de ferveur sportive internationale. La croisée des mondes en fait une terre de paradoxe, de neige et de flammes, d'Église orthodoxe et d'athéisme marxiste, d'idéal romantique et de réalisme social, de rêve délirant et de pragmatisme politique.
Je ne prétends pas pouvoir percer en si peu de temps les mystères de ce pays. Il s'agit simplement, à mon échelle, de remonter les traces qui partent de l'arbre de Serge Barkowski, quelque part sous un soleil écrasant, d'où résonne pourtant le lointain écho d'une révolution d'hiver.

Maxime Barkowski

Notes de V.F. :

1. Voir le premier épisode : Comment l'idée a germé – « Méthode » n°8 p. 109.

2. Katja Katanova : Née à Moscou, Katja Katanova débute le violon à l'âge de cinq ans. Elle est diplômée du Conservatoire de Moscou, où elle a poursuivi un an de perfectionnement et de spécialisation en musique de chambre. Après elle étudie le violon baroque aux conservatoires de Vienne et à Bruxelles. Katja Katanova vie en Belgique depuis 2011, elle a varié son répertoire de l'époque baroque avec des influences plus moderne Elle joue aussi du Violon dans le groupe Karandash.

3. Mikhail Bouchler : Réalisateur, metteur en scène, acteur. Né en ex URSS. Ses parents lui ont transmis à travers la lecture d'auteurs tels que Tchekhov, Poushkine et Lermontov, l'amour pour la culture russe, pour la littérature et le théâtre. Mikhail a 35 ans. Il rêve de percer dans le cinéma à travers des projets mêlant théâtre et cinéma. Il a fini l'INSAS, une école de cinéma belge fort imprégnée des cinéastes russes comme Vertov et Nikita Mikhailkov, diplômé comme réalisateur. Mikhail a réalisé plusieurs court-métrages, travaillé comme assistant réalisateur sur diverses productions. Il a également mis en scène plusieurs pièces de théâtres, par des auteurs comme Woody Allen et Anton Tchekhov. Le travail avec Valérie Felder a été une expérience très enrichissante pour lui car c'était l'occasion de se confronter à ses origine à travers un projet en commun avec quelqu'un avec des recherches similaires. Il a hâte de voir le produit fini. Il pense qu'il est essentiel de faire des projets engagés tels que proposé par Valérie.

4. Anton Pavlovitch Tchekhov ou Tchekov 1860-1904 (Source Wikipédia) Tout en exerçant sa profession de médecin il publie entre 1880 et 1903 plus de 600 œuvres littéraires ; certaines pièces souvent mises en scène à l'heure actuelle — La Mouette, La Cerisaie, Oncle Vania — font de lui l'un des auteurs les plus connus de la littérature russe, notamment pour sa façon de décrire la vie dans la province russe à la fin du xixe siècle.

5. Mikhaïl Iourievitch Lermontov 1814-1841 (Source Wikipédia).

Poète, peintre, romancier et dramaturge russe, souvent appelé le « poète du Caucase ».

6. Général Dénikine (source : wikipedia) :

Anton Ivanovitch Dénikine, né le 4 décembre 1872 à Włocławek et mort le 8 août 1947 à Ann Arbor, USA. Général russe, chef d'état-major dans les armées de la Russie impériale pendant la Première Guerre mondiale, commandant-en-chef de l'armée des volontaires pendant la guerre civile russe.

7. Karandash : Nous sommes quatre musiciens d'origine russe, dont trois nés en Belgique, de parents ou grands-parents issus de l'émigration. Notre quatrième, Katia Katanova est venue s'ajouter récemment. Elle est violoniste et diplômée des conservatoires de Moscou.

Notes de M.B. :

8. Géographie (source : wikipedia) : La Russie est le pays le plus étendu du monde, devant le Canada. Sa superficie totale est d'un peu plus de 17 millions de km². Les Frères Karamazov (source : wikipedia) (en russe : Братья Карамазовы) est le dernier roman de l'écrivain russe Fiodor Dostoïevski.

9. Publié sous forme de feuilleton dans Le Messager russe de janvier 1879 à novembre 1880 (la première édition séparée date de 1880), le roman connut un très grand succès public dès sa parution1. Le roman explore des thèmes philosophiques et existentiels tels que Dieu, le libre arbitre ou la moralité. Il s'agit d'un drame spirituel où s'affrontent différentes visions morales concernant la foi, le doute, la raison et la Russie moderne.

« Claire nuit, ombres lumineuses »
F. I. Tioutchev (1803-1873)

LA POÉSIE RUSSE

Enfant, de ta musique céleste, ô poésie du Nord,
Ma tendre mère a bercé mes jours et mes nuits
Où, grandes et innocentes, les étoiles vertigineuses,
Amies des âmes, des eaux et du sommeil,
Brillaient à même mon corps illuminé !

Ô voyage du cœur d'éternité en pure éternité !
Indéchiffrable union des oiseaux avec la lumière !

Tu habillais, ô poésie splendide,
Mes mains fragiles de tourbillons de neige,
De hautes congères allant vers l'Est
Avec la gravité des libres envolées d'oies sauvages,
De feuilles de frêles bouleaux aussi sensibles aux baisers des brises
Qu'une âme divine l'est au murmure des anges,
Tu recouvrais mon cœur de steppes ondoyant sous les averses du temps,
De perce-neige à la blancheur attique, de mûres, de menthes et de lilas,
De pivoines cramoisies, de roses légères et de lupins en fleur.

Nommer ces choses m'unit avec leur âme !
Un océan où la présence de Dieu se précipite,
Audace sublime que je dois remplir de mes baisers !
Dois-je souffrir dans tout ce que, ô âme,
J'ai de bon et pur pour être digne ?
Ô poésie du Nord, tu as dilaté mon cœur,
Tu l'as fait aux vastes dimensions de l'amour parfait !

Tu entrais, ô poésie limpide, dans les allées de mes pensées
Avec le soir courant comme un berger de fleuve en fleuve,
De pâturage en pâturage, le cœur fait d'or, de chants et de myrtilles !
Tu remplissais ma chair d'adolescent de ta chaleur subtile,
Mes mains de strophes plus claires que la clarté de l'aube,
De sentiments plus purs que la pureté de l'air !

Frissons d'émotion qu'emportaient sur leurs ailes de braise
Les lucioles clairvoyantes.

Mûrs étaient les blés sous tes caresses, et fraîche la terre amie
Quand, poésie divine, tu posais tes lèvres sur ma tête.
Comme dans chaque poème dort sans cesse le feu !
Comme ma vie est tendrement possible puisqu'elle cohabite avec le mot !

Ô vous, âmes de la musique des mots, âmes au bout de tous mes gestes,
Je vous aime, ô âmes, et ne laisserai jamais le temps se fatiguer ni s'assoupir,
Je garderai ma haute fidélité aux doux visages venant de l'avenir !

Tu révélais, ô chant enfiévré du peuple russe,
Tu révélais à mon inquiétude
La face sublime du Christ, mon Dieu et mon Seigneur aimant,
Les grêles grelots de ses divines paroles, ce goût d'essence
Que seule procure la flavescente image de la bonté
Flottant au fond des yeux des êtres fait d'amour et d'espoir.
Ô Christ mien, Christ vers qui s'incline et court le temps tout entier !

Tu m'as montré la route vers les cieux,
Tu m'as appris l'art séraphique de savoir aimer les jours sans lumière,
Les heures privées de toute miséricorde,
Le deuil des livres, les autels blessés,
Les prières assassinées et le silence des justes,
Le chant des grains dans l'ombre de la terre !
Ô chant, moissonneur des profondeurs !

Ô poésie du Nord, ciel toujours mouvant, manades de chevaux de feu,
Musique perpétuelle et dense et vraie
Comme les entrailles d'une mer toujours fertile,
Comme les tempêtes féroces, les routes rapides et les forêts tremblantes,
Les lacs de lin et les cieux sans ombre !

Voix, voix, ô liliales voix, lumière sublime créée de lumière,
Une onction qui instruit de tout,
Venez voix stigmatisées par Dieu
Et insérez vos chants de plénitude
Dans mes pupilles, dans mon amour, dans l'heure
Des cris amers et dans mon âme ouverte
A la caresse des trembles, à l'or des primevères :

Pouchkine des grâces et Lermontov des lys,
Koltsov des steppes et Tioutchev plein d'extase,
Le tendre Blok du Christ et Mandelstam des phrases
Où saigne le temps et ressuscitent les roses,
Akhmatova des plaies, Essenine de Russie,
Muguet d'aurore parmi mes larmes d'enfant,
Et Khlebnikov des songes blottis au fond des mots,
Balmont vertigineux, Tsvetaieva des griffes !....
Ivanov le Mage lascif des érudits,

Pasternak des pins, des fraises et des choucas,
Et toi, mon ange exquis, Vladimir Maïakovski,
Héraut de l'Espérance et Livre Infini !

Vous, âmes de lumière et témoins des Cieux,
Voix d'extrême douceur qui firent de ma voix
La nef suave qui vogue vers l'incendie
De la Voie Lactée et du Visage de Dieu !

Tu es à présent, ô libre poésie, ce calme divin à nul autre pareil
Qui suavement remplit mon sang fleuri
De sons, de larmes, de joie et de fruits,
De mots d'or pur, de visions, de stances,
De paraboles profondes et lourdes de transparence,
Vibrantes, fécondes et claires comme l'arbre du silence
Liant mon cœur aux lèvres de l'azur !

Athanase Vantchev de Thracy

Poème écrit à la demande d'Alain Santacreu. Sans son insistance et sans ses infatigables encouragements, je n'aurais peut-être jamais pu mener à bonne fin cette périlleuse entreprise.

Glose :

Fedor Ivanovith Tioutchev ou Tiouttchev (1803-1873) : Tioutchev est l'un des plus grands poètes russes. Appartenant à une très ancienne famille aristocratique, son premier contact avec la poésie est la poésie grecque et latine. En 1817, il entre dans le cercle des poètes fondés par le professeur Alekseï Fedorovitch Merzlyakov. En 1819, il est étudiant à la faculté des lettres de l'Université de Moscou. En 1822, âgé de 19 ans,

Tioutchev entre au Ministère des Affaires étrangères.
Il poursuivra une carrière de diplomate et vivra plus de 22 ans en dehors de Russie. En 1826, le poète épouse une aristocrate allemande, Mademoiselle Botner. Grâce à elle, il fait la connaissance de Heine, Schelling et autres romantiques allemands. Tioutchev tombe dans le charme de l'idéalisme de Schelling. En 1833, il publie le plus célèbre de ses poèmes, *Silentium.* En 1850, il tombe profondément amoureux d'une aristocrate russe appauvrie, Elena Aleksandrovna Denissova, qui meurt en 1864. Tioutchev s'éteint le 27 juin 1873 après une longue et pénible maladie.

Alexandre Sergueïevitch Pouchkine (1799-1837) : poète des poètes, tué au duel par le baron français Edmond d'Anthès.

Mikhaïl Iourievitch Lermontov (1814-1841) : le plus sombre génie poétique russe, tué au duel par son ami, le commandant Martynov.

Alekseï Vassilievitch Koltsov (1809-1842) : poète autodidacte, mort de tuberculose.

Aleksandr Aleksandrovitch Blok (1880-1921) : le plus aristocratique des poètes russes. Déçu par la Révolution, il se laissa mourir de désespoir.

Ossip Emilievitch Mandelstam (1891-1938) : le poète-martyr, jeté dans les bras de la mort dans un camp de Sibérie.

Anna Andreïevna Gorenko, dite Anna Akhmatova (1886-1966) : âme tragique, âme de tous les exils.

Sergueï Aleksandrovitch Essenine ou Iessenine (1895-1925) : le plus russe de tous les poètes russes, mort suicidé.

Viktor Vladimirovitch Khlebnikov (1885-1922) : le Prince du langage, mort de faim.

Konstantine Dmitrievitch Balmont (1867-1942) : âme profonde, mystique et rêveuse, mort exilé en France.

Marina Ivanovna Tsvetaïeva (1892-1941) : la plus révoltée des poètes russes, morte suicidée en Russie, après avoir vécu longtemps à Paris.

Viacheslav Ivanovitch Ivanov (1866-1901) : le plus profond, le plus mystique et le plus savants des poètes acméistes, mort à Rome après un long séjour à Paris.

Boris Leonidovitch Pasternak (1890-1960) : le brillant traducteur de Verlaine, de Goethe et de Shakespeare, protégé de Staline malgré son désaccord avec la poésie soviétique officielle. Prix Nobel de littérature (1958).

Vladimir Vladimirovitch Maïakovski (1893-1930) : chantre de la Révolution russe, mort suicidé. Le plus navrant des poètes russes.

Tous ces poètes, à l'exception de Koltsov, parlaient couramment le français, et avaient une connaissance étonnante de la littérature française.

Poésie :

BON VOYAGE, KEICHAN !

Gaétan BOUCHARD
Correspondant de "Méthode" au Canada

À la mémoire de Keichan, le frère de Cri Kri, âgé de 20 ans, décédé, retrouvé à moitié rongé par les chiens errants et affamés de la capitale de la Roumanie, Bucarest.
En pensant aux 20 000 enfants de la rue à Bucarest, abandonnés par tous.

Maintenant tu es étoile,
Dans un ciel sans voile,
Comme une main tendue,
dans ses froides rues.

De Bucarest la capitale,
sur la terre où tu es né,
sous une mauvaise étoile,
tu es astre sans égal.

Un fier rebelle tu étais,
au si grand cœur,
ton adorée petite sœur,
sous ton aile dormait.

Dans le ciel de Roumanie,
où ta misère et froide vie,
sous une faible lueur,
tu es mort sans heurt.

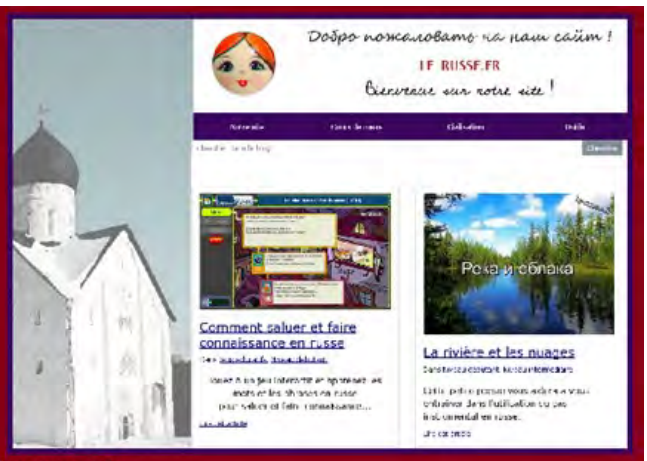
Les chiens ont rongés,
ta tendre chair d'enfant,
mais les bêtes enragés,
à Washington, les méchants !

Tu brilles comme une étoile,
Pour ton adorée petite sœur,
Dans son grand cœur,
Tu habites avec ferveur !

Gaétan Bouchard

Parlons russe !

Leçon 1.
L'alphabet russe



Julia CASADO
Professeur de russe et Directrice du site le russe.fr

Apprendre à lire en russe n'est pas si difficile que vous pouvez imaginer ! Commençons par l'alphabet.

La première lettre de l'alphabet russe est A. Devinez comment on la prononce ! On la prononce « A » comme en français !

La deuxième lettre est Б. Elle se prononce comme « B » français. La dix-huitième lettre est P. Vous pensez que vous la connaissez, mais c'est une fausse amie parce qu'elle se prononce comme « R » à la manière espagnole.

Maintenant lisez votre premier mot en russe : БАР.

Devinez ce qui cela veut dire ! Bravo ! C'est un bar !

Présentons tout l'alphabet russe dans un tableau. Les mots russes dans ce tableau se prononcent généralement de la même manière que leurs équivalents français.

Lettres de l'alphabet dans l'ordre	Comment elles s'appellent	Mot russe avec cette lettre	Le même mot en français	Remarques
А а	a	ананас	ananas	
Б б	bè	банан	banane	
В в	vè	варан	varan	
Г г	guè	грот	grotte	
Д д	dè	душ	douche	
Е е	ié	метро	métro	
Ё ё	io	ликёр	liqueur	
Ж ж	gè	жираф	girafe	
З з	zè	казино	casino	
И и	i	Интернет	Internet	
Й й	i kratkoïé	лайк	like	Le nom de cette lettre veut dire « i court ». Elle se prononce comme « y » dans le mot « yack ».
К к	ka	канал	canal	
Л л	el	литр	litre	
М м	èm	Марс	Mars	
Н н	èn	нюанс	nuance	
О о	o	монстр	monstre	
П п	pè	парк	parc	
Р р	èr	ритм	rythme	C'est le « r » roulé comme en espagnol
С с	ès	сидр	cidre	
Т т	tè	текст	texte	
У у	ou	суп	soupe	
Ф ф	èf	фейсбук	Facebook	
Х х	ha	психиатр	psychiatre	Pour bien prononcer « h », soufflez l'air entre la racine de votre langue et le palais. C'est un peu plus fort que le « h » anglais.
Ц ц	tsè	цеце	tsé-tsé	
Ч ч	tchè	матч	match	
Ш ш	cha	шеф	chef	
Щ щ	chtcha	щи	chtchi	Si vous ne connaissez pas le chtchi, c'est une très bonne soupe aux choux, un plat traditionnel russe.
ъ	tviordyi znak	объектив	objectif	Le nom de cette lettre veut dire « le signe dur ». Elle ne se prononce pas, on parlera de son rôle la prochaine fois.
ы	Y	чипсы	chips	Pour bien prononcer cette voyelle, dites le son « i » et en même temps reculez votre langue très en arrière.
ь	miahki znak	фильм	film	Le nom de cette lettre veut dire « le signe mou ». Elle ne se prononce pas, on parlera de son rôle la prochaine fois.
Э э	è	мэр	maire	
Ю ю	iou	пюре	purée	
Я я	ia	як	yack	

Questions :

1. Quelles lettres s'écrivent et se prononcent de la même manière dans l'alphabet russe et l'alphabet français ?

2. Quelles lettres s'écrivent pareilles mais se prononcent de la manière différente dans l'alphabet russe et l'alphabet français ?

3. Quelles lettres russes s'écrivent comme des lettres françaises reflétées dans un miroir ? Comment elles se prononcent en russe ?

4. Quelles lettres ne se prononcent pas dans l'alphabet russe ?

5. Combien y a-t-il de lettres dans l'alphabet russe ?

Exercice :

Lisez les mots suivants en russe et devinez ce qu'ils veulent dire en français.

Бал, этап, тандем, пейзаж, телефон, ресторан, актёр, карнавал, ураган, шок, сюрприз, цирк.

Vous pouvez trouver le podcast de cette leçon et les réponses aux questions sur notre site le-russe.fr dans la rubrique « Cours de russe / Méthode ». Sur notre site vous trouverez aussi des chansons pour apprendre l'alphabet russe et des exercices interactifs. Rejoignez-nous sur Facebook : LeRusseFr

A bientôt, **Julia.**

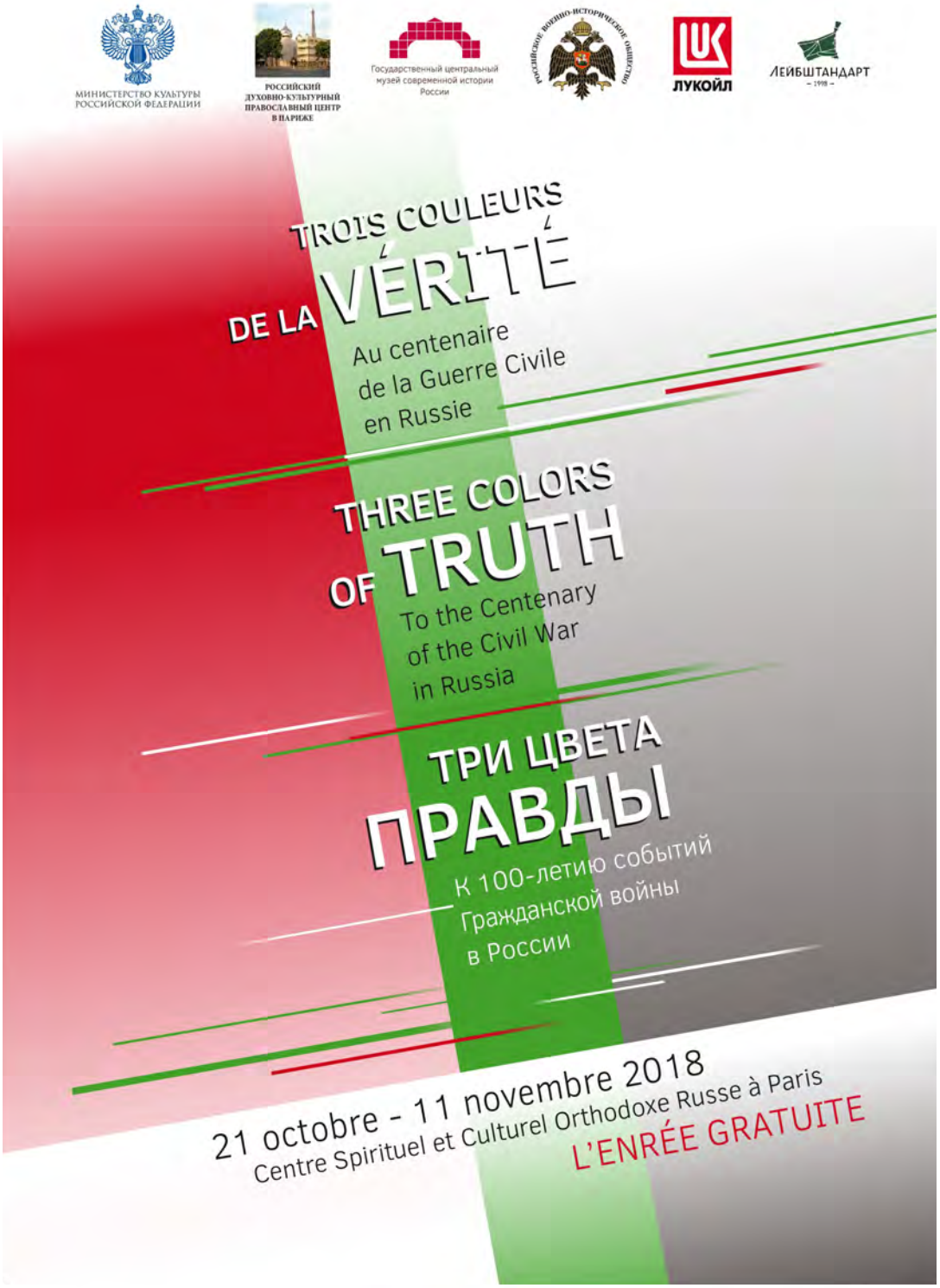
Chantons l'alphabet / Поём алфавит

Пéсенка про рýсский алфавúт

А, Б, В, Г, Д, Е, Ё, Ж, З, И, Й,
К, Л, М, Н, О, П, Р, С, Т, У, Ф, Х,
Ц, Ч, Ш, Щ, Ъ, Ы, Ь, Э, Ю, Я
Слáвный рýсский алфавúт
Вам сейчáс пою́ я !

La chanson de l'alphabet russe

А, Б, В, Г, Д, Е, Ё, Ж, З, И, Й,
К, Л, М, Н, О, П, Р, С, Т, У, Ф, Х,
Ц, Ч, Ш, Щ, Ъ, Ы, Ь, Э, Ю, Я
C'est le fameux alphabet russe
Que je suis en train de vous chanter!



FÉDÉRATION DES INSTITUTS FRANCO-RUSSES

ФЕДЕРАЦИЯ ФРАНКО-РУССКИХ ИНСТИТУТОВ

NOS CONTACTS :
Comité de rédaction de la Revue « Méthode »,
58, rue Artiom, 83001 Donetsk, République Populaire de Donetsk
tél. : + 38 062 305 24 69, courriel : revuemethode@gmail.com
http://www.revuemethode.org

RÉSEAUX SOCIAUX :
https://www.facebook.com/revuemethode
https://vk.com/revuemethode
https://twitter.com/revuemethode